

HORS-SÉRIE

L'Histoire

LES COLLECTIONS

*Martha Ricks,
ancienne esclave,
photographiée
au Liberia
en 1890*

Depuis 5000 ans
L'ESCLAVAGE
Une histoire mondiale

L 13472 - 93 - F: 6,90 € - RD



DOM/S 7,60 € - TOM/S 10,00 XPF - BEL 7,90 € - LUX 7,60 € - ALL 8,60 € - ESP 7,60 € - GR 7,60 € - ITA 7,60 € - POR 7,60 € - CAN 10,99 \$CAN - CH 13,80 ¥S - MAR 69 DH - TUN 7,5 TND - MAY 9,10 € - ISSN 01822411



mgen[★]

GROUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

J'AI CHOISI MGEN

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Martin Fourcade a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

MARTIN FOURCADE
CHAMPION DU MONDE &
CHAMPION OLYMPIQUE
DE BIATHLON

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.

www.lhistoire.fr

REVUE MENSUELLE CRÉÉE EN 1978,
ÉDITÉE PAR LES ÉDITIONS CROQUE FUTUR
41 BIS, AVENUE BOSQUET, 75007 PARIS
TÉL. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres

Président et directeur de la publication :
Claude Perdiel

Directeur général : Philippe Menat

Directeur éditorial : Maurice Szafran

Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie

Directeur délégué : Jean-Claude Rossignol

Pour toute question concernant votre abonnement

Tél. : 01 55 56 71 19

Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com

L'Histoire, service abonnements

45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex

Belgique : Edigroup Belgique, tél. : 070 233 304

Suisse : Edigroup SA, tél. : 022 860 84 01

Tarif France : 1 an, 12 n° : 67 €

1 an, 12 n° + 4 n° Collections de L'Histoire : 89 €

Tarif autres pays : nous contacter

Achat de revues et d'écrins

L'Histoire, 8, rue d'Aboukir, 75002 Paris

Tél. : 01 70 98 19 24

Rédaction, documentation, réalisation

Tél. : 01 70 98 19 19. Fax : 01 70 98 19 70

Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr

Directrice de la rédaction :

Valérie Hannin (19 49)

Assistante et coordinatrice de la rédaction,
en charge des partenariats :

Claire Cellier Wallet (19 51)

Conseillers de la direction :

Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney

Rédactrice en chef : Héroïse Kalebka (19 50)

Rédactrice en chef adjointe, responsable des

Collections de L'Histoire : Géraldine Soudri (19 52),

assistée de Domitille de Gavriloff

Rédacteur en chef adjoint : Olivier Thomas (19 54)

Secrétaire général de rédaction :

Raymond Lévêque (19 55), assisté de Grégoire Morelli

Chef de rubrique : Ariane Mathieu (19 53)

Rédaction : Julia Bellot (19 60), Lucas Chaballier,

Huguette Meunier, Nina Tapie

Rédaction-révision-correction : Hélène Valay

Direction artistique : Marie Toulouse (19 57),

Dominique Pasquet (couverture),

Valentina Léporé (en charge de ce numéro)

Service photo : Jérémy Suarez-Lalouni (19 58)

Comité scientifique : Pierre Assouline, Jacques Berlioz,

Patrick Boucheron, Catherine Brice, Bruno Cabanes,

Johann Chapoutot, Joël Cornette, Clément Fabre, Anaïs Fléchet,

Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin,

Julien Loiseau, Pap Ndiaye, Fabien Paquet, Olivier Postel-Vinay,

Yann Potin, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Claire Sotinel,

Pierre-François Souyri, Laurent Theis, Annette Wiewiorka,

Olivier Wiewiorka, Michel Winock

Correspondants : Dominique Alibert, Claude Aziza,

Vincent Azoulay, Antoine de Baecque, Esther Benbassa,

Jean-Louis Biget, Françoise Briquel-Chatonnet,

Guillaume Calafat, Jacques Chiffolleau, Alain Dieckhoff,

Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron,

Marie Favereau, Christopher Goscha, Christian Grataloup,

Isabelle Heullant-Donat, Gilles Kepel, Matthieu Lahaye,

Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros,

Marie-Anne Matard-Bonucci, Guillaume Mazeau,

Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière,

Isabelle Surun, Boris Valentin, Sylvain Venayre,

Catherine Virlouvet, Nicolas Werth

Ont collaboré à ce numéro :

Any-Claude Médioni (iconographie), Mattéo Vierling,

Tobias Wagemann

Fabrication

Responsable de fabrication : Christophe Perrusson (19 10)

Activités numériques : Bertrand Clare (19 08)

Services administratifs et financiers

Directrice administrative et financière :

Jaye Reig

Marketing direct et abonnements

Directeur : Luc Bonardi

Responsable du marketing direct : Linda Pain (19 14)

Responsable de la gestion : Magali Viette (19 12)

Ventes et promotion

Directeur : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)

Ventes messageries : VIP Diffusion Presse,

Frédéric Vinot (N° Vert 08 00 51 49 74)

Diffusion librairies Pollen/Di'pop'

Tél. : 01 43 62 08 07 - Fax : 01 72 71 84 51

Communication : Isabelle Rudi (19 70)

Régie publicitaire

Mediaobs

44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris

Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres

Courriel : pnom@mediaobs.com

Directeur général : Corinne Rougé (93 70)

Studio : Louis Fourquet (89 26)

Gestion : Catherine Fernandes (89 20)

mediaobs.com

AVANT-PROPOS

Traites, race et abolitions

DEPUIS LA PROMULGATION DE LA LOI TAUBIRA, le 21 mai 2001, reconnaissant la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité, les recherches ont beaucoup progressé en France, portées notamment par l'histoire globale et l'approche comparée des divers systèmes esclavagistes dans le monde. C'est cette histoire renouvelée depuis vingt ans que nous vous exposons dans ce numéro.

L'ASSERVISSEMENT DE L'HOMME a débuté au Néolithique avec l'émergence des premières sociétés inégalitaires. Cependant l'esclavage est bien plus qu'un système de travail et de propriété : pour réduire des hommes ou des femmes en esclavage, il faut les exclure radicalement de la communauté. Cette altérité peut être facilement créée lorsqu'il s'agit de captifs de guerre, mais elle peut aussi s'appuyer sur la religion ou les différences d'ethnies. Si l'esclavage est un phénomène ancien et massif auquel peu de sociétés ont échappé, toutes ne sont pas esclavagistes. En 1968, le grand antiquisant Moses Finley en avait recensé cinq : la Grèce classique, Rome, les Antilles coloniales, le Brésil et les États-Unis. Les historiens en comptent aujourd'hui davantage. Car au-delà du poids démographique des esclaves au sein de la population, c'est la manière dont la société tout entière est imprégnée par cette institution qu'il s'agit d'interroger. En ce sens, c'est bien Athènes qui inaugure, en même temps que la démocratie, la première société esclavagiste.

LA TRAITE TRANSATLANTIQUE, en 350 ans, déporte 12,5 millions d'individus depuis l'Afrique jusqu'aux plantations portugaises, françaises ou anglaises des Amériques. Ce qui changea alors, ce n'est pas le trafic – il a été inauguré dès l'Antiquité puis intensifié par l'Empire islamique au VII^e siècle. La singularité de cet esclavage colonial repose sur son association étroite avec la race : progressivement, les Africains sont devenus les esclaves par excellence, au point que le mot « nègre » en soit devenu synonyme. Cette traite a-t-elle favorisé le développement économique de l'Europe ? Le débat n'est pas clos, mais il semble bien que le système atlantique, où s'invente le capitalisme, ait dégagé des profits considérables. On sait que la perte de Saint-Domingue par la France a provoqué une crise brutale de son économie. La chronologie traditionnelle des abolitions est également revisitée. La fin de l'esclavage et la colonisation du continent africain sont concomitantes et aux émancipations du XIX^e siècle succédèrent d'autres formes de sujétion ; 40 millions de personnes seraient aujourd'hui victimes d'esclavage moderne, pour la plupart des femmes et des enfants. Reste que la voix des esclaves est à présent partout entendue. Et l'on se rend compte que ces hommes et ces femmes, affreusement dominés, humiliés, mutilés, ont aussi témoigné, résisté, laissé des traces. Il est temps de les réintégrer dans l'histoire. ■

EN COUVERTURE

Martha Ricks, née esclave dans le Tennessee en 1817, photographiée ici vers 1890 au Liberia, qu'elle a rejoint, libre, avec sa famille en 1830 (Washington, Library of Congress/Corbis/VCG/Getty Images).

L'esclavage

Une histoire mondiale



1. UN TRAFIC ANCIEN ET MASSIF

- 10 Archéologie : les premières traces
par **JEAN-PAUL DEMOULE**
- 12 A Athènes. Au cœur de la démocratie
par **PAULIN ISMARD**
 - | Carte : l'approvisionnement, entre Pont-Euxin et Asie Mineure
- 18 A Rome. Petits meurtres (im)punis
par **YANN RIVIÈRE**
 - | « C'est cela aussi que nous appelons Antiquité »
 - | Quand le droit romain inspire l'Amérique
- 22 Moyen Age. Le grand refoulement
entretien avec **CLAUDE GAUVARD**
 - | Le christianisme a-t-il amélioré le sort des esclaves ?par **DOMITILLE DE GAVRILOFF**
- 28 Comment l'Empire islamique a inventé la traite
par **JULIEN LOISEAU**
 - | La malédiction de Champar **DOMITILLE DE GAVRILOFF**
 - | Carte : douze siècles de traites islamiques

2. CE QUI CHANGE AVEC LA TRAITE TRANSATLANTIQUE

- 36 Le passage du Milieu
par **PHILIPPE HAUDRÈRE**
 - | Carte : la saignée de l'Afrique
 - | Infographie : 350 ans de traite atlantique
- 42 Dans l'enfer de la plantation
entretien avec **CÉCILE VIDAL**
 - | Pourquoi l'esclavage des Amérindiens a été interdit
 - | Archive : 24 heures sur l'habitation l'Anse Latouche
 - | Ce que révèlent les cimetières
 - | Carte : sucre, tabac, café et coton



Origine du papier : Autriche
Taux de fibres recyclées : 0 %
Eutrophisation : PTot = +0,008 kg/tonne de papier
Imprimé par BLG, Toul (54), France,
certifié PEFC



52 Comment la traite a ravagé l'Afrique par **PAUL E. LOVEJOY**

■ Abomey, royaume négrier

par **CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH**

■ En Chine, une histoire très idéologique

par **CLAUDE CHEVALEYRE**

■ Carte : trafics internes et externes

56 xv^e-xviii^e siècle. Europe : 2 millions d'esclaves oubliés

par **ALESSANDRO STELLA**

et **BERNARD VINCENT**

■ La France, un « libre sol » ?

par **SUE PEABODY**

60 Métissage et racisme. Le cas brésilien

par **LUIZ FELIPE DE ALENCASTRO**

■ La vision de Debret

par **YVES SAINT-GEOURS**

64 États-Unis. Les enchaînés du « roi coton »

par **PAP NDIAYE**

■ « Moi, Nat Turner... »

■ Les enfants « mulâtres » de Jefferson

■ Carte : Underground Railroad

70 La traite a-t-elle enrichi l'Europe ?

par **ALESSANDRO STANZIANI**

3. L'ÉMANCIPATION A-T-ELLE EU LIEU ?

74 Saint-Domingue, 1791. L'autre scène révolutionnaire

par **MANUEL COVO**

■ Carte : 1791-1804, le plus grand soulèvement d'esclaves de tous les temps

78 Le long combat de l'abolition

par **NELLY SCHMIDT**

■ Pourquoi Bonaparte a rétabli l'esclavage

par **FRÉDÉRIC RÉGENT**

■ Schoelcher ou l'ambiguïté républicaine

84 What if... ? Les femmes ou la double domination

par **BENEDETTA ROSSI**



88 Les habits neufs du travail contraint

par **ALESSANDRO STANZIANI**

■ Le servage russe, instrument de la croissance

■ Carte : et aujourd'hui ?

92 La sortie du silence

par **PAP NDIAYE**

■ « L'hôtel de la Marine, un lieu de mémoire méconnu »

entretien avec **DOMINIQUE TAFFIN**

96 Pour aller plus loin

Toute l'actualité de l'histoire
sur **www.lhistoire.fr**

Ce numéro comporte un encart abonnement *L'Histoire* sur les exemplaires kiosque France et un encart abonnement Édigrout sur les exemplaires kiosque Belgique et Suisse.



La Route des Abolitions de l'Esclavage



Château de Bussy-Rabutin

Derrière une apparence discrète, la Bourgogne-Franche-Comté a su se démarquer dans l'histoire par son caractère rebelle et résistant.

Esprit frondeur ou amour de la liberté, la région a porté bien haut de grands combats qui ont marqué son ADN, ses cités et ses paysages.

Modernisés ou magnifiquement préservés, de grands sites phares

du territoire livrent une belle leçon d'histoire mais surtout les clés d'un passé qui a laissé bien des traces dans l'Humanité tout

entière. **Voyage sur les traces des grands Hommes de Bourgogne-Franche-Comté.**

De sa position géographique convoitée, la Bourgogne-Franche-

Comté a appris à se battre pour préserver ses frontières et protéger ses habitants. De sa géologie escarpée, elle en a probablement tiré cette énergie folle pour porter bien haut ses idéaux. Et c'est sur

ce territoire singulier, sauvage mais accueillant et généreux, que sont nés des hommes et des femmes combattifs et solidaires.

Un peu partout du nord au sud, la région porte en elle l'héritage de ces défenseurs de la liberté, peuples tout entiers, grands

penseurs idéalistes ou artistes libertaires. **Des sites symboliques à découvrir pour ne jamais oublier, qu'un jour, nos libertés furent menacées.**

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, l'âme d'une rebelle

Par amour de la liberté

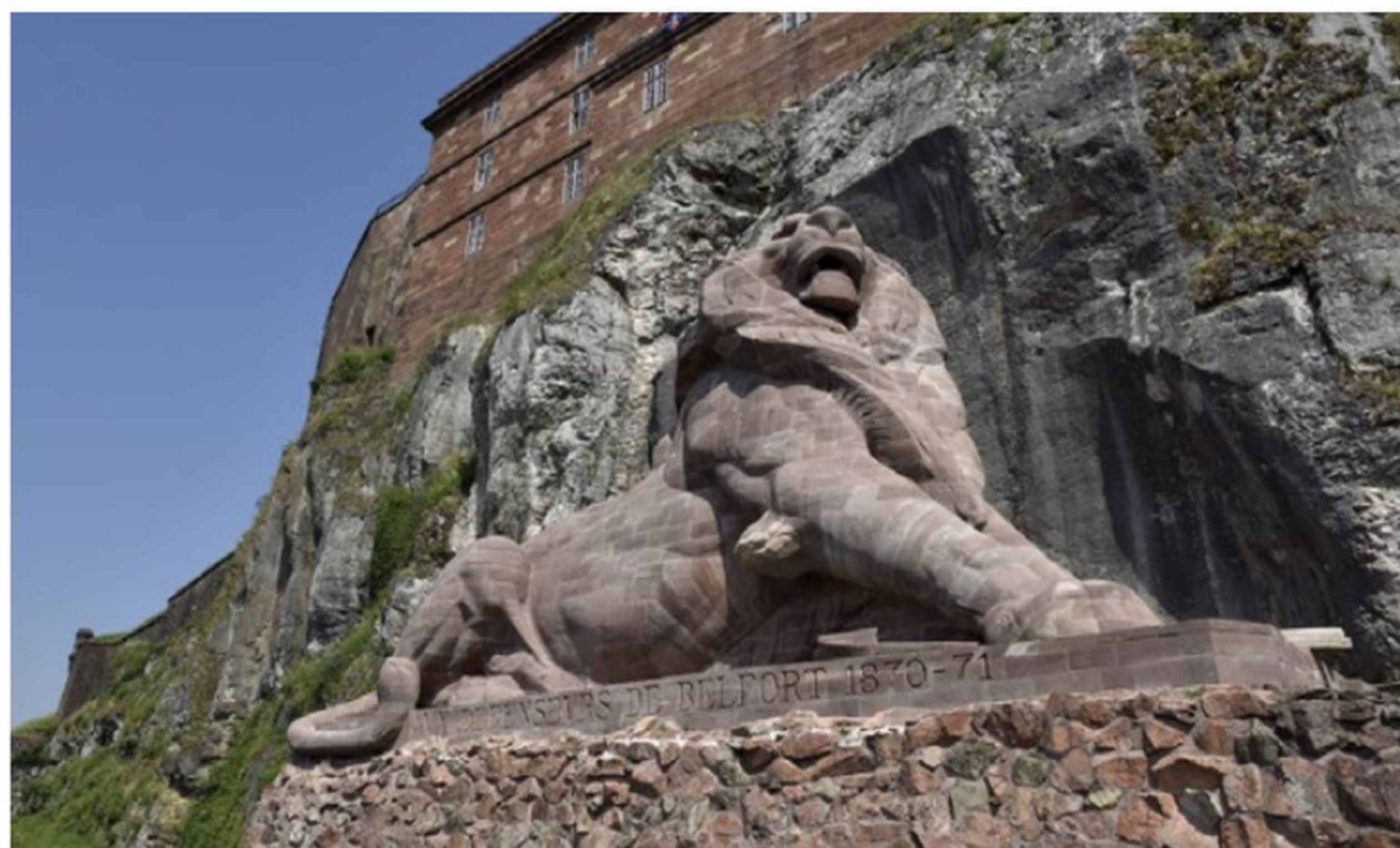
Gustave Courbet revendiquait n'appartenir à aucun régime, si ce n'est à celui de la liberté. Derrière le peintre rebelle connu pour son sulfureux tableau « L'origine du Monde », se cache un militant engagé dans de nombreuses actions politiques, jouant les trublions au cœur d'un Empire triomphant et conservateur. Dans sa ville natale, **Ornans**, lovée au sein d'une Vallée de la Loue pittoresque à souhait, Pole et Musée Courbet lèvent le voile sur l'un des artistes les plus anticonformistes du XIX^e siècle.

Au même moment, un célèbre écrivain français utilisait son art pour défendre des idées profondément humanistes. Connu pour ses Misérables, ses Contemplations et autres œuvres maîtresses, **Victor Hugo** l'est un peu moins pour ses discours pourtant devenus célèbres : discours pour la liberté de la presse, pour l'abolition de la peine de mort en 1848, ou encore, contre la misère. A **Besançon**, sa Maison natale présente les grands combats de cet homme de lettres, fervent défenseur des valeurs républicaines, de l'égalité et surtout de la Liberté.

Dans un tout autre style, le **Comte Roger de Bussy-Rabutin** – exilé en Bourgogne par Louis XIV pour son célèbre pamphlet racontant les frasques de la cour de France - s'est illustré pour des idées d'une toute autre teneur. Dans un vallon boisé de l'Auxois en Côte-d'Or, son château entouré de magnifiques jardins à la française, cache une étonnante galerie de portraits et de devises caustiques témoignant de son amour pour la vie. Ses combats ? La liberté de penser, mais aussi celle d'aimer.



Ornans, pays de Gustave Courbet



Le Lion de Belfort

Rebelles & résistantes

Châteaux, forteresses, citadelles, vestiges militaires et architecturaux, ils sont les grands témoins de l'histoire. Des sites emblématiques qui ont pris racine au gré d'un cours d'eau, d'un promontoire ou d'une situation géographique particulière. Tel est le cas du **Territoire de Belfort** qui a su optimiser une géologie escarpée pour se défendre. Située sur un axe de circulation à la charnière de la France et du monde germanique, Belfort a très tôt appris que son salut viendrait de ses fortifications. Ancien château remodelé par le comte de La Suze, consolidé par l'incontournable Vauban à partir de 1687, remanié par le général Haxo au XIX^e siècle, la Citadelle témoigne du rôle de bastion qu'a toujours tenu la ville. On lui connaît d'ailleurs sa résistance héroïque face aux invasions prussiennes et allemandes en 1870. Symbole de cette force qui la caractérise, le **Lion de Bartholdi** domine la ville fortifiée, dos à l'ennemi, l'ignorant d'un superbe dédain. Avec ses 22 m de long et 11 m de haut, la plus grande statue de France semble avertir les voyageurs ou hypothétiques ennemis, qu'ici, les gens du pays ne courberont pas l'échine.

Résistante, **Besançon**, l'est aussi assurément. Des décennies de lutte acharnée pour se défendre derrière les remparts, murailles, échauguettes et demi-bastions de son impressionnante **Citadelle, aujourd'hui Patrimoine mondial de l'Unesco**. Une cité fortifiée de part et d'autre par le même Vauban, originaire de Bourgogne-Franche-Comté. Hier imprenable, elle s'est aujourd'hui engagée vers un formidable travail de mémoire, notamment au travers de ses différents centres d'intérêts (Musée de la Résistance et de la Déportation, Musée Comtois, espace Vauban, Muséum). Cinq principes idéaux humanistes trouvent ainsi écho dans les différentes propositions de la Citadelle : Née pour défendre et protéger, Protecteur du patrimoine, Gardien de la biodiversité, Acteur du dialogue des cultures, Passeur d'Histoire, passeur de Paix... Ainsi, en l'explorant dans son entièreté, le visiteur apprend du passé, pour comprendre aujourd'hui et agir demain.

« Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre »

ILS ONT SEMÉ NOS LIBERTÉS :

👉 **Toussaint Louverture, la religieuse Côte-d'Orient Anne-Marie Javouhey ou encore les habitants de Champagny en Haute-Saône** dont les grands combats se transmettent aux nouvelles générations en suivant la célèbre *Route des Abolitions de l'Esclavage*, voyage mémoriel de cinq étapes qui, comme une évidence, prend naissance ici en Bourgogne-Franche-Comté.

👉 **Le peuple ouvrier des usines Schneider du Creusot**, à l'origine de la création du premier syndicat. Militant pour « la reconnaissance du syndicat, la liberté de conscience et la suppression de la police occulte », leur histoire et celle de la dynastie Schneider est présentée au **Musée de l'Homme et de l'Industrie - Écomusée Creusot Montceau**.



Musée de l'Homme et de l'Industrie, Le Creusot

Plus d'infos : www.bourgognefranchecomte.com





L Un trafic ancien et massif

De très nombreuses civilisations ont reposé sur le travail des esclaves. Dans la Grèce et la Rome antiques, en Égypte ou encore en Europe au Moyen Âge, l'esclavage concernait des populations razziées, païennes ou asservies pour dettes.

Des prisonniers de guerre, principale source d'esclaves dans l'Égypte ancienne. Détail d'un char retrouvé dans la tombe de Toutankhamon (v. 1340 av. J.-C.).

Archéologie : les premières traces

Il y a beaucoup de raisons de penser que l'esclavage dans les sociétés humaines n'est pas une fatalité. Tout se complique quand même avec la sédentarisation et la naissance des inégalités au Néolithique.

Par **JEAN-PAUL DEMOULE**

Nos données sur l'esclavage dans les sociétés anciennes ne peuvent résulter que de la combinaison de trois sources hétérogènes : les textes antiques (qui ne concernent que les sociétés étatiques et urbaines, qu'ils décrivent leurs propres sociétés ou des sociétés voisines, comme celles des Gaulois par les Grecs et Romains), l'archéologie et les observations ethnographiques sur des sociétés potentiellement comparables. A cela s'ajoute la question de la définition même de l'esclavage. Certains considèrent que des tâches domestiques peu ou pas rémunérées, les mariages forcés, voire l'enrôlement dans des sectes, sont des formes de servitude.

Pour le regretté anthropologue Alain Testart (1945-2013), l'esclave se définit selon deux critères : son exclusion de la communauté et sa disponibilité

permanente pour n'importe quelle activité imposée. Si ces critères paraissent convaincants, ils sont évidemment difficiles à établir, faute de textes, par le seul matériel archéologique. Par ailleurs, il existe deux formes d'esclavage : celui qui résulte de prises de guerre, pratiqué par de nombreuses sociétés historiques ; et celui qui résulte de l'endettement et qui est bien attesté dans les sociétés antiques. Or si l'existence de conflits armés peut être vérifiée par l'archéologie, un asservissement interne ne peut être saisi qu'indirectement.

JETÉS SANS SOIN DANS DES FOSSES

Grâce à l'archéologie cependant, le statut d'un individu particulier peut être décelé dans la tombe, qui associe normalement un corps avec des objets témoignant de sa condition. Le contraste, aux Antilles, entre les cimetières d'esclaves et ceux des maîtres est, par exemple, saisissant, comme ceux de Saint-François ou de l'Anse Sainte-Marguerite en Guadeloupe, récemment fouillés par l'Inrap. Dans une nécropole gallo-romaine à Saintes (Charente-Maritime), on a retrouvé des squelettes avec des fers au cou ou aux pieds. Si l'on remonte encore dans le temps, on connaît, aussi bien pour des sociétés néolithiques du IV^e millénaire que pour celles de l'Âge du fer, dans les derniers siècles avant notre ère, des individus inhumés hors de la nécropole usuelle, par exemple jetés sans soin dans des fosses au milieu de l'habitat – même s'il est difficile de savoir s'il s'agit d'esclaves au sens strict, ou de diverses catégories de réprouvés.

Il est donc possible d'établir la présence d'esclaves dans des sociétés anciennes sans écriture. Mais il est beaucoup plus difficile d'affirmer leur absence – l'absence de preuve n'étant pas la preuve de l'absence. On peut tâcher alors de s'appuyer sur l'ethnographie.

LES PIONNIERS

Alain Testart

Dans *L'Esclave, la dette et le pouvoir* (2001) l'anthropologue Alain Testart montre que si le statut d'esclave a beaucoup changé selon les temps et les lieux, celui-ci reste avant tout un dépendant : 1) dont le statut juridique est marqué par l'exclusion d'une dimension considérée comme fondamentale par la société ; 2) dont on peut tirer profit. Dans *La Servitude volontaire* (2004), il s'intéresse aux « morts d'accompagnement », des dépendants sacrifiés lors du décès de leur maître, comme en 2600 avant notre ère dans la nécropole d'Our, en Mésopotamie. Avec l'avènement de l'État, les fidélités personnelles seront remplacées par la fidélité au principe étatique et ces pratiques disparaîtront.



Les sociétés simples de chasseurs-cueilleurs, en général nomades, n'ont pas d'esclaves, même si elles peuvent être guerrières. Les Nambikwara ou les Yanomami, étudiés en Amazonie par Claude Lévi-Strauss et Pierre Clastres, sont très faiblement inégalitaires et ne comptent aucun esclave. Les aborigènes australiens se faisaient régulièrement la guerre afin notamment d'enlever des femmes – une pratique bien assurée dans la mythologie grecque (voir l'*Illiade*) ou romaine (voir l'enlèvement des Sabines). Mais ces femmes n'avaient pas le statut d'esclaves et elles étaient intégrées à la communauté. On a donc de bonnes raisons de penser que, symétriquement, les petites sociétés nomades du Paléolithique supérieur à l'époque magdalénienne, il y a environ 15 000 ans, comme celles dont on a fouillé les campements dans le Bassin parisien (sites de Pincevent, Étiolles ou Verberie), ne devaient pas compter d'esclaves.

En revanche, l'ethnographie signale l'existence d'esclaves dans des sociétés de chasseurs-cueilleurs plus complexes, sédentaires et déjà hiérarchisées, comme chez les Amérindiens Tlingits ou les Haïdas de la côte nord-ouest de l'Amérique du Nord. Ce pourrait aussi avoir été le cas des sociétés japonaises de la période Jomon, entre le XIII^e et le I^{er} millénaire avant notre ère, où sédentarité, inégalités et même violences sont attestées.

L'ANTHROPOLOGIE ANARCHISTE

Avec le Néolithique et l'émergence de l'agriculture sédentaire à partir de 10 000 ans avant notre ère en différentes régions de la planète, les systèmes sociaux, avec l'augmentation continue de la population, se complexifient. La violence y est présente, comme l'ont montré des charniers du VI^e millénaire avant notre ère à Talheim ou Schöneck-Kilianstädten, en Allemagne, où les squelettes ont eu le crâne fracassé ou ont reçu des flèches. Certes, cela ne prouve pas la présence d'esclaves. Mais ces sociétés commencent à nettement se hiérarchiser au millénaire suivant. Les nouveaux « chefs » émergents sont inhumés dans des tombeaux mégalithiques et emportent des objets précieux dans la mort – haches en jadéite alpine, perles en variscite, etc. Au même moment, notamment dans l'est de l'actuel territoire français, certains individus, comme évoqué plus haut, sont jetés pêle-mêle au fond de silos à grains au milieu du village¹.

On débat encore pour savoir si toutes ces sociétés néolithiques étaient inégalitaires. L'anthropologue David Graeber et l'archéologue David Wengrow ont supposé que les grands villages de la culture dite « de Cucuteni-Tripolje », dans l'Ukraine et la Russie méridionale de la fin du V^e millénaire avant notre ère,



CARCAN GALLO-ROMAIN

Les squelettes de plusieurs individus entravés ont été retrouvés en 2014 dans une nécropole gallo-romaine du I^{er}-II^e siècle à Saintes. Ici, l'individu a été enterré avec son énorme carcan de fer au cou. S'agit-il de sépultures d'esclaves ? Les archéologues en doutent car le port d'entraves inamovibles et permanentes nuirait à leur productivité. Il pourrait plutôt s'agir de condamnés aux travaux forcés.

étaient égalitaires². De fait, ces agglomérations, qui ont pu regrouper jusqu'à 10 000 habitants, ne semblent témoigner d'aucune différence sociale : les habitations étaient organisées en cercles concentriques autour d'un grand espace vide. Néanmoins, dans les rares nécropoles connues, comme celle de Gorodnitsa en Ukraine, seuls certains individus ont emporté dans la tombe des parures de cuivre ou d'or.

David Graeber, comme David Wengrow et Pierre Clastres, mais aussi James Scott ou Alfredo González Ruibal, appartiennent au courant dit « de l'anthropologie anarchiste ». Ils recherchent les traces dans le passé, ancien ou récent, de formes de résistance au pouvoir (*archê* en grec ancien). Les deux premiers aimeraient même voir dans la cité mexicaine de Teotihuacan au début de notre ère, ou dans celles de la vallée de l'Indus au III^e millénaire avant notre ère, des systèmes sociaux très égalitaires. Cela ne signifierait pas nécessairement l'absence de l'esclavage : la démocratie athénienne, malgré son idéal, reposait bien sur ce système

– que le philosophe Aristote regrettait, mais qu'il jugeait inévitable sauf si un jour « les navettes tissaient d'elles-mêmes et les plectres jouaient tout seuls de la cithare ».

Il est donc peu probable qu'il ait existé par le passé des sociétés inégalitaires sans, sous une forme ou une autre, l'exploitation d'esclaves, sinon dans les sociétés les plus simples du Paléolithique et des débuts du Néolithique. ■

L'AUTEUR

Archéologue et préhistorien, professeur émérite à l'université Panthéon-Sorbonne, **Jean-Paul Demoule** vient de publier *La Préhistoire en 100 questions* (Tallandier, 2021).

NOTES

1. Cf. L. Baray, B. Boulestin (dir.), *Morts anormales et sépultures bizarres. Les dépôts humains en fosses circulaires ou en silos du Néolithique à l'Age du fer*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

2. D. Graeber, D. Wengrow, « Comment changer le cours de l'histoire (ou au moins du passé) », *Revue du crieur* n° 11, 2018/3, pp. 4-29.

A Athènes

Au cœur de la démocratie

Non seulement la démocratie athénienne n'est pas incompatible avec l'esclavage, mais il se peut qu'elle lui soit intrinsèquement liée. Qu'il s'agisse de la culture du corps ou de la représentation politique, l'institution esclavagiste imprègne toute la pensée grecque.

Par **PAULIN ISMARD**

C'est dans une brève notice de l'*Encyclopedia of History*, publiée en 1968, que l'antiquisant Moses Finley forgea pour la première fois la célèbre distinction entre deux types de sociétés qui pratiquèrent l'esclavage au cours de l'histoire. Alors que les « sociétés à esclaves » (*societies with slaves*) auraient été fort nombreuses au cours de l'histoire, expliquait-il, seules des configurations historiques exceptionnelles auraient donné naissance à de « véritables sociétés esclavagistes » (*genuine slave societies*). Les critères permettant d'identifier ces dernières étaient assez imprécis, l'historien britannique se contentant de mentionner le poids démographique des esclaves, supérieur à 20 % de l'ensemble de la population, et leur rôle déterminant dans les activités productives. C'est que Finley entendait moins définir une catégorie analytique que pointer la singularité de deux configurations historiques qu'il envisageait en miroir l'une de l'autre : celle de l'Antiquité méditerranéenne et celle des sociétés américaines, filles de l'impérialisme européen.

A ses yeux, seules cinq sociétés pouvaient être qualifiées d'esclavagistes : la Grèce classique et certaines régions du monde hellénistique, la Rome de la fin de la république et du début de l'empire, les États-Unis jusqu'à la guerre de Sécession (1861-1865), les Antilles et le Brésil d'époque coloniale. Cet inventaire

accréditait paradoxalement l'exceptionnalité de la civilisation grecque. Selon un schéma d'inversion du fameux miracle grec, le privilège d'inaugurer la modernité occidentale, ici sous son visage le plus sombre, revenait une fois encore à l'Athènes classique.

Les historiens n'ont pas manqué depuis de montrer les points aveugles de cet inventaire. Même en adoptant les critères (approximatifs) qui étaient ceux de Finley, on reconnaît aujourd'hui un nombre considérable de sociétés esclavagistes dans l'histoire, telles que la Corée de l'époque Choson (xv^e-xix^e siècle), le califat de Sokoto (xix^e siècle), ou la Carthage du III^e-II^e siècle avant notre ère.

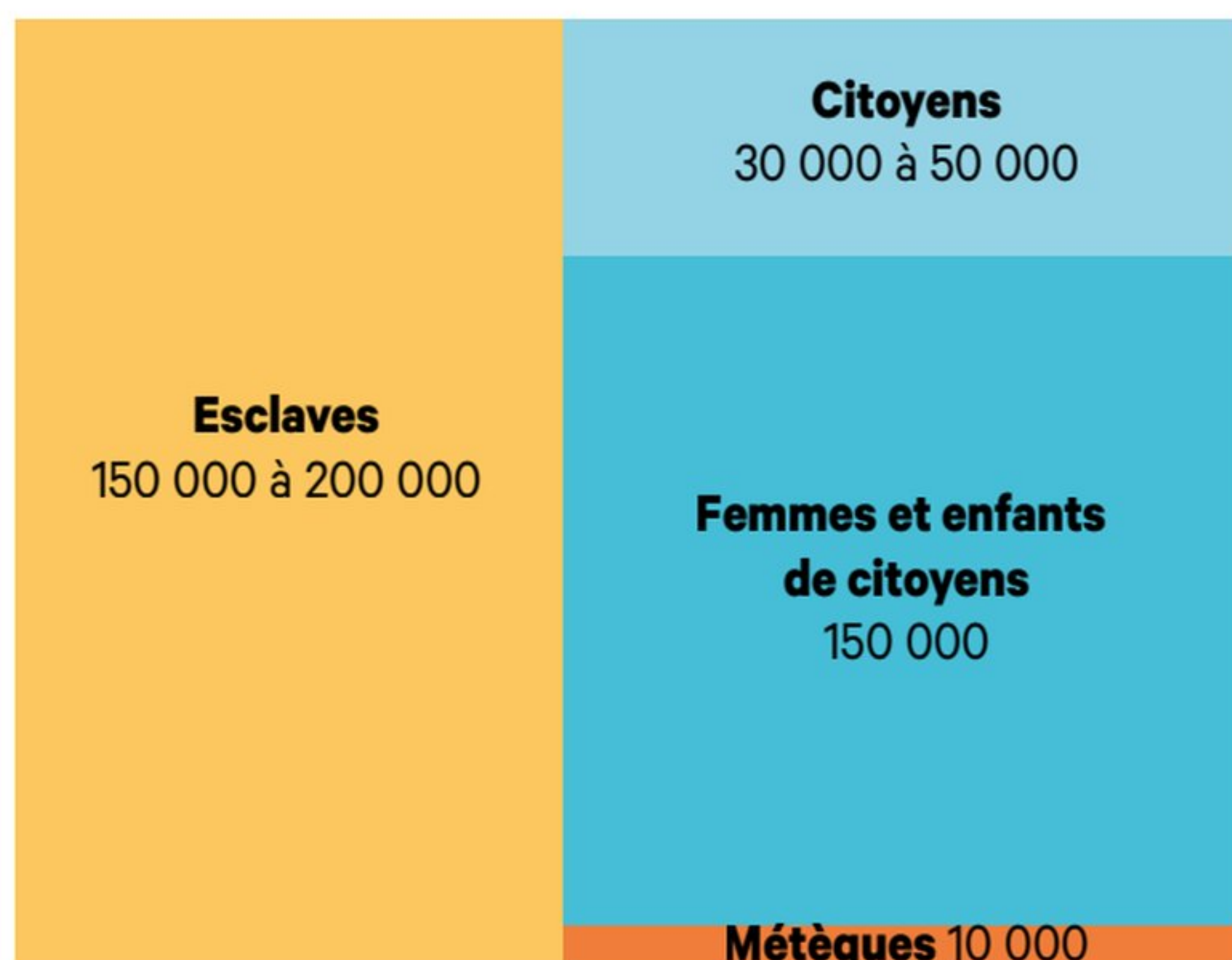
UN RENOUVELLEMENT CONTINU

Il demeure que l'Antiquité gréco-romaine offre l'exemple le plus ancien de sociétés qui recoururent dans des proportions massives au travail des esclaves et à la traite des êtres humains. L'Athènes de l'époque classique correspond en effet au modèle de la société esclavagiste dessiné par Finley. Le poids démographique de la population esclave y était considérable, même si toute évaluation chiffrée est par nature hypothétique. Les esclaves constituaient-ils 20 % ou 50 % de la population au iv^e siècle av. J.-C. ? Étaient-ils 50 000 ou 200 000 ? La seule information probante dont nous disposons concerne le « décompte » des habitants de l'Attique

L'AUTEUR

Professeur d'histoire ancienne à l'université Aix-Marseille, membre de l'Institut universitaire de France, **Paulin Ismard** a publié *La cité et ses esclaves. Institution, fictions, expériences* (Seuil, 2019). Il dirige *Les Mondes de l'esclavage. Une histoire comparée* (Seuil, 2021).

1 Athénien sur 2



■ Depuis le XVIII^e siècle, les historiens ont débattu pour savoir si la population servile était importante à Athènes. On pense aujourd'hui que la moitié environ des Athéniens étaient esclaves ou anciens esclaves. Ce chiffre dessine une société et une économie fondées sur l'asservissement des hommes.

entrepris vers 317 av. J.-C., à l'initiative de Démétrios de Phalère qui dirigeait alors la cité, afin d'établir une nouvelle barrière censitaire à l'exercice des droits politiques.

L'historien Ctésiclès rapporte qu'on dénombra alors 21 000 Athéniens (citoyens) et 10 000 métèques pour 400 000 *oiketai*. Ce dernier terme désigne l'ensemble des membres des maisons ou *oikoi* (femmes, enfants, esclaves). A la suite de Raymond Descat, on peut donc faire l'hypothèse, en s'appuyant sur les proportions habituelles du nombre d'enfants par famille, que la population esclave représentait autour de 150 000 à 200 000 individus. Environ 50 % de la population d'Athènes était sans doute servile.

La reconstitution du profil démographique de la population esclave ne saurait toutefois se cantonner à une donnée aussi générale. Un nombre considérable de variables (l'accroissement naturel, le sex-ratio, la pyramide des âges) méritent aussi d'être prises en compte. La faible part apparente d'esclaves *oikogeneis* (nés à la maison) est un élément frappant. Les marchés d'esclaves assuraient, bien davantage que la simple reproduction démographique, le renouvellement continu de la population servile. Leur approvisionnement reposait à la fois sur la traite avec les populations situées aux confins du monde grec (Scythes, Thraces, Phrygiens), et sur un marché interne au monde des cités régulièrement alimenté par la guerre. La structure des marchés d'esclaves était exceptionnellement dense et hiérarchisée, depuis de grandes places centrales redistributives (comme Délos, Chios ou Éphèse) jusqu'à Athènes.

Les esclaves étaient présents dans tous les secteurs de l'économie. Les ateliers artisanaux, les grands >>>

DOMINATION Comme sur la plupart des stèles funéraires attiques, cette esclave domestique est beaucoup plus petite que sa propriétaire. Ici elle lui tend une boîte à bijoux. Une différence de taille qui donne l'échelle d'une domination sociale (vers 400 av. J.-C.).





L'approvisionnement : entre Pont-Euxin et Asie Mineure

La majorité des esclaves provient de régions éloignées de la Grèce, surtout des pays du Pont-Euxin (ancien nom de la mer Noire), tels les Scythes, les Thraces, de l'Asie Mineure et du Proche Orient, plus rarement d'Éthiopie. Les autres ont été capturés lors de guerres entre cités grecques. L'île de Délos est un des centres les plus actifs de ce marché international. Strabon affirme que 10 000 esclaves pouvaient y être vendus chaque jour.

LES PIONNIERS

Moses Finley et Elsa Goveia

En 1968 Moses Finley formule la distinction entre « sociétés à esclaves » et « sociétés esclavagistes ». Ces dernières auraient été au nombre de cinq : la Grèce classique ; le monde romain ; les États-Unis avant la guerre de Sécession ; les Antilles coloniales ; le Brésil. Pour Finley les sociétés esclavagistes existent là où les esclaves forment plus de 20 % de la population et où l'élite dépend pour l'essentiel de la production du travail servile.

Ce concept est aujourd'hui étendu à bien d'autres sociétés. À la suite de l'historienne guyano-jamaïcaine Elsa Goveia, les historiens insistent désormais plus sur le caractère totalisant d'une institution qui imprègne tous les champs de l'expérience sociale (politique, culture, religion, sexualité...) que sur le critère démographique.

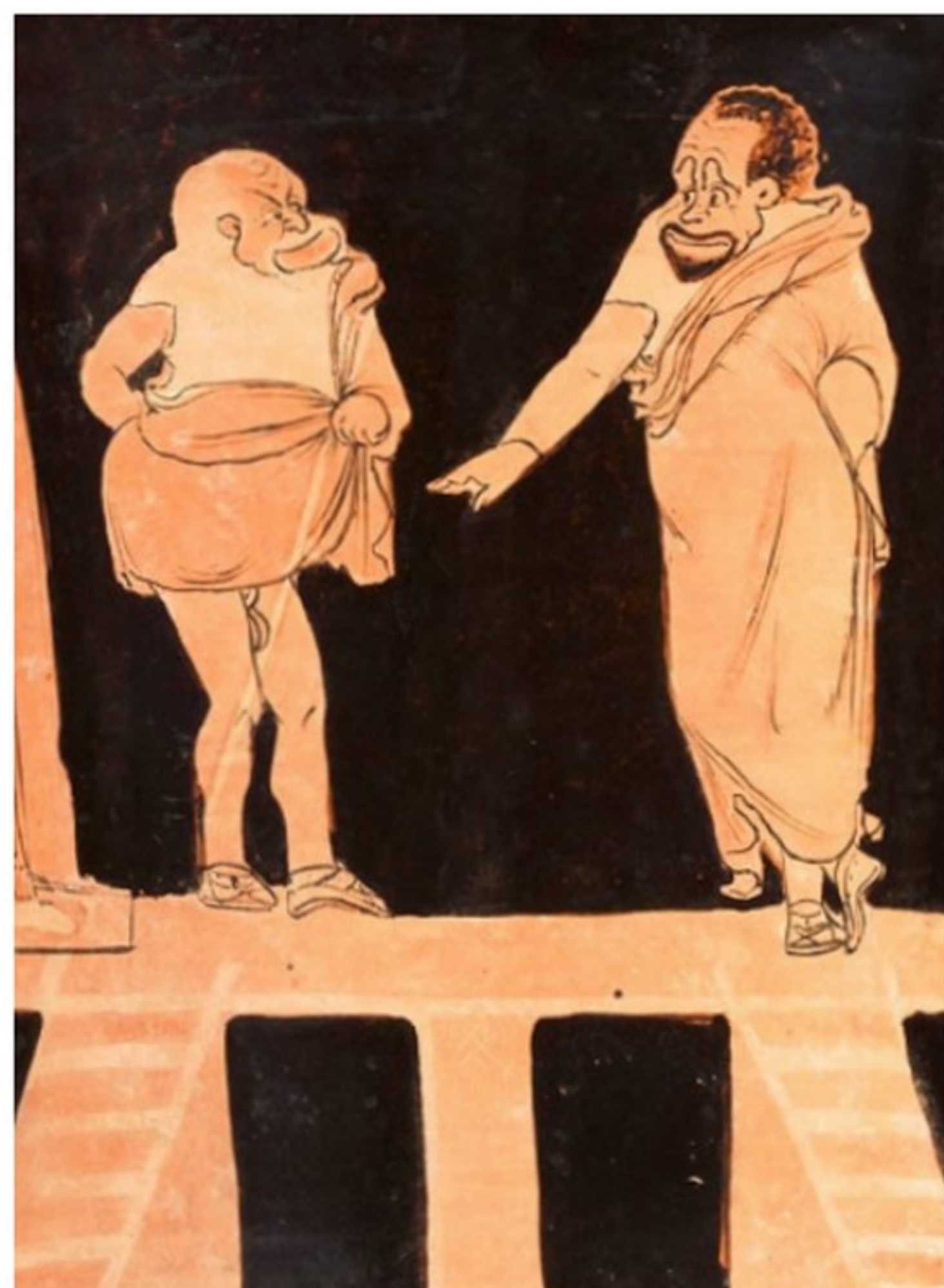


>>> navires marchands et les banques, les exploitations agricoles de la campagne attique comme les boutiques de l'Agora étaient peuplées d'esclaves. Deux secteurs d'activité en particulier reposaient presque entièrement sur la main-d'œuvre servile : le travail des mines, au Laurion, ainsi que la prostitution, massive, au sein des nombreux *porneia* (bordels) du Pirée. Plusieurs centaines d'esclaves, propriété à titre collectif de la cité, étaient, enfin, au service de son administration.

L'organisation du travail servile présentait une originalité au regard de nombreuses sociétés esclavagistes de l'âge moderne. Si les esclaves étaient privés de tout droit politique, aucune activité économique ne leur était interdite en raison de leur statut. Plus encore, dans la plupart des espaces de travail, libres et non-libres se côtoyaient et accomplissaient bien souvent des tâches similaires. Un esclave pouvait travailler sous les ordres directs de son maître ou d'un de ses intendants sur un de ses domaines, ou dans un de ses ateliers. Cette configuration réalise exemplairement l'appropriation esclavagiste par laquelle la jouissance des fruits du travail de l'esclave est indissociable de la propriété qui porte sur l'intégralité de sa personne. Mais une autre forme d'exploitation – indirecte – avait pris une ampleur exceptionnelle dans l'Athènes classique, attestant d'ailleurs

la modernité de son économie. Le maître tirait dans ce cas une rente régulière du travail de son esclave, soit en le louant auprès d'un autre maître, comme dans l'industrie de la mine ou celle de la prostitution, soit en le plaçant à la tête d'une boutique ou d'un atelier, en échange de quoi celui-ci lui versait un revenu régulier (*apophora*). L'esclave jouissait alors d'une certaine autonomie dans la conduite de l'établissement et il pouvait en tirer profit, comme le montre le cas de Midas, évoqué dans un plaidoyer d'Hypéride, auquel son maître Athénogénès avait confié la gestion d'une parfumerie, et qui avait contracté pour son propre compte des dettes.

Un pamphlet oligarchique de la fin du ^v^e siècle av. J.-C., longtemps attribué (à tort) à Xénophon, évoque d'ailleurs sur le mode du scandale les conditions de vie de ces esclaves « placés ». L'apparition de riches esclaves, vivant dans le luxe, révélerait, selon l'auteur, la corruption de la cité depuis l'avènement du régime démocratique. L'historien ferait toutefois fausse route à prendre pour argent comptant le discours du Pseudo-Xénophon. Si nous connaissons bien plusieurs de ces esclaves – tel le banquier Pasion, placé par ses maîtres à la tête d'une activité bancaire florissante et qui devint, une fois affranchi, un des Athéniens les plus riches du ^{iv}^e siècle av. J.-C. –, tout indique qu'ils représentent des cas exceptionnels au regard notamment des milliers d'esclaves travaillant dans les mines du Laurion et au



ACTEURS Scène de théâtre sur un cratère en calice à figures rouges, vers 350-340 av. J.-C. L'esclave, manteau court, exhibant ses parties génitales à son maître est à mi-chemin entre l'homme et la bête.

sujet desquels notre documentation est bien mince.

Selon les critères suggérés par Moses Finley, la société athénienne de l'époque classique apparaît donc bel et bien comme une société esclavagiste. Mais sa définition ne permet pas de saisir la façon dont l'esclavage a façonné plusieurs dimensions essentielles du modèle athénien. L'œuvre pionnière d'Elsa Goveia¹, à laquelle Moses Finley

a emprunté le terme de *slave society*, est à cet égard précieuse. L'historienne guyano-jamaïcaine proposait en effet une définition bien plus large de la notion. Dans une société esclavagiste, les différents champs de la vie sociale, du travail jusqu'aux formes culturelles les plus élaborées, sans ignorer la sexualité ou les pratiques religieuses, seraient en somme le produit de l'esclavage. De fait, on ne saurait penser Athènes dans ses différentes dimensions, matérielles et imaginaires, sans placer en son centre l'institution esclavagiste.

Observons le lien étroit qui associe l'invention de la démocratie et le développement de l'esclavage. Moses Finley considérait que le recours à l'esclavage avait résulté d'une révolution politique, incarnée par la législation de Solon (vers 594 avant notre ère). >>>



IDENTIFIER LES ESCLAVES Il n'est pas toujours facile d'identifier des esclaves dans l'iconographie antique car, contrairement à une idée reçue, ils ne sont pas les seuls à travailler : des Athéniens, tout en étant citoyens, pouvaient être paysans, artisans ou négociants. Sur cette copie du ^v^e siècle av. J.-C. l'homme qui porte un plateau est assurément un captif.

NOTE

1. E. Goveia, *Slave Society in the British Leeward Islands at the End of the Eighteenth Century*, New Haven, Yale University Press, 1965.

>>> En instituant une société de citoyens égaux par l'abolition de la forme principale de servitude interne à la société athénienne – l'esclavage pour dettes –, celle-ci aurait conduit à ce qu'on fasse appel à des esclaves extérieurs à la communauté. La participation politique du *dêmos* et l'avènement du statut de citoyen auraient ainsi exigé la généralisation de l'esclavage-marchandise, marquant définitivement la transition de l'archaïsme (VIII^e-VI^e siècle av. J.-C.) à l'époque classique (V^e-IV^e siècle av. J.-C.) – et, en ce sens, Finley évoquait « *l'avance, main dans la main, de la liberté et de l'esclavage* ».

Ce récit est discutable. Il accorde en effet à l'histoire politique athénienne un rôle moteur et ignore les transformations des économies méditerranéennes de la fin de la période archaïque. Comme l'a montré Julien Zurbach², le développement foudroyant de l'esclavage s'explique en grande partie par la profitabilité du recours à la main-d'œuvre servile dans le cadre d'une économie marchande en plein essor, qui met en relation les Grecs avec leurs voisins.

L'AUTONOMIE POLITIQUE

Comment comprendre dès lors le lien étroit qui unit le fait démocratique et l'institution esclavagiste ? L'esclavage a souvent été présenté comme une condition nécessaire à l'exercice de la vie politique par le plus grand nombre : le travail des esclaves permettrait de décharger des contraintes productives les citoyens pour qu'ils se consacrent à l'activité politique. Ce cliché historiographique ne résiste pas à l'examen. La plupart des Athéniens n'étaient pas d'heureux oisifs dissertant sous les portiques de l'Agora : ils travaillaient et n'en étaient pas moins citoyens. Le lien entre démocratie et esclavage se joue en réalité ailleurs.

L'esclavage a façonné certains traits essentiels du fonctionnement de la démocratie. La lecture d'une partie de la littérature athénienne des V^e et IV^e siècles av. J.-C. suggère un lien étroit entre le fait esclavagiste et l'expérience de l'autonomie politique à laquelle nous attachons le nom de démocratie. Platon, Xénophon, ou le Pseudo-Xénophon ne cessent en effet de réfléchir au bouleversement des formes du politique induit par le développement de l'esclavage. Tous avaient conscience que le modèle d'un lien de nature despotique (de *despotês*, le maître) entre un esclave et son maître imposait au centre de la cité un nouveau type de relation de pouvoir (*archê*).

Contrairement à toutes les formes d'autorité qui fondent en nature un ordre hiérarchique des classes et des genres, la domination esclavagiste ne se légitimait que de la violence, celle qu'autorisait le droit du vainqueur. A Athènes, l'esclavage ne se justifiait pas de l'ordre de la race, qui était inconnu aux sociétés antiques. La théorie aristotélicienne de l'esclavage « par

MOTS CLÉS

« Doulos »

C'est le mot grec le plus courant pour désigner un esclave, l'antithèse juridique de l'homme libre. Les Grecs parlent aussi d'*andrapodon*, littéralement l'« homme à pattes », assimilant l'esclave au bétail ou au butin qu'on emmène.

Hilotes

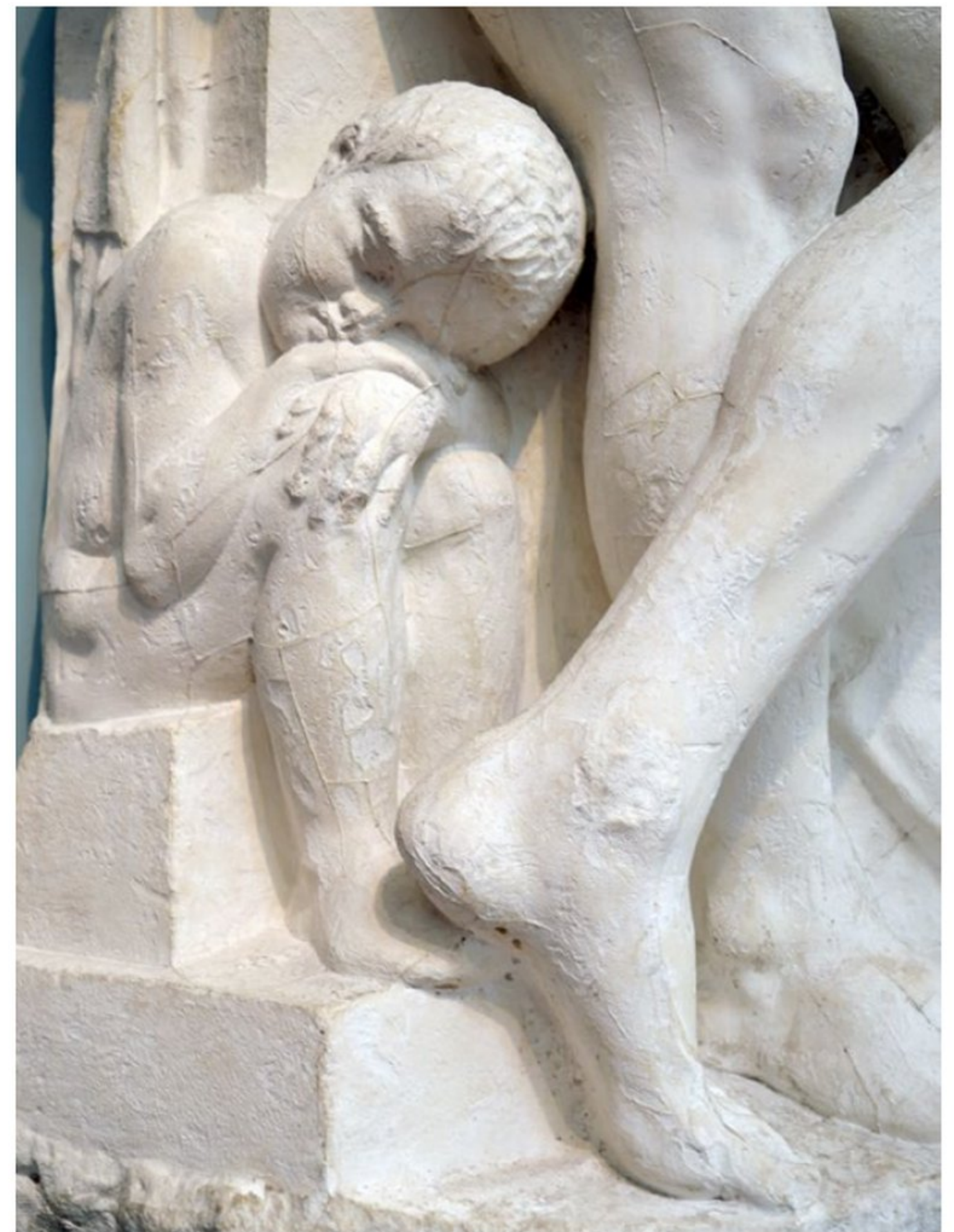
Populations autochtones de Laconie et de Messénie réduites en esclavage par les Spartiates au IX^e-VIII^e siècle av. J.-C. Selon Hérodote, les hilotes étaient sept fois plus nombreux que les citoyens de Sparte au V^e siècle av. J.-C. La Grèce a connu d'autres cas de servitude collective.

nature » ne dit rien à cet égard de ce que serait la conception grecque de l'esclavage. Tout citoyen, passé les frontières de sa cité, livré à la guerre ou à la capture, était d'ailleurs potentiellement susceptible d'être réduit en esclavage. En exhibant un lien de domination qui n'avait d'autre justification que la violence, dans sa forme la plus nue, l'esclavage consacrait l'indétermination et l'illégitimité fondamentale de tout pouvoir.

Mais l'institution esclavagiste a aussi donné leur forme à certains traits saillants de la culture athénienne. Comment penser par exemple le statut si particulier du corps de l'homme libre, sans prendre en considération que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes étaient définis en droit comme des

corps (*sômata*) soumis à l'appropriation d'autrui ? On sait par exemple que la pratique athlétique traçait une frontière décisive entre les libres et les esclaves. Il est significatif à cet égard que les plus anciennes lois sur les esclaves, au début du VI^e siècle avant notre ère, leur proscrirent l'accès au gymnase, le lieu par excellence dans lequel s'exerçait cette culture du corps.

Alors que l'inviolabilité du corps du citoyen était un principe fondamental du régime démocratique depuis sa fondation en 508 av. J.-C., par Clisthène, les esclaves



AUX PIEDS DE SON MAÎTRE Sur cette stèle funéraire du IV^e siècle av. J.-C., le jeune esclave du défunt est représenté à moitié endormi, épuisé par son chagrin.



LES AFFRANCHIS DE DELPHES

À partir du II^e siècle av. J.-C. des actes d'affranchissement ont été gravés sur le mur de soubassement du temple de Delphes : plus de 1 200 ont été recensés. La plupart d'entre eux se présentent comme des actes de vente fictive : le propriétaire vend son esclave au dieu Apollon. Ce transfert de propriété consacre une transformation de statut car l'esclave est affranchi. Il est la propriété du dieu, mais il est désormais libre.

ne pouvaient intervenir dans le processus judiciaire qu'à travers la procédure du *basanos*, qui consistait bel et bien en un interrogatoire par voie de torture. Dans ce cas, la preuve était dite avoir été prélevée « sur la peau » (*en tô dermati*) ou « sur le corps » (*ek tou somatou*) de l'esclave. Inexistant en tant que personne juridique, l'esclave n'existait donc sur la scène du droit que sous la forme d'un corps, aux dépens duquel seulement s'exerçait sa responsabilité.

Pour marquer la différence ontologique entre libres et esclaves, Démosthène affirme que « les esclaves sont responsables corporellement de toutes leurs fautes, tandis que les hommes libres, à quelque extrémité qu'ils soient réduits, gardent toujours sauve leur personne » (XXII, 55). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle un même crime donnait lieu à deux sanctions symétriques entre libres et esclaves : lorsque les premiers, responsables sur leurs biens, se voyaient infliger une amende de

50 drachmes, les seconds, responsables sur leur corps, recevaient 50 coups de fouet.

On mesure ainsi à quel point la culture du corps à Athènes était profondément marquée par l'esclavage. Dans la pensée grecque la métaphore esclavagiste a d'ailleurs servi à penser les rapports entre l'âme et le corps à la manière de deux entités substantiellement différentes et antagonistes. Dans le *Phédon* de Platon, la relation esclavagiste fournit le modèle pour penser le rapport de double subordination qui unit l'âme du philosophe à la divinité, et le corps à l'âme. La mort elle-même, identifiée à une émancipation de l'âme, y est présentée sur le modèle des procédures d'affranchissement, par lesquelles un maître consacrait un esclave à une divinité. Trois siècles plus tard, le stoïcisme de l'époque impériale pensera lui aussi la séparation radicale entre âme et corps à la lumière de l'esclavage, considérant que l'esclavage de corps peut se conjuguer avec la liberté de l'esprit.

L'Athènes de l'époque classique peut sans l'ombre d'un doute être qualifiée de société esclavagiste. Cela ne tient pas seulement au rôle indispensable du travail des esclaves dans le fonctionnement de l'économie civique, ni même à leur poids démographique, considérable. L'institution esclavagiste a surtout imprimé de sa marque l'ensemble de la civilisation athénienne ; les esclaves étaient partout présents dans le monde de Périclès et de Platon. Le constat ne rend pas moins admirable ce dont nous prétendons avoir hérité de l'Athènes classique – la démocratie, la philosophie, par exemple. Mais l'histoire ne vaudrait pas deux heures de peine si elle consistait à faire la liste de nos admirations et de nos scandales, et il n'est pas inutile de reconnaître aussi ce que le fameux modèle athénien doit à l'esclavage. S'impose alors une question, assurément dérangeante dès lors que nous prétendons en être les dépositaires : qu'avons-nous hérité, à notre insu, de l'esclavage athénien ? ■

À SAVOIR

Aristote et l'esclavage naturel

Dans le livre I de la *Politique*, Aristote (384-322 av. J.-C.) invente la notion d'esclavage *kata phusin*, c'est-à-dire « par nature » : les esclaves sont destinés à être commandés, au même titre que les animaux. Le lien entre maître et esclave serait ainsi ontologiquement différent de tous les types de liens entre hommes libres. Il s'agit là d'une rupture fondamentale. Pour Platon ou Xénophon, au contraire, le lien maître-esclave était une forme de relation politique qui pouvait potentiellement servir de modèle pour penser les rapports d'autorité entre les hommes libres. À partir d'Aristote, la question esclavagiste est donc dépolitisée. Jusqu'au XVIII^e siècle, puis dans la littérature anti-abolitionniste, les défenseurs de l'esclavage se sont appuyés sur le philosophe grec pour justifier cette institution.

NOTE

2. J. Zurbach, *Les Hommes, la terre et la dette en Grèce, ca 1400-700 a.C.*, Bordeaux, Ausonius, 2017.

A Rome

Petits meurtres (im)punis

Les empereurs romains, Auguste en tête, se sont employés à limiter le pouvoir des maîtres de torturer leur esclave jusqu'à la mort. Un encadrement de la violence qui n'a pas grand-chose à voir avec un adoucissement des mœurs.

Par **YANN RIVIÈRE**

Fouetter un esclave, le châtier par les fers ou un travail est chose rare. D'ordinaire, ils [les Germains] les tuent, ni dans un souci d'ordre ni par dureté, mais par emportement et colère, comme un ennemi personnel, si ce n'est qu'ils ne s'exposent à aucune peine¹. » Comme souvent, Tacite souligne l'intempérance des Barbares pour refléter certaines inconduites de ses contemporains. A Rome, en effet, le maître doit en principe s'efforcer de proportionner le châtiment à la faute commise par son serviteur, dans une intention raisonnée de dressage et de conservation de la propriété.

Quoi qu'il en soit, ici et là, l'impunité du meurtre d'un esclave est de mise. Rien d'étonnant, sans doute, dans une société où l'on allait se distraire au spectacle des meurtres de l'arène, où le viol de la domesticité, dès le plus jeune âge, était une affaire courante, où la mort suspecte d'un maître entraînait la mise à la torture et l'exécution de tous les esclaves présents dans la maison au même moment, dans un monde où la désobéissance du serviteur pouvait conduire à sa mise en croix.

L'inventaire des sévices infligés aux esclaves romains, le répertoire de la cruauté des maîtres, la recherche du seuil de tolérance des pouvoirs publics ou de l'indignation populaire face à ce spectacle, ne répondent pas à l'assouvissement d'une curiosité sadique. Ils permettent de saisir comment et pourquoi l'État impérial a progressivement limité

la toute-puissance des maîtres sur leurs esclaves. Faut-il y voir une humanisation du traitement des esclaves, liée à l'influence de la pensée stoïcienne (le contrôle des passions) ou encore une conséquence de la baisse du nombre d'esclaves à partir du Haut-Empire (la conservation d'une denrée plus rare) ?

SÉNÈQUE RACONTE

C'est l'affirmation du pouvoir impérial, dès le règne d'Auguste (27 av. J.-C. - 14 ap. J.-C.), qui vient entraver la puissance des maîtres. On admettra aisément ce constat à la lumière de l'exemple de l'homme de condition servile sur le point d'être précipité dans un bassin rempli de murènes dont on avait au préalable excité l'instinct vorace par du vinaigre. Dans son traité *De la colère*, le philosophe stoïcien Sénèque raconte les circonstances de l'épisode : Auguste soupe chez son ami Vedius Pollion (chevalier, certes, mais fils d'affranchi), lorsque l'un des serviteurs brise par maladresse une précieuse coupe de cristal. Pollion, emporté par son « exubérance » (*luxuria*) et par sa « cruauté » (*saeuitia*), ordonne aussitôt de livrer l'impertinent aux murènes. Sur le point d'être précipité dans le vivarium, le serviteur se débat, échappe aux mains de ses assaillants et s'avance en suppliant aux pieds d'Auguste. Ce dernier plaide pour le fautif, mais l'ami demeure intrinsèque. Alors, « ému par cette étrange cruauté, l'empereur fait relâcher l'esclave, briser devant lui toutes les coupes de cristal

L'AUTEUR

Directeur d'études à l'EHESS, **Yann Rivière** a notamment publié *Histoire du droit pénal romain, de Romulus à Justinien* (Les Belles Lettres, 2021). Cet article est paru dans *L'Histoire* n° 399, mai 2014.

et combler le vivier »². La portée de l'épisode dépasse l'anecdote. En « châtier » son ami de la sorte, Auguste tourne une page de la relation servile dans la Rome antique. Une mise à mort, ordonnée par le maître, n'est plus admissible en présence de l'empereur, de surcroît lorsque la victime s'est présentée à lui en suppliant.

L'expression de la souveraineté s'élève au-dessus du droit de propriété exercé par le maître sur cette « chose mobile » (*res mobilis*) qu'est l'esclave.

Voit-on les successeurs d'Auguste intervenir contre l'exercice du pouvoir des maîtres ? A défaut d'anecdotes aussi édifiantes que l'épisode des murènes, tournons-nous vers la législation. En 47, l'empereur Claude a promulgué un édit important. Lorsqu'un esclave malade était incurable ou que l'on ne voulait pas le soigner, on le remettait au dieu de la médecine Esculape, dont le sanctuaire se trouvait sur l'île Tibérine. Claude décida que les esclaves ainsi « exposés » à cet endroit étaient déclarés libres, sans qu'il soit nécessaire que leurs maîtres les affranchissent.

Rien de vraiment surprenant à ce qu'un « abandon » de son esclave entraîne sa liberté sans l'accomplissement d'un « affranchissement » dans les formes. En revanche la suite de l'édit laisse tous les interprètes du droit romain perplexes : « *Or si quelqu'un préférerait tuer plutôt que d'exposer [l'esclave malade], il serait convaincu du crime de meurtre.* » Comment expliquer que la maladie de l'esclave apparaisse tout à coup comme une clause de sauvegarde limitant le droit de tuer ? Est-ce parce que le maître se serait rendu coupable



PUNITION La violence entre maîtres et esclaves était habituelle, du simple coup donné au passage comme sur cette mosaïque du IV^e siècle (villa romaine du Casale, Sicile) à la mise à mort.

de sacrilège en enlevant au dieu de l'île, Esculape, l'esclave qui aurait dû lui être remis ? On entre ici dans le domaine de la conjecture.

Un pas semble être franchi sous le règne d'Hadrien (117-138). Selon une source tardive et d'utilisation délicate, l'*Histoire auguste*, l'empereur « *interdit que les esclaves soient tués par les maîtres et il ordonna >>>*



LE SUPPLICE DE LA MURÈNE

Cette fresque représentant une murène se trouve dans les catacombes de Priscille à Rome. Parmi les supplices infligés aux esclaves romains, celui de la murène est un des plus cruels. Sénèque, dans *De la colère*, raconte l'histoire de Vedius Pollion. Ce fils d'affranchi a voulu punir son serviteur qui avait brisé une coupe de cristal en le précipitant dans un bassin rempli de ces poissons carnivores, préalablement excités par du vinaigre. L'empereur Auguste présent, « *ému par cette étrange cruauté, fait relâcher l'esclave, briser devant lui toutes les coupes de cristal et combler le vivier* ». Avec Auguste, l'expression de la souveraineté s'élève au-dessus du droit de propriété du maître.

NOTES

1. Tacite, *Germanie*, XXV, 2.

2. Sénèque, *De Ira*, XL, 2-5.

>>> que ceux-là soient condamnés s'ils étaient dignes de l'être ». Il s'agit en réalité d'un cas isolé : « Le Divin Hadrien a aussi relégué une matrone appelée Umbricia pour une durée de cinq ans, parce qu'elle avait infligé un traitement particulièrement horrible à des esclaves pour des motifs très légers³. » Au siècle des Antonins, la règle demeure inchangée : il ne convient pas de punir les esclaves « outre mesure » (*supra modum*) et « sans raison » (*sine causa*). Comme l'explique le juriste Gaius, il faut empêcher un maître de tuer son esclave sans raison, de la même façon qu'il faut empêcher le prodigue de dilapider son patrimoine : « En effet, nous ne devons pas user à tort de notre droit⁴. » Quel peut être concrètement le recours de l'esclave persécuté ? Soit trouver asile auprès d'une statue de l'empereur, soit se présenter lui-même devant l'autorité, mais avec toute la prudence requise par sa condition et alors même que les dénonciations contre un maître ne sont pas admises (sauf en cas de crime de lèse-majesté).



MARQUE Une trentaine de colliers comme celui-ci, d'époque tardive, ont été découverts. Ils visaient à lutter contre la fuite des esclaves. La petite inscription sur la plaque (elle évite le marquage sur la peau) invite à rendre le fugitif à son maître.

La loi punit désormais aussi bien le vendeur que l'acheteur d'un esclave destiné aux chasses de l'amphithéâtre : « La puissance a été retirée aux maîtres de livrer leurs esclaves de leur propre arbitre pour qu'ils combattent les bêtes⁵. » N'allons pas supposer l'émergence d'une préoccupation quelconque du sort de l'esclave, soudainement considéré comme une victime qu'il faudrait soustraire aux fauves. Comprenons plutôt que les pouvoirs publics cherchent à contrôler le marché du recrutement des participants aux chasses de l'arène !

La condition servile aurait-elle été modifiée au IV^e siècle sous le règne du premier empereur chrétien, Constantin ? C'est ce que laisse entendre le célèbre ouvrage d'Henri Wallon *Histoire de l'esclavage dans*

« C'est cela aussi que nous appelons Antiquité »

L'esclavage était à Rome une institution totale. Sa présence n'était pas seulement essentielle du point de vue économique, elle touchait à tous les aspects de la vie civile, morale et émotionnelle de la société : la vie familiale, l'imaginaire, la sexualité, le temps libre – exactement comme ce sera le cas, près de deux mille ans plus tard, dans le sud des États-Unis. » Le constat de l'historien Aldo Schiavone est irréfutable, ainsi que l'observation un peu désabusée que l'auteur partage avec bien d'autres historiens de Rome : « C'était cela aussi, ce que nous appelons l'Antiquité classique. » Il faut préciser aussitôt qu'au travers des siècles la place de l'esclave dans la société romaine a varié, qualitativement et quantitativement.

Servus : ce terme est le plus répandu en latin pour désigner l'esclave mâle (la femme esclave étant plutôt désignée comme « servante », *ancilla*). Son étymologie demeure incertaine, mais elle atteste l'origine très lointaine d'une institution partagée avec les autres sociétés méditerranéennes : selon le récit des Anciens, cette « forme de dépendance maximale » (Claude Nicolet) remontait à la fondation même de l'*Urbs*. L'esclave peut être aussi désigné comme *mancipium* – celui que l'on « prend » (*capere*) sous « la main » (*manus*) en propriété – ou comme *captivus*, c'est-à-dire un prisonnier de guerre.

Du III^e au I^{er} siècle av. J.-C. la conquête a constitué une source inépuisable d'approvisionnement en main-d'œuvre servile : c'est alors qu'un mode de production esclavagiste s'est mis en place au moins en Italie et en Sicile. Dès cette époque s'est affirmée, entre le monde des villes et celui des campagnes, une ligne de partage demeurée pérenne. Elle met en évidence la diversité du

monde servile : quel rapport entre un berger des Abruzzes, un ouvrier agricole enchaîné dans un ergastule et un bibliothécaire ? En ce sens les esclaves ne constituent guère une classe sociale. Cependant, un fait est demeuré inchangé tout au long de l'histoire de Rome : le *servus* ne s'appartient pas, il est une « chose mobile » (*res mobilis*) inventoriée par le *pater familias* parmi les biens matériels ou le cheptel qui lui appartiennent. Ci-dessous : mosaïque des captifs de Tipasa, I^{er} siècle ap. J.-C. représentant des prisonniers berbères enchaînés.

Y. R.



l'Antiquité, publié à Paris en 1847, soit un an seulement avant l'abolition de l'esclavage en France. Quelques décennies plus tard, dans son *Droit pénal romain*, le grand historien allemand Theodor Mommsen avance avec plus de prudence : « Quant à la mise à mort de l'esclave par son maître en dehors de l'application de la discipline domestique, il est difficile qu'elle ait été comprise de bonne heure sous la notion de meurtre ; cette réforme n'a vraisemblablement été opérée que par Constantin⁶. »

Deux fragments de lois de cet empereur (datées de 319 et 326 et conservées dans le *Code théodosien*) pourraient fonder une telle hypothèse. Elle ne résiste pourtant pas à une lecture attentive. La première loi exempte le maître de toute responsabilité, en cas de mort, s'il a seulement « frappé un esclave au moyen de verges ou de fouets ou s'il l'a jeté dans les fers ». Quel que soit le nombre de jours d'enfermement, « en cas de mort de l'esclave », le maître « ne doit pas craindre d'avoir commis un crime ». Toutefois, le principe de l'ancienne jurisprudence demeure : « Le maître ne doit pas user de son droit sans modération. » En revanche, le maître sera « considéré comme coupable d'homicide, s'il a tué délibérément l'esclave. »

UNE ÉCOLE DE LA CRUAUTÉ

Étonnante évolution : alors qu'au II^e siècle le législateur s'efforçait d'apprécier l'intention du maître, ce sont les gestes que ce dernier accomplit et les formes de mise à mort auxquelles il recourt qui sont maintenant examinés, afin de distinguer le crime de l'accident. De l'appréciation subjective du mobile, l'on glisse vers l'inventaire objectif des instruments du meurtre. La liste n'en est pas achevée et mérite d'être poursuivie en dépit du rejet que suscitent les détails de l'horreur ici exhibée : le maître sera donc coupable d'homicide, « s'il lui a déchiré le corps par des châtiments publics, en lui découpant les flancs par les empreintes des fauves [probablement les griffes en fer apparentées aux ongles des fauves et qui constituaient un instrument de torture courant] ou en lui brûlant les membres par l'application des feux, ou si les articulations fondues dégoulinant d'un sang noir mélangé de sanie, il l'a forcé, pour ainsi dire au milieu des tortures elles-mêmes, à laisser sa vie en employant une cruauté digne de Barbares féroces ».

L'indignation du législateur provient moins de l'horreur endurée par la victime que du recours par son bourreau aux moyens réservés à l'exercice de la justice publique. Il s'y ajoute quelques années plus tard la défense de l'ancien droit de propriété : « Il est de l'intérêt du maître de conserver en bon état un esclave qui lui appartient de droit. » Cette prémisse plaide en faveur du maître en cas de mort de l'esclave. Elle écarte toute investigation susceptible d'être menée par les pouvoirs publics concernant l'intention qui pourrait transformer la mort contingente de l'esclave en assassinat. On l'a compris, la législation constantinienne n'a pas grand-chose à voir avec l'expression d'une préoccupation morale apparue au commencement de l'empire chrétien. En ce tournant de l'histoire de Rome, aucun adoucissement des mœurs n'est perceptible, bien au contraire. Comme l'observe Peter Brown, à une époque où « l'esclavage demeurait une école domestique de cruauté », la préoccupation essentielle de la chancellerie de Constantin a été de « stipuler que certaines

Quand le droit romain inspire l'Amérique



Avec *Django Unchained* (2012) Quentin Tarantino donne à voir la violence des propriétaires de plantation du sud des États-Unis envers leurs esclaves dans les années 1850. A cette époque, les défenseurs de l'esclavage ont trouvé dans le droit romain une source d'inspiration et de légalisation. L'approche comparative de ces juristes concerne des points précis comme la question des fugitifs, la détérioration de l'esclave, la punition, et l'hérédité du statut. Comme les Romains, ils se heurtent à cette question centrale : l'esclave est-il une *res* ou une *persona* ? Parmi les différents Codes civils des États du Sud, c'est celui de la Louisiane, établi en 1825, qui est le plus proche du droit romain : « Un esclave est celui qui est sous la puissance d'un maître auquel il appartient. Le maître peut le vendre, disposer de sa personne, de ce qu'il produit et de son travail. L'esclave ne peut rien faire, rien posséder ni acquérir aucune chose, si ce n'est ce qui appartient au maître. » Une différence profonde demeure : la servitude à Rome n'était pas fondée sur un critère racial. **Y. R.**

formes de châtiments corporels étaient le monopole de la justice publique⁷. Un siècle plus tard, Théodose décide de recueillir dans son Code les lois de ses prédécesseurs depuis la conversion au christianisme de Constantin. Et c'est ainsi que nos deux lois se retrouvent rassemblées en un chapitre intitulé « De la correction des esclaves ». Cette rubrique est précédée de l'interdiction faite aux puissants personnages de retenir toute personne dans la prison d'une demeure privée (« De la détention dans un cachot privé »). De manière plus significative encore la rubrique suivante « De la correction des proches » vise à limiter le droit de correction du père sur les siens.

Le droit de vie et de mort appartient en principe désormais exclusivement au prince. Quant à l'esclave auteur d'un crime, à l'instar de toute personne libre, il ne peut plus être crucifié, non pas en raison de l'horreur suscitée par un tel supplice, mais parce que la croix est devenue le symbole de la majesté d'un empereur représentant de Dieu sur Terre. ■

NOTES

3. Digeste, I, vi, 2.

4. Gaius, *Institutes*, I, 52-53.

5. Le Digeste, XLVIII, viii, I, I, 2.

6. T. Mommsen, *Le Droit pénal romain*, II, Thorin, 1907.

7. P. Brown, *Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive*, Seuil, 1998.

Moyen Age

Le grand refoulement

Marc Bloch en avait l'intuition : à côté du servage, l'esclavage aurait bien pu perdurer dans l'Occident médiéval. Mais il a fallu du temps, nous explique Claude Gauvard, pour que les historiens prennent conscience de l'ampleur du phénomène.

Entretien avec **CLAUDE GAUVARD**



L'Histoire : Pris entre les sociétés antiques, volontiers vues comme esclavagistes, et l'Époque moderne, marquée par les traites, le Moyen Age occidental ne semble pas un temps propice aux esclavages. Est-ce vraiment le cas ?

Claude Gauvard : Que les historiens ne se soient pas tant que cela posé la question ne signifie pas que le phénomène n'ait pas existé. C'est plutôt ce point qui me frappe quand je regarde les travaux des chercheurs depuis l'après-guerre. Pourtant, en 1947, paraît dans les *Annales* un article posthume de Marc Bloch où il se demande « comment et pourquoi finit l'esclavage antique »¹. Ce texte est une leçon d'histoire. Son point de départ est la question du servage. Pourquoi les campagnes de l'Occident médiéval se sont-elles peuplées de serfs et comment est-on passé de l'esclavage au servage ? Mais le grand historien qu'il est met en garde contre l'« imprudence » de conclure que personne ne possédait d'esclaves : « Ce ne serait pas seulement nier la possibilité de découvertes nouvelles, d'autant moins invraisemblables que la recherche est difficile et qu'on n'a pas beaucoup cherché. »

Après lui, peu d'historiens se sont intéressés à la question pour l'époque médiévale. Il y a bien les travaux de Charles Verlinden, dans les années 1950-1970, mais lui non plus n'a pas été très entendu². Et j'en sais quelque chose parce que j'en suis une des responsables !

SUR LES CATHÉDRALES Ces deux hommes enchaînés sur le portail ouest de la cathédrale Sainte-Marie d'Oloron sont sans doute des sarrasins réduits en esclavage (XII^e siècle).



PRÉSENCE DOMESTIQUE Si les esclaves sont peu présents dans les sources médiévales, l'iconographie permet parfois de constater leur place dans l'économie domestique, comme sur cette miniature du *Livre d'heures de dom Manuel* (Portugal, 1517). Un homme noir, assurément esclave en vertu des stéréotypes de l'époque, sert une famille à table près du feu.

Si vous cherchez dans le *Dictionnaire du Moyen Age* que j'ai codirigé une entrée « esclave », vous n'en trouverez pas³. En 2000, avec Henri Bresc, qui était en charge des questions économiques, on ne s'est même pas posé la question. Heureusement, les choses évoluent grâce à l'histoire coloniale contemporaine et un peu à cause du goût actuel de la commémoration. Pierre Bonnassie et Sandrine Victor dans sa dernière synthèse ont apporté la preuve incontestable que des esclaves existaient bien au Moyen Age, et ce pas seulement jusqu'au IX^e siècle comme on l'écrit encore souvent, mais bien tout au long de ces mille ans.

L'H. : Comment expliquer ce manque d'intérêt chez les médiévistes ?

C. G. : Je ne suis pas une spécialiste de l'esclavage et du servage, mais, en tant que vice-présidente de l'Association française pour l'histoire de la justice, qui s'intéresse au problème de la condition humaine, et donc des esclaves jusqu'à nos jours, je me pose la même question. Et je me la pose aussi car je suis une citoyenne pour qui l'esclavage est une question fondamentale des droits de l'homme, et pas seulement d'un point de vue théorique. Je me suis confrontée à ce problème à l'occasion d'un colloque à La Rochelle en 2020⁴ et, après avoir lu les travaux de Paulin Ismard sur la Grèce antique, j'ai fini par comprendre à quel point l'histoire de l'esclavage était celle d'un refoulement : refoulement dans la

société athénienne pour permettre à la démocratie de briller ; refoulement dans la société chrétienne pour ne pas poser le problème de la liberté, lié au christianisme ; refoulement enfin dans notre société contemporaine car nous voudrions parfois ne pas voir ces problèmes qui sont encore tout à fait actuels.

A cela s'ajoutent deux raisons plus propres à la recherche sur le Moyen Age. La première est historiographique : les marxistes de la seconde moitié du XX^e siècle voyaient dans le féodalisme le fondement de l'économie et de la société médiévales (là où les mondes antiques reposaient sur l'esclavagisme), ce qui les a conduits à se focaliser sur les serfs, en cherchant à dater la rupture, le passage des esclaves aux serfs : le V^e siècle, l'An Mil ? Il faut dire – et c'est la seconde raison – que les sources n'aident pas à percevoir les esclaves. Elles sont rares, difficiles à interpréter et ce n'est que de temps en temps qu'émerge une preuve, à l'image de cette brève mention sous la plume du chroniqueur Guibert de Nogent qui nous apprend au détour d'une phrase que l'évêque de Laon Gaudry, au début du XII^e siècle, possédait au moins un esclave noir – il dit un « Éthiopien ». Certes, il est incontestable que cela reste un phénomène limité – et encore, cela dépend des espaces et des époques – mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en faire l'histoire !

L'H. : Quand et où, dans l'Europe chrétienne, trouve-t-on des esclaves au Moyen Age ?

NOTES

1. M. Bloch, « Comment et pourquoi finit l'esclavage antique », *Annales*, 1947, 2/1, pp. 30-44 et 2/2, pp. 161-170.
2. C. Verlinden, *L'Esclavage dans l'Europe médiévale*. T. I, *Péninsule Ibérique - France*, Bruges, De Tempel, 1955 ; t. II, *Italie - Colonies italiennes du Levant - Levant latin - Empire byzantin*, Gand, Royal University of Ghent, 1977.
3. C. Gauvard, A. de Libera, M. Zink (dir.), *Dictionnaire du Moyen Age*, PUF, 2004.
4. J.-P. Jean et al. (dir.), *Justice et esclavages*, La Documentation française, 2021.

L'AUTEURE

Professeure émérite à l'université Panthéon-Sorbonne, **Claude Gauvard** a notamment publié *La France au Moyen Age, du V^e au XV^e siècle* (PUF, rééd., 2019).

LES PIONNIERS

Marc Bloch

L'article de Marc Bloch « Comment et pourquoi finit l'esclavage antique », publié à titre posthume dans les *Annales* en 1947, constitue un jalon majeur dans l'histoire de l'esclavage au Moyen Âge. La question de la transition de l'esclavage antique au servage médiéval est fondamentale dans la réflexion de l'historien des *Annales*. Même s'il s'est replié, faute de sources, sur les affranchissements de serfs dans sa thèse, *Rois et serfs*, publiée en 1920, pour Marc Bloch, « l'esclavage était comme un réservoir qui, constamment, se vidait par le haut, à un rythme accéléré », mais les esclaves « demeurèrent toujours en très petit nombre ». La fin de l'esclavage antique ne signifie ainsi pas la fin de l'esclavage, et l'article de Marc Bloch est à ce titre précurseur.



>>> **C. G. :** De façon un peu provocante, on pourrait dire partout et tout le temps. Mais, de fait, il y a bien des moments où le phénomène prend une ampleur plus grande. C'est le cas pour le Haut Moyen Âge, jusqu'à la fin des guerres de Charlemagne au IX^e siècle. A cette époque, il y a véritablement des traites et des plaques tournantes qui fournissent des bras dans toute l'Europe, comme Prague et Verdun, Milan ou les ports scandinaves. Des païens razzés sont utilisés pour les travaux des champs ou comme domestiques ; il y a aussi ceux qui, poussés par la misère, vendent leurs enfants ou se vendent eux-mêmes. Un capitulaire de Charlemagne, en 803, rappelle qu'il est interdit de tuer quiconque voudrait vendre son enfant comme esclave. Totalement voué au travail, l'esclave peut être châtié, enchaîné, sans jugement ; il ne possède rien en propre, jusqu'à ses enfants qui peuvent lui être ôtés. Certains sont tout de même casés, c'est-à-dire mis sur une terre. C'est chez ceux-là que, souvent, on voit les ancêtres des serfs.

Une coupure intervient ensuite au IX^e siècle, quand les guerres cessent et avec elles les occasions de razzias. Mais ni le passage au christianisme ni la fin des guerres carolingiennes n'ont marqué la fin de l'esclavage en Occident. Au XI^e-XIII^e siècle il y a encore des razzias, vers l'est, au-delà de l'Elbe, dont on ramène des païens, baptisés pour se donner bonne conscience. Même si on

Des païens razzés sont utilisés pour les travaux des champs ou comme domestiques

ne sait pas bien où, on les emploie forcément à quelque chose ensuite... On sait aussi qu'en Italie il existe encore à cette époque des nourrices esclaves. Or celles-ci ont forcément eu des enfants : qu'en a-t-on fait ?

Ce qu'on dit moins, c'est que le phénomène semble repartir au XII^e-XIII^e siècle. C'est d'ailleurs le moment où le mot « esclave » apparaît en langue vernaculaire en France et que le mot « *scavus* » est de plus en plus employé en latin. Est-ce parce qu'il y a davantage d'esclaves ? Est-ce l'effet des progrès de l'écrit ou une réalité sociale ? Est-ce lié aux retombées des croisades, qui ont mis l'Occident au contact de civilisations à esclaves, à commencer par Byzance ? Il s'agissait aussi probablement de répondre aux besoins des sociétés commerçantes des villes italiennes : Gênes, Florence, Pise ou Venise sont autant de plaques tournantes de l'esclavage. Les rives méditerranéennes (Italie, Provence, Espagne) sont certainement à cette époque l'endroit où l'on croise le plus d'esclaves, en particulier pour les travaux des champs (culture des olives ou de la vigne notamment). Ils viennent essentiellement d'Afrique ; selon Charles Verlinden, deux tiers des esclaves de Gênes sont des sarrasins en 1274.



LES EUNUQUES DE BYZANCE

Le Moyen Âge byzantin s'appuie également sur l'exploitation des esclaves. Les plus importants d'entre eux sont les eunuques du palais impérial de Constantinople. Sur cette mosaïque de Saint-Vital de Ravenne, deux eunuques se tiennent à la droite de l'impératrice Théodora. Revêtus de leurs habits de cour, ces esclaves castrés sont affranchis à leur entrée au palais, mais forment un corps domestique fidèle servant l'empereur à vie, dans son intimité.

L'H. : C'est dans ces mêmes régions méditerranéennes que le phénomène est le plus important à la fin du Moyen Âge ?

C. G. : Oui, c'est ce que met notamment en avant Sandrine Victor. Pour le ^{xiv}^e-^{xv}^e siècle, on dispose de textes plus explicites et on voit bien que la traite se développe, en particulier dans les villes espagnoles. À côté des travaux des champs, les esclaves sont employés dans les chantiers de construction, pour lesquels on possède des contrats d'achats d'esclaves. Et puis il existe des sources encore plus claires : à Florence, en 1366, on tient un « registre des ventes d'esclaves » ; Sienne, Pise, Lucques, légifèrent aussi sur les esclaves à peu près à la même époque. Le *catasto* florentin de 1427-1430, recensement à but fiscal des contribuables de la ville, mentionne aussi explicitement les esclaves parmi les possessions des citadins ; ils y sont classés avec les ânes, bœufs et chevaux. En 1380 il y a encore 3 000 à 5 000 esclaves à Sienne, dont environ 15 % de sarrasins et 40 % d'hommes et de femmes venus des rives de la mer Noire (Coumans, Russes...). En 1431, selon Charles Verlinden, il y a au moins 4 000 esclaves dans la Catalogne continentale, et 8 000 à Majorque.

C'est également à ce moment que se développent des stéréotypes, en particulier sur les esclaves noirs : force physique parfois incontrôlée et sexualité troublante chez les hommes, paresse chez les femmes domestiques... Noël Coulet révèle aussi ce cas de la Provence du ^{xv}^e siècle qui montre qu'un Noir ne peut alors être qu'un esclave : un Éthiopien libre, malgré des preuves juridiques de sa condition, est à deux reprises accusé d'être un esclave en fuite et jeté en prison⁵. Les notaires classent aussi régulièrement les esclaves par couleur de peau (blanc, noir, métis), ce qui peut avoir des conséquences sur leur prix ; à Venise, Isabelle d'Este, au ^{xv}^e siècle, cherche une « *moretta* » aussi noire que possible, assortie ensuite à un « *moretto* ». Dans ce cas, les esclaves font clairement partie de la ménagerie de certains aristocrates.

Toutes ces ventes, des notaires les notent sans sourciller et des intermédiaires chrétiens jouent un grand rôle : je crois qu'il y a là une question qui mériterait d'être reprise, celle de la genèse de la traite négrière au ^{xiv}^e-^{xvi}^e siècle. La traite du ^{xvii}^e-^{xviii}^e siècle n'est pas née de rien. Le phénomène n'a jamais cessé entre la fin de l'Antiquité et celle du Moyen Âge. Les esclaves sortent des radars, certes ; mais il serait bien étonnant qu'on ne les ait pas utilisés avant dans les tâches qui supposent une main-d'œuvre nombreuse et malléable, comme les chantiers de construction. On pourrait aller jusqu'à se poser la question de la construction des cathédrales... Mais nos sources ne nous permettent pas de le dire – on ne sait pas vraiment qui a construit Notre-Dame de Paris.

L'H. : Deux statuts de dépendance cohabitent donc pendant plusieurs siècles : celui de serf et celui d'esclave. Quelles sont les différences entre les deux ?

MOT CLÉ

« Sclavus »

Ce terme latin désigne, à l'origine, les peuples dits « de race slave », issus d'Europe centrale et septentrionale. À partir du ^{xii}^e siècle, son sens évolue et se répand en Occident pour désigner les esclaves, perdant ainsi sa signification ethnique originelle.

C. G. : La question n'est pas si facile à trancher. Dans nos sources, jusqu'au ^{xiii}^e siècle au moins, le mot *servus* peut désigner à la fois les serfs et les esclaves. Pour les femmes, *ancilla* n'est pas plus clair. Le terme *sclavus* apparaît à la fin du ^{xii}^e siècle mais le mot *servus* garde son ambiguïté entre serf, esclave et serviteur. L'historien doit donc rester modeste. C'est le contexte ou d'autres éléments des textes qui doivent nous aider. On reconnaît ainsi le serf quand il est associé à une des trois charges qui lui sont propres : le formariage (à payer pour avoir le droit de se marier à l'extérieur de son village), la mainmorte (à

payer pour hériter) et, enfin, le chevage. Tous les ans, il doit verser au seigneur quelques deniers – une somme assez modeste – en les posant sur sa tête (son chef) puis en se baissant devant lui afin qu'il s'en saisisse. Ce rite a une forte dimension anthropologique.

La dépendance des serfs est forte, mais pas totale. Là où l'esclave dépend entièrement de son maître, le serf, malgré toutes ses charges, a des issues possibles, par exemple pour se marier s'il est assez riche. Il fait aussi partie de la paroisse, se marie à l'église. Certains ont même acquis des positions sociales confortables, et des droits : j'en ai rencontré quelques-uns dans les lettres de remission des rois de France, ce qui montre qu'ils ont trouvé un moyen d'échapper à la main de leur maître. À l'inverse, l'esclave est une marchandise ; il est, corps et âme, à la totale disposition de son maître. Les serfs sont plutôt des autochtones alors que les esclaves viennent d'ailleurs. Au ^{xiii}^e siècle, Thomas d'Aquin, reprenant Aristote, écrit sans ambages que certains hommes sont comme des ânes ou des bœufs. Les esclaves sont aussi soumis à l'arbitraire de leur maître et à des sanctions parfois terribles : ils sont battus au visage, on leur coupe les lèvres ou le nez, ce qui ne les empêche pas de travailler, mais ce sont là des sanctions corporelles >>>

DANS LE TEXTE

« Chacun doit naître franc »

« Comme, selon le droit de nature, chacun doit naître franc et par anciens usages ou coutumes, qui de grande ancienneté ont été introduites et gardées jusqu'ici en notre royaume, [...] beaucoup de personnes de notre commun peuple soit tombées en liens de servitude, ce qui moult nous déplaît, Nous, considérant que notre royaume est dit et nommé le royaume des Francs, et voulant que la chose soit accordant au nom, en la venue de notre nouvel gouvernement, par la délibération de notre grand conseil, avons ordonné et ordonnons que généralement par tout notre royaume, telles servitudes soient ramenées à franchises. »

Préambule de la lettre de commission de Louis X pour le bailliage de Senlis, 3 juillet 1315 (extraits transcrits en français moderne).

NOTE

5. N. Coulet, « Négritude et liberté. Un contrat de *dedicatio personalis*, Aix, 1455 », *Revue historique* n° 571, 282/1, juillet-septembre 1989, pp. 59-82.

Le christianisme a-t-il amélioré le sort des esclaves ?

Aux esclaves, il est recommandé d'être soumis à leurs maîtres, de leur complaire en toutes choses, de ne pas les contredire [...], afin de faire honneur en toutes choses à la doctrine de Dieu, notre Sauveur. » (Épître à Tite, II, 9-10). En préconisant l'obéissance de l'esclave à son maître, la doctrine de l'apôtre Paul a façonné la pensée chrétienne sur l'esclavage. Les premiers siècles du christianisme n'ont pas remis en cause l'institution ni amélioré le sort des esclaves. L'Église adopte les règles du système romain, ce qui la place du côté des propriétaires d'esclaves, d'autant que le clergé en possède lui-même un certain nombre.

Au ^v^e siècle, Augustin, évêque d'Hippone (ci-contre), fait de l'esclavage une conséquence du péché originel. Ce mal qu'est la servitude n'aurait pas été voulu par Dieu, mais dériverait de la faute perpétuée par des hommes enclins au péché et à la guerre. C'est sur cette idée que s'appuie l'Église pour penser l'esclavage. Mais son attitude est équivoque car elle enseigne aussi que tous les hommes sont frères en Christ et pose l'universalité du salut. Dans la pratique, l'Église hésite entre



une définition de l'esclave comme propriété intégrale de son maître et comme personne, donc libre de ses actes. Au concile d'Orléans en 549, on interdit aux évêques d'ordonner des esclaves ou des affranchis sans l'accord de leurs maîtres. En même temps, les esclaves doivent être baptisés, sans que ce sacrement ne les libère, tandis qu'on interdit de vendre des esclaves chrétiens à des étrangers ou à des Juifs.

A partir du ^{xiii}^e siècle l'influence des écrits

d'Aristote durcit la perception de l'homme-esclave.

Thomas d'Aquin reprend l'idée aristotélicienne selon laquelle « l'homme libre est à lui-même sa fin » tandis que l'esclave est ordonné à un autre comme son bien propre.

Plus qu'un adoucissement du sort des esclaves, le christianisme a de fait esquissé une moralisation de l'esclavage. Les clercs interdisent aux maîtres de mettre à mort leurs esclaves, condamnent leur exploitation sexuelle, encouragent la pratique de l'affranchissement et promeuvent le droit des esclaves au mariage.

Domitille de Gavriloff

>>> parmi les plus infamantes. Le visage, c'est ce qu'on représente, c'est l'honneur, c'est la pudeur des hommes.

Entre serfs et esclaves, il y a aussi des situations ambiguës. Les sources révèlent par exemple des cas de serfs vendus. On trouve de tels textes dans le cartulaire de Notre-Dame de Paris jusqu'au ^{xii}^e siècle. A l'inverse, un esclave peut avoir une case sur le domaine de son maître, comme dans les domaines agricoles italiens. Et, d'ailleurs, même quand on affranchit les esclaves, on leur demande d'être là pour la cueillette des olives par exemple. Les catégories sont donc très difficiles à définir.

Au fond, on se heurte là à une autre réalité qu'on ne mettra jamais assez en avant pour la société médiévale : le profond mépris des élites et des penseurs médiévaux pour le petit peuple, auquel appartenaient aussi bien les paysans, serfs ou non, les manœuvriers, les artisans du cuir ou du sang... Cet opprobre sur l'ensemble des petites gens, que l'on trouve aussi bien chez Thomas d'Aquin que Nicolas Oresme, fait qu'en quelque sorte les esclaves sont noyés dans cet ensemble. Ils forment la catégorie la plus inférieure des inférieurs.

L.H. : Mais le ^{xiii}^e siècle, celui de Thomas d'Aquin, ne voit-il pas une remise en cause de ces dépendances, à travers notamment les affranchissements collectifs ?

C. G. : En effet, l'Église et le pouvoir royal poussent alors dans ce sens, et on assiste à de nombreux affranchissements collectifs de serfs, qui mettent progressivement

fin à cette institution. Cette marche vers la liberté, visible en France mais aussi en Italie, s'explique surtout par les réflexions juridiques sur le statut de l'homme et par le développement du droit naturel, qui conduit à la mise en avant de la liberté. L'évolution économique fait aussi qu'on a moins besoin de bras, notamment à cause de la mécanisation. Cela ne débouche pas sur des affranchissements individuels comme il pouvait en exister avant, mais sur des manumissions collectives de serfs – ces derniers coûtent très cher aux collectivités et peuvent les obliger à s'endetter. Les prologues des documents qui en font part sont absolument superbes sur la définition de la liberté. Ils développent notamment l'idée que tous les hommes qui habitent le royaume de France sont francs, donc libres, ce qui est repris par les théoriciens du ^{xiv}^e-^{xv}^e siècle.

Mais ce grand mouvement ne concerne pas forcément les esclaves (qui ne sont pas autochtones). Pour beaucoup, c'est un mal nécessaire, qui permet à certains aspects de la société de fonctionner. Ce n'est pas parce qu'on est chrétien qu'on n'est pas esclavagiste à la fin du Moyen Âge : les notaires, les intermédiaires, les marchands, savent très bien ce qu'ils font. On sait par exemple qu'on rapporte du Soudan de l'or, des pierres précieuses et des esclaves pour les marchés européens. Comment les y regardait-on ? Avec pitié ? Avec mépris ? Comme un mal nécessaire ? Certainement un mélange des trois... et on oubliait d'en parler. ■

(Propos recueillis par Fabien Paquet.)

INÉDIT

LA MUSIQUE SPOLIÉE

LE TRÉSOR SECRET DES NAZIS

UNE ENQUÊTE INÉDITE À LA RECHERCHE DES PARTITIONS ET DES INSTRUMENTS
DE MUSIQUE SPOLIÉS PENDANT L'OCCUPATION.

DIMANCHE 21 NOVEMBRE À 20H40

SUR LA CHÂNE

**TOUTE
L'HISTOIRE**

◀◀ disponible en replay

Une chaîne
Mediawan

CANAL+

CANAL
119

orange

CANAL
121

SFR

CANAL
178

free

CANAL
206

bouygues
TELECOM

CANAL
128

Bis

CANAL
75

prime
video
CHANNELS

molotov.
TV

Comment l'Empire islamique a inventé la traite

La loi islamique protégeant les sujets libres de l'esclavage, l'Empire islamique fit venir, dès le VII^e siècle, en grand nombre et de façon régulière, des esclaves de toutes les autres parties du monde. Julien Loiseau explique pourquoi ce phénomène massif a été si longtemps minoré.

Par **JULIEN LOISEAU**



MARCHÉ Un marché aux esclaves au XIII^e siècle (manuscrit des *Maqamat* d'Al-Hariri, vers 1230). Trois esclaves noirs sont mis en vente. Le marchand (à droite) discute du prix avec un acheteur potentiel, une femme. Sans doute ces captifs étaient-ils destinés à servir comme domestiques.

Deux décennies après le début des conquêtes arabes, et dix ans après celle de l'Égypte, l'année 652 marqua un premier coup d'arrêt dans l'expansion du jeune Empire islamique : l'expédition lancée le long de la vallée du Nil jusqu'à Dongola, la capitale du royaume nubien de Makouria, se solda par un échec. L'accord conclu au lendemain du siège entre le roi chrétien de Makouria et le chef du corps expéditionnaire arabe prévoyait, pour garantir la trêve, la livraison annuelle par les Nubiens de 400 esclaves, dont 40 destinés au gouverneur arabe de l'Égypte, en échange de vivres (vin et grains), de vêtements et de chevaux d'une valeur comparable¹.

Alors même que, de l'Iran à la Cyrénaïque, les conquêtes arabes livraient un grand nombre de captifs aux nouveaux maîtres de l'empire, il est remarquable que ces derniers se soient préoccupés très tôt d'organiser la fourniture régulière d'esclaves par un royaume frontalier. L'accord de 652 avec la Nubie fut peu ou prou respecté jusqu'à la fin du XI^e siècle.

NI LES MUSULMANS NI LES DHIMMIS

Passé la violence de la conquête, la stabilisation de la domination arabe sur les populations de l'empire s'est accompagnée d'une intense réflexion juridique, visant notamment à établir les droits des personnes en fonction de leur statut. Le droit islamique (*fiqh*), qui



Douze siècles de traites islamiques

Les traites islamiques désignent le commerce d'esclaves provenant d'Afrique subsaharienne, mais aussi du bassin méditerranéen et d'Europe orientale, à destination de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, de l'Inde et des îles de l'océan Indien. Cette traite se distingue de la traite transatlantique par sa durée (du VIIᵉ siècle au début du XXᵉ siècle) et son caractère plus « éclaté » (une multitude de petits trafics), par les modes d'acheminement (les voies maritimes mais aussi les caravanes transsahariennes) et les modes d'organisation locale de l'esclavage. Au total, même s'il reste très difficile d'en connaître le chiffre précis, on estime que jusqu'à 17 millions d'esclaves ont été déportés.

s'est fixé progressivement au VIIIᵉ-IXᵉ siècle, s'est très tôt intéressé à la question des esclaves, signe de leur importance numérique et de leur poids dans la société et l'économie de l'Empire islamique. Se fondant sur le principe juridique selon lequel « le statut de base est la liberté », les juristes ont prohibé l'asservissement des sujets libres dans les territoires où s'exerce la loi islamique (le Dar al-Islam, ou Demeure de l'Islam), quelle que soit leur religion : qu'ils soient musulmans ou sujets non musulmans « protégés » (les *dhimmi*, principalement chrétiens et juifs).

Pour la même raison, la razzia d'esclaves dans des pays avec lesquels une trêve était établie, comme le royaume de Nubie, était illicite. Restaient dès lors trois sources possibles d'esclaves : les enfants nés en terre d'Islam héritant de leur mère leur statut servile ; l'achat légal d'esclaves dans les territoires relevant de la Demeure de la Trêve (Dar al-Sulh), comme la Nubie ; la capture d'esclaves dans les territoires de la Demeure de la Guerre (Dar al-Harb) où, en l'absence d'accord, il était licite de porter la violence et le pillage.

Ces principes de droit n'ont pas été mis en œuvre de manière égale. La poursuite des captures d'esclaves, et notamment de femmes, au sein des populations du Maghreb, après qu'elles

ont accepté de se soumettre à l'empire vers 700, a joué un rôle dans le déclenchement de la grande révolte berbère des années 740 contre la domination arabe. Le droit autorisait également, dans l'empire, l'asservissement des populations rebelles, déclarées ennemies de l'Islam : la réduction en esclavage accompagna ainsi la répression de soulèvements, comme celui des paysans du delta du Nil au début des années 830. Enfin, les chasseurs et marchands d'esclaves étaient peu soucieux de respecter le droit, lorsque les populations exposées à leurs raids, en se convertissant à l'islam, espéraient échapper à l'esclavage en se plaçant sous la protection théorique de la loi islamique. Ce fut le cas tout particulièrement au Sahel, où la diffusion de l'islam, à partir du XIᵉ siècle, n'empêcha pas la poursuite des captures au sein de populations devenues musulmanes. Au début du XVIIᵉ siècle, les avis (*fatwa*) du juriste de

Tombouctou Ahmed Baba révèlent l'étendue du problème.

Aussi nombreuses et scandaleuses que fussent les entorses à la règle, le droit islamique a néanmoins strictement encadré, au nom de la liberté fondamentale des individus, la pratique de l'esclavage. A la force du droit s'ajoutait une morale collective largement partagée, inspirée par les gestes attribués par la tradition au prophète de l'islam, favorable à >>>

L'AUTEUR

Professeur à Aix-Marseille Université, **Julien Loiseau** a notamment publié *Les Mamelouks, XIIIᵉ-XVIᵉ siècle. Une expérience du pouvoir dans l'Islam médiéval* (Seuil, 2014).

NOTE

1. Cf. R. Seignobos, « L'Égypte et la Nubie à l'époque médiévale. Élaboration et transmission des savoirs historiques (641-ca 1500) », thèse de l'université Paris-I, 2016.



MAMELOUKS Entre 1250 et 1517 les Mamelouks ont gouverné l'Égypte et la Syrie à la tête d'un puissant sultanat. Ces esclaves soldats, achetés dans la steppe eurasiatique ou les montagnes du Caucase, étaient formés aux arts équestres puis affranchis avant de gravir les échelons de l'État.

>>> l'affranchissement des esclaves. Il n'était pas rare qu'un ou une propriétaire d'esclaves prévoie par testament de les affranchir à sa mort et de leur attribuer un pécule. Le droit ménageait enfin une possibilité décisive, celle pour un maître d'accorder la liberté, immédiatement ou à sa mort, à l'esclave qui portait son enfant. La reconnaissance de paternité valait promesse d'affranchissement pour la « mère de l'enfant » ; elle valait aussi statut libre et droit à l'héritage pour sa progéniture. Cette disposition, qui semble avoir été fréquemment utilisée, avait pour effet de réduire d'autant le nombre d'enfants nés esclaves en terre d'Islam.

Pour ces deux raisons combinées – la liberté comme principe juridique et la valorisation morale de l'affranchissement –, le renouvellement de la main-d'œuvre servile s'effectuait principalement par importation d'esclaves depuis les territoires situés au-delà de la Demeure de l'Islam. La guerre jouait un rôle important dans ce processus : les conquêtes arabes du VII^e-VIII^e siècle ont produit leurs lots de captifs, comme au XI^e-XII^e siècle la conquête turque de l'Inde, ou encore, au XV^e siècle, la conquête des Balkans par les Ottomans. Mais, en dehors de ces épisodes de violence paroxystique, l'approvisionnement régulier des marchés urbains en esclaves était le fait des marchands. L'immensité de la Demeure de l'Islam, de l'Atlantique à l'Indus et à l'Asie centrale, où la Loi interdisait de réduire les individus en esclavage, a fait le reste : la traite, le commerce régulier des esclaves à longue distance, est née historiquement avec l'Empire islamique.

Le développement de la traite des esclaves à destination de l'empire est indissociable de l'essor des

La malédiction de Cham

Au chapitre IX de la Genèse, Cham, l'un des fils de Noé, voit son père nu. Furieux de ce péché d'impudeur commis envers lui, Noé condamne Canaan, le fils de Cham, à l'esclavage : « *Maudit soit Canaan ! Qu'il soit pour ses frères l'esclave des esclaves !* » Depuis le Haut Moyen Âge, ce récit a été utilisé afin de justifier l'esclavage des Noirs dans les religions juive, chrétienne et musulmane, bien que l'épisode en question ne figure pas dans le Coran (ci-contre : enluminure du XIII^e siècle).

Dans le texte biblique, il n'est pas question de la couleur de peau de Canaan. En faisant retomber la faute sur lui, il s'agit surtout pour les auteurs de la Genèse de justifier l'esclavage des Cananéens, grands rivaux d'Israël. La seconde malédiction de Cham, celle du « noircissement », n'apparaît que bien après la rédaction de la Bible, que ce soit dans les sources rabbiniques ou musulmanes. Selon l'historien David Goldenberg, le premier lien établi entre la peau

noire et l'esclavage se trouverait dans un texte syriaque du III^e ou IV^e siècle, *La Caverne des trésors*, qui cherchait à établir les généalogies des patriarches de la Bible.

C'est surtout aux IX^e et X^e siècles qu'apparaît, dans la tradition islamique notamment, une double malédiction : en même temps que Cham et sa descendance sont condamnés à l'esclavage perpétuel,

leur peau devient noire. Il s'agit alors pour les musulmans de s'appuyer sur la littérature scripturaire et rabbinique afin de justifier le trafic d'esclaves africains. Ce furent ensuite des créoles d'origine espagnole (Buenaventura de Salinas y Cordova et Leon Pinelo) qui, afin de légitimer la traite atlantique, cherchèrent, dès le XVII^e siècle, à s'en servir. Avant que le récit de la malédiction de Cham soit instrumentalisé par les planteurs sudistes au XIX^e siècle pour légitimer le système esclavagiste puis ségrégationniste.

Domitille de Gavriloff





HAREM Le sultan ottoman visite ses favorites en compagnie du chef des eunuques, un esclave éthiopien (enluminure du XVII^e siècle). L'institution du harem justifiait les achats les plus onéreux d'esclaves chanteuses et d'eunuques.

réseaux islamiques du commerce à longue distance, qui réactivent au Moyen Âge d'anciens itinéraires comme les routes transasiatiques et en ouvrent de nouveaux, comme les routes transsahariennes. Le commerce des esclaves n'était pas un négoce spécialisé : les marchands vendaient et achetaient de tout, y compris des esclaves, en fonction de la demande. Sur le plan légal, l'esclave était considéré comme un bien meuble animé, et ses règles de vente étaient identiques à celles d'une bête de somme. Les grandes villes n'en avaient pas moins des marchés aux esclaves où des courtiers spécialisés en assuraient la vente. Des traités furent composés pour les aider dans leur besogne, déceler les tromperies sur la marchandise – éviter notamment qu'une esclave enceinte soit mise sur le marché – et la valoriser au mieux en fonction de l'origine, de l'âge, de l'état de santé et de la beauté des individus. L'un des plus anciens traités de ce genre que l'on ait conservés fut composé, au milieu du XI^e siècle, par un médecin et théologien chrétien de Bagdad, Ibn Butlan².

Aux remarques du médecin sur le corps des esclaves Ibn Butlan ajoute des considérations d'ordre plus général sur les qualités et défauts des individus en fonction de leur race (en arabe, *jins*). Les opinions que véhiculent les belles-lettres arabes et la culture islamique médiévale sur les races qui composent l'humanité se

sont formées à plusieurs sources : la « querelle des peuples » (*shu'ubiyya*) qui, au IX^e siècle, chercha à promouvoir face aux Arabes l'apport des « étrangers » (*'ajam*), les Persans les premiers, à la civilisation et aux sciences ; la tradition biblique de la généalogie des races issues des trois fils de Noé (Cham, Sem et Japhet) ; une conception de l'œkoumène, enfin, héritée de la géographie grecque, associant les vices et les vertus des races en fonction du « climat » où elles ont établi leur habitat. Quelle que soit la part des unes et des autres, ces représentations, qui irriguent la littérature médicale, la littérature géographique ou les belles-lettres arabes, ont pesé très lourd dans l'histoire de l'esclavage et orienté la traite en prédestinant les esclaves à certaines tâches, en fonction de leur appartenance raciale.

Aux deux extrémités de l'œkoumène, les peuples à la peau blanche des terres les plus septentrionales et les peuples à la peau noire des terres les plus méridionales, dont la rudesse des mœurs était commensurable à celle des conditions naturelles dans lesquelles ils évoluaient, étaient néanmoins destinés à des fonctions différentes. Les premiers, les Turcs en particulier, étaient achetés enfants pour être éduqués aux métiers des armes et former la garde rapprochée du souverain. L'institution mamelouke, qui >>>

MOT CLÉ

Traite

Les trafics d'esclaves existent dès l'Antiquité. Mais la traite en tant que commerce global d'esclaves à longue distance, à l'image de la traite négrière atlantique, apparaît avec l'Empire islamique au VII^e siècle.

NOTE

2. Cf. F. Sanagustin, *Médecine et société en Islam médiéval. Ibn Butlân ou la connaissance médicale au service de la communauté : le cas de l'esclavage*, Geuthner, 2010.



ZANZIBAR Des captifs en 1883 à Zanzibar, capitale du sultanat d'Oman et plaque tournante du trafic en Afrique de l'Est. C'est de ce port que transitent les esclaves vers l'océan Indien.

>>> joua un si grand rôle dans les destinées militaires et politiques du monde islamique à partir de la fin du ix^e siècle, est indissociable du réservoir d'esclaves de la steppe eurasiatique. Les seconds, les Zanj de la côte orientale de l'Afrique en particulier, réputés pour leur endurance, étaient achetés pour accomplir les tâches les plus pénibles. Dans les années 870, la révolte des Zanj dans les plaines inondables du bas Irak où ils étaient employés à la bonification des terres met en lumière un très rare exemple de main-d'œuvre agricole servile dans l'histoire de l'Islam médiéval.

FOURNITURE DE CONCUBINES

L'esclavage islamique était en effet principalement de nature domestique. Outre les services ordinaires que pouvait accomplir une main-d'œuvre servile non spécialisée, outre la garde rapprochée du maître confiée à ses mamelouks élevés dans sa propre maison, c'est le harem qui concentrait le plus grand nombre d'esclaves et justifiait les achats les plus onéreux. La figure de l'eunuque, jeune garçon castré avant la puberté, se rencontrait certes au Moyen Âge aussi bien en Chine ou à Byzance que dans l'Empire islamique. Mais dans ce dernier cas, l'emploi d'eunuques n'était pas le privilège de l'empereur ou des grands personnages de l'État. Esclaves particulièrement onéreux, puisque le prix d'achat prenait en compte la forte mortalité consécutive à la castration, les eunuques servaient leur maître en tout ce qui touchait son corps : ses vêtements aussi bien que la garde de ses épouses et concubines, ou, après la mort, le soin de sa dépouille. Mais c'est bien dans le harem que se jouait la relation de confiance entre le maître et ses eunuques. Aussi, on privilégiait pour cette fonction des races réputées plus fiables : les Nubiens, les Éthiopiens surtout, mais aussi les Indiens et les Grecs.

Cependant, la forme la plus répandue de l'esclavage dans le monde islamique médiéval, présente dans les maisons les plus riches comme dans la plupart des familles urbaines jouissant d'une certaine aisance, était l'achat de concubines pour le lit du maître. La loi islamique ne reconnaissait en effet la licéité des relations sexuelles qu'entre un époux et son ou ses épouses (sans dépasser le nombre de quatre) et entre un maître et ses esclaves féminines. À l'inverse, l'union d'une femme libre avec son esclave relevait de la fornication, punie de mort : c'est le scandale qui ouvre le recueil des *Mille et Une Nuits*. Une part importante de la traite islamique avait pour objectif la fourniture de concubines, dont la valeur dépendait à la fois de leur santé, de leur beauté et de leur race. La spécialisation raciale des esclaves féminines n'intervenait cependant que pour certaines fonctions, comme les nourrices, longtemps choisies de préférence parmi les Nubiennes.

Est-ce ce lien organique entre le harem et la traite, est-ce la dimension intime de l'esclavage dans le monde islamique, qui explique que ce phénomène historique ait longtemps été, non pas minoré, mais euphémisé, comme si le destin domestique de ces hommes et de ces femmes avait été moins terrible que celui des esclaves destinés aux plantations des Amériques ? Il est probable que, dans un monde où les souverains étaient bien souvent nés d'une concubine – et ce jusqu'à une date récente, comme le roi du Maroc Hassan II, né en 1929 dans le harem de Mohammed V –, le lien intime entre esclavage et pouvoir ait atténué la perception scandaleuse de l'esclavage. Reste que cet esclavage, par ses caractéristiques principales – la traite à longue distance, l'usage sexuel, l'affranchissement fréquent des esclaves –, a modelé en profondeur les sociétés islamiques en contribuant fortement à leur métissage. ■

Décrypter le discours
raciste à travers près
de 250 documents
réunis et commentés
par l'historien
Pascal Blanchard
et l'anthropobiologiste
Gilles Boëtsch.



Pascal Blanchard, historien



Gilles Boëtsch, anthropobiologiste



29.90 € - 240 p.



**Éditions
de La Martinière**

www.editionsdelamartiniere.fr   

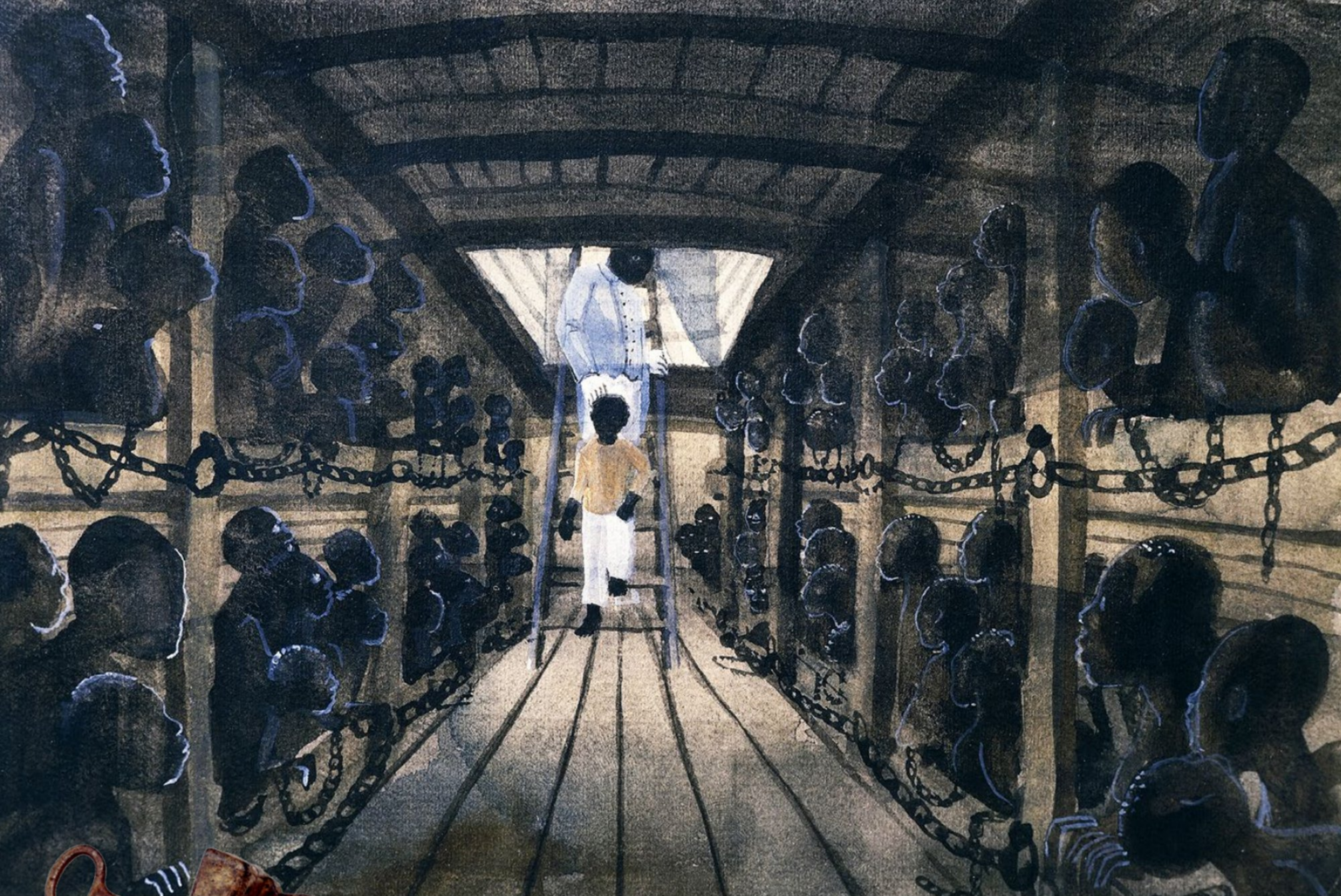


2. Ce qui change avec la traite transatlantique

Avec la déportation massive des Africains l'esclavage devient une question noire. C'est dans les plantations américaines, où se concentrent des masses serviles inégalées, que se construit la race.

Une chaîne de captifs africains, le carcan au cou. Peinture (détail) illustrant les voyages de Livingstone en Afrique au XIX^e siècle.





DANS LES CALES Au XVII^e siècle, la traversée depuis les côtes africaines jusqu'aux Antilles dure de deux à trois mois. La plupart des captifs ignorent où ils sont conduits ; certains craignent même d'être mangés par les Blancs. Le traumatisme pousse de nombreux esclaves au suicide (artiste inconnu, XIX^e siècle).

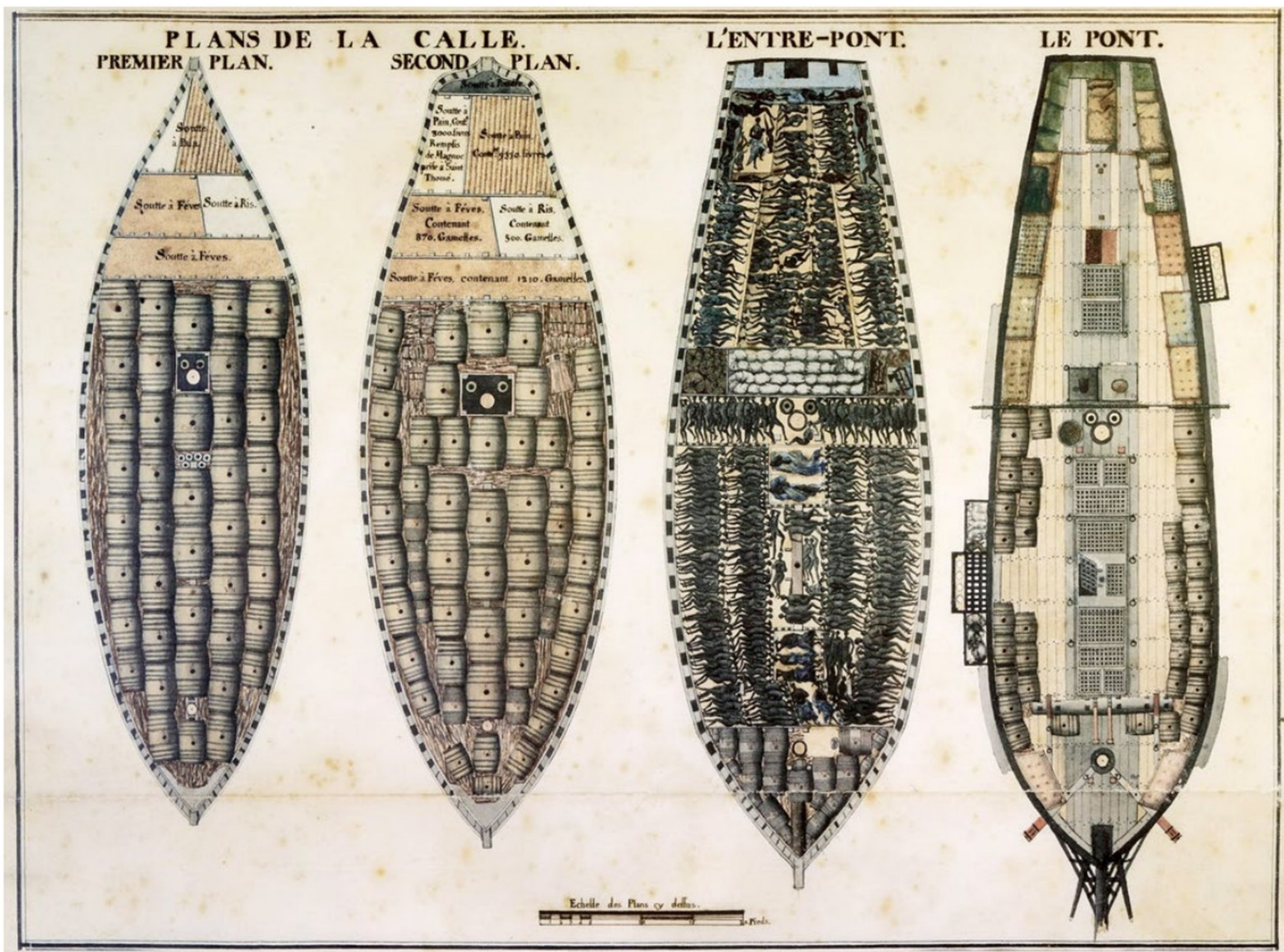


Traite transatlantique

Le passage du Milieu

Douze millions et demi : c'est le nombre aujourd'hui admis d'Africains qui, durant plus de trois siècles, furent déportés aux Amériques. La reproduction des sociétés de plantation repose sur l'afflux continu de ces captifs. Ce commerce, hautement risqué mais non moins profitable, contribue à faire des Africains des marchandises.

Par **PHILIPPE HAUDRÈRE**



LA « MARIE-SÉRAPHIQUE » En 1769 ce navire nantais fait voile vers Saint-Domingue. L'officier René Lhermitte a peint l'organisation du chargement : la cale où sont stockés les tonneaux d'eau et de vivres, l'entrepont où s'entassent les 312 captifs, et le pont où on les conduit pour faire de l'exercice. L'entrepont se divise en deux parties séparées par un mur de bois et de fûts : à l'avant 189 hommes nus et attachés deux par deux, à l'arrière 60 femmes et 58 enfants sans entraves.

Du XVI^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e siècle les Européens ont déplacé environ 12,5 millions d'Africains aux Amériques, une véritable déportation aux conséquences considérables. Cet immense et douloureux transfert de populations est indissociable de la construction et de la reproduction des sociétés esclavagistes aux Amériques. Les sociétés de plantation, particulièrement meurtrières, nécessitent en effet un approvisionnement constant en nouveaux esclaves ; tandis que l'horreur de la traversée, ou « passage du Milieu », transforme les Africains en travailleurs corvéables à merci.

Comment expliquer la traite des esclaves africains ? La première explication est la faible densité de la population aux Amériques. L'arrivée des Européens dans le Nouveau Monde au XVI^e siècle a pour conséquence un choc microbien qui entraîne la mort d'une grande partie des autochtones, également décimés par leur surexploitation dans les mines ou sur les plantations. Objet de vifs débats sur sa légitimité, l'esclavage des Amérindiens est par ailleurs interdit dans l'empire espagnol dès 1542. Il faut

alors trouver une nouvelle main-d'œuvre pour cultiver la terre, d'autant que les Européens veulent développer la culture de plantes qui ne croissent que sous climat tropical : le tabac, la canne à sucre, le cacao, l'indigo, puis le café.

Au début de la colonisation, une partie de cette main-d'œuvre vient d'Europe. Pour faciliter la mise en valeur des terres, les autorités européennes encouragent le développement des contrats d'engagement : le patron doit nourrir et vêtir l'engagé et assurer son transport depuis la métropole. A l'issue du contrat d'une durée de trois ans, il lui donne un pécule dont la vente permettra à l'engagé de constituer un capital

pour la mise en valeur d'une plantation. Mais les maîtres exigent des engagés un travail harassant. Ces conditions de vie éprouvantes finissent par être connues en métropole et le flux des engagements se tarit. A la Guadeloupe, par exemple, tandis qu'ils étaient 12 000 à s'engager en 1656, ils sont à peine 3 000 en 1671. L'échec de ce système des engagés motive l'accroissement de la traite d'esclaves africains.

Le recours massif à la main-d'œuvre d'esclaves africains s'explique surtout par le développement de la culture >>>

L'AUTEUR

Professeur honoraire d'histoire moderne à l'université d'Angers, **Philippe Haudrère** a notamment publié *Les Français dans l'océan Indien, XVII^e-XIX^e siècle*, PUR, 2014.

Cet article est la version actualisée de « La grande déportation vers l'Amérique », *L'Histoire* n° 280, octobre 2003.

>>> de la canne à sucre. Connue des Européens depuis l'Antiquité, elle est un produit rare et coûteux jusqu'à la fin du Moyen Âge. À l'issue des croisades, vers la fin du ^{xiv}^e siècle, les Vénitiens en développent la culture à Chypre tandis que les Portugais l'implantent à Madère, à São Tomé puis au Brésil et les Espagnols aux Caraïbes. Ainsi, en 1540, plus de 15 000 esclaves africains ont déjà été introduits dans les Grandes Antilles. Au ^{xvii}^e siècle, Anglais et Français suivent, dans leurs colonies caribéennes, le modèle ibérique, qui fait reposer la croissance des sociétés de plantation sur la traite massive d'esclaves africains.

L'emploi d'esclaves, de préférence aux engagés, permet en effet aux planteurs de bénéficier d'une main-d'œuvre nombreuse et d'obtenir le coût de production le plus bas possible. Tandis que les engagés ne servent que trois ans, les esclaves travaillent toute leur vie et leur prix d'achat n'excède pas celui d'un contrat d'engagement.

MOT CLÉ

Passage du Milieu

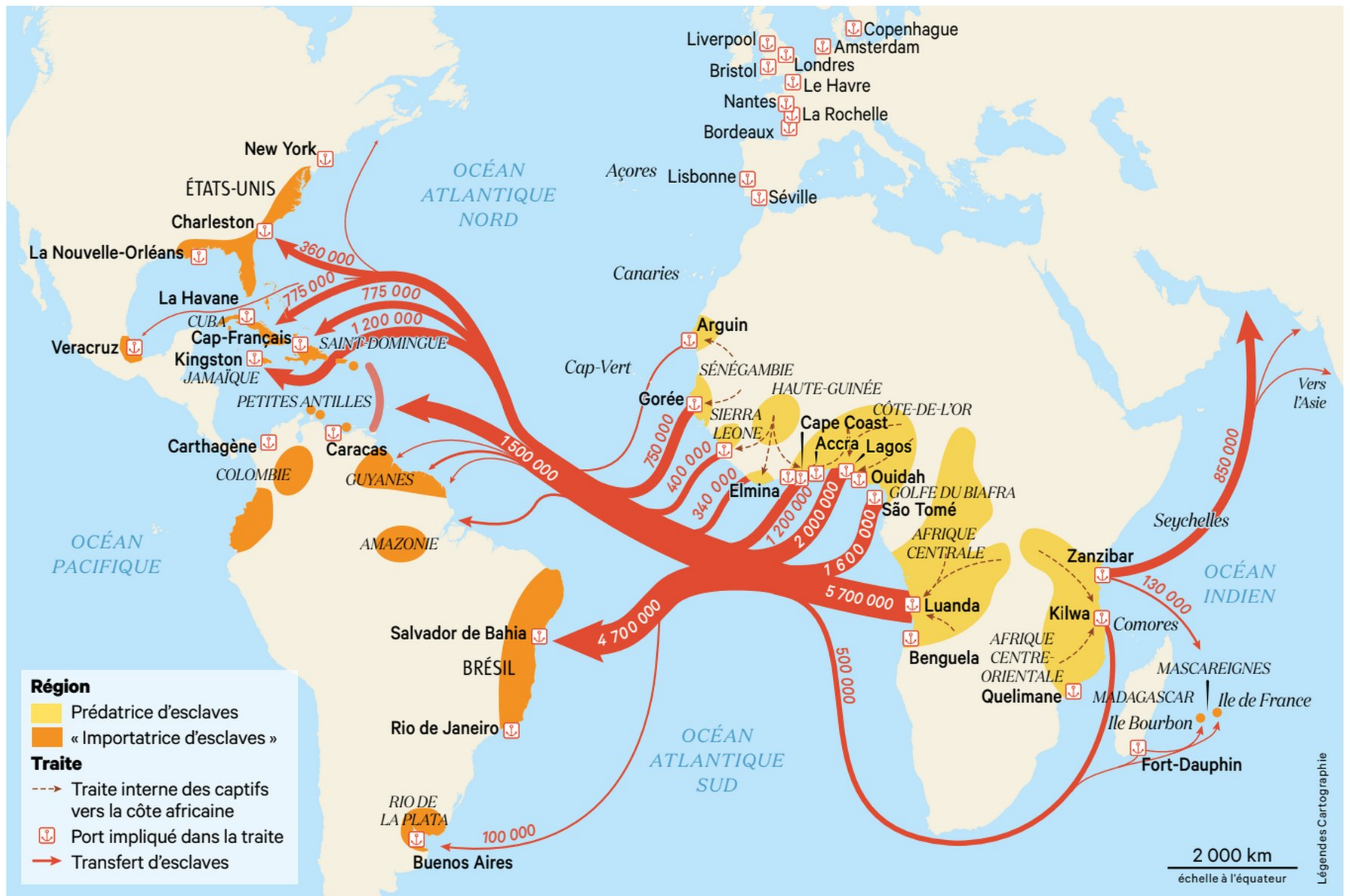
L'expression désigne, du point de vue de l'esclave, l'expérience de la déportation forcée vers les Amériques. Le premier passage renvoie à la marche forcée des captifs de l'intérieur du continent africain jusqu'à la côte, tandis que le dernier passage était le voyage du port d'arrivée américain jusqu'aux plantations. *Middle Passage* est le titre d'un poème de Robert Hayden évoquant la traite (1945).

Dès la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle la traite d'esclaves est pensée comme nécessaire à l'essor des colonies de plantation dans la Caraïbe française. Dans les années 1670, Colbert, secrétaire d'État de Louis XIV, déclare ainsi « *qu'il n'est rien qui contribue davantage à l'augmentation des colonies et à la culture des terres que le laborieux travail des nègres* ».

UN DANGEREUX COMMERCE

La traite est difficile à conduire. Elle nécessite, de la part des officiers qui la dirigent, des compétences variées. Sur le plan technique, d'abord : il leur faut savoir conduire un bâtiment depuis l'Europe jusqu'en Afrique, mais surtout approcher le littoral africain, aux estuaires fréquemment encom-

brés par de la mangrove et par une barre de sable. La majeure partie des embarcations se dirigent vers les pays riverains du golfe de Guinée, en Côte d'Ivoire et au Bénin. Les destinations secondaires sont l'Angola, le Sénégal et la Gambie.



La saignée de l'Afrique

Il existe deux routes de la traite européenne : l'Atlantique Nord, qui se caractérise par un commerce triangulaire entre Europe, Afrique et Amériques, et l'Atlantique Sud, où le commerce se fait en droiture entre l'Afrique centrale et le Brésil. Des 12,5 millions de captifs déportés aux Amériques entre le ^{xvi}^e et le ^{xix}^e siècle plus de 90 % débarquent au Brésil et dans la Caraïbe. Dans l'océan Indien, les Français développent, au ^{xviii}^e siècle, la culture du café et des épices dans les Mascareignes, qui reçoivent 1,2 million d'esclaves.

Les responsables des cargaisons doivent aussi être doués de compétences commerciales. Il leur faut embarquer au départ de la métropole une marchandise susceptible d'intéresser les Africains : en grande partie des cotonnades de l'Inde couramment nommées « guinées », des armes à feu, des vins et spiritueux, ainsi que des barres de fer et des lingots de plomb, transformés par les forgerons locaux en outils, armes de jet, balles pour fusil. La cargaison comporte encore des produits fabriqués, comme des haches, machettes, des articles de parure, et enfin des cauris, ces coquillages ramassés sur les rivages des îles de l'océan Indien, utilisés en Afrique comme monnaie divisionnaire. Il faut que les officiers sachent négocier avec les autorités locales le paiement des taxes et des coutumes, puis discuter avec les intermédiaires le prix d'achat des captifs. Car celui-ci évolue constamment, à la hausse ou à la baisse.

Il leur faut encore beaucoup de savoir-faire, lorsque les captifs sont embarqués, pour garantir la sécurité à bord. Le fait de transporter des êtres humains fait en effet de la traite un commerce à part. Les épidémies de suicides sont assez courantes – les esclaves se jetant à la mer lorsqu'ils voient s'éloigner la côte –, ainsi que les révoltes. Les recherches récentes ont montré que celles-ci sont bien plus fréquentes qu'on ne le pensait. Elles concernent en moyenne un voyage sur dix d'après l'historien David Richardson. Bien que la plupart de ces révoltes se soldent par un échec, elles n'en sont pas moins redoutées, car les combats et répressions qu'elles entraînent causent des morts et des blessés graves parmi l'équipage et les captifs. Ces révoltes donnent lieu à des violences massives – flagellations, tortures, exécutions – destinées à susciter la terreur et rompre toute velléité de résistance.

Enfin, les officiers doivent constamment veiller à la bonne santé des esclaves pendant les deux-trois mois que dure le voyage d'Afrique aux Amériques. Chaque jour, ils font rincer la bouche de leurs prisonniers avec une cuillerée de vinaigre mélangé d'eau ; l'entrepont est aéré et aspergé de vinaigre. Ils obligent les esclaves à gratter et nettoyer le pont et l'entrepont, puis à faire de l'exercice ; par exemple à danser au son d'instruments de musique. Malgré ces mesures, la mortalité des captifs au cours du voyage est de 12 à 13 % en moyenne, d'où des risques financiers importants pour les négriers. Le taux de mortalité diminue cependant dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sans doute en raison de l'amélioration de l'hygiène à bord et de traversées plus courtes, grâce au progrès des sciences nautiques.

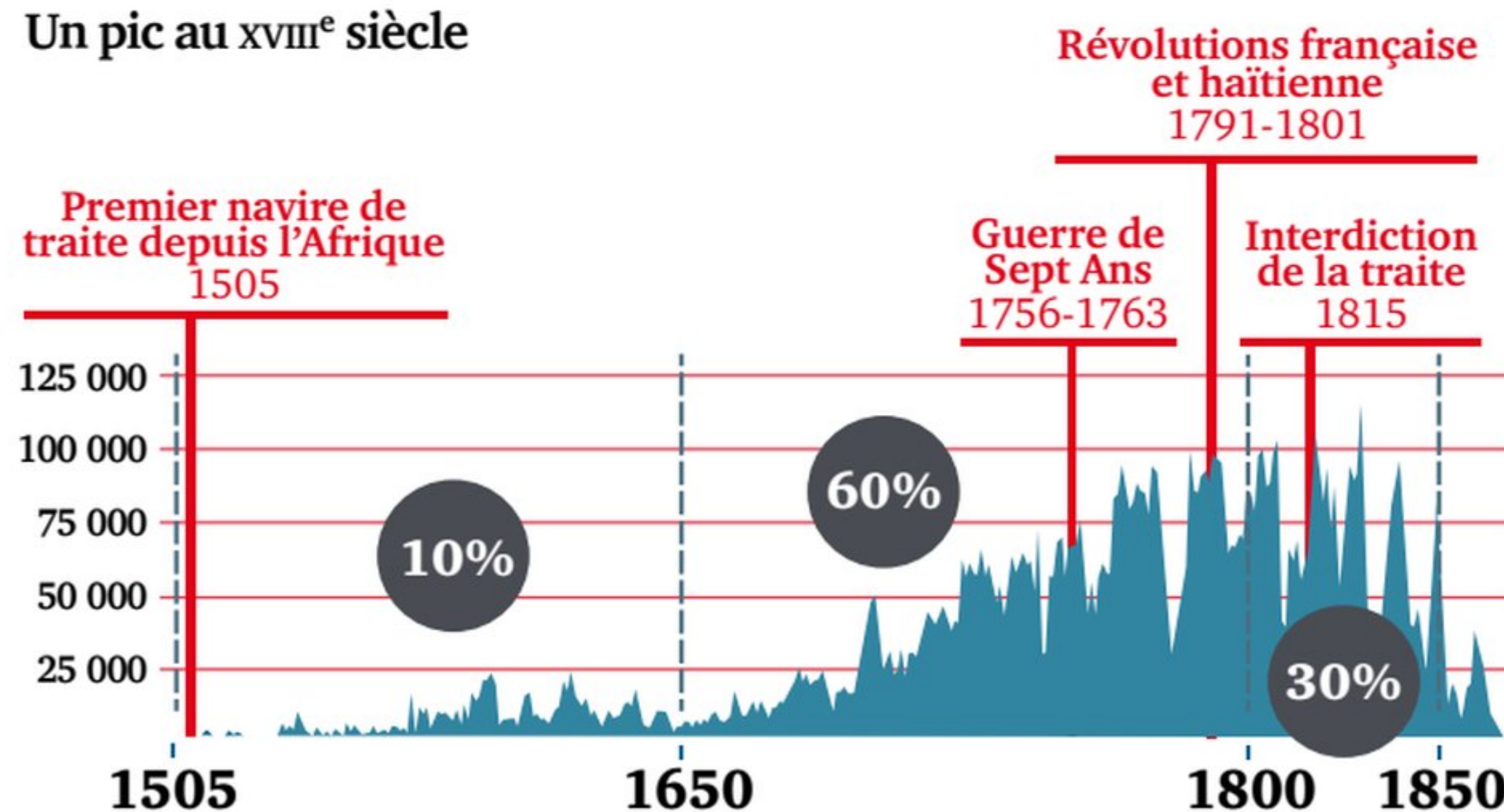
En Afrique même, il existe une organisation spécialisée de capture et de transport des captifs. Les esclaves venant de l'intérieur du continent, donc de régions éloignées du littoral, leur transfert relève de la compétence de courtiers. Ceux-ci soit achètent des prisonniers aux vainqueurs d'une bataille entre États ou entre clans, soit procèdent à des razzias en attaquant des villages par surprise. Après quoi ils forment des caravanes d'esclaves qui se dirigent à pied vers la côte en parcourant une quarantaine de kilomètres par jour. Les captifs sont escortés par des gardiens armés, mais rarement enchaînés, car les plaies que pourrait entraîner le frottement des chaînes feraient baisser leur prix. Ce sont 10 à 50 % des captifs qui meurent >>>

CHIFFRES

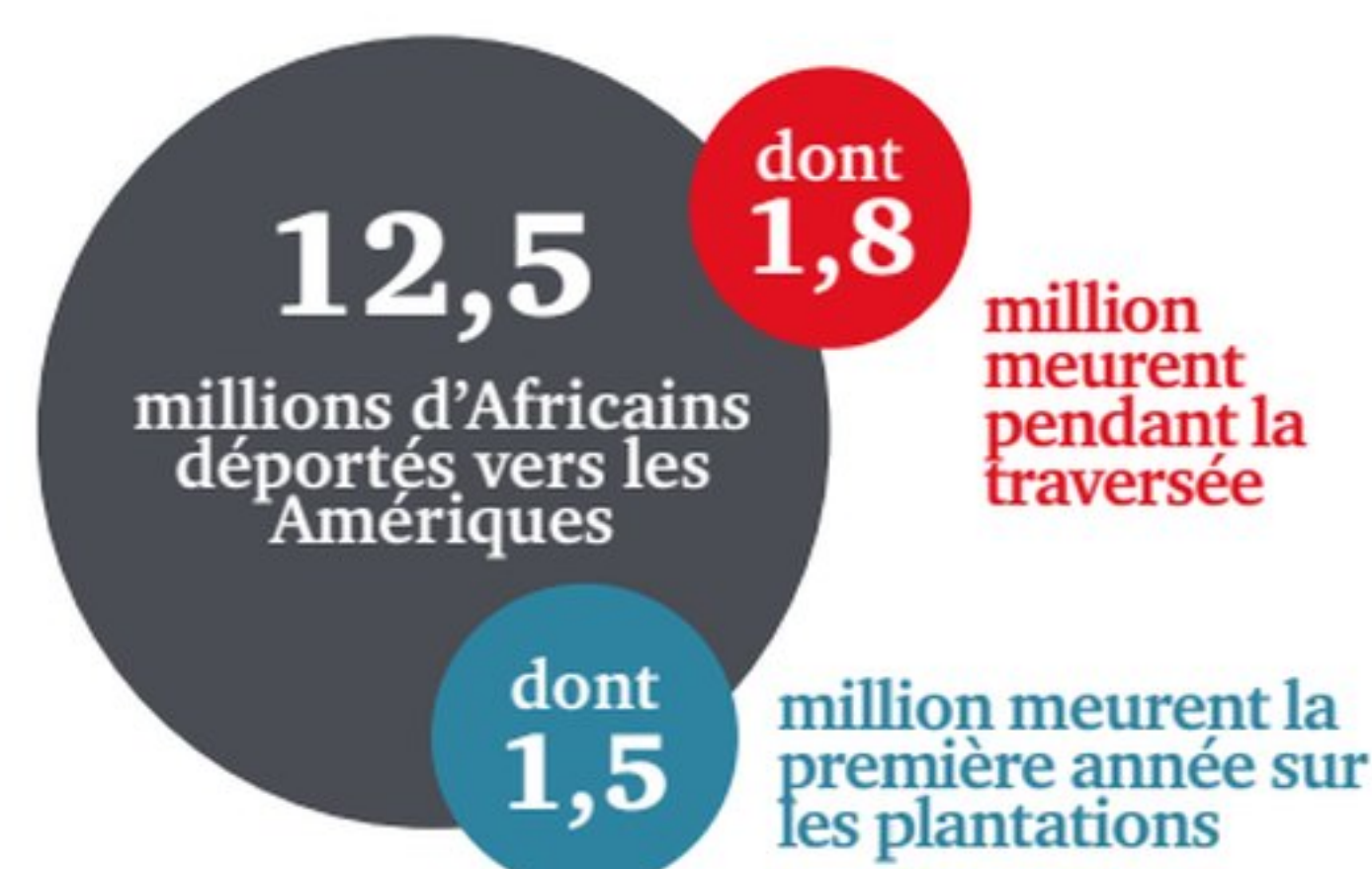
350 ans de traite transatlantique

Au XV^e siècle les Portugais sont les premiers Européens à s'engager dans le commerce d'esclaves africains, qui perdure jusqu'au milieu du XIX^e siècle. L'apogée de la traite transatlantique (60 % du total) se situe entre 1650 et 1800, le pic étant atteint à la veille de la Révolution française. Au total, 12,5 millions d'Africains ont été déportés vers l'Amérique.

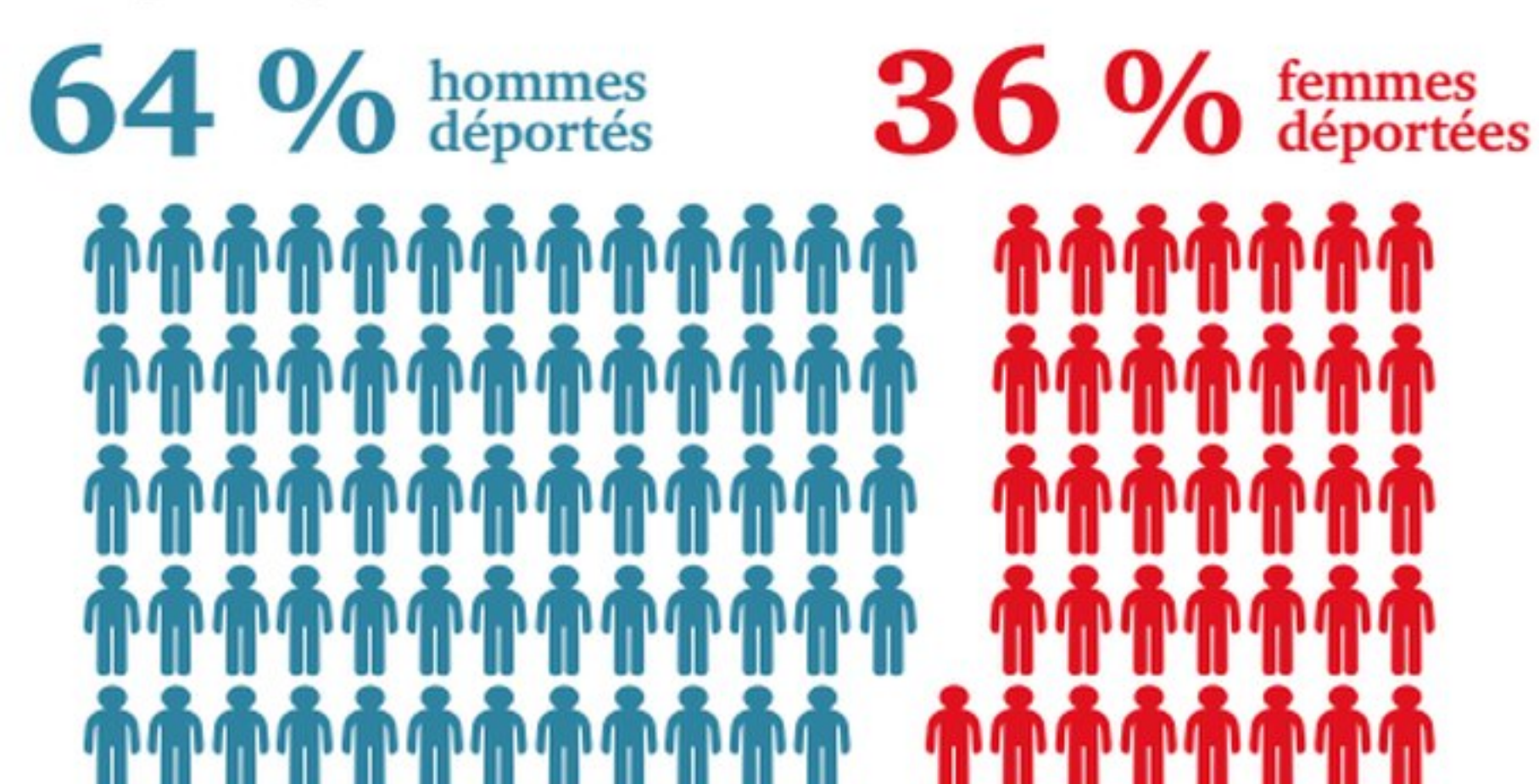
Un pic au XVIII^e siècle



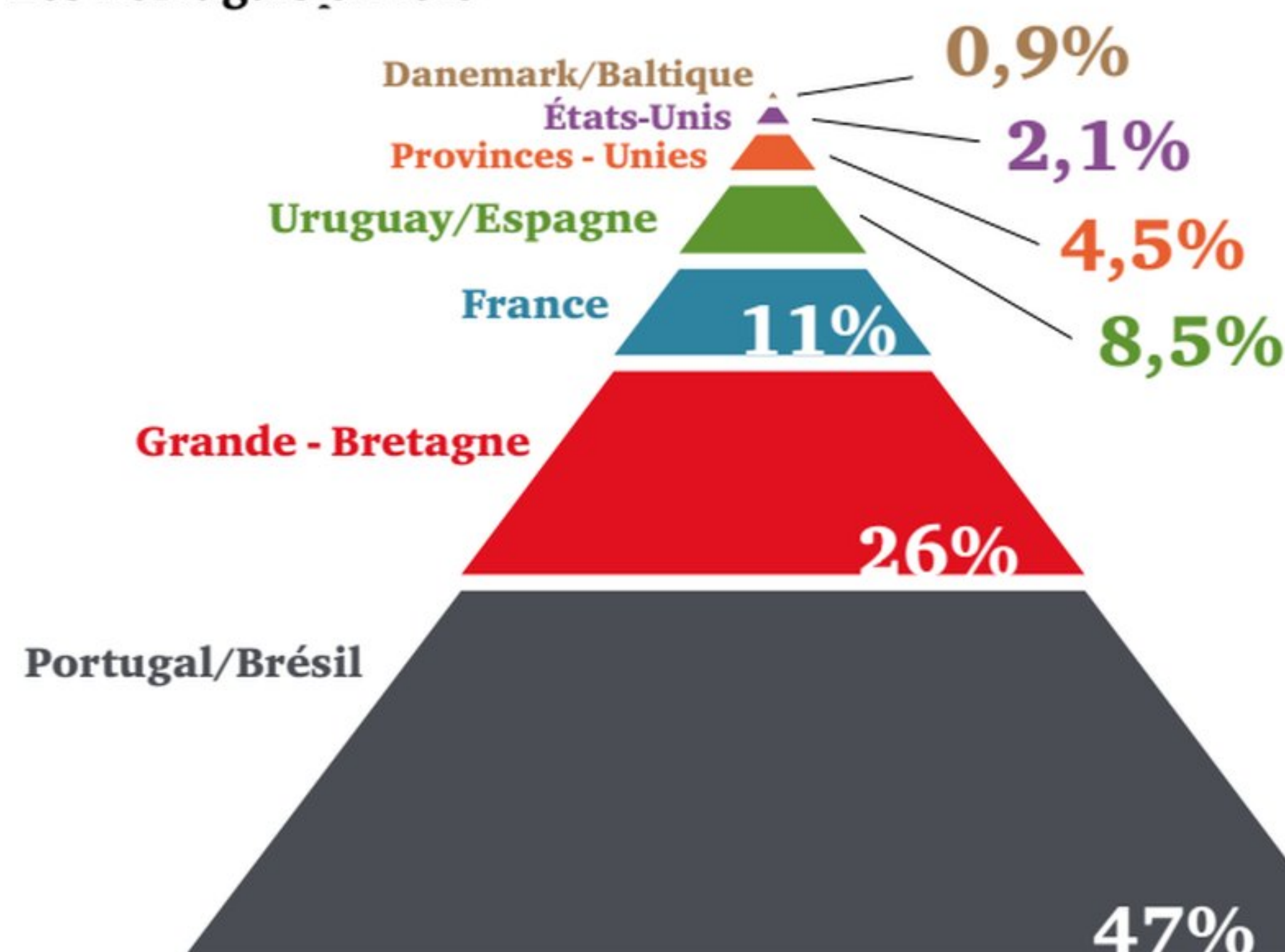
Un arrachement meurtrier



Les hommes plus que les femmes



Les Portugais en tête



Trans-Atlantic Slave Trade Database

Commencée dans les années 1990 par David Eltis et David Richardson, la base de données Trans-Atlantic Slave Trade documente 36 000 voyages de traite effectués par les Européens entre 1501 et 1867. Mise en ligne en 2008, elle a facilité l'étude des changements culturels, démographiques et économiques dans le monde atlantique. Mettant en évidence l'évolution des cycles et des flux de captifs africains, elle a permis d'élaborer des données chiffrées précises sur la traite transatlantique, faisant de celle-ci la mieux connue de toutes les traites. Une base de données recense aussi des informations personnelles sur 91 491 captifs trouvés à bord de plus de 2 000 navires interceptés dans le cadre de la lutte contre la traite interlope au XIX^e siècle. Un travail semblable est en cours d'élaboration concernant la traite dans l'océan Indien. Voir le site <https://www.slavevoyages.org>

>>> entre le lieu d'asservissement et leur embarquement. Une partie des esclaves est vendue aux tribus rencontrées au cours de leur transfert vers les côtes. Les autres sont proposés aux Européens. Les Portugais sont à la tête de ce trafic : 47 %. Suivent les Britanniques (26 %), les Français (11 %), les Espagnols (8,5 %) et les Néerlandais (4,5 %).

LE TROC DES « PIÈCES D'INDE »

Il s'agit d'un troc. Les officiers des bâtiments négriers proposent aux courtiers un assortiment de marchandises en échange d'esclaves. Celles-ci sont étalées sur la plage et placées sous bonne garde, ou disposées sur le gaillard d'arrière du vaisseau. Puis, courtiers et officiers fixent les conditions de l'échange en définissant la valeur d'un captif par un certain nombre de barres de fer, de pièces d'étoffe ou d'objets manufacturés. Cette valeur varie en fonction de la demande, de l'offre et de l'état physique des captifs. Les jeunes gens robustes de 18 à 25 ans, nommés « pièces d'Inde », sont les plus recherchés.

Enfin, les esclaves sont transportés à bord. Si la cargaison est insuffisante parce que l'offre est trop faible en nombre ou le prix des esclaves trop élevé, le bâtiment négrier reprend la mer et suit la côte en un lent cabotage, embarquant des captifs à chaque station. Il faut quatre à six semaines, au mieux, pour réunir une cargaison. Mais généralement on y passe trois à quatre mois, car la négociation demande du temps. Les bateaux quittant la métropole vers la fin de l'hiver, lorsque la navigation est plus aisée, la

traite est particulièrement active pendant la saison des pluies, à la fin du printemps et au début de l'été. D'où des conditions sanitaires éprouvantes, en raison de la forte humidité. La mortalité moyenne des équipages sur la côte est par conséquent de 8 à 9 %, et on peut présumer que celle des captifs enfermés dans l'entrepont durant le long trajet en cabotage est analogue.

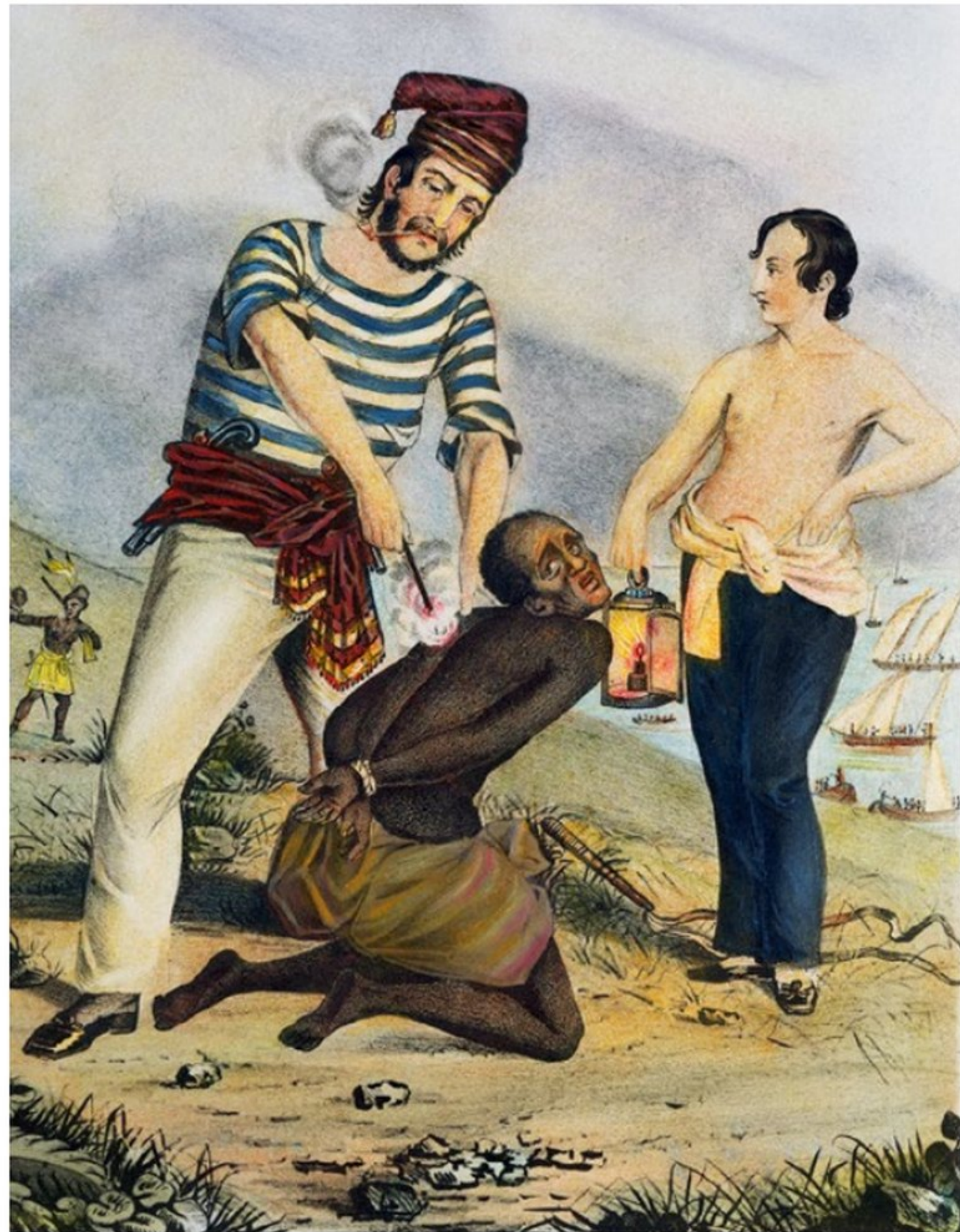
Le nombre d'esclaves est en relation avec le tonnage de l'embarcation. On compte généralement 2 hommes par tonneau, avec des bâtiments d'une capacité de 250 à 300 tonnes. Un bateau négrier charge donc en général 400 à 600 captifs, encadrés par 40 à 45 hommes d'équipage. Les navires ne sont pas spécialement construits pour les voyages de traite. Ce sont des bâtiments de commerce légèrement transformés. Ainsi aménage-t-on une cuisine plus importante que de coutume, avec un foyer maçonné permettant de faire chauffer à la fois deux chaudières : une pour la nourriture de l'équipage, l'autre pour celle des captifs. Les capitaines essaient d'assurer à ceux-ci un régime alimentaire proche de celui qu'ils avaient en Afrique, constitué de riz, de mil, de manioc, de légumes frais, et assaisonné d'huile de palme et de piment ; mais les rations sont en général très insuffisantes.

On édifie aussi une « rambarde », forte cloison de bois. Partant du plancher de l'entrepont, elle s'élève sur le pont et sépare le navire en deux parties inégales, l'une plus petite, à l'arrière, pour les femmes, l'autre plus importante, à l'avant, pour les hommes. Si les captifs sont très nombreux, le charpentier de bord construit un « échafaud », sorte de balcon aménagé dans l'entrepont et appuyé sur des piliers : on peut y faire s'allonger quelques captifs supplémentaires au-dessus des premiers. Une attention particulière est accordée à l'aération de l'intérieur, d'où parfois la mise en place de manches à air, surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Une grande écoutille centrale, fermée la nuit par un caillebotis, permet de faire monter et descendre les captifs. Par beau temps, ils peuvent rester sur le pont durant la journée et y prendre leurs repas.

La rambarde comporte à chaque étage une porte de communication toujours fermée à clé, et elle déborde de la largeur du navire en une sorte d'éventail solide, déployé très haut, avec un pourtour garni de lames métalliques tranchantes – pour éviter toute tentative d'escalade. Cette cloison est un élément crucial pour la sécurité de l'équipage. Le navire est aussi équipé de canons et d'armes à feu afin de se défendre contre les incursions étrangères ou les potentiels captifs rebelles ;

LA VENTE Annonce d'enchères publiée dans les rues de Charleston, en Caroline du Sud, organisant la vente de 250 esclaves (XVIII^e siècle). Le prix d'un esclave homme se situait aux alentours de 1 000 livres.





RÉVOLTE À BORD En moyenne, un navire sur dix connaît une insurrection d'esclaves. Celles-ci se déroulent souvent selon le même schéma : préparation du complot, rupture des chaînes, prise d'armes. Peu ont réussi (tableau d'Édouard Renard, XIX^e siècle). A droite, un captif est marqué au fer rouge avant d'être embarqué sur le navire négrier (Nathaniel Currier, 1845).

cette organisation militaire fait des navires de traite de véritables machines de guerre.

A l'approche des Amériques, le capitaine dirige le navire vers le port dans lequel l'armateur lui a prescrit d'entrer pour vendre les esclaves au meilleur prix. Traités comme du bétail, les captifs sont vendus aux enchères, un tiers au comptant ; le reste est réglé en lettres de change, avec un délai de un à trois ans. Après la vente, le capitaine utilise les fonds gagnés pour se procurer une cargaison de produits tropicaux destinés au prochain troc. En ce qui concerne les esclaves fraîchement débarqués au Nouveau Monde, il est conseillé à leurs acheteurs de ne pas les mettre trop vite au travail. Ceux-ci leur accordent généralement une huitaine de jours de repos, de soins et d'alimentation reconstituante avant de les introduire dans les plantations. Suit une période d'acclimatation et d'entraînement sous le parrainage de vieux esclaves de la même nation ou d'esclaves créoles bons sujets. Mais, quelles que soient les précautions prises, la moitié des nouveaux venus ne surmonte pas le traumatisme de la déportation, et décède dans les trois années qui suivent leur arrivée. Malgré cette faible espérance de vie, les planteurs préfèrent importer régulièrement de nouveaux esclaves plutôt que de compter sur les enfants qu'il faut former sur place. Cette situation évolue pourtant dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle du fait d'une augmentation massive du prix de l'esclave de traite.

Par son caractère massif et systématique, la traite transatlantique a assuré la croissance et le maintien des sociétés coloniales esclavagistes aux Amériques. La déportation de ces millions de captifs a aussi façonné les diasporas africaines du Nouveau Monde. ■

DANS LE TEXTE

« L'air était irrespirable »

Olaudah Equiano raconte les horreurs de la traversée dans un récit devenu un classique de la littérature.

« La puanteur de la cale, alors que nous étions sur la côte, était si insupportable et écœurante qu'il était dangereux d'y demeurer un certain temps, et on avait autorisé certains d'entre nous à rester sur le pont pour respirer de l'air frais [...]. L'étroitesse de l'endroit ainsi que la chaleur du climat, ajoutées aux passagers du bateau, qui était tant encombré de monde que chacun avait à peine l'espace pour se retourner, nous étouffaient presque, [...] l'air devint bientôt irrespirable, à cause d'une variété d'odeurs répugnantes, et provoqua une maladie parmi les esclaves dont plusieurs en moururent, devenant ainsi les victimes d'une avarice involontaire de leurs acquéreurs [...]. Cette situation misérable fut encore aggravée par le bruit des chaînes, maintenant devenues insupportables ; et la crasse des latrines, dans lesquelles les enfants tombaient et s'étouffaient presque. Les cris des femmes et les gémissements des personnes mourantes rendaient toute la scène atroce. »

Olaudah Equiano, *Ma véridique histoire. Africain, esclave en Amérique, homme libre*, [1789], *Mercur de France*, 2008, pp. 101-102.

Dans l'enfer de la plantation

Dans les plantations sucrières des Amériques se développe un esclavage racial qui impose des conditions de vie et de travail terribles. Comment un système si mortifère a-t-il pu perdurer aussi longtemps ?

Entretien avec **CÉCILE VIDAL**

L'Histoire : La grande majorité des esclaves déportés d'Afrique aux Amériques était employée dans les plantations. Comment ce système est-il né ?

Cécile Vidal : L'association entre plantation et esclavage n'existe pas dès l'origine. On trouve des traces de ces grandes exploitations consacrées à la culture de la canne à sucre en Méditerranée orientale et en Sicile dès le ^{xii}^e-^{xiii}^e siècle. Mais la main-d'œuvre n'y était pas esclave. La plantation esclavagiste naît, elle, dans le sillage de la traite portugaise, qui se développe à partir des années 1440, d'Afrique de l'Ouest vers la péninsule Ibérique, ainsi que vers les archipels atlantiques au large de l'Afrique. Dès le ^{xvi}^e siècle, à São Tomé notamment, les Portugais ont recours à des esclaves d'Afrique subsaharienne pour produire du sucre. C'est ce modèle qui s'exporte aux Amériques : d'abord sur les îles d'Hispaniola et de Porto Rico dans la Caraïbe espagnole, puis au Brésil, notamment dans la région de Bahia, avant d'être adopté dans les Antilles néerlandaises, anglaises et françaises au ^{xvii}^e siècle.

L'H. : Quelles sont les grandes sociétés de plantation aux Amériques ?

C.V. : L'Amérique des plantations correspond à une grande partie du Brésil, de la Caraïbe et du sud des Treize Colonies (les colonies anglaises d'Amérique du Nord qui deviennent les États-Unis en 1776). On trouve aussi des plantations dans les régions tropicales des littoraux de l'Amérique espagnole, comme autour de Carthagène des Indes et Veracruz, même si l'esclavage y est davantage urbain. Selon les lieux et les époques, on y cultive du tabac, de la canne à sucre, de l'indigo,

du riz, du café, du cacao ou du coton. Les grandes plantations sucrières intégrées, qui sont des entreprises agro-industrielles associant culture de la canne et production du sucre, se rencontrent à Hispaniola et Porto Rico (avant de disparaître dans les années 1570), dans la Caraïbe anglaise, française et néerlandaise à partir du ^{xvii}^e siècle, à Cuba, Porto Rico et dans la vallée du Mississippi, aux États-Unis, au ^{xix}^e siècle. Au Brésil se développe, dès le ^{xvi}^e siècle, un double système, avec de grandes plantations sucrières intégrées, mais de taille plus restreinte que dans la Caraïbe, et de petites plantations qui se contentent de cultiver la canne et la font broyer dans les moulins des grands domaines.

Dès le ^{xvi}^e siècle des esclaves africains sont mis au travail sur ces plantations américaines : le premier navire de traite parti d'Afrique rejoint la Caraïbe espagnole en 1505 ; en 1521 suffisamment d'esclaves ont été amenés à Hispaniola pour qu'une première révolte servile majeure y éclate. Mais, au départ, la main d'œuvre y est mixte. Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles au Brésil, les Amérindiens sont exploités aux côtés des Africains. Dans la Caraïbe française et anglaise, on y emploie prin-

cipalement, pendant une longue partie du ^{xvii}^e siècle, des engagés (des travailleurs sous contrat) ou des condamnés d'origine européenne.

C'est à la Barbade, une petite île des Antilles anglaises, que la société de plantation se transforme le plus rapidement en une société esclavagiste. La « révolution sucrière » qui s'y produit dès les années 1640 – le passage de la culture du tabac sur de petites exploitations à celle de la canne à sucre sur de grandes plantations – accélère le recours massif

L'AUTEURE

Directrice d'études à l'EHESS, **Cécile Vidal** a coordonné avec Benedetta Rossi *Les Mondes de l'esclavage. Une histoire comparée* (P. Ismard dir., Seuil, 2021) et dirige *Une histoire sociale du Nouveau Monde* (Éditions de l'EHESS, 2021).



UNE VISION IDÉALISÉE A l'aide d'une houe, les esclaves creusent des trous pour y planter la canne à sucre. Il s'agit de la tâche la plus exténuante. Les lithographies de Clark diffusent une vision acceptable de l'esclavage, avec notamment des esclaves bien vêtus, mais elles ne gommant pas totalement la violence du quotidien : on voit les capifs travailler en cadence sous l'œil du commandeur qui porte un fouet.

aux esclaves africains. La traite transatlantique connaît alors un essor, favorisée par l'implication des Provinces-Unies, de l'Angleterre, puis de la France. Par ailleurs, le flux des engagés se rétrécit après 1660 en raison des circonstances économiques et politiques en Angleterre. Dorénavant, les engagés peuvent trouver du travail en métropole et ont moins d'incitation à migrer. Dans la Caraïbe, ce sont à la fois la raréfaction des engagés et la disponibilité nouvelle d'esclaves africains qui provoquent le basculement d'une société à esclaves à une société esclavagiste, avec des temporalités différentes d'une île à l'autre. Le processus est plus tardif en Jamaïque et à Saint-Domingue qu'aux Petites Antilles, mais ces deux colonies deviennent les plus riches du monde au cours du XVIII^e siècle grâce à ce système d'exploitation extrême.

L'H. : Comment définissez-vous une société esclavagiste ?

C.V. : Dans une société esclavagiste l'esclavage détermine l'ensemble de l'expérience sociale. Mais ce qui est particulier aux Amériques, notamment dans la Caraïbe, c'est la démographie. Dans certaines îles des Antilles anglaises et françaises, à la fin du XVIII^e siècle, 80 à 90 % de la population est esclave. Il s'agit d'un taux exceptionnel dans l'histoire mondiale de l'esclavage ! Comment 10 % de libres ont-ils pu dominer aussi longtemps 90 % d'esclaves ? C'est que l'esclavage n'est pas seulement une relation personnelle de domination absolue du maître sur l'esclave. C'est aussi un système de gouvernance collectif qui implique l'État et la >>>

DANS LE TEXTE

Le régime du fouet

Lors d'un séjour sur une plantation de café, un voyageur français raconte comment il use du fouet.

« L'engagement que je prenais, à l'époque de la récolte, ne m'assujettissait à autre chose qu'à vérifier soir et matin, à la rentrée des nègres, si chacun rapportait dans son panier la mesure de café qui lui avait été donnée pour tâche. Je m'attendais à ce qui arriva le premier jour. Mes amis les nègres ne sont pas moins sujets que mes amis les blancs à confondre la faiblesse avec de la bonté. [...] A l'exception de Mazimbo, tous les autres apportaient à peine le quart de leur contingent. Sans me répandre en reproches, j'ordonnai que chaque paresseux reçût cinq coups de fouet bien appliqués, et l'exécution faite en ma présence, je déclarai que le lendemain la punition serait double pour ceux qui récidiveraient, triple le surlendemain, et ainsi de suite. Tous se le tinrent pour dit, à l'exception de six, qui reçurent leurs dix coups de fouet au bruit des huées de leurs camarades. [...] Ma méthode opéra tout ce que je pouvais en attendre, car ce fut depuis à qui excéderait la mesure prescrite. »

A. S. de Wimpffen, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution*, L. Michaud, 1911, pp. 148-149.

>>> société : tous les libres, qu'ils soient ou non propriétaires d'esclaves, sont mobilisés pour perpétuer le système. Cet effort permanent ne va pas de soi, d'autant que ces sociétés ne peuvent perdurer du point de vue démographique sans le flux constant de la traite. Il faut donc importer continuellement plus d'esclaves et imposer sans cesse à de nouveaux individus un système de domination extrêmement violent.

Le droit joue un rôle important dans ce travail de perpétuation de l'institution esclavagiste. La promulgation des premiers Codes régulant l'esclavage dans la Caraïbe anglaise et française coïncide avec la formation des sociétés esclavagistes. Ces Codes définissent le statut des esclaves et des affranchis, ainsi que les relations entre maîtres et esclaves. Le premier est promulgué à la Barbade en 1661. Il sert d'inspiration aux

Codes adoptés en Jamaïque, en Caroline du Sud ou dans la colonie de New York. Alors que la législation sur l'esclavage provient des assemblées locales dans les colonies anglaises, la particularité de l'empire français réside dans la promulgation, depuis la métropole, de ce que l'on va appeler plus tard le Code noir. Le contenu de l'édit a cependant été négocié avec les autorités coloniales et s'inspire, outre du droit romain, de la législation locale. Conçu pour les Petites Antilles en 1685, le Code est étendu à Saint-Domingue en 1687, en Guyane en 1704, et dans des versions modifiées qui en accentuent le caractère racial, aux Mascareignes en 1723 et en Louisiane en 1724. D'autres ordonnances royales ou locales viennent modifier ou compléter ces Codes avec le temps.

L'H. : Comment les Africains subsahariens sont-ils devenus la cible de cet esclavage racial ?

C.V. : La question des rapports entre esclavage et racisme a donné lieu à de vifs débats parmi les historiens, qui ne s'accordent pas davantage sur les moments et les lieux de l'apparition de la notion de race. Il est clair qu'un racisme doctrinaire n'existe pas encore lorsque la traite transatlantique commence à prendre son essor et que les premières sociétés de plantation esclavagistes se forment dans la Caraïbe espagnole et au Brésil au xvi^e siècle. Ce n'est que dans la seconde moitié du xviii^e siècle que se développent des théories philosophiques et scientifiques sur les races. Mais pour qu'une société se racialise elle n'a besoin que d'une simple notion de race. Certains historiens, dont je fais partie, considèrent que l'apparition de cette notion n'est pas d'abord liée à l'esclavage. Elle émerge dans la péninsule Ibérique au cours du xv^e siècle au sujet des convertis juifs et musulmans. Se forge alors la doctrine de la « pureté de sang », selon laquelle les Juifs et les musulmans constituent un lignage ou une race défectueuse dont les défauts se transmettent par les fluides du corps, et notamment le sang. Or cette doctrine se cristallise au moment même où l'esclavage connaît des transformations importantes dans la péninsule Ibérique. Il devient en effet difficile de se procurer des esclaves slaves en raison de l'expansion ottomane en Méditerranée et la traite portugaise d'Afrique subsaharienne débute. Les esclaves d'Afrique subsaharienne forment une part croissante de la population servile. C'est à ce moment que le terme « nègre » commence à devenir synonyme d'« esclave ».

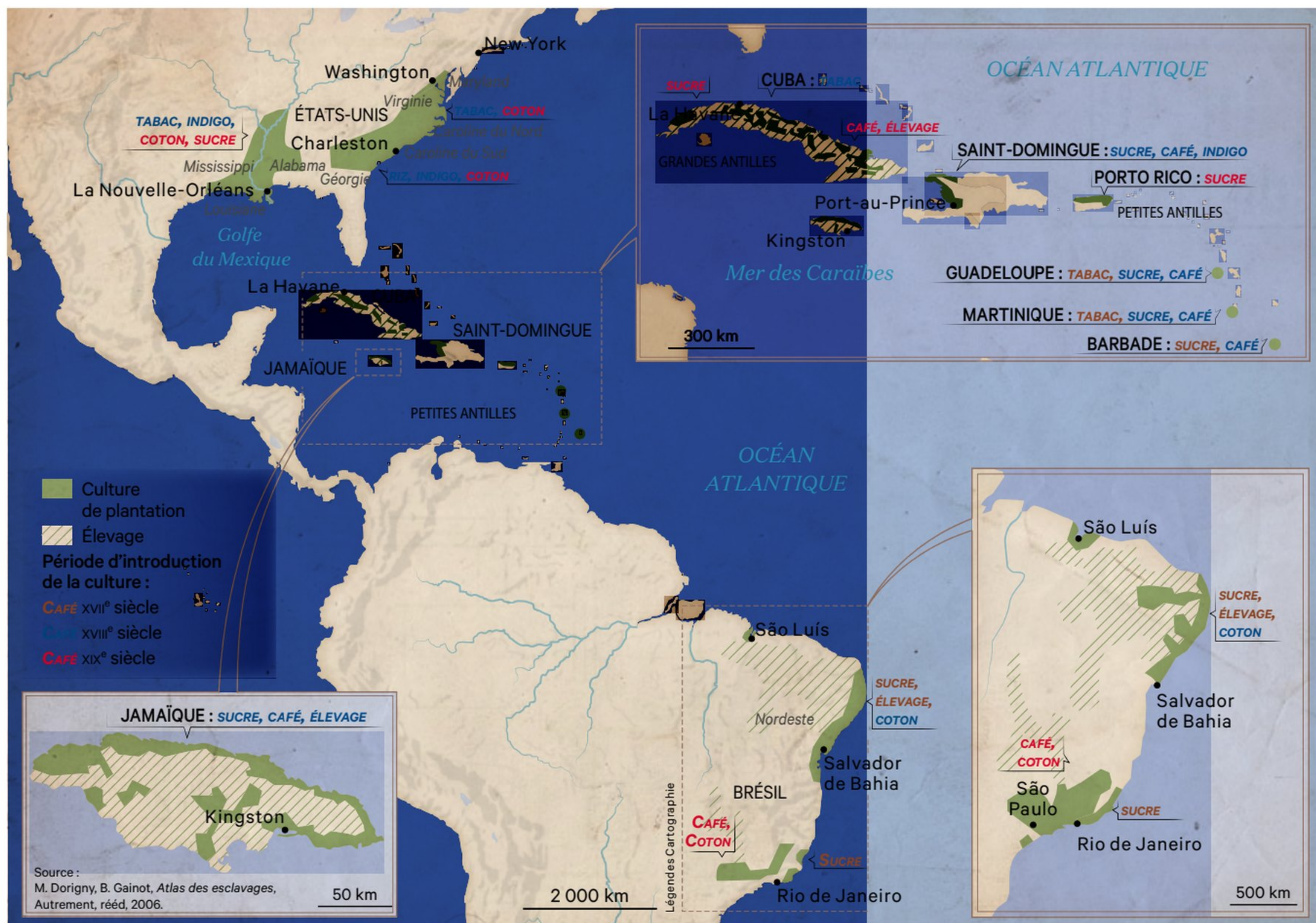
Le phénomène se poursuit avec la colonisation des Amériques, d'abord par les Ibériques au xvi^e siècle, puis par les Anglais, les Néerlandais et les Français au xvii^e siècle. Tout au long de l'Époque moderne, des débats apparaissent à propos de l'esclavage des Amérindiens,

Pourquoi l'esclavage des Amérindiens a été interdit



On estime qu'entre le xvi^e et le xix^e siècle 2,5 à 5 millions d'Amérindiens auraient été asservis aux Amériques. Au xvi^e siècle les Ibériques exploitent sur leurs plantations de la Caraïbe et du Brésil une main-d'œuvre mixte, où des esclaves amérindiens côtoient des Africains (ci-dessus : des Amérindiens à Hispaniola en 1547). L'asservissement des Amérindiens s'inscrit alors dans le droit de conquête sur les vaincus de guerre autochtones. Mais, contrairement à celle des Africains, la réduction en esclavage des Amérindiens fait très vite l'objet d'un débat au sein de l'empire espagnol, en particulier grâce à l'activisme du religieux Bartolomé de Las Casas, qui dénonce les cruautés des conquistadors à leur encontre. En 1542 les « lois nouvelles » de Charles Quint interdisent la mise en esclavage des *Indios*, en proclamant leur liberté naturelle. Le phénomène continue pourtant de concerner les autochtones pris en juste guerre, et il persiste au Brésil, où il n'est interdit qu'en 1755. Il est aussi pratiqué par les colons anglais, français et néerlandais à partir du xvii^e siècle, bien que dans une moindre mesure par rapport à l'esclavage des Africains, et seulement là où ceux-ci sont plus rares. Les Amérindiens ne forment ainsi que 1 % des esclaves de la Martinique en 1687. Cette minorité s'explique aussi par le fait que les colons européens ont besoin d'entretenir la paix avec les autochtones pour des raisons stratégiques.

C'est au xv^e siècle que le terme « nègre » commence à devenir synonyme d'« esclave »



Sucre, tabac, café et coton

Il n'existe pas de régions de monoculture sucrière aux Amériques. Partout, les sucreries côtoient des plantations de « cultures secondaires » : le tabac, le café, l'indigo, le riz, et, à partir du XIX^e siècle dans le Vieux Sud, le coton, dont l'essor est stimulé par l'industrialisation. C'est sur les « îles à sucre » de la Caraïbe, en particulier à Saint-Domingue au XVIII^e siècle, que l'on trouve les plantations les plus vastes et les plus mortifères.

de la traite transatlantique, du traitement différencié des engagés européens et des esclaves africains, du métissage (les unions mixtes entre maîtres et esclaves et le statut des enfants issus de telles unions) ou du statut des affranchis et descendants d'affranchis. Or ces débats sont toujours résolus au détriment des esclaves africains. A chaque fois est confortée l'idée que les Africains ont vocation à subir un esclavage héréditaire et perpétuel. La race sert ainsi non seulement à justifier mais aussi à opérer le système esclavagiste.

Inversement, le traitement terrible réservé aux Africains lors du passage du Milieu et sur les plantations conforte l'idée de leur infériorité naturelle. Le développement de théories raciales dans la seconde moitié du XVIII^e siècle est ainsi la conséquence et non la cause d'un processus de racialisation à l'encontre des Africains, entamé dès le début de l'expansion coloniale. Le débat doctrinaire sur les races se fait plus vif au moment où émerge le mouvement abolitionniste. Il s'agit de légitimer la perpétuation d'un système mortifère qui commence à être dénoncé avec des arguments moraux, religieux et économiques.

L'H. : Qui sont ces planteurs propriétaires d'esclaves ?

C. V. : Une caractéristique importante des sociétés esclavagistes est la démocratisation de la propriété servile. En Jamaïque au XVIII^e siècle, par exemple, une large majorité des colons possèdent au moins un esclave. C'est particulièrement le cas en ville, où l'on compte de nombreuses femmes, blanches ou libres de couleur, parmi les petits propriétaires d'esclaves. En revanche, les planteurs sucriers, pour la plupart des hommes, sont en nombre limité mais possèdent la grande majorité des esclaves. Ils forment l'aristocratie des planteurs et monopolisent le pouvoir économique et politique. Dans les années 1770 les planteurs sucriers occupent presque tous les postes de l'assemblée locale bien qu'on n'en compte que 5 pour 100 colons. La culture du café et l'élevage permettent toutefois à des colons de condition plus modeste de devenir planteurs. Il en est de même à Saint-Domingue, où les planteurs caféiers se recrutent parmi les « petits Blancs » et les libres de couleur dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. En revanche, à la Barbade, où la « révolution sucrière » a conduit à un phénomène de concentration des terres et où le sucre est plus largement dominant, il existe une population de Blancs pauvres sans main-d'œuvre servile.

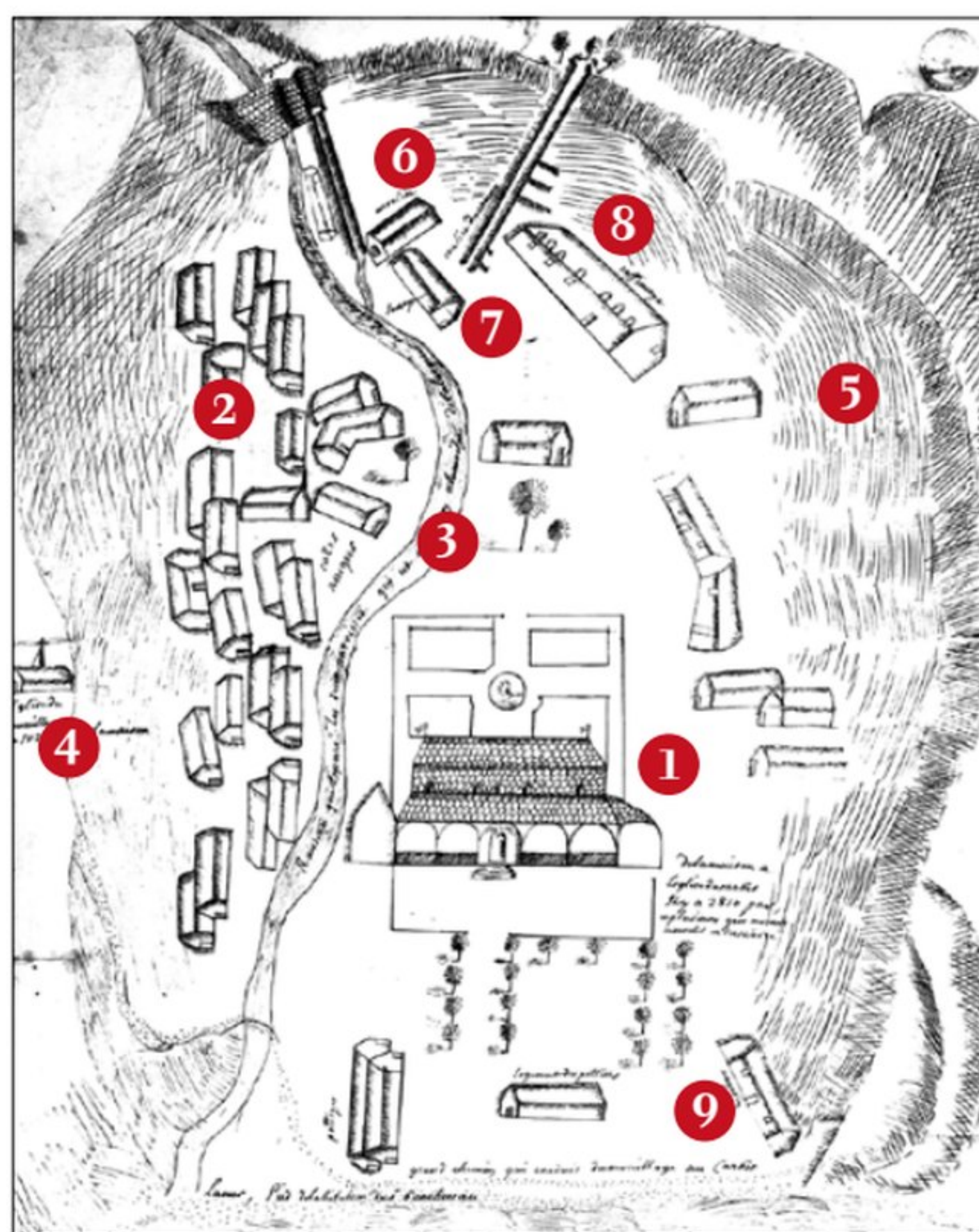
La Caraïbe se caractérise en outre par l'importance d'une catégorie particulière de propriétaires >>>

Archive : 24 heures sur l'habitation l'Anse Latouche

Les plantations forment un microcosme dont l'organisation a pour but de donner au maître une vision panoptique de sa main d'œuvre.

Comme le montre ce plan d'archive de l'habitation l'Anse Latouche en Martinique dessiné en 1726, la maison du maître ou « grand-case » (1) se trouve au cœur du domaine agricole, entourée d'un jardin. A sa droite, les « cases à nègres » (2) forment le quartier des esclaves. Proche des lieux de travail, ces 24 cases sont localisées sous le vent, ce qui permet au maître de ne pas être incommodé par les odeurs et le bruit. Les murs des cases sont faits d'un clayonnage de branchages et les toits le plus souvent en paille ; des logements de fortune qui ne résistent pas aux ouragans. Les cases, de 30 à 40 m², contiennent un seul rez-de-chaussée, parfois divisé par des cloisons de roseaux pour y loger plusieurs familles. Un ruisseau (3) permet l'alimentation du moulin et l'entretien des esclaves.

Les esclaves souffrent de malnutrition, cause importante du fort taux de mortalité sur les plantations. Aux Antilles françaises, le Code noir, loin d'être respecté, astreint les maîtres à une distribution hebdomadaire de manioc, bœuf salé et poisson. En



réalité, les esclaves disposent de jardins à vivres qu'ils cultivent leur jour de repos (manioc, patate, pois, mil, banane) mais qui ne suffisent pas à assurer leur subsistance.

Le plan fait aussi apparaître l'église paroissiale du Mouillage (4). Sa proximité avec la plantation devait permettre aux esclaves de fréquenter la messe dominicale, ce qui est plus compliqué sur les plantations éloignées des centres urbains.

La journée de travail commence vers 5 heures avec l'appel. Les esclaves des ateliers partent aux champs (5), où ils travaillent jusqu'à midi. Après deux heures de pause, le labeur

reprend jusqu'au coucher du soleil. En période de récolte (de janvier à juillet) le travail se prolonge la nuit, ce qui est propre à la culture du sucre puisque la canne, à peine coupée, doit être pressée au moulin (6), avant que son jus ne sèche. Ce travail est épuisant, et nombre d'esclaves y perdent un membre. Une fois le jus extrait, les esclaves le chauffent et le purifient dans la sucrerie (7) pour en faire un sirop qui devient solide. Sur certaines plantations, comme ici, le sucre est ensuite raffiné et blanchi dans une raffinerie (8). Ce sucre terré est entreposé dans le magasin (9).

>>> d'esclaves : les planteurs absentéistes. Une partie des plantations est aux mains de familles qui circulent entre colonies et métropole ou résident en métropole, ou encore de marchands métropolitains qui, par le système d'endettement des planteurs, se retrouvent à la tête de plantations. Après l'abolition de l'esclavage dans l'empire britannique en 1833, la moitié des 20 millions de livres d'indemnités distribuées aux anciens propriétaires d'esclaves est demeurée en métropole.

L'H. : Quelles sont les conditions de vie et de travail sur les grandes plantations sucrières ?

C.V. : Sur une plantation sucrière se trouvent la maison du maître, les bâtiments d'exploitation et le quartier des esclaves. Ce quartier est souvent à l'écart, mais situé de telle manière qu'il peut être aisément surveillé par le maître. Bien sûr, cet habitat évolue et dépend du choix des maîtres. Dans la Caraïbe des XVII^e et XVIII^e siècles, ces quartiers ressemblent à de petits villages, où le propriétaire laisse parfois les esclaves s'inspirer des sociétés dont ils proviennent : dans l'architecture (des huttes ou des cabanes), l'agencement des maisons, l'usage de l'espace pour les sociabilités, les lieux de sépulture. Les maîtres ne

veulent pas toujours contrôler l'intégralité de la vie des esclaves : ils ont tout intérêt à leur laisser une marge de manœuvre dans la gestion de leur vie familiale, sociale et culturelle. D'où la possibilité du maintien d'institutions sociales d'inspiration africaine (la manière de courtiser les femmes, de nouer un lien d'amitié, de régler un différend, ou encore les pratiques festives et religieuses), qui acquièrent une nouvelle signification sur place.

Sur les plantations des Antilles et des Guyanes l'autorité du commandeur, l'esclave qui a la charge de surveiller et diriger les autres esclaves, repose notamment sur la justice, qu'il rend en recourant à l'ordalie comme dans maintes sociétés africaines. Dans les îles anglaises, les esclaves s'adonnent à l'obeah, des pratiques spirituelles de guérison et de justice.

C'est la plante cultivée qui détermine la taille de la plantation, le nombre d'esclaves, la durée et l'organisation du travail. Au XVIII^e siècle, les plantations de tabac de Virginie comprennent en moyenne moins de 50 esclaves, celles de riz en Caroline du Sud une centaine, alors que les plantations sucrières en Jamaïque ou à Saint-Domingue plusieurs centaines, les plus grandes jusqu'à 300-400, voire davantage. Lorsque la plantation

DANS LE TEXTE

Violence conjugale

En 1748, sur une plantation louisianaise, l'esclave Joseph Laoursot est témoin d'une dispute fatale entre l'esclave Baraca et son épouse.

« Ledit Baraca ayant mangé dit à sa femme : “Donne-moi ma pipe que je fume.” A quoi la femme de Baraca lui répondit : “Est-ce que j'ai la pipe ? Je ne sais pas ce que tu en as fait.” Il lui dit : “Eh bien, donne-moi la tienne.” Elle lui répondit : “Va la prendre derrière le baril où elle est.” Ayant pris la pipe, il se mit à fumer en grondant beaucoup et en disant à sa femme : “Toi trop putain pour moi.” Alors [Joseph] lui dit : “Pourquoi toi gronder toujours ta femme comme cela, ce n'est pas bon.” Et voyant qu'il ne disait plus rien, il fut se coucher. L'autre nègre étant sorti, peu de temps après étant couché, il entendit du bruit entre Baraca et sa femme qui se querellaient toujours. Ayant entendu le commandeur qui était dans sa cabane, il y vint, lequel commandeur lui disait qu'il avait tort de gronder toujours mal à propos. La femme de Baraca étant debout près du feu et ledit Baraca tenant un tison de feu pour allumer sa pipe, lequel tison était gros comme le bras, il en sangla tout d'un coup un grand coup sur la tête de sa femme, laquelle tomba du coup, le commandeur voulant à l'instant se saisir de lui, il lui échappa. Le commandeur ayant pris des cordes et des fers, il courut après avec d'autres nègres, mais lui resta auprès de cette femme qui était sans connaissance. [...] Le lendemain matin on lui dit que la femme de Baraca était morte. »

Registres du Conseil supérieur de Louisiane, Louisiana State Museum, La Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1748.

est de taille importante, les esclaves ont plus de chances de cohabiter avec d'autres esclaves de même origine et parlant la même langue. Ils peuvent aussi plus facilement se trouver un conjoint sur place et former une famille. En revanche, dans les régions de petites plantations, il est plus difficile de trouver un conjoint, ce qui entraîne une séparation des familles. Le père continue de travailler sur la plantation voisine ou à la ville tandis que les enfants restent attachés à la mère.

Les terres sont organisées différemment en fonction de la manière dont la plantation est cultivée. Une partie des champs est consacrée à la canne, une autre aux cultures vivrières, le reste de la plantation est laissé en réserve de bois et en pâture pour les animaux. Le maître peut faire le choix de distribuer ou non des lopins individuels aux esclaves, souvent situés en périphérie. Cette pratique courante permet de décharger partiellement le maître de l'alimentation de sa main-d'œuvre puisque les esclaves cultivent leurs parcelles le dimanche. Elle assure en même temps une autonomie aux esclaves, ceux-ci pouvant se procurer leur propre nourriture, élever de petits animaux et produire des denrées à vendre au marché de la ville la >>>



QUARTIER DES ESCLAVES Ci-dessus : une reconstitution des cases dans lesquelles étaient logés les esclaves en Martinique. Elles étaient faites en matériaux légers, donc fragiles : murs en branchages et toits de paille.



À SAVOIR

Unité de production totale

Les plantations sont des exploitations agricoles, situées dans des régions périphériques, qui produisent des denrées destinées à l'exportation grâce au recours à l'esclavage ou d'autres formes de travail contraint. Leur propagation dans les Amériques au cours de l'Époque moderne est étroitement liée à l'expansion du capitalisme marchand, en association avec l'impérialisme et le colonialisme. Le système de la plantation a aussi des effets dévastateurs sur l'environnement (ci-dessus : gravure d'une canne à sucre, 1880).

>>> plus proche. Paradoxalement, à la Barbade, où le manque de terres empêche un tel système, les esclaves nourris par leurs maîtres vivent plus longtemps.

Sur la plantation l'essentiel du temps est consacré au travail. Les esclaves travaillent six jours par semaine, du lever au coucher du soleil, et cela dès l'âge de 6 ans, jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus le faire. En général, ils ont le droit de chômer le dimanche, sauf durant la période de récolte. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle les maîtres ne cessent de chercher à maximiser ce temps de travail pourtant déjà très long, car c'est le moyen principal, plutôt que les innovations techniques, d'augmenter la productivité.

Il existe deux manières d'organiser le travail sur les plantations : le système des tâches (*task system*) et le système des ateliers (*gang system*). Le système des tâches consiste à donner une mission à la journée ou à

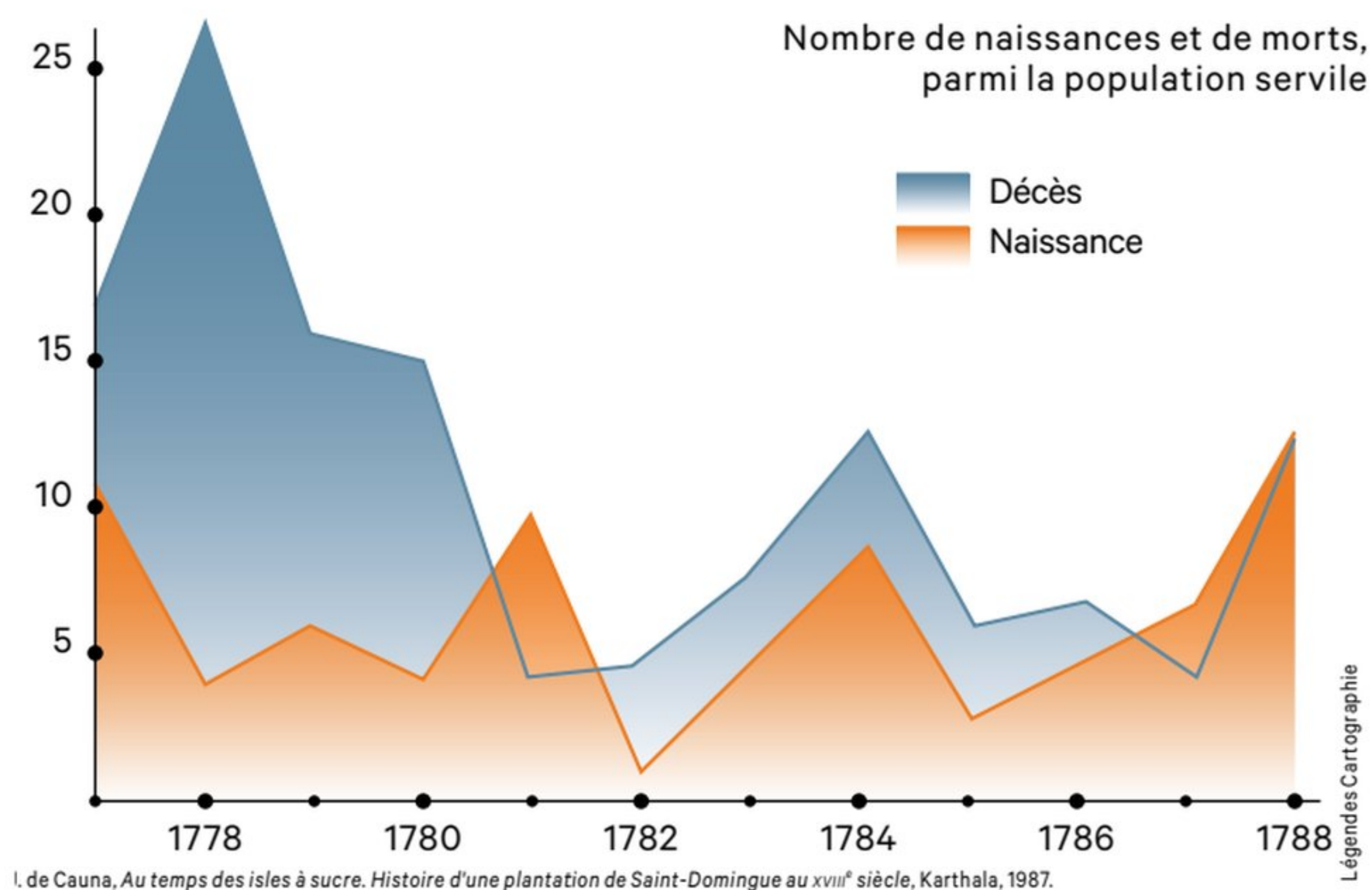
la semaine aux esclaves. Il nécessite un bon calcul afin de maximiser le temps de travail de l'esclave, mais ce dernier est autonome pour effectuer son travail sans supervision. Il peut accélérer le rythme s'il veut dégager du temps pour s'occuper de son lopin individuel. Par contraste, le travail des ateliers consiste à diviser les esclaves de la plantation en plusieurs groupes, en fonction de leur âge et de leur état de santé. Les activités les plus dures sont confiées au grand atelier, qui réunit les plus vaillants, et ainsi de suite. Les esclaves de chaque atelier travaillent en équipe sous une surveillance permanente et la menace du fouet. Le système des ateliers prévaut sur les plantations de tabac de Virginie et de canne à sucre du Brésil et de la Caraïbe, tandis que celui des tâches prédomine sur les plantations de riz en Caroline du Sud et de café dans les Antilles.

Le travail de la canne à sucre est extrêmement pénible. L'une des activités les plus épuisantes est la plantation de la canne : en équipe, il faut creuser des trous à la houe et faire des monticules en cadence et à un rythme très rapide. C'est un travail éreintant, à tel point que, dans la Caraïbe anglaise, les planteurs ont recours au *jobbing*, ou location d'esclaves, pour augmenter temporairement la main-d'œuvre et préserver ainsi leurs propres esclaves. La deuxième période la plus dure est celle de la récolte, qui est encore plus longue au Brésil que dans la Caraïbe car le climat permet de planter les cannes à deux moments dans l'année. Il faut couper la canne en étant plié en deux puis faire des boisseaux. Ces boisseaux sont ensuite rapidement apportés au moulin afin de broyer la canne pour en extraire le jus avant de le faire bouillir pour produire le sucre. Cela implique des journées de travail de 18 à 20 heures, dont une partie de nuit. Le travail au moulin est dangereux : les esclaves qui perdent un bras dans ses roues ne sont pas rares.

Précisons que, sur les plantations sucrières caribéennes, les femmes sont souvent aussi ou plus nombreuses que les hommes dans les grands ateliers chargés du dur travail des champs. Les hommes ont, en effet, davantage d'opportunités pour y échapper car ils sont employés comme ouvriers qualifiés pour la fabrication du sucre, dans les métiers artisanaux et le transport, tandis que les femmes ne peuvent servir que comme domestiques, activité qui nécessite peu de bras. Cette situation provoque un renversement des rapports de genre dans le domaine du travail, qui ne correspond ni au modèle africain ni au modèle européen.

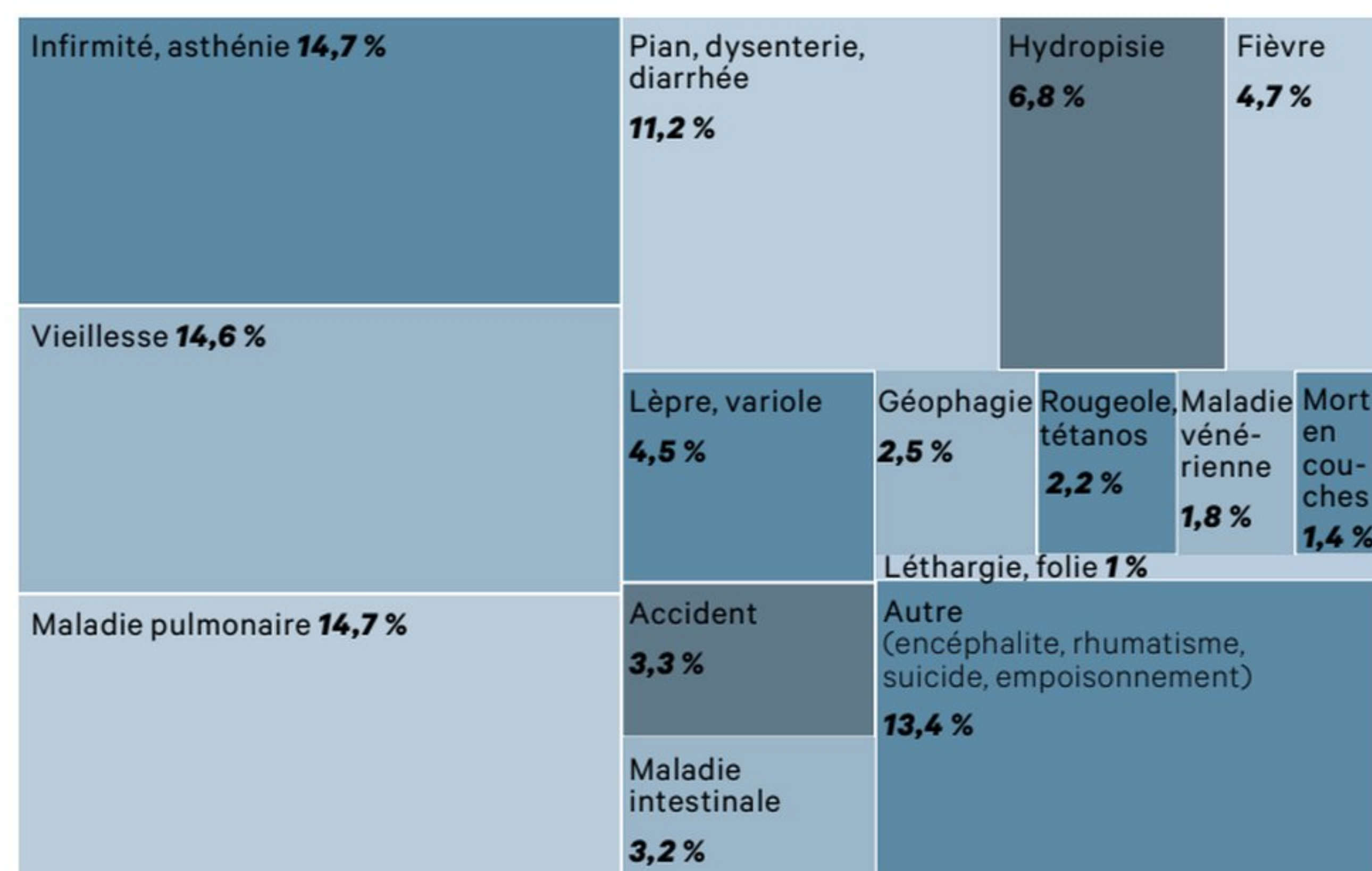
L'H. : Combien de temps vit-on à ce régime-là ?

C.V. : Sur les plantations sucrières l'espérance de vie à l'arrivée ne dépasse pas une dizaine d'années. La fécondité des femmes est très faible et la mortalité infantile très forte, de telle sorte que ces sociétés ont un taux d'accroissement naturel nul ou négatif. Dans les Antilles le taux de diminution naturelle peut varier de 2 à 5 %. Les esclaves contractent des maladies chroniques et subissent de graves blessures. La mortalité est moins liée aux châtiments des maîtres qu'à la surcharge de travail, l'alimentation insuffisante et le manque de repos. En dépit de ces conditions démographiques, le nombre d'esclaves nés sur place tend à augmenter avec



Un taux d'accroissement négatif

Sur la sucrerie Fleuriau, à Saint-Domingue, où travaillent environ 250 esclaves, dont une moitié de femmes, le nombre de décès dépasse largement celui des naissances. C'est sans doute sous l'effet d'une politique « d'amélioration » des conditions de vie des esclaves que les deux courbes se rejoignent en 1788.



De quoi meurent-ils ?

Plus que la violence des châtiments, c'est l'épuisement au travail et le manque d'alimentation qui sont fatals aux esclaves. Les données ci-dessus, réunies par l'historien Richard S. Dunn, concernent 721 esclaves de la plantation jamaïcaine Mesopotamia entre 1792 et 1838.

Ce que révèlent les cimetières

En 1995 les cyclones qui ont ravagé la Guadeloupe ont dévoilé aux archéologues des cimetières d'esclaves, notamment l'ensemble funéraire de l'Anse Sainte-Marguerite, situé sur une plage au nord de la Grande-Terre, qui rassemble plusieurs centaines de tombes. Dans les sociétés de plantation, où les esclaves étaient en contact permanent avec la mort, ces données archéologiques sont cruciales pour appréhender les relations qu'entretenaient ces populations avec la mort et l'état sanitaire des défunts.

Dans les colonies catholiques les esclaves sont inhumés selon les rites funéraires catholiques romains : une sépulture individuelle où le défunt est déposé sur le dos. Le Code noir enjoint les maîtres à enterrer leurs esclaves baptisés en « terre sainte » ; pour les autres, un simple champ suffit. Les sources écrites confirment l'existence de « cimetières des Nègres » séparés de ceux des libres. Le secteur nord du cimetière de l'Anse Sainte-Marguerite contient 200 sépultures du XIX^e siècle : des cercueils en

rangées et orientés est/ouest. Cette disposition ainsi que les chapelets, médailles ou crucifix retrouvés témoignent d'une christianisation des défunts. Sur d'autres sites les chercheurs ont trouvé des indices de la survivance de pratiques africaines, comme dans le cimetière d'esclaves de New York. Découvert dans les années 1990, celui-ci contient les restes de 419 squelettes enterrés entre la fin du XVII^e siècle et 1794. Une femme a par exemple été retrouvée avec une ceinture ornée de 112 perles de verre et 9 cauris, ainsi qu'une pipe d'argile : autant d'artefacts que mentionne l'esclave Olaudah Equiano dans sa description des funérailles en Guinée. Les dents limées du squelette confirment par ailleurs son origine africaine (comme sur le crâne ci-contre, retrouvé à l'Anse Sainte-Marguerite). Ces fouilles exposent la réalité déplorable des conditions sanitaires des esclaves. Tant à New York qu'à l'Anse Sainte-Marguerite, les squelettes ont révélé des corps hypertrophiés et anémiés, de même que des marqueurs d'infection osseuse.



le temps, en particulier dans les Petites Antilles, alors que la part des esclaves africains demeure très élevée en Jamaïque et à Saint-Domingue jusqu'à la période révolutionnaire. La question de ces enfants nés dans l'esclavage, que l'on appelle créoles, fait l'objet de plus en plus de travaux qui montrent comment ceux-ci ne prennent conscience de leur statut servile que quelques années après leur naissance. Ils sont mis au travail vers 6 ans et parfois même plus tôt. Auparavant, ils peuvent être pris en charge par les femmes les plus âgées de la plantation, ou bien laissés à leur mère.

Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, des politiques « d'amélioration » de l'esclavage sont mises en place afin de réduire la mortalité et d'augmenter la natalité. Il s'agit de faire face à la difficulté croissante à se procurer des esclaves en raison des guerres impériales et révolutionnaires et de répondre aux critiques des abolitionnistes. Les révoltes d'esclaves, qui se sont multipliées durant la guerre de Sept Ans (1756-1763), convainquent aussi les planteurs que les esclaves créoles seraient plus dociles.

L'H. : Quelles sont les possibilités de résistance des esclaves ?

C.V. : L'idée que les esclaves luttent en permanence pour assurer leur survie, atténuer leur oppression, affirmer leur dignité et sortir de leur condition est au cœur des études sur l'esclavage depuis leur essor dans les années 1950-1960, au moment du mouvement des

droits civiques aux États-Unis et de la décolonisation. Le terme même « résistance » a été inspiré à l'anthropologue Melville J. Herskovits par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. Il sert à désigner des actes divers et variés, individuels et collectifs, pacifistes et violents, publics et secrets, actifs ou passifs. Cela peut aller de l'insolence à la révolte, en passant par le ralentissement des rythmes de travail, les vols ou les incendies. Le mode le plus répandu de résistance est la fuite, qui prend des formes variées.

Mais à quoi résiste-t-on ? Un esclave peut chercher à devenir libre sans remettre en cause l'esclavage. C'est donc moins une résistance à l'institution esclavagiste qu'à la condition d'esclave. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les révoltes elles-mêmes visent soit à former des communautés autonomes, soit à prendre le pouvoir à la place des maîtres. Ce n'est qu'à partir de la période révolutionnaire que certaines insurrections serviles réclament l'abolition de l'esclavage.

Les communautés marronnes ont souvent été érigées comme des symboles de résistance à l'esclavage. Mais les historiens ont montré que ces communautés, loin de vivre de manière indépendante, restent en relation avec les villes coloniales et les plantations pour le commerce ou le travail. Des traités peuvent être signés entre les autorités et les marrons, dans lesquels ces derniers s'engagent à réprimer les révoltes d'esclaves et à restituer les esclaves en fuite. Ils peuvent aussi pratiquer eux-mêmes des formes d'esclavage. >>>

>>> Quant aux suicides, ils sont presque systématiquement qualifiés d'actes de résistance par les chercheurs. L'histoire de Margaret Garner, qui égorge sa fillette de 2 ans et cherche à se suicider avec ses trois autres enfants alors qu'elle essaie de rejoindre un État libre aux États-Unis en 1856 (histoire qui a inspiré *Beloved*, un roman de Toni Morrison), montre que des esclaves peuvent volontairement se tuer afin d'échapper à leur condition. Mais les forts taux de suicide sur les navires de traite sont davantage des effets de la désocialisation qui accompagne la capture et le passage du Milieu dans des conditions épouvantables. Plus que relevant d'un libre choix, le suicide semble alors lié à la détresse physique et psychique et au traumatisme qu'une telle expérience engendre. Même si les conditions de vie et de travail sont très difficiles sur les plantations, dès que les esclaves parviennent à recréer des liens sociaux, les taux de suicide diminuent.

L'H. : De quelles sources dispose l'historien pour approcher le vécu et les motivations des esclaves ?

C.V. : A partir des années 1950-1960 aux États-Unis, les historiens ont cherché des sources transmettant les voix des esclaves. Pour les colonies anglaises et les États-Unis, il s'agit de récits d'esclaves à visée souvent abolitionniste et d'entretiens réalisés par le gouvernement fédéral dans les années 1930 avec d'anciens esclaves. Le folklore est un troisième type de sources : les chants, les contes, ou la danse. Très peu de récits d'esclaves existant pour les colonies de l'Espagne, du Portugal et de la France, les historiens ont commencé plus récemment à tirer parti de la très grande richesse des interrogatoires et témoignages d'esclaves contenus dans les archives judiciaires, celles de l'Inquisition pour les mondes ibériques ou des tribunaux royaux pour l'empire français.

Les fouilles archéologiques ont également permis d'affiner nos connaissances sur les forts de traite, les plantations, les communautés de marrons ou les cimetières d'esclaves. On a trouvé de tels cimetières à New York, Rio de Janeiro, ou encore Lagos, au Portugal. Un des cas les plus intéressants est celui de l'Anse Sainte-Marguerite en Guadeloupe, révélé dans les années 1990. On y a exhumé des squelettes présentant des troubles arthritiques qui confirment que les esclaves devaient rester des heures le dos courbé. Alors que dans les sociétés catholiques les esclaves étaient en théorie baptisés et enterrés en terrain sanctifié, l'archéologie révèle aussi que ce n'était pas toujours le cas.

L'H. : Comment peut-on expliquer que ce système si violent ait tenu pendant près de quatre siècles ?

C.V. : A l'exception de celle de Saint-Domingue en 1791, les révoltes d'esclaves échouent systématiquement, écrasées par le système des empires coloniaux et la possibilité de faire venir de l'extérieur des forces armées pour les mater. Les sociétés esclavagistes sont particulièrement militarisées. Dans la Caraïbe, un système de milices permet de mobiliser des troupes à tout instant en cas de révolte. Les autorités font aussi appel à des unités de la marine ou de l'armée, y compris celles des colonies étrangères voisines. Ainsi, alors que des esclaves révoltés tiennent l'île danoise de Saint John

À SAVOIR

A New York aussi

L'intégration du monde atlantique donne lieu à la création de villes portuaires connectant l'Europe et l'Afrique aux Amériques. C'est dans ces villes qu'arrivent les esclaves et de là que sont exportés le sucre et les autres denrées tropicales vers l'Europe. Celles-ci, comme Salvador de Bahia au Brésil ou Kingston en Jamaïque, sont elles-mêmes des sociétés esclavagistes. Cet esclavage urbain est complémentaire de celui de plantation mais il prédomine dans les colonies qui ne reposent pas sur ce mode d'exploitation économique : en Amérique espagnole, au Canada ou dans les colonies septentrionales de l'Amérique du Nord anglaise comme New York. Il est souvent associé à une plus grande autonomie des esclaves. Ceux-ci ne sont pas enfermés ni surveillés de la même façon. Les affranchissements y sont aussi plus fréquents parce que maîtres et esclaves entretiennent des relations personnelles et que l'économie urbaine donne aux esclaves les moyens de se racheter. Mais la plus forte proportion de colons en ville et le rôle des autorités dans la surveillance des esclaves constituent des facteurs défavorables aux révoltes. La menace de la vente à l'extérieur est un autre moyen de contrôle : l'esclave de la ville sait très bien qu'il peut être transféré sur une plantation.

durant huit mois en 1733-1734, ils finissent par être réprimés lorsque les Danois font appel à une escadre française. Il existe une solidarité de la minorité numérique blanche pour asservir la population noire.

En revanche, les esclaves sont divisés et les révoltes ne mobilisent jamais qu'une petite partie de la population servile. Cela pose la question de leur politisation : la formation de communautés d'esclaves unies et solidaires est presque impossible dans des sociétés qui accueillent de nouveaux esclaves d'origines diverses en permanence. Enfin, la précarité extrême de la vie, le risque de mourir ou de tout perdre, jusqu'au peu qu'on possède, la volonté de protéger sa famille, constituent autant de facteurs défavorables aux révoltes. Le système peut perdurer parce que les individus essaient avant tout de survivre et que les maîtres ont recours à tous les moyens de contrôle social possibles, de la violence la plus extrême à la promesse d'affranchissement.

La racialisation de ces sociétés, qui place les esclaves, mais aussi les affranchis et leurs descendants, dans une position d'infériorisation, participe également de la perpétuation du système atlantique de l'esclavage. Cette exclusion des esclaves de la communauté civique est commune à tous les systèmes d'esclavage à travers le monde, mais elle repose en général sur la religion ou l'ethnicité. Le caractère racial pris par l'esclavage américain est tel que même après les abolitions de l'esclavage les discriminations raciales persistent et prennent de nouvelles formes. Encore aujourd'hui, les sociétés post-esclavagistes américaines demeurent marquées par l'héritage racial de l'esclavage colonial. ■

(Propos recueillis par **Fabien Paquet.**)

31^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'HISTOIRE
Pessac 15-22 novembre 2021

Le **XIX^e** **SIÈCLE**
À toute vapeur!



Comment la traite a ravagé l'Afrique

Le pic de la traite au XVIII^e siècle a drainé les forces vives de l'Afrique. Mais la côte ouest n'aurait pu fournir un tel volume d'esclaves si les sociétés n'étaient pas structurées, depuis des siècles, par des logiques esclavagistes impliquant l'ensemble du continent.

Par **PAUL E. LOVEJOY**



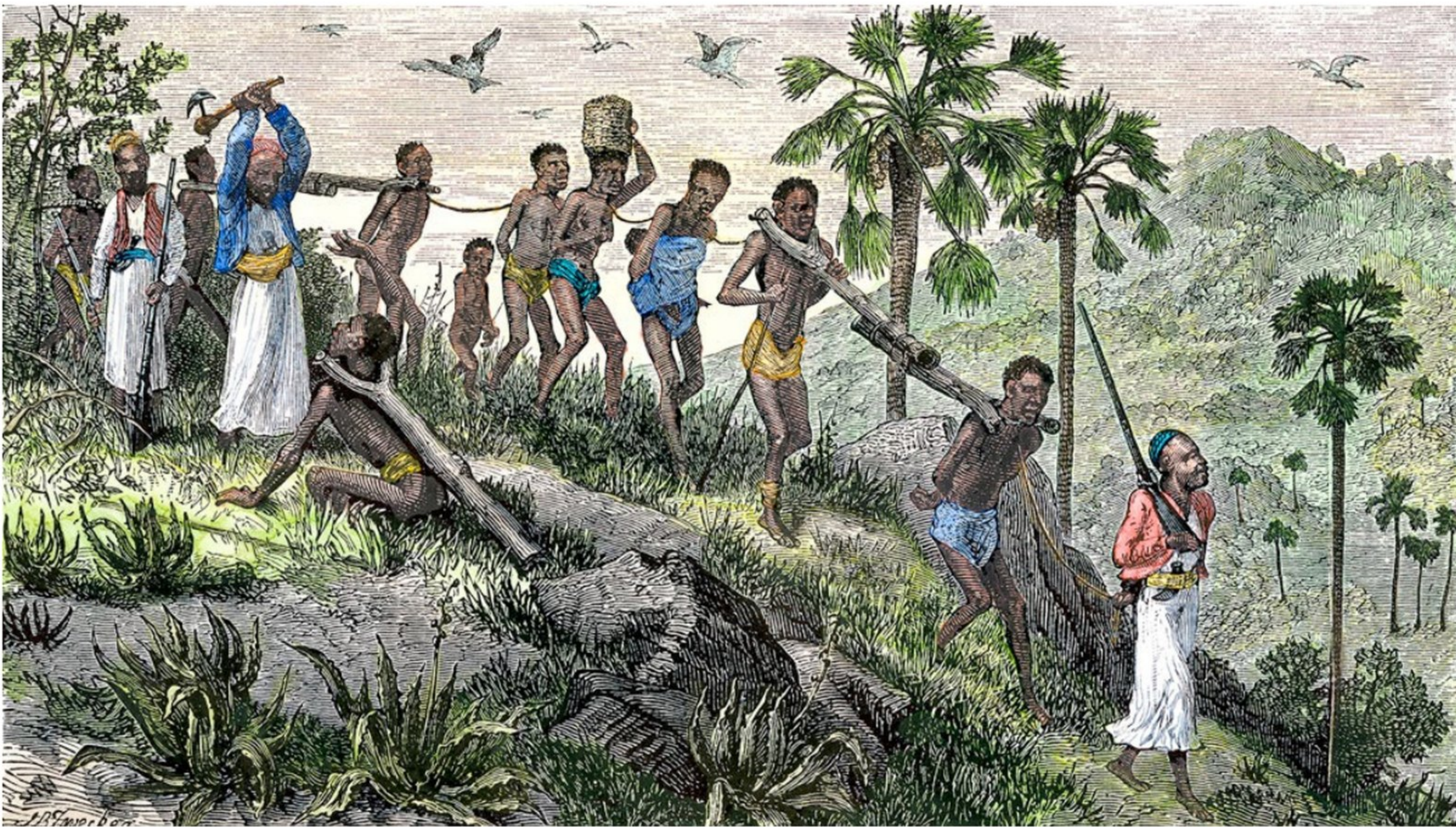
XVII^e-XVIII^e siècle : trafics internes et externes

Pour se procurer des esclaves les Européens ne pénètrent pas dans l'intérieur de l'Afrique avant le XIX^e siècle, mais négocient avec les royaumes négriers. Ceux-ci jouent une position d'intermédiaire en razziant et transportant les captifs jusqu'aux forts des côtes. Au XVIII^e siècle la mondialisation des traites et les grands djihads à l'ouest du continent amplifient ce trafic interne.

L'esclavage n'est pas seulement un phénomène transatlantique. Avec l'essor des traites en direction du monde musulman après le VII^e siècle, l'irruption des Portugais en Afrique subsaharienne au XV^e siècle et le développement du commerce atlantique, des liens s'opèrent entre ces traites extérieures et un esclavage interne, présent sur le continent africain depuis des siècles. Le commerce transatlantique ne peut donc être considéré comme le monopole des acteurs européens, et l'esclavage doit être perçu comme un pilier fondateur de l'histoire africaine. La côte ouest n'aurait en effet pu fournir un tel volume d'esclaves aux colonies européennes des Amériques si les sociétés la composant n'étaient pas déjà impliquées dans des logiques esclavagistes.

Au sein des sociétés africaines, les esclaves sont convoités pour les mêmes raisons que dans les Amériques ou dans les mondes musulmans. Les femmes s'occupent des enfants, cardent et filent le coton ou réalisent des tâches agricoles. Au-delà du travail pénible de la terre, les hommes, eux, peuvent venir grossir les rangs des corps armés, où ils sont amenés, entre autres missions, à réaliser de nouvelles captures d'esclaves.

Dans les régions musulmanes, c'est la loi islamique qui régit le traitement des esclaves et celle-ci interdit la réduction en esclavage des coreligionnaires musulmans. Dans les sociétés africaines non musulmanes, les esclaves, privés de leur parenté, appartiennent au lignage de leur maître, et leur sort est encadré par les lois coutumières. Ainsi, lors de certaines cérémonies religieuses, comme par exemple des funérailles, des sacrifices d'esclaves peuvent être pratiqués. Ces sacrifices sont individuels ou concernent des centaines



CONVOIS Arrachés à leur société d'origine, les captifs parcouraient de très longues distances dans de terribles conditions. Beaucoup mouraient au cours de ces convois. Ici, un négrier achève un homme trop faible pour marcher (xix^e siècle).

d'individus, comme lors des festivals annuels du royaume d'Abomey. La crainte d'être sacrifié s'ajoute aux traumatismes vécus par les esclaves, en particulier lorsque ceux-ci se retrouvent isolés de leur région et culture d'origine. Dans certaines sociétés, la naissance de jumeaux est considérée comme une malédiction, si bien que des esclaves se voient accusés de sorcellerie ou d'autres comportements sociaux interdits.

ÉMERGENCE D'UNE ÉLITE MILITARISÉE

La plupart du temps, les esclaves ont été capturés lors de guerres, de razzias, ou d'enlèvements ciblés associés à des conflits de souveraineté ou de suprématie politique. La réduction en esclavage peut aussi résulter de logiques punitives locales comme le règlement de dettes, le paiement d'impôts, la saisie arbitraire de biens, ou d'un auto-asservissement en échange de nourriture ou de protection. Or, aux xvii^e et xviii^e siècles, cette réduction en esclavage est facilitée par la disparition des grands empires comme Tekrou, Ghana, Mali, Songhaï, qui, depuis le Moyen Âge, avaient instauré une protection étatique. La chute de l'Empire songhaï à la fin du xvi^e siècle, qui s'étendait sur une partie du Niger, sur le Mali et sur une partie du Nigeria actuels, provoque ainsi le morcellement des territoires impériaux en une myriade d'États qui entrent en compétition pour le contrôle des terres.

Dans la deuxième moitié du xvii^e siècle, la vente de fusils de traite aux chefs côtiers d'Afrique de l'Ouest participe à l'émergence d'une élite militarisée, de plus en plus impliquée dans le commerce négrier. Ainsi, dans le golfe de Guinée, la montée en puissance des États côtiers d'Oyo ou d'Akwamu et des royaumes d'Abomey et d'Ashanti après

1700 leur assurent une domination sur des espaces qui fournissent de nombreux captifs au commerce transatlantique. L'essor de ces nouveaux États coïncide avec le développement et l'apogée des sociétés de plantation aux Amériques. Ainsi, lors de la saison sèche, ceux-ci lancent des expéditions contre leurs voisins de l'arrière-pays afin d'approvisionner le trafic atlantique.

En Sénégambie, les premiers djihads touchant le royaume de Fouta-Djallon à la fin du xvii^e siècle puis celui de Fouta-Toro au début du siècle suivant introduisent une idéologie hostile à l'acquisition d'esclaves par les Européens dans ces régions. Mais, paradoxalement, ces mouvements religieux, en favorisant la détention d'esclaves par les régimes politiques musulmans, conduisent à une explosion de l'esclavage interne dans ces régions. Plus au sud, le royaume de Kongo et les territoires affiliés au Portugal en Afrique de l'Ouest et du Sud-Est transforment de larges régions d'Afrique subéquatoriale en un réservoir d'esclaves destinés aux Amériques et aux îles de l'océan Indien. L'empire Lunda, situé à l'est du royaume de Kongo, devient ainsi un grand fournisseur d'esclaves, où s'approvisionnent les marchands européens.

En privant le continent d'une population jeune et d'une force de travail, l'intégration de l'esclavage africain dans un système de traite internationale a eu des répercussions démographiques sans précédent. Mais toute estimation du nombre d'esclaves en Afrique à cette période reste périlleuse. Il est notamment difficile d'avoir une vue d'ensemble des bouleversements causés par les guerres et du nombre de personnes contraintes à voyager sur de très longues distances pour être vendues. Cette distance limite par ailleurs grandement la capacité des >>>

L'AUTEUR

Professeur émérite à l'université de York, au Canada, **Paul E. Lovejoy** a notamment publié *Une histoire de l'esclavage en Afrique. Mutations et transformations* (Karthala, 2017).

Abomey, royaume négrier

Tandis que les Européens développaient la traite transatlantique, des royaumes négriers, souvent côtiers, fondèrent leur prospérité sur le commerce des esclaves ; le royaume d'Abomey ou de Dahomey (sud de l'actuel Bénin) en est l'un des plus prestigieux. C'est le roi Agadja qui, par la conquête du royaume d'Ouidah en 1727, jette les bases de la vocation

atlantique du royaume. Venus de l'intérieur des terres, les esclaves ont le plus souvent été capturés par des expéditions militaires sur les marges du royaume, qui mettent en mouvement quelque 10 000 soldats à chaque saison sèche. Le grand commerce ne fait que traverser le pays sans le pénétrer, sauf en fin de campagne militaire annuelle qui les ramène dans la capitale Abomey, lors de fêtes prestigieuses dites « coutumes » où les acheteurs européens sont convoqués. Le port de traite d'Ouidah, à une centaine de kilomètres, est placé sous le contrôle du *yovogan*, représentant du roi, et son activité est garantie par la fermeté de son administration commerciale et ses



commodités de transport. A Ouidah, les captifs sont soumis à une inspection corporelle puis parqués parfois plusieurs mois dans des prisons (*barracoons*) au sein de forts européens, avant leur embarquement pour le passage du Milieu. En tout, plus de 1 million d'esclaves sont partis de ce port pour rejoindre essentiellement le Brésil ou les Antilles

françaises. Ci-contre, la porte du Non-Retour à Ouidah, érigée par l'Unesco en 1995 en mémoire de la traite.

Le roi d'Abomey agit à Ouidah par l'intermédiaire de grands dignitaires et le truchement de riches marchands. On trouve parmi eux des notables autochtones, des métis portugais et surtout des « Afro-Brésiliens », descendants d'esclaves affranchis outre-Atlantique qui sont revenus du Brésil pour commercer. Abomey a ainsi connu un essor parallèle à celui de la traite négrière, dont il sut tirer profit pendant près de deux siècles.

© Catherine Coquery-Vidrovitch,
L'Histoire n° 16, octobre 1979

>>> esclaves à s'échapper vers des endroits connus où ils puissent transmettre des informations à leur famille, leurs proches ou des personnes parlant leur langue.

L'impact démographique de l'esclavage peut cependant être approché par l'estimation des mouvements à travers le Sahara et l'océan Indien, et surtout grâce à l'analyse des archives de la traite transatlantique. Celui-ci reste toutefois ardu à évaluer puisque les sources ne mentionnent pas tous ceux qui meurent avant d'atteindre les navires, pas plus que les femmes retenues sur place comme trophées, concubines ou secondes épouses. Surtout, la majorité des Africains réduits en esclavage demeurent probablement sur le continent, affectés à des tâches agricoles ou domestiques.

Si l'on estime aujourd'hui que 12,5 millions d'Africains ont été déportés durant la traite transatlantique, il est impossible de connaître le nombre d'hommes et de femmes qui ont été transportés vers des lieux distants en Afrique, sans pour autant quitter le continent. Nous savons qu'il y a deux fois plus d'esclaves hommes que femmes qui ont traversé l'océan. Si nous partons du principe qu'il y a un nombre égal de femmes et d'hommes dans la population asservie au départ, alors un plus grand nombre de femmes restent en Afrique. Mais de fait, une majorité d'hommes décèdent lors des razzias ou guerres d'asservissement. Il est donc probable qu'il y ait eu plus de femmes que d'hommes esclaves en Afrique.

Qu'il soit interne ou externe, l'esclavage en Afrique profite aux élites politiques et marchandes musulmanes

qui partagent une même langue et religion. Celles-ci dominent le commerce de longue distance qui s'étend du golfe de Guinée jusqu'à la mer Rouge et la côte est-africaine. Un grand nombre de routes marchandes musulmanes se retrouvent à proximité des peuples dioula et diakhanté au Soudan de l'Ouest, des groupes haoussa comme les Agalawa et Tokarawa au Soudan central, ainsi qu'auprès des territoires des Djellaba dans la vallée du Nil et des populations swahili le long de la côte est-africaine. Dans les territoires dépourvus de présence musulmane, ce sont les élites politiques locales qui contrôlent ce trafic d'esclaves. On peut citer à ce titre le cas de Saint-Louis-du-Sénégal, occupé par des colons français depuis le XVII^e siècle, où les signares, femmes d'origine wolof mariées aux marchands blancs ou métis, prennent la tête des affaires économiques.

L'influence des traites islamique et européenne, couplée aux transformations politiques et économiques de l'Afrique, a fortement transformé la signification de l'esclavage dans les sociétés africaines. La massification du commerce des esclaves a conduit à une hausse importante de ces derniers ainsi qu'à un changement dans la manière dont ils étaient exploités. L'implication de l'Afrique dans la traite n'a donc pas été passive. Les systèmes esclavagistes africains se sont fortement adaptés aux demandes externes, jusqu'à faire apparaître, dans certaines régions, de nouvelles institutions capables d'accroître la production d'esclaves. ■

(Texte traduit de l'anglais par Tobias Wagemann.)

EN CHINE, UNE HISTOIRE TRÈS IDÉOLOGIQUE

L'histoire de l'esclavage en Chine est aussi longue que méconnue et controversée. La question de l'identification de l'esclavage y est en effet éminemment politique, pour des raisons moins mémorielles qu'idéologiques. A la fin des années 1920, l'historien d'inspiration marxiste Guo Moruo fixa les grandes étapes de la périodisation chinoise. Il établit que l'esclavage était apparu sous la dynastie des Xia (v. 2207-1570 av. J.-C.) pour s'éteindre vers la fin des « Printemps et Automnes » (771-481 av. J.-C.) et laisser place à l'ère féodale. Cette périodisation évolutionniste, faisant de l'esclavage un stade « nécessaire » du développement historique des sociétés, demeura au cœur de la doxa historiographique de la République populaire de Chine jusqu'à la fin des années 1970, lorsque se fit entendre la voix dissonante de l'école du « non-esclavage » (*wunu*).

Rejetant, non pas l'existence de l'esclavage, mais celle d'un « mode de production esclavagiste », cette école exerce depuis quarante ans une influence importante sur l'histoire de l'Antiquité. Elle reproche aux périodisations marxistes d'interpréter les sources textuelles et l'archéologie à l'aune de l'esclavage plutôt que d'appréhender l'esclavage à la lumière des sources. Certains historiens contestent le fait que les morts d'accompagnement et les sacrifices humains trouvés dans les tombeaux royaux de Yin Xu, la capitale des Shang (v. 1570-1041 av. J.-C.) étaient une forme d'esclavage.

D'importants progrès, portés par l'archéologie, ont été réalisés pour les dynasties Qin (221-206 av. J.-C.) et Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.), notamment grâce à la découverte en 1983, dans la tombe n° 247 de Zhangjiashan (Hubei), d'un exemplaire des *Lois et ordonnances de l'an 2* et de fragments de cas judiciaires du début des Han. Ces

sources ont permis de jeter un éclairage nouveau sur divers aspects de l'esclavage aux premiers temps de l'ère impériale. Outre l'importance de l'esclavage privé (pour dettes, par autodédication ou vente de ses propres enfants) au côté de l'esclavage public des familles de criminels, les sources prouvent l'existence d'un statut intermédiaire d'affranchi. Elles permettent aussi de mieux comprendre les finalités économiques et les limites de l'édit d'émancipation promulgué en 202 av. J.-C. par l'empereur Gaozu des Han, parfois interprété, à tort, comme une abolition de l'esclavage. Elles ont enfin mis en évidence, sous le règne du Premier Empereur (221-210 av. J.-C.), l'unification de la terminologie et l'émergence d'une catégorie qui devait rester en usage pour désigner les esclaves jusqu'à la fin de l'ère impériale : celle des *nubi*.

Malgré la persistance de cette catégorie socio-juridique jusqu'au début du xx^e siècle, l'esclavage n'est guère associé à l'histoire de l'ère impériale. Au mieux les *nubi* sont-ils considérés comme des « résidus » d'esclavage antique relevant d'une exploitation de type féodal. On considère surtout que l'esclavage serait devenu étranger à la Chine, plus répandu parmi les populations des marges qui forment aujourd'hui les « minorités nationales » de la RPC, ou réactivé à partir du xvi^e siècle par les Européens pour alimenter en captifs chinois les réseaux de traite transnationaux qui traversaient alors l'océan Indien et le Pacifique. Pourtant, cette catégorie, qui représente encore quelques pourcents de la population chinoise au xvii^e siècle, présente toutes les

caractéristiques d'un esclavage « interne » de type contractuel alimenté par la pauvreté et l'endettement, plus rarement par l'enlèvement et la capture de guerre – quoique les armées mandchoues réduisirent nombre de leurs ennemis en esclavage au cours de la conquête de la Chine et lors de leur expansion occidentale au xviii^e siècle. C'est d'ailleurs bien cette catégorie qu'il s'agissait d'abolir en 1910, lorsque, sous la pression britannique, l'empire finissant des Qing entreprit d'abolir « l'esclavage » afin de se hisser au rang des nations « civilisées ». L'histoire de l'esclavage en Chine ne s'arrête donc pas avec l'avènement de l'empire. Mais celle-ci reste encore à écrire.

Claude Chevalyere, CNRS



► Statuette funéraire à genoux retrouvée dans le mausolée de l'empereur Qin (iii^e siècle av. J.-C.)

xv^e-xviii^e siècle

Europe : 2 millions d'esclaves oubliés

Le mythe d'une Europe « terre de liberté » pour les esclaves foulant son sol est tenace. On oublie ainsi que l'esclavage a perduré sur le Vieux Continent, notamment en Espagne, au Portugal et en Italie, tout au long de l'Époque moderne.

Par **ALESSANDRO STELLA** et **BERNARD VINCENT**

Longtemps après le Moyen Âge, l'esclavage a perduré au cœur du Vieux Monde, en particulier dans les pays du sud de l'Europe. Le sort de ces esclaves, souvent employés comme domestiques, extrêmement nombreux, n'était en rien enviable. D'où venaient-ils ? L'Europe occidentale exploita six principaux gisements d'esclaves.

1) La traite des Africains acheminés par les routes atlantiques. De la première cargaison arrivée à Lagos, au Portugal, en 1441 jusqu'à 1761 et la fin de l'introduction de nouveaux esclaves noirs dans ce pays, cette traite dura trois siècles. A la douane de Lisbonne, au milieu du xv^e siècle, entraient 1 600 esclaves par an en moyenne.

2) La traite transsaharienne. Bien avant l'ouverture des routes atlantiques, des Africains étaient conduits en Europe pour être asservis. Au début du xv^e siècle ils formaient à Palerme le contingent d'esclaves le plus nombreux. Issus du royaume du Bornou (région du lac Tchad), ils étaient acheminés à travers le Sahara vers Tripoli, Tunis ou la Cyrénaïque, et de là ils étaient en partie vendus pour les marchés de Sicile, de l'Italie du Sud, du Levant espagnol. Ce courant reste florissant au moins jusqu'en 1580.

3) La mise en esclavage des « ennemis de la foi » constitue une troisième source d'approvisionnement. Cette justification par le combat religieux a permis d'alimenter les marchés d'esclaves en musulmans d'Espagne, en Barbaresques (Maghrébins), en Turcs et autres Bosniaques. Ils constituent, à côté des Noirs, le réservoir principal où puisent les esclavagistes. Pendant des siècles, des Maures refusant la capitulation de leur ville, des morisques¹ soulevés dans les Alpujarras (Andalousie), des Turcs en campagne militaire sur la Méditerranée, des corsaires barbaresques, mais aussi de simples pêcheurs maghrébins ont été faits prisonniers et réduits en esclavage.

4) Il existe également une traite de Guanches des Canaries, d'Amérindiens et d'Indiens. Les premiers furent réduits en esclavage par les Espagnols sous le prétexte de rébellion ou d'insoumission au colonisateur, et exportés sur le continent européen entre le xiv^e et le début du xv^e siècle ; ils étaient surtout vendus sur le marché de Séville. La traite d'Amérindiens, elle, a vu le jour dans les décennies qui ont suivi la découverte du continent, puis fut abolie en 1548. Quant aux Indiens de l'Inde, ils arrivèrent sur le sol ibérique à partir de la seconde moitié du xv^e siècle, via le commerce portugais depuis Goa. Et nous trouvons trace de cette traite orientale dans les registres de la paroisse de la

LES AUTEURS

Directeur de recherche au CNRS et enseignant à l'EHESS,

Alessandro Stella

a notamment publié *Histoires d'esclaves dans la péninsule Ibérique* (Éditions de l'EHESS, 2000).

Directeur d'études à l'EHESS,

Bernard Vincent

a notamment publié, avec B. Bennassar, *Le Temps de l'Espagne, xvi^e-xvii^e siècles* (Hachette/Pluriel, 2011).

Cet article est la version abrégée de « L'Europe, marché aux esclaves », *L'Histoire* n° 202, septembre 1996.

NOTES

1. Maures d'Espagne restés sur le sol ibérique après 1492 et convertis à la foi chrétienne dès 1502 puis expulsés entre 1609 et 1612.



A LISBONNE Vue de la Fontaine du Roi dans le quartier d'Alfama, école hollandaise vers 1570. On aperçoit des Noirs, peut-être esclaves, dans les barques au premier plan, et parmi la foule. Au ^{xv}^e siècle les esclaves forment sans doute un dixième de la population lisboète.

cathédrale de Lisbonne, où figurent, pour la période 1570-1610, entre 10 et 20 % d'esclaves de cette origine.

5) La traite d'Africains amenés en Europe depuis les Amériques a quant à elle vu le jour au ^{xvii}^e siècle. Elle concerne essentiellement les grands ports commerciaux : Lisbonne, bien sûr, où arrivent des esclaves du Brésil, mais aussi des villes où l'esclavage n'existait plus guère, telles que Nantes, Bordeaux, Londres, Liverpool. Cette traite perpétue la coutume du commerce d'esclaves dans les ports négriers, celle des colons revenus à la mère patrie accompagnés de serviteurs corvéables à merci.

6) Enfin, la traite sur place induite par la « loi du ventre » : selon le droit romain, les enfants de femmes esclaves naissent esclaves. Nous trouvons régulièrement la trace d'une partie de ces naissances dans les registres de baptême : par exemple, 4 000 fils d'esclaves sont baptisés dans la paroisse de la cathédrale de Séville entre 1515 et 1760. Selon la période, les enfants d'esclaves représentent 5, 10, voire 20 % des baptêmes d'enfants de ces paroisses.

Ainsi, la condition d'esclave en Europe occidentale, du milieu du ^{xv}^e à la fin du ^{xvii}^e siècle, a concerné un nombre très important d'individus. On estime que la traite négrière par l'Atlantique à destination du Portugal a apporté à l'Europe 150 000 captifs entre 1441 et 1505, puis 200 000 à 300 000 au ^{xvi}^e siècle. Compte tenu du tarissement des réexportations consécutif à la rupture entre l'Espagne et le Portugal en 1640, et du déclin de l'esclavage au ^{xviii}^e siècle, on peut évaluer à 500 000 le nombre d'Africains importés par l'Atlantique. La quantification de la traite >>>

DANS LE TEXTE

« Évora, cité des diables »

En 1535, Nicolas Clénard, humaniste flamand, décrit les esclaves d'Évora, au Portugal.

« J'ai cru avoir pénétré dans quelque cité de diables, tant j'y rencontrais partout des nègres : une race que je déteste au point qu'elle suffirait à elle seule à me faire déguerpir [...]. Tout ici est plein d'esclaves. Ce sont des nègres (*Aethiops*) et des maures captifs qui font tout. Le Portugal est si peuplé d'esclaves [*de ce genre d'hommes*] que je croirais bien qu'à Lisbonne il y a plus d'esclaves des deux sexes que de libres Portugais. A peine trouvera-t-on une maison qui n'ait, au moins, une servante esclave. Celle-ci achète au-dehors tout ce qui est nécessaire, lave les vêtements, nettoie le carreau, [*va à l'eau*], enlève, le moment venu, les ordures de toute espèce [*humaines et domestiques*]. Bref, elle est esclave et, à part le visage, ne diffère en rien des bêtes de somme. »

Nicolas Clénard, *Correspondance*, éd. A. Roersch, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1940-1941, « Lettre n° 24 à Jacques Latomus (26 mars 1535) », vol. 3, pp. 32 et 36.

La France, un « libre sol » ?

L'esclave d'un étranger est franc et libre sitôt qu'il a mis le pied en France», pouvait écrire le juriste français Jean Bodin en 1576. L'idée d'un esclavage « hors la loi » sur le sol français demeure ainsi la norme durant plusieurs siècles. A partir du ^{xvii}^e siècle cependant et l'implantation de colonies aux Antilles, aux Mascareignes, en Inde, au Sénégal et en Amérique du Nord, les groupes de pression coloniaux réclament auprès de la Couronne de pouvoir séjourner en France avec leurs esclaves de maison. L'édit royal de 1716 leur donne en partie satisfaction : les esclaves qui viennent en France pour apprendre un métier ou parfaire leur instruction religieuse conservent leur statut, sous condition d'une autorisation des administrateurs coloniaux et d'un enregistrement au tribunal de l'amirauté dans le port d'arrivée. L'édit de 1716 a pour conséquence la légalisation de l'esclavage sur le sol français, et l'abandon du principe du sol libre.

En 1738 une nouvelle déclaration royale limite à trois ans la résidence des esclaves dans la métropole. Elle interdit le mariage des esclaves, leur vente et tout affranchissement sur le sol de France. En 1777, enfin, la « Déclaration pour la police des Noirs » interdit l'arrivée

et le séjour des « gens de couleur », quel que soit leur statut. Tous ceux arrivés avant 1777 doivent également se faire enregistrer. Pour compléter ce dispositif législatif, une loi de 1778 interdit les mariages mixtes en métropole. A cette date le nombre de Noirs est pourtant modeste : 4 000 à 5 000, dans un royaume qui compte 25 millions d'habitants. Il s'agit de fermer la métropole aux esclaves ou descendants d'esclaves.

Qui sont ces Noirs qui résident en métropole ? Au ^{xviii}^e siècle ce sont le plus souvent des esclaves de sexe masculin, âgés de 20 à 25 ans, nés aux Antilles, travaillant comme domestiques à Paris ou dans un port atlantique. Les femmes représentent 28 % de cette population, pour moitié libres, pour moitié esclaves, et beaucoup sont employées dans la couture. Certains viennent d'Afrique : parmi ces Afro-descendants, deux tiers sont répertoriés comme « Noirs », un tiers comme métis (d'origines européenne et africaine). On compte aussi dans cette catégorie de population « noire » 6 % d'individus venus d'Asie du Sud (Inde et régions avoisinantes) et 2 % d'Amérindiens des Caraïbes.

Sue Peabody,

© *L'Histoire*, n° 457, mars 2019

>>> transsaharienne est plus hasardeuse. Cependant, il apparaît plausible que, pour fournir les marchés de Sicile, du royaume de Naples, du Levant espagnol et des Baléares, elle ait amené, entre le milieu du ^{xv}^e et le milieu du ^{xvi}^e siècle, quelques dizaines de milliers d'esclaves. Les « ennemis de la foi » ne sont pas moins nombreux : plus de 10 000 personnes sont réduites en esclavage lors de la prise de Malaga en 1487, 10 000 autres à Tripoli en 1510, 25 000 à 30 000 à la suite de l'insurrection des morisques du royaume de Grenade en 1568-1571, puis 3 000 à 4 000 après la bataille de Lépante en 1571. Ne serait-ce que pour alimenter en rameurs les galères des puissances européennes, on peut estimer à 200 000 ou 300 000 les esclaves de galères entre le ^{xv}^e et le ^{xvii}^e siècle. Le total doit ainsi être supérieur à 350 000 personnes, et a peut-être dépassé 400 000. Ces « ennemis de la foi » ont été rejoints en Europe par 40 000 à 50 000 Indiens et Noirs d'Amérique ou d'Asie. L'ensemble doit donc être proche du million quant aux esclaves importés, auxquels il faut ajouter tous ceux qui sont nés sur le sol européen et leurs descendants. Deux millions d'esclaves en Europe occidentale entre le ^{xv}^e et le ^{xvii}^e siècle est une évaluation tout à fait raisonnable.

Le phénomène est particulièrement important au Portugal. A Lisbonne même, grand centre régulateur du marché, vivaient plus de 10 000 esclaves au milieu du ^{xv}^e siècle, soit un dixième environ de la population de la ville. On retrouve à peu près les mêmes proportions à Évora et à Lagos. Elles sont à peine moins importantes dans l'Espagne du Sud, en Andalousie, dans le royaume de Murcie et à Valence. Les esclaves sont aussi relativement nombreux en Estrémadure, dans les grandes villes de Castille, Tolède, Valladolid et Madrid. Ils semblent être plus rares au nord, avec toute-

fois la notable exception des ports de l'Atlantique : de Porto à Bristol et Londres, en passant par Vigo, La Corogne, Santander, Bordeaux, Nantes. Tous connaissent une nouvelle flambée au ^{xvii}^e siècle, due aux liens avec le Nouveau Monde.

Qui étaient les propriétaires d'esclaves ? Ils appartenaient essentiellement aux couches aisées, voire très aisées de la population : noblesse et clergé



PEINT PAR SON MAÎTRE

Portrait de Juan de Pareja par Vélasquez en 1650. D'origine morisque, il est affranchi en 1650, à condition de rester au service du peintre encore quatre ans. Il devint ensuite lui-même un grand artiste.

en premier lieu, bourgeoisie urbaine, artisans et commerçants ensuite. Sans oublier les plus grands d'entre eux : les rois d'Espagne et de France, le grand-duc de Toscane, le vice-roi de Naples, le pape, le grand maître de l'ordre de Malte.

Contrairement à ce qui a pu être affirmé, les esclaves n'étaient pas un objet de luxe de la noblesse urbaine. Ils furent bel et bien employés comme main-d'œuvre servile, corvéable à merci et sans personnalité juridique, donc sans capacité de négociation. Minoritaires dans la population, ils étaient insérés dans une économie déjà structurée. On les trouve dans la réalisation des grands travaux : restauration de l'Alcazar de Séville, édification du port et des fortifications de Cadix, construction de la route Madrid-Escorial. Ils sont employés aux arsenaux de Carthagène ou de Cadix, dans les madragues (pêcheries de thon) de la côte atlantique, dans les salines andalouses, d'Ibiza, de Tortosa, à la fabrique de monnaie de Ségovie, dans les savonneries et dans les fabriques de poudre à canon de Séville. Il s'agit toujours de travaux éprouvants ou avilissants refusés par la main-d'œuvre libre, allant jusqu'à vider les excréments des maisons, recueillir les cadavres des pestiférés, couper la tête aux condamnés.

ILS N'ONT PAS LAISSÉ DE TRACES

Une description des activités économiques de Lisbonne au milieu du xvi^e siècle nous fournit la gamme des travaux auxquels on destinait les esclaves en milieu urbain : lavandières, femmes de ménage, nourrices. Un millier de femmes esclaves étaient affectées au portage de l'eau, et un autre millier aux vidanges des poubelles. Des hommes étaient employés à charger et décharger les barques, d'autres à fendre le bois chez des particuliers. Des esclaves loués par les maîtres à la journée servaient sur les chantiers ou dans les ateliers, tandis que des femmes et des enfants nettoyaient le poisson, badiageonnaient les maisons, transportaient les paniers de viande ou de poisson. Les vieilles femmes devenaient chiffonnières, cuisinières dans les échoppes sur le fleuve, revendeuses de rue ou de marché.

En milieu rural, où la main-d'œuvre servile est moins abondante, on trouve des esclaves partout. Ils font la moisson, bêchent la vigne, cueillent les olives, mais également des tâches artisanales complémentaires. On employait aussi des esclaves dans les mines : mines d'argent de Guadalcanal (Sierra Morena) au moment de l'essor de ce gisement (1559-1576), et surtout mines de mercure d'Almadén (dans la province de Ciudad Real) du xv^e au xvii^e siècle. Ces esclaves étaient utilisés comme manœuvres au côté du personnel qualifié et libre. Envoyés au fond des puits pour épuiser l'eau et remonter le minerai, des hommes en pleine force de l'âge ne résistaient généralement pas aux conditions de travail et aux maladies du métier : plus des deux tiers



AUX GALÈRES

Au xvii^e siècle les esclaves « turcs », capturés en Afrique du Nord ou au Levant, remplissent la chiourme des galères françaises, espagnoles et italiennes. Mêlés aux forçats, condamnés de droit commun et aux volontaires, les esclaves sont ceux qui triment le plus. L'hiver, ils séjournent dans les ports – Marseille, Livourne, Naples, Gênes –, pouvant louer leurs services dans des maisons ou ateliers. Entre le xv^e et le xvii^e siècle on estime le nombre de ces esclaves galériens entre 200 000 et 300 000. Ci-dessus : l'embarquement des galériens dans le port de Gênes, xviii^e siècle.

des esclaves d'Almadén mouraient avant la troisième année de mine. Ceux qui étaient affectés aux galères n'avaient pas un espoir de survie plus grand. Les autorités en étaient conscientes, et par souci d'économie tentaient de n'envoyer que des hommes robustes.

Pour certaines femmes, voire pour les jeunes garçons, le service domestique se doublait du service sexuel. Les enfants nés des rapports maître-esclave posaient de gros problèmes. Les épouses légitimes ne voulaient pas de ces bâtards chez elles et haïssaient leurs esclaves. Les pères, quant à eux, soit cherchaient à se débarrasser de la mère et de l'enfant en les vendant, soit rejetaient la faute sur d'autres domestiques, soit faisaient abandonner l'enfant, soit gardaient celui-ci comme esclave.

Le texte de loi portant sur l'abolition de l'esclavage en Espagne fut débattu en 1837. Au Portugal l'abolition définitive a lieu en 1878. Or, malgré l'importance des esclaves, on aura bien du mal aujourd'hui, si l'on parcourt l'Andalousie ou l'Algarve, à déceler dans la population des traces africaines. Les esclaves n'ont pas fait souche. La raison principale de leur disparition tient au célibat auquel le plus grand nombre d'entre eux étaient contraints. Sur les galères, dans les arsenaux, les mines, les grands chantiers, il n'y avait que des esclaves de sexe masculin. Quant aux esclaves domestiques, ils ont aussi très souvent dû se résigner au célibat : pour l'employeur, le bon domestique est célibataire, sans attaches familiales, sans enfants à charge. Au lieu de se multiplier, les Noirs ont ainsi disparu du paysage humain de l'Europe du Sud. ■

Métissage et racisme

Le cas brésilien

Contrairement à ce que l'on a longtemps cru, l'esclavage n'était pas plus « doux » au Brésil qu'aux États-Unis ou dans l'empire espagnol. Avec 4 millions d'Africains débarqués entre 1550 et 1850 le pays est, en Amérique, le premier pays esclavagiste.

Par **LUIZ FELIPE DE ALENCASTRO**



CHÂTIMENTS En 1839, le dessinateur Jacques Étienne Arago représente les punitions infligées aux esclaves du Brésil : le collier de fer, destiné aux individus qui tentent de fuir, et le « masque de fer », qui les empêche de se suicider en mangeant de la terre.

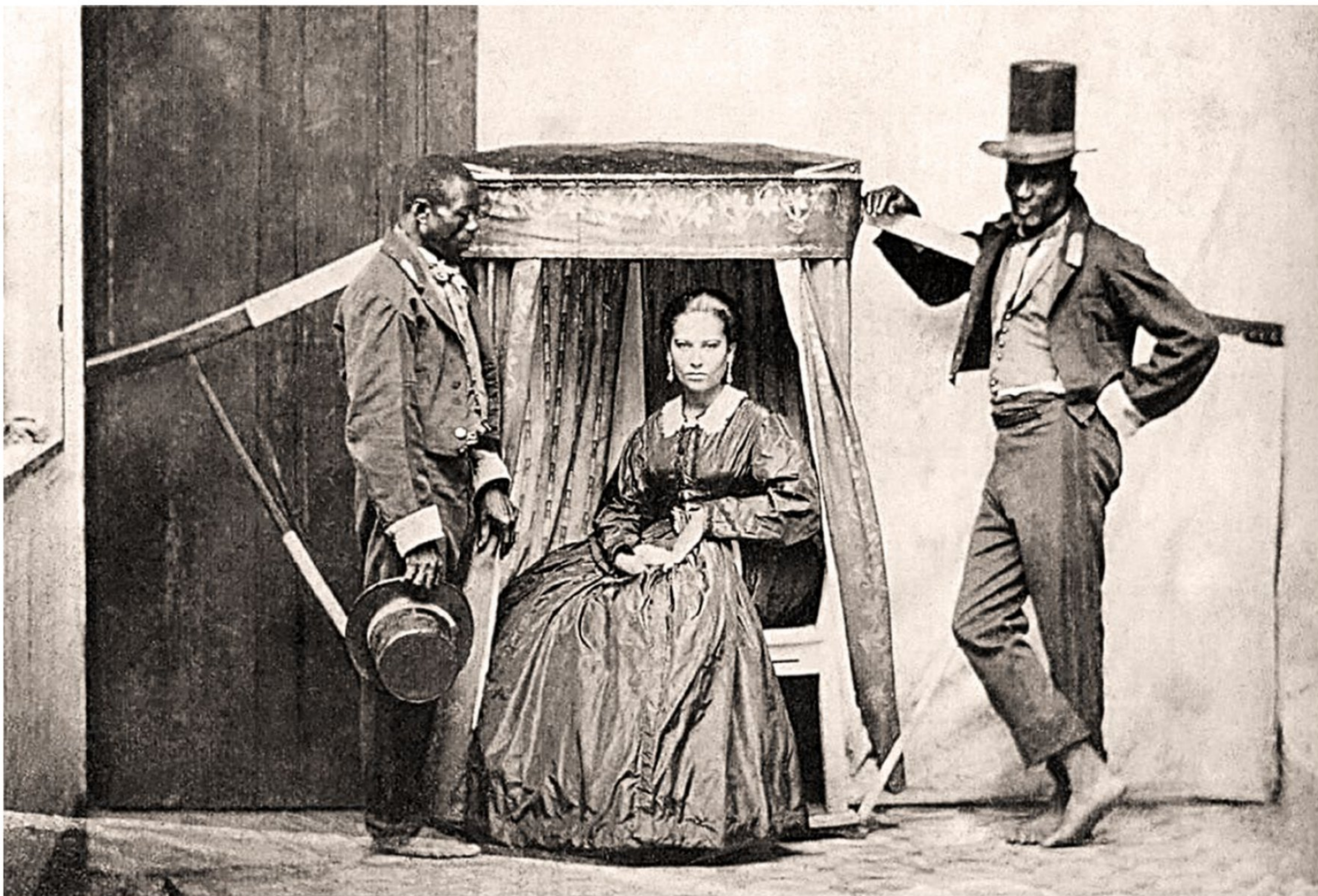
De 1550 à 1850 la traite d'Africains vers le Brésil a représenté près de 40 % du volume total de la traite transatlantique, puisque environ 4 millions d'esclaves y ont débarqué. Le Brésil est donc le premier pays pour la traite et pour l'esclavage, qui ne fut aboli qu'en 1888 – dernière abolition aux Amériques. C'est d'ailleurs au XIX^e siècle que, *via* la traite, le maximum de la présence d'esclaves est atteint, en particulier à Rio.

Loin d'être réservé aux grands planteurs, l'esclavage au Brésil est répandu dans l'ensemble de la société. En ville, les artisans peuvent posséder 1 ou 2 esclaves. Les propriétaires de 1 à 4 esclaves représentent près de 60 % des maîtres à São Paulo en 1829 contre 50 % dans le sud des États-Unis en 1850. À l'autre bout, une vaste plantation sucrière peut en compter plusieurs centaines. Près de Rio, la plantation de Santa Cruz, ancienne propriété des Jésuites, en comptait 1 200 : c'était peut-être la plus dense concentration d'esclaves au monde à cette date.

LES CHIFFRES

A Rio, 1 habitant sur 2

Les esclaves représentent 50 % de la population dans les années 1830 à Rio, et encore 44 % en 1850. Loin de faire baisser la traite, la perspective de son interdiction, couplée avec le boom du café, l'intensifie au contraire. Entre 1845 et 1850 plus de 50 000 esclaves arrivent chaque année au Brésil.



A BAHIA Une Brésilienne entourée de deux esclaves à Bahia, en 1860. Forte particularité du Brésil : leur importance dans les villes. Le statut d'esclave n'empêche pas une mise élégante, mais les chaussures leur sont interdites.

En ville, comme à Rio, les esclaves sont domestiques, artisans, marchands ambulants, porteurs d'eau... Ils remettent leurs gains à leur maître, mais peuvent conserver un pécule, qui financera éventuellement leur affranchissement. Ils peuvent également être loués à un artisan qui verse leur salaire à leur propriétaire. On distingue les esclaves dans la rue au fait qu'ils sont pieds nus, car ils n'ont pas le droit de porter de chaussures. Ils ne peuvent non plus être dehors après 21 heures sans un mot de leur maître.

Dans les plantations de sucre comme de café, l'esclave type est un homme, un *bossale* (esclave tout juste arrivé d'Afrique). Les esclaves dorment dans les *senzalas*, des « baraques » qui comportent d'immenses dortoirs ou des cellules pour quatre ou cinq. Certains vivent en famille dans leur propre maison ; c'est un moyen de les soumettre et de les retenir, même s'il n'existe aucune garantie pour les couples ainsi formés d'être préservés. C'est seulement en 1869 qu'une loi interdit de défaire les familles d'esclaves lors des ventes ; mais elle n'est pas respectée. La principale soupape sur laquelle tablent les propriétaires pour éviter les révoltes est l'affranchissement. Il y en a plus au Brésil qu'ailleurs, mais parce que la traite y est plus importante et que le stock se renouvelle sans cesse.

Les esclaves peuvent aussi acheter leur liberté ou l'obtenir par testament, à la mort du propriétaire. L'affranchissement peut encore être promis à la condition de bien se comporter. Dans quelques rares cas des affranchis retournent en Afrique, de leur propre initiative ou déportés par les autorités brésiliennes. On en compte environ 5 000 au XIX^e siècle dans plusieurs villes du golfe de Guinée.

CE QUE PEUT UN NOIR LIBRE

Après plusieurs générations, la population brésilienne compte donc de nombreux Noirs et mulâtres libres. Victimes de discriminations, ils jouissent néanmoins de certains droits. Ils ont en particulier le droit de vote au premier degré, dans un pays où les élections sont indirectes. Mais beaucoup de préjugés courent sur les Noirs libres. Ceux qui ont réussi à s'élever socialement sont souvent considérés comme de « nouveaux riches ». La situation de la plupart des affranchis est difficile ; ils sont parfois confondus avec des esclaves en fuite et arrêtés par la force publique ou des chasseurs de prime. C'est pourquoi beaucoup d'affranchis restent près de leurs anciens propriétaires, qui peuvent certifier leur statut d'hommes libres.

L'AUTEUR

Professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne, **Luiz Felipe de Alencastro** a notamment publié *O trato dos viventes. Formação do Brasil no Atlântico Sul* (Companhia das Letras, 2000).

Cet article est paru sous forme d'entretien dans *L'Histoire* n° 366, juillet-août 2011.

>>>

La vision de Debret



Tandis qu'autour de la ville ils forment la main-d'œuvre des fazendas de café, à Rio les esclaves sont partout et font tous les métiers : colporteur, scieur de long, vendeur de volaille ou barbier... C'est ce monde que met en scène Jean-Baptiste Debret (1768-1848) dans les 149 lithographies de son *Voyage historique et pittoresque au Brésil*, où il dénonce la brutalité des colons. Dans la boutique ci-dessus, un cordonnier, entouré de deux esclaves qui confectionnent des chaussures, en châtie un troisième. L'artiste ajoute en légende : « Sa femme mulâtresse, quoique occupée à allaiter son enfant, ne peut résister au plaisir de voir corriger le nègre. »

Debret dessine aussi des scènes d'intérieur, comme dans cette maison qui, bien que modeste, abrite une nombreuse domesticité esclavée. Un singe juché sur le lit anime le théâtre. La mère vaque à des travaux de lingerie, avec sa fille qui apprend à lire. Elle est entourée d'esclaves, deux femmes, dont l'une est une femme de chambre d'un statut supérieur à celle, dont la coupe de cheveux ras indique l'infériorité. Le garçon apporte de l'eau, activité très répétitive dans la touffeur de Rio. Quant aux petits enfants, « biens meubles », ils sont destinés à être vendus. La scène semble apaisée, mais on ne doit pas s'y tromper : du panier à linge dépasse la chicote, cette cravache qu'on utilise pour frapper les esclaves à tout propos.

Yves Saint-Geours

>>> L'idée d'un esclavage plus « doux » au Brésil qu'aux États-Unis ou dans l'empire espagnol est tenace. Elle vient du fait que les affranchissements sont nombreux au Brésil et que le métissage y est important ; les mulâtres, nés d'un père blanc et d'une mère noire, représentent 42 % de la population en 1872. Cette situation serait la preuve de l'absence de préjugés raciaux de la part des colons portugais, thèse qu'a soutenue l'historien Gilberto Freyre dans *Maîtres et esclaves* en 1933. Mais il faut surtout y voir, là encore, la conséquence du caractère massif de la traite.

LA PEUR DE L'AFRICANISATION

L'esclavage au Brésil n'est en rien plus doux qu'ailleurs. Il reste une succession de traumatismes violents, depuis l'arrachement d'Afrique jusqu'à l'installation au Brésil. Les peines de fouet sont fréquentes ; la pratique est mentionnée dans le Code pénal et restera légale jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1888. Il n'est pas question de châtier un esclave en l'emprisonnant : ce serait se priver de sa force de travail. Influencé par la législation romaine, le droit interdit cependant au maître de tuer son esclave ou de le châtrer. Et, après une révolte majeure d'esclaves et d'affranchis menée en 1835 dans la ville de Salvador de Bahia, il devient interdit de donner plus de 200 coups de fouet par peur que trop de sadisme suscite des insurrections.

Au Brésil, l'esclavage a duré beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Il n'est aboli que le 13 mai 1888

Surtout, l'esclavage a duré bien plus longtemps qu'ailleurs. Lorsque l'Angleterre abolit la traite en 1807, elle fait pression pour que toutes les autres contrées suivent son exemple. Londres reconnaît ainsi l'indépendance brésilienne en 1825, lorsque le gouvernement de Rio s'engage à interdire la traite. En 1831 celle-ci est déclarée illégale, mais la mesure n'est pas appliquée. De fait, 750 000 Africains entrent clandestinement et restent en esclavage. Dans le second quart du XIX^e siècle, la plupart des pays y ayant renoncé, la traite transatlantique devient donc quasi exclusivement brésilienne : en 1850, 95 % de son trafic est orienté vers le Brésil, les seules autres régions ayant encore recours à la traite étant les dernières colonies espagnoles aux Amériques, Porto Rico jusqu'en 1857 et Cuba jusqu'en 1867. La traite au Brésil connaît même un boom après qu'en 1844-1845 les Anglais ont mis fin au protectionnisme : le sucre et le café brésiliens s'exportent bien ; les plantations ont besoin de toujours plus d'esclaves. Liverpool, porte d'entrée des marchandises tropicales en Europe, remplace Lisbonne comme premier port de commerce du Brésil.

LA SAMBA, UN HÉRITAGE DES PLANTATIONS

La plupart des marqueurs identitaires brésiliens sont des héritages de l'esclavage. C'est le cas du carnaval mais aussi de la samba. Les origines de cette musique remontent à l'époque coloniale : les cortèges des *folia dos reis* et *congadas* qui accompagnaient les cérémonies catholiques, mais aussi les batukas, des divertissements organisés au fil de l'année par les esclaves en marge des plantations, souvent à l'insu de leurs maîtres, mêlant danses et chants scandés par des percussions. La samba moderne est cependant plus récente ; elle naît au début du ^{xx}e siècle à Rio de Janeiro, dans les quartiers de la Petite Afrique, qui regroupaient une importante population noire originaire du Nordeste. Elle est issue du métissage entre les polyrythmies africaines et les musiques de danses européennes et connut un premier succès populaire en 1917 avec *Pelo telefone* (« Au téléphone »), chanson souvent considérée comme la « première samba ».

Anaïs Fléchet



Ce sont des raisons internes qui mettront finalement fin à la traite. Le pays peut désormais compter sur la main-d'œuvre nombreuse et bon marché issue de l'immigration européenne. Le gouvernement brésilien promet qu'aucune action judiciaire ne sera menée contre les propriétaires des 750 000 esclaves amenés illégalement au Brésil et qui auraient dû être reconnus comme libres, ainsi que leurs descendants. Il faut dire aussi que, depuis la fin des années 1840, dans l'ensemble de la société, la présence d'esclaves en si grand nombre finit par faire peur. A Rio, en particulier, on craint une révolte. Un mouvement contre l'« africanisation » du pays voit le jour. On dénonce l'emploi de nourrices noires, leur préférant des Blanches. Bref, c'est toute la société qui est désormais prête pour l'abolition de la traite. En 1850 la

traite est définitivement arrêtée, une date qui représente un tournant majeur dans l'histoire du Brésil au ^{xix}e siècle. En effet, alors que, jusqu'en 1850, le poumon du Brésil est en Angola, la fin de la traite coupe les relations avec l'Afrique. C'en est fini de l'Atlantique Sud.

Une fois la traite abolie, restait à éteindre l'esclavage. En 1871 la loi « du ventre libre » déclare libres les enfants nés d'esclaves et, en 1885, on affranchit les esclaves de plus de 65 ans. Une politique graduelle qui attend que l'esclavage disparaisse de lui-même quand le dernier esclave sera mort. En 1872, lors du premier recensement officiel de la population, on compte près de 15 % d'esclaves, un pourcentage déjà en forte baisse par rapport au milieu du ^{xix}e siècle.

L'esclavage finit par être aboli le 13 mai 1888. Contrairement à ce qui s'est fait dans les Antilles, aucune indemnisation n'est prévue pour les propriétaires. Du point de vue économique, l'abolition de l'esclavage a eu peu d'impact sur la production agricole : les travailleurs libres brésiliens et l'immigration pallient déjà largement la main-d'œuvre servile. Dans les campagnes, les anciens esclaves deviennent de petits paysans sur des terres peu valorisées. Mais beaucoup émigrent en ville et s'installent dans les vieux bâtiments du centre devenus insalubres, les *cortiços*, et, plus tard, dans les favelas sur les collines de Rio. Avec l'abolition de l'esclavage et l'immigration, les relations interraciales se modifient. Les élites blanches cherchent à se distinguer davantage des populations noires. Au Brésil comme en Europe et aux États-Unis, le darwinisme social et les théories racialistes présentant le Noir comme inférieur connaissent un grand succès. Lors du recensement de 2010, pour la première fois depuis la fin du ^{xix}e siècle, les gens qui se déclarent noirs ou mulâtres sont majoritaires au Brésil. Le pays possède aujourd'hui la plus importante population « afro-descendante » à l'extérieur de l'Afrique. ■

À SAVOIR

Gilberto Freyre : « Maîtres et esclaves »

Gilberto Freyre, penseur, philosophe, n'est ni un universitaire ni un historien. Avec *Casa grande e senzala* (1933), il offre au Brésil un mythe fondateur, celui d'une société métissée : dans les plantations, Blancs et Noirs se sont mélangés pour fonder le peuple brésilien. Une vision qui n'exclut pas l'idée d'une forte inégalité – et qui ne la combat pas. Freyre adhéra au régime autoritaire de Vargas, dont il estimait qu'il représentait un gage de cohésion du pays. Il soutint lui-même des idées très réactionnaires.



États-Unis

Les enchaînés du « roi coton »

En laissant aux États la liberté d'abolir ou pas l'esclavage, la Constitution américaine de 1787 ouvre entre Nord et Sud une fracture aux conséquences incalculables. Tout au long du XIX^e siècle l'essor du coton dans le Sud profond provoque des transferts massifs de population.

Par **PAP NDIAYE**

Personne ne pouvait imaginer, en 1619, au vu de la vingtaine d'Africains vendus sur un quai de Virginie par un capitaine hollandais, que l'esclavage des Noirs deviendrait une institution majeure du Nouveau Monde. Les obstacles paraissaient nombreux : la distance avec le continent africain, le coût de la traite, l'acclimatation des captifs. Mais cela n'empêcha pas l'esclavage de se généraliser à la fin du XVII^e siècle, jusqu'à devenir le système de travail principal de l'Amérique coloniale.

Des 12,5 millions d'Africains déportés vers les Amériques, les États-Unis ne reçurent pourtant qu'un nombre réduit : 450 000 environ. Et la traite fut interdite dès 1808. Cependant, la population esclave bénéficiait d'un accroissement naturel élevé : de 697 897 en 1790 le nombre d'esclaves est passé à 1 538 000 en 1820 et à 3 953 760 en 1860. Les propriétaires compensèrent l'interdiction de la traite transatlantique par la traite interne et la natalité de leurs esclaves.

C'est surtout dans les colonies du Sud, où l'agriculture commerciale était bien ancrée, que l'esclavage prospéra. Il y eut certes, au XVIII^e siècle, des esclaves dans le Nord, occupés à des tâches domestiques et artisanales : rien de comparable, cependant, avec le Sud, où la culture du tabac (en Virginie, au Maryland, en Caroline du Nord), du riz et de l'indigo (en Caroline du Sud, en Géorgie), de la canne à sucre

et surtout du « roi coton » plus tard (delta du Mississippi) réclamait une main-d'œuvre servile énorme.

La révolution américaine et la création des États-Unis, à la fin du XVIII^e siècle, auraient pu porter un coup fatal à l'esclavage. Celui-ci ne se trouvait-il pas en contradiction flagrante avec les déclarations de principe sur les droits naturels de l'homme et avec un pays nouvellement indépendant qui se réclamait de la liberté ? De fait, l'esclavage fut mis en cause de tous côtés : les philosophes, les juristes, les économistes, les chrétiens évangéliques, les politiques, se bousculaient pour le fustiger.

Toutefois, le parti abolitionniste n'emporta pas la décision. Les pères de la Constitution, qui comprenaient quelques-uns des plus grands propriétaires d'esclaves, de même que, plus tard, huit des douze premiers présidents, agirent avec prudence : la Constitution de 1787 ne s'opposa pas à l'esclavage, et la décision de sa possible abolition échut aux différents États. Le mot

« esclave » n'est d'ailleurs pas présent dans la Constitution qui use d'euphémismes : les « autres personnes », « les personnes tenues de servir ou travailler ».

Dans les années qui suivirent l'indépendance de 1776 l'abrogation de l'esclavage s'imposa avec une certaine évidence dans les États du Nord. Mais il demeura intact dans le Sud. Sur le plan moral, ses défenseurs considéraient que les Noirs n'étaient pas capables d'être libres, qu'ils ne pouvaient prétendre aux droits et privilèges des hommes libres.

L'AUTEUR

Directeur général du Palais de la Porte dorée, **Pap Ndiaye** vient de rédiger la préface de S. Truth, *Et ne suis-je pas une femme ?* (Payot, 2021). Cet article est paru sous le titre « Les enchaînés du « roi coton » » dans *L'Histoire* n° 280, octobre 2003.



UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

Ci-dessous : un maître, dans le coin à gauche, pose avec l'ensemble de ses esclaves, sur sa plantation en Géorgie, dans les années 1850. Au centre, trois hommes portent sur la tête de larges paniers remplis de coton. Il s'agit du premier daguerréotype montrant des esclaves aux États-Unis. Il incarne l'importance des petits planteurs. A gauche : Gordon, esclave de Louisiane, montre son dos meurtri par le fouet, en avril 1863. La photographie a largement circulé dans les milieux abolitionnistes.



La seule concession accordée aux abolitionnistes fut l'interdiction de l'esclavage dans les « Territoires de l'Ouest » (à l'ouest du Mississippi) et la fin de la traite transatlantique. C'était là, espérait Thomas Jefferson, une première étape vers la fin de l'« *institution particulière* ». Cependant, l'interruption de la traite ne porta pas un coup fatal à l'esclavage, bien au contraire. Dans le demi-siècle qui suivit, l'essor spectaculaire du coton dans le Sud profond des États-Unis fit les beaux jours du système esclavagiste. Le prix des esclaves augmenta continûment jusqu'à la guerre de Sécession (1861-1865), tant les besoins en travailleurs des plantations de coton y étaient importants.

DES FAMILLES SÉPARÉES

Plus de 1 million d'esclaves furent transférés du sud-est (Maryland, Virginie, Caroline du Nord) vers le sud (Géorgie, Alabama, Mississippi, Louisiane, Texas). La majorité des ventes séparait les familles, bien souvent les enfants des parents. Le commerce intensif et interrégional des esclaves se substitua donc à la traite transatlantique en tant que fondement de l'économie esclavagiste et moteur de son expansion vers l'ouest. Les ventes étaient réalisées par des négociants spécialisés. Les principaux, comme Isaac Franklin et John Armfield en Virginie, les Woolfolk et les Slatter dans le Maryland, ou John Hagan en Caroline du Sud, étaient connus dans tout le Sud. Ils possédaient des dépôts d'esclaves, des navires pour les expédier, et recouraient à une multitude d'employés et d'agents qui ratissaient la région à l'affût de captifs jeunes et robustes. Lesquels étaient

revendus avec de confortables bénéfices dans les marchés des grandes villes du Sud – le plus important étant celui de La Nouvelle-Orléans. Même si leur nom n'apparaissait pas toujours dans les actes, les marchands réalisaient l'essentiel des ventes et fonctionnaient souvent en réseau. Ils étaient licenciés par les États et recevaient une commission légale – 1 à 2 % du prix de vente pour chaque transaction. Ils achetaient les esclaves de mai à octobre, saison de la récolte. Les captifs attendaient parfois plusieurs mois avant d'être envoyés dans le Sud, par bateau ou à pied, enchaînés les uns aux autres, formant d'interminables files au long des routes poussiéreuses et brûlantes.

Le voyage était éprouvant, physiquement et moralement : les esclaves avaient été arrachés à leur famille, à leur communauté, parfois sans un adieu. Les maîtres usaient souvent de subterfuges pour tromper les parents des enfants qu'ils vendaient, distrayant leur attention ou faisant de fausses promesses sur le retour prochain de leur progéniture. Les réactions de désespoir et de révolte n'étaient pas rares, d'autant que la perspective du labeur dans les champs de coton et de canne à sucre, surnommés « *killing fields* » (« champs de la mort »), était accablante. Parfois des Noirs libres du Nord étaient kidnappés par des marchands et vendus comme esclaves. Ce fut le cas de Solomon Northup, auteur de *Twelve Years a Slave* (1853), né libre dans >>>

>>> l'État de New York en 1808, enlevé à Washington en 1841, puis vendu et déporté à La Nouvelle-Orléans. Il fut maintenu douze ans en servitude avant d'obtenir sa libération par des moyens judiciaires.

Par contraste avec leurs ancêtres africains déportés vers le Nouveau Monde, les esclaves vendus et transférés savaient à quoi s'en tenir quant à leur sort. De plus, leurs conditions de voyage n'étaient pas aussi effroyables qu'à fond de cale au milieu de l'Atlantique, et ils avaient la possibilité de maintenir des liens avec leurs familles et amis. Ils pouvaient chuchoter entre eux, se reconforter, échanger des informations sur leur destination ou leurs possibilités de fuite. Il n'empêche : ces transferts massifs de population noire rappelaient la tragédie de la traite transatlantique.

Arrivés à destination, les esclaves étaient gardés et vendus dans des établissements spécialisés, nombreux dans les marchés de La Nouvelle-Orléans. On soignait leur apparence physique, on les nourrissait convenablement, on les habillait pour la vente : robe, costume, chaussures, chapeau. Les maladies et les blessures étaient dissimulées par quelque artifice. Hommes et femmes étaient séparés et classés selon leur prix, leur couleur de peau et leur taille. Le marchand les présentait dans les termes les plus flatteurs : « *excellent travailleur* », « *remarquable cuisinière* », « *coiffeur de premier ordre* », « *cueilleur de coton comme pas un* », « *cocher sûr et sobre* », et étourdissait les clients d'un boniment mille fois répété. Dans ces lieux de vente, les fantasmes raciaux s'exprimaient librement, dans une atmosphère pesante de maquignonnage et de voyeurisme.

Le prix des captifs dépendait de leur âge, de leur sexe, de leur apparence physique, de leur docilité, de leur savoir-faire. Ils étaient classés en catégories standardisées (« *extra* », « *première qualité* », « *ordinaire* »), mais chacun avait un prix personnalisé. Tel gaillard de 20 ans, réputé pour sa forte tête, était vendu moins cher

DANS LE TEXTE

« Il est dangereux d'apprendre à lire à son esclave »

Frederick Douglass, ancien esclave et militant abolitionniste, a livré une remarquable autobiographie.

« Très peu de temps après mon arrivée chez M. et Mme Auld, cette dernière entreprit très aimablement de m'enseigner l'alphabet. [...] lorsque M. Auld découvrit ce qui se passait [il] interdit sur-le-champ à Mme Auld de m'instruire davantage en affirmant notamment qu'il était illégal et dangereux d'apprendre à lire à un esclave. Il ajouta ces mots que je cite : “Donnez-en long comme le doigt à un nègre, il en voudra long comme le bras. [...] Si vous apprenez à lire à ce nègre, il ne sera pas possible de le garder. Cela le rendrait pour toujours inapte à l'esclavage.” [...] Je comprenais désormais ce qui m'était demeuré une insondable énigme : le pouvoir de l'homme blanc à réduire l'homme noir en esclavage. Le succès était beau et j'en fis grand cas. De cet instant, je compris le chemin de l'esclavage à la liberté. »

F. Douglass, *La Vie de Frederick Douglass, esclave américain, écrite par lui-même*, Gallimard, 2006, pp. 68-69.

qu'un autre, moins solide mais plus obéissant. Un bon forgeron ou menuisier était plus coûteux qu'un travailleur des champs car il était doué de qualités techniques recherchées et rentables.

En cas de tromperie sur la marchandise ou de vice caché, les acheteurs mécontents pouvaient se retourner contre le marchand et exiger d'être remboursés. D'ailleurs, les esclaves étaient souvent vendus à l'essai, avec reprise garantie s'ils ne donnaient pas satisfaction.

Les enfants « mulâtres » de Jefferson

Thomas Jefferson, troisième président des États-Unis, a-t-il eu des enfants avec Sally Hemings, l'une des esclaves de son domaine de Monticello ?

La controverse fait rage depuis 1802, lorsqu'un journaliste fit état de « *Sally, concubine* » de Jefferson, et de plusieurs enfants nés de leur union. Jefferson ne répondit jamais à cette accusation, et Sally Hemings n'a pas laissé de témoignage. Malgré les démentis offensés de Martha Jefferson Randolph, fille reconnue de Jefferson, et de ses descendants, une relation intime entre Jefferson et Hemings a toujours été considérée comme possible, sinon probable. La ressemblance physique de Madison et Eston, deux des six enfants mulâtres de Sally, avec Jefferson frappa les contemporains.

En 1998, une étude scientifique prouva l'existence d'un lien génétique entre les descendants de Jefferson et des Hemings. Et l'hypothèse d'une relation entre le président et la jeune esclave est désormais considérée

comme hautement probable par les historiens. Cette controverse pose plus largement la question des relations sexuelles entre maîtres et esclaves – et entre Blancs et Noirs. Il s'agit encore aujourd'hui d'un sujet sensible. Pourtant, les relations entre Blancs et femmes esclaves étaient fréquentes et connues de tous. Les voyageurs remarquaient les enfants mulâtres « *ressemblant trait pour trait aux enfants blancs* » qui servaient dans la maison des maîtres. Dans la grande majorité des cas, les esclaves étaient des proies faciles pour leurs maîtres, et les viols étaient monnaie courante.

Mais il arrivait que certaines esclaves, comme, semble-t-il, Sally Hemings, entretenissent des relations amoureuses prolongées et non contraintes avec leurs maîtres. Aujourd'hui les descendants de Sally Hemings réclament son inhumation, avec ses enfants, dans le cimetière des Jefferson à Monticello, à proximité de la tombe de l'illustre Virginien – leur aïeul.

P. N.



RÉCOLTE Dans les plantations du Sud, la cueillette du coton se faisait manuellement et requérait de l'endurance et des doigts agiles. On y affectait les esclaves les plus noirs. Cette gravure de 1878 véhicule une vision idyllique de leur travail.



« A VENDRE » Cet homme est exposé sur un marché d'esclaves (xix^e siècle). Dans ces marchés, dont le plus important se trouvait à La Nouvelle-Orléans, les acheteurs évaluaient le corps et la couleur de peau des captifs.

Les clients étaient exclusivement des hommes. Ils pouvaient examiner les esclaves à loisir et négocier un prix de vente. Les acheteurs expérimentés savaient évaluer les corps : ils faisaient déshabiller les esclaves, observaient et palpaient leurs attaches, leurs dents, leur peau, leurs yeux, à la recherche du moindre symptôme maladif ou de la moindre blessure invalidante. On craignait surtout la tuberculose, la fièvre jaune et l'épilepsie. Les planteurs de coton prêtaient une attention particulière aux doigts, qui devaient être suffisamment longs et habiles pour cueillir le coton. On estimait les capacités procréatrices des jeunes femmes, occasion de regards et de propos concupiscent. On n'avait garde, enfin, d'oublier le dos, à la recherche des cicatrices du fouet, trahissant un caractère rebelle.

« TOO WHITE TO KEEP »

Des médecins spécialisés prêtaient leur concours aux acheteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de publications comme la *DeBow's Review*, destinée aux planteurs et qui fournissait quantité d'informations médicales et anthropologiques sur la « race nègre ». Le Dr Samuel A. Cartwright, une autorité en la matière, avait défini deux maladies particulières aux esclaves : la *drapetomania*, la maladie de ceux qui s'enfuient, et la *dysaesthesia aethiopica*, la maladie de ceux qui n'obéissent pas... Puisque l'esclavage était consubstantiel à la race noire, toute tentative d'y échapper était considérée comme une déviance psychiatrique.

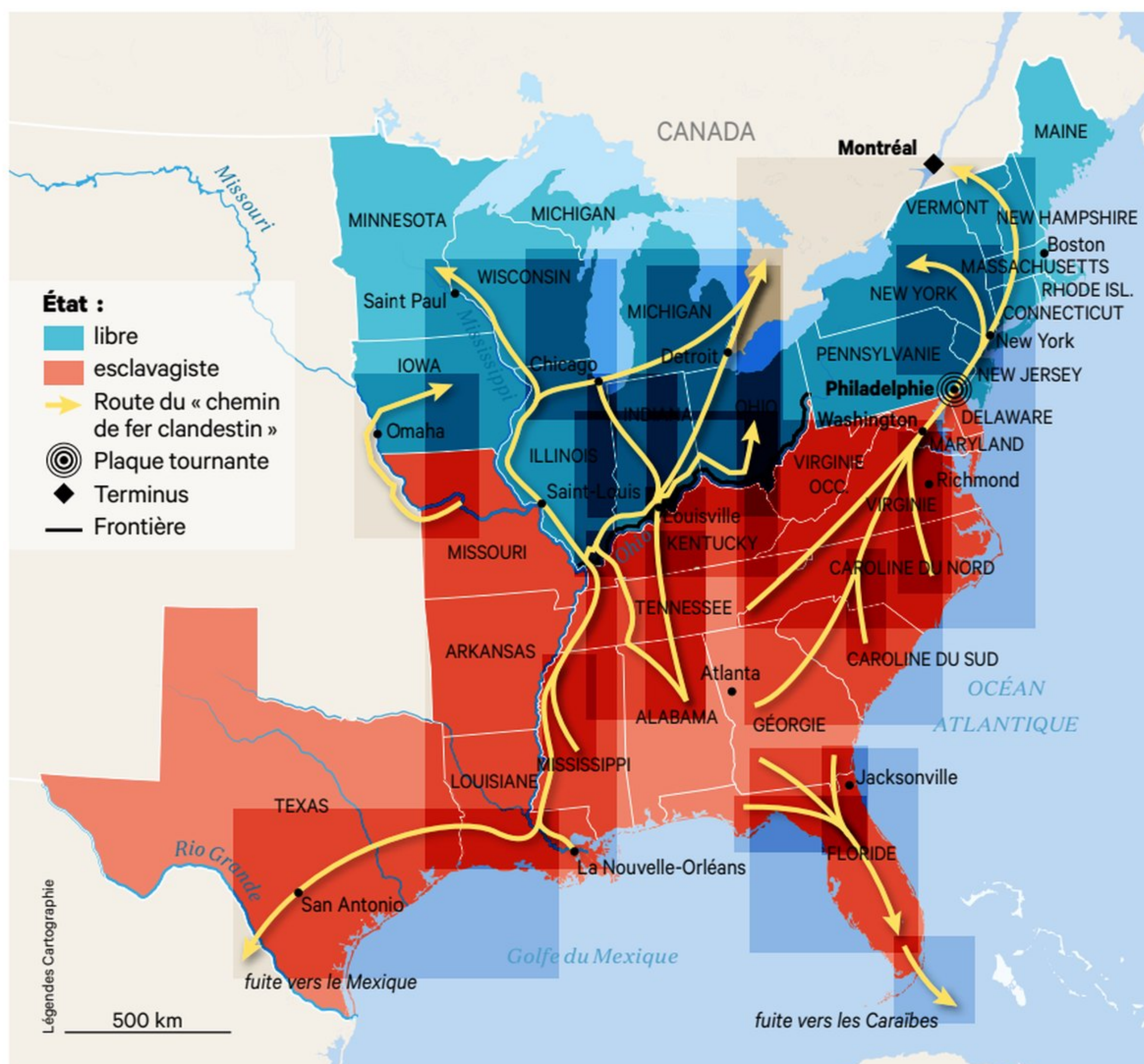
La couleur de peau était également l'objet de nombreuses théories sur les captifs : pour le travail aux champs, on recherchait ceux qui avaient la peau la plus

noire, supposés être les plus robustes ; tandis que les travaux artisanaux ou le service à la maison demandaient de préférence des personnes à la peau plus claire, censées être plus fragiles mais plus intelligentes. Or, si les artisans avaient généralement la peau moins foncée que les travailleurs des champs, c'est parce que les maîtres assignaient à chacun, dès son enfance, des tâches définies par sa couleur de peau... La taxinomie raciale était donc élaborée par les maîtres eux-mêmes, et justifiait ensuite leur propre comportement. Quant aux esclaves les plus clairs de peau, ils n'étaient pas recherchés car leurs possibilités de fuite étaient accrues : « *too white to keep* » (« trop blanc pour être gardé »), disaient les clients.

L'acquisition d'un esclave n'était pas toujours motivée par son utilité économique : il pouvait aussi s'agir d'un achat somptuaire, d'un cadeau d'anniversaire, d'un souci de distinction sociale. Certains médecins en achetaient pour pratiquer des expériences médicales. Celui qui acheta John Brown voulait trouver un remède contre les coups de soleil, et Brown dut donc se soumettre à diverses expériences dermatologiques.

L'achat pouvait aussi répondre à des sentiments paternalistes : arracher des captifs à l'infâme marché pour les traiter « humainement » était un objectif recherché dans les cercles éclairés des grandes villes – mais il n'était pas question de les affranchir. Parfois, des jeunes filles étaient vendues au prix de deux ou trois esclaves « *extra* » en raison de leur beauté et des services sexuels qui leur seraient imposés.

Quelles que fussent ses intentions, le client entendait satisfaire un ensemble de besoins, mais aussi de désirs par l'achat d'un être humain. Au fond, toute >>>



Underground Railroad

Ce réseau clandestin de passeurs a permis à environ 40 000 esclaves fugitifs de gagner les États libres, jusqu'au Canada. Il se composait de refuges, de routes et de moyens de transport. En réaction, le *Fugitive Slave Act* voté en 1850 autorisait les chasseurs d'esclaves à opérer sur tout le territoire américain. Ci-dessous : l'affranchie Harriet Tubman. Surnommée « la Moïse noire », elle a aidé plus de 70 esclaves à s'enfuir.



>>> la société sudiste blanche était esclavagiste, y compris la majorité des Blancs qui ne possédaient pas d'esclaves. Presque tous les Blancs, à la campagne comme à la ville, possédaient des esclaves ou, plus souvent, en rêvaient. Tous comprenaient qu'être « blanc » n'était pas seulement un fait de naissance mais un statut social construit ou renforcé par la possession d'esclaves. Si l'esclavage était bien l'institution dominante du Sud, c'est parce qu'il était au fondement des identités sociales.

Les clients posaient des questions aux esclaves afin d'évaluer leur savoir-faire et leur docilité : « *Quel âge as-tu, mon garçon ?* », « *Dis-moi, Betty, sais-tu coudre ?* » Sous l'œil suspicieux du marchand, le captif répondait de manière contrainte – le fouet l'attendait en cas de réponse inconsiderée. Cependant, il pouvait moduler sa réponse suivant que le client lui paraissait de bon aloi ou non. En quelque sorte, les esclaves avaient leur mot à dire dans leur propre vente. Certains y participaient même activement en interpellant un maître de bonne réputation. Ils pouvaient aussi demander qu'on les achète avec leur famille, ou encore se comporter d'une manière insatisfaisante pendant la période d'essai. Combien de cuisiniers, vantés par les marchands, se révélèrent incapables, sous la férule d'un maître abhorré, de préparer des repas comestibles ? Combien de cochers subitement sourds, de charpentiers épileptiques et de claudications soudaines ? Tous les subterfuges étaient bons pour être renvoyé au marchand, même si cela s'accompagnait en prime de coups de fouet. Une forme de négociation triangulaire – et inégalitaire bien sûr – s'établissait donc entre le marchand, l'acheteur et l'esclave.

Dans tous les aspects de leur vie, les esclaves n'étaient finalement jamais de simples marionnettes

manipulées par les maîtres. Non seulement ils pensaient, parlaient, aimaient dans un monde social propre – qui a fait l'objet de travaux d'historiens majeurs depuis les années 1970 –, mais ils influaient sur le système esclavagiste lui-même : le maître choisissait ses esclaves et, dans des limites évidemment plus étroites, les esclaves « choisissaient » leur maître. Cela n'invalidait en rien la cruauté essentielle de l'esclavage, mais permet de mieux comprendre l'institution particulière. Il faut enfin ajouter que les esclaves résistaient : soit par des actes de sabotage, soit par la fuite, soit par le suicide. Les suicides n'étaient pas rares au moment de l'annonce d'une vente, d'une séparation, ou peu de temps après l'installation chez un nouveau maître.

Le spectacle pitoyable des marchés d'esclaves, de femmes, d'hommes, d'enfants dévêtus sous le regard inquisiteur des clients, cessa avec la proclamation d'émancipation en 1863 et les derniers coups de canon de la guerre de Sécession, en 1865. Auparavant, pendant deux siècles et demi, l'esclavage ne fut pas seulement un système de travail dans les plantations du Sud ; il fit aussi circuler intensément les êtres humains. Cependant, les esclaves n'étaient pas que des malheureux ballottés par une histoire sur laquelle ils n'avaient pas prise : eux aussi se déplaçaient, dans l'obscurité, pour rejoindre leur famille, pour quelques jours de liberté ou pour une vie tout entière à soi, pour échapper au fouet et au mépris, pour fixer des limites à l'oppression. C'est ce qu'exprime l'inoubliable negro spiritual *Many Thousand Gone* : « *J'en ai assez d'être vendu aux enchères/ Assez des coups du régisseur/ Assez des rations de maïs/ Assez d'obéir aux ordres de la maîtresse.* » ■

« MOI, NAT TURNER... »

La révolte sanglante de 1831 a laissé une trace vive dans la mémoire américaine.

Armé d'une hachette, accompagné de Will, je suis entré dans la chambre de mon maître. On ne voyait rien. Je ne pus le tuer d'un seul coup, la hachette ricocha sur sa tête. Il bondit hors du lit et appela sa femme. Ce fut son dernier mot. Will l'abattit d'un coup de hache, et madame Travis, couchée, partagea son sort. » C'est ainsi que l'esclave Nat Turner raconte le massacre de son maître Joseph Travis et de sa famille dans la nuit du 21 au 22 août 1831. Quelques semaines plus tard il fut pendu à un chêne. Son corps fut ensuite écorché, démembré, et son crâne conservé à titre de curiosité.

Pour les partisans de l'esclavage Nat Turner était un fanatique, un terroriste manipulé par les abolitionnistes, dont la révolte sanglante prouvait qu'il fallait serrer la vis dans les plantations. Aux yeux de nombreux esclaves, en revanche, il faisait figure de révolté héroïque, une image positive qui trouva des échos dans les mouvements noirs nationalistes jusqu'aux Black Panthers des années 1960 et 1970. Cette postérité tient pour bonne part à un document important : *Les Confessions* de Nat Turner. Il ne s'agit pas d'un texte écrit par l'esclave lui-même, mais de la retranscription, plus ou moins fidèle, de ses propos par l'avocat Thomas R. Gray, qui l'interviewa en prison le 1^{er} novembre 1831.

Tout ce que l'on sait de la vie de Nat Turner se trouve dans le texte de Gray. Nathaniel, dit « Nat », naquit le 2 octobre 1800 dans le comté de Southampton, en Virginie. Comme d'usage, son nom de « Turner » venait de ses maîtres. Nat Turner, qui apprit à lire et écrire par

ses propres moyens, fit dès son enfance preuve de grande intelligence et d'une foi si intense qu'elle fit croire, à lui et son entourage, qu'il deviendrait une sorte de prophète. En 1831, un signe atmosphérique lui permit d'établir une date pour se soulever : le dimanche 21 août, jour de repos pour bon nombre d'esclaves.

L'après-midi du 21 août, Turner et six autres se cachèrent un peu à l'écart de la plantation, attendirent 2 heures du matin pour attaquer la maisonnée de Joseph Travis. Le plan des insurgés consistait à courir de plantation en plantation pour tuer les maîtres, s'emparer d'armes et libérer les esclaves afin de constituer une armée de révoltés. C'est ce plan qui fut mis à exécution, en n'épargnant pas les enfants. Environ 60 personnes furent assassinées par les esclaves révoltés. L'excitation, la colère enfin libérée, le sentiment d'une mission divine, l'émulation fouettée par l'alcool, peuvent expliquer la violence radicale dont ils firent preuve. A l'approche de Jerusalem (sud-est de la Virginie), les révoltés se heurtèrent à des hommes armés : l'alerte avait été donnée. Au matin du 23, les révoltés furent dispersés, certains tués, la plupart arrêtés, quelques-uns dont Turner parvinrent à fuir et se cacher dans les environs.

Le procès des révoltés se conclut par 18 mises à mort et 14 bannissements. Turner plaida non coupable des accusations portées contre lui, à l'exception du meurtre d'une jeune fille. Mais la justice officielle ne suffisait pas. Pendant plusieurs semaines, la répression s'abattit sur tous les esclaves, y compris ceux qui n'avaient pas participé à la révolte : 200, au moins, furent tués.

La révolte de Nat Turner sema un vent de panique chez les propriétaires d'esclaves sudistes. Même si elle fut écrasée, elle donna le sentiment que cette institution était vulnérable. En 1831 l'esclavage du sud des États-Unis n'était pas encore à l'agonie, loin s'en faut. Mais Turner et les autres révoltés lui avaient porté les premiers coups.

P. N.



▲ Au centre, l'esclave Nat Turner dirige la révolte en Virginie en 1831. Scène du film « Birth of a Nation », réalisé en 2016.

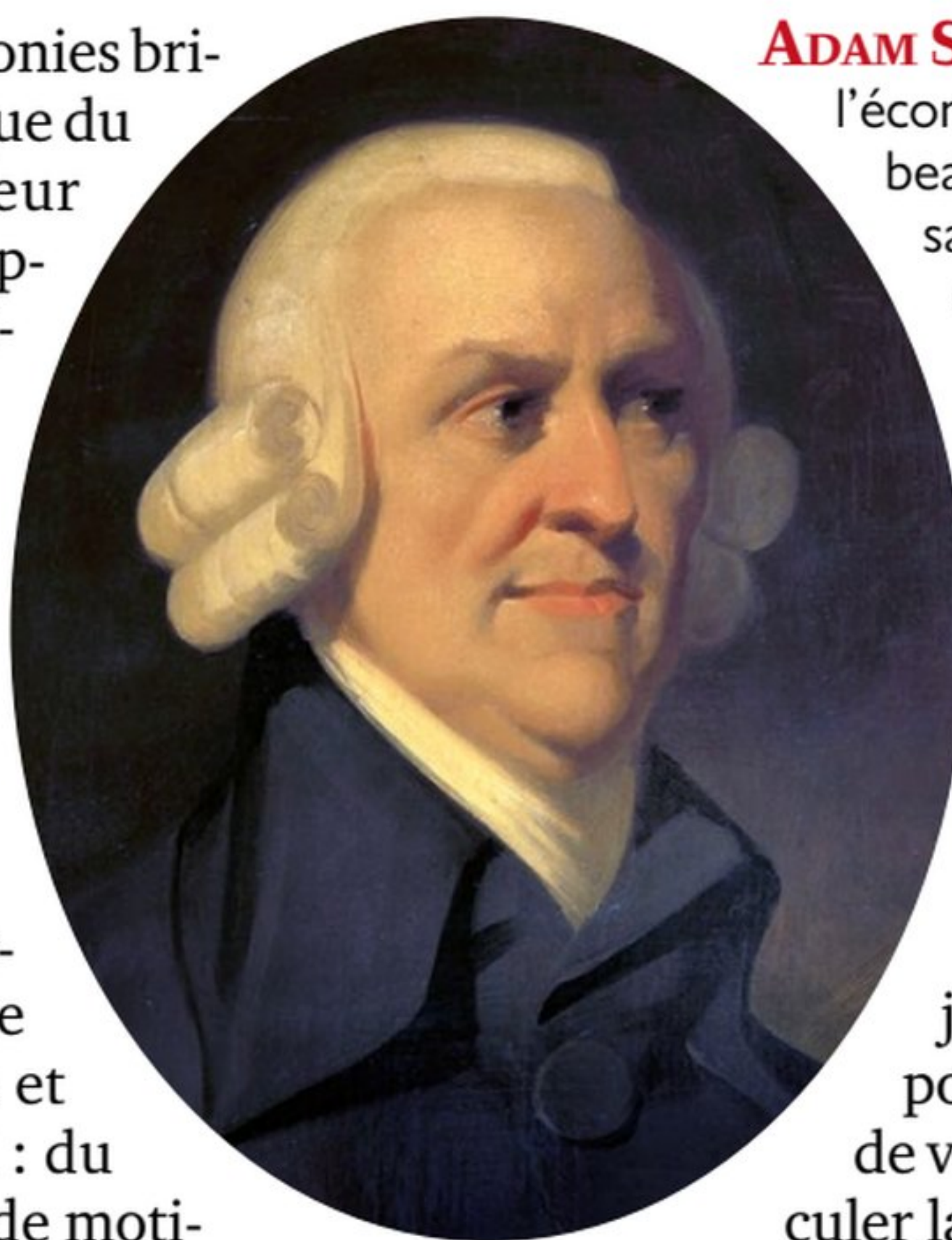
La traite a-t-elle enrichi l'Europe ?

La question a fait, depuis Adam Smith, l'objet d'intenses débats, mais il semble bien que la traite et les plantations ont été très profitables.

Par **ALESSANDRO STANZIANI**

Lorsqu'en 1776 les colonies britanniques en Amérique du Nord proclament leur indépendance en s'appuyant sur une déclaration universelle des droits de l'homme, Thomas Jefferson, un de ses principaux rédacteurs, n'a pas honte de posséder des esclaves. Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, Adam Smith publie *La Richesse des nations*, où il n'est pas seulement question de libre marché et de concurrence. L'économiste écossais y parle aussi d'esclavage et avance un argument fondamental : du fait de la coercition et du manque de motivation des esclaves, ce système serait nettement moins rentable que le travail salarié libre. Si les arguments d'Adam Smith n'ont pas eu d'impact dans le mouvement abolitionniste, ils ont inspiré les économistes jusqu'en 1974, date à laquelle deux historiens, Robert W. Fogel et Stanley Engerman, ont publié un ouvrage qui a fait sensation. *Time on the Cross* montre que, lors de son abolition en 1865, l'esclavage américain était bel et bien rentable. Depuis, cette question fait l'objet d'un intense débat dans les mondes anglophones – beaucoup moins en France.

Il faut distinguer la rentabilité de la traite, celle des plantations et la contribution de l'esclavage à la révolution industrielle. En ce qui concerne la traite, grâce à une base de données



ADAM SMITH Dans *La Richesse des nations*, l'économiste expliquait que l'esclavage est beaucoup moins rentable que le travail salarié. Ses arguments ont influencé les économistes jusque dans les années 1970.

construite pendant trente ans par une équipe anglo-américaine à partir des registres des navires, nous connaissons le nombre d'esclaves que les principaux pavillons européens ont transportés à travers l'Atlantique de la fin du xvi^e siècle jusqu'aux années 1870. Il est donc possible de connaître le prix d'achat et de vente de chaque esclave. Afin d'en calculer la rentabilité, il faut aussi prendre en considération les coûts du fret, de l'appareillage et du voyage de retour en Angleterre.

DES CALCULS COMPLEXES

De nombreux historiens se sont prêtés à ces calculs. David Richardson évalue le taux de profit moyen de la traite de l'ordre de 4 à 5 %, tandis qu'Engerman conclut que ce trafic aurait contribué chaque année à 0,54 % du PIB britannique, 7,8 % des investissements et 38,9 % des investissements industriels et commerciaux. D'autres, comme William A. Darity, évaluent à environ 17 % le taux du profit de la traite. Un chiffre très élevé, sachant que le taux de profit moyen d'une activité au Royaume-Uni à cette époque s'élève tout au mieux à 5-6 %. Les différences

L'AUTEUR

Directeur d'études à l'EHESS et au CNRS, **Alessandro Stanziani** a notamment publié *Les Métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale, xviii^e-xix^e siècles* (Presses de Sciences Po, 2020).

TAUX DE PROFIT

5 à 10 %

C'est le chiffre aujourd'hui estimé du profit annuel de la traite en Grande-Bretagne. D'autres calculs l'estiment à 6 % pour la France.

entre ces estimations s'expliquent par la complexité des calculs, qui doivent tenir compte du prix des esclaves mais aussi de l'ensemble des coûts et profits des trajets d'Angleterre vers l'Afrique, d'Afrique aux Amériques, des Amériques en Angleterre.

A cela il faut ajouter les profits au sein des plantations. Un travail de fourmi a été accompli par de nombreux chercheurs, qui ont dépouillé les archives des plantations aussi bien dans les Caraïbes qu'en Amérique continentale. Ainsi, à la Barbade comme en Jamaïque, les grandes plantations ne tirent pas leur rentabilité d'une disponibilité accrue en capitaux et en machines (comme les théories économiques le voudraient), mais au contraire d'un recours extrême au travail des esclaves. Les résultats sont là : les grandes plantations sont extrêmement profitables. En 1770, pour l'ensemble des colonies britanniques, les profits de la traite s'élèvent à 115 000 livres sterling ; ceux des plantations dépassent le million ! Il faut ajouter environ 300 000 livres de profits liés au commerce triangulaire avec l'Afrique (vente de cotonnades et autres produits anglais en échange d'esclaves). Pour la seule année 1770 entre 2,7 et 4,3 millions de profits liés à l'esclavage ont été réalisés par la Grande-Bretagne. Selon une évaluation récente, la traite et les plantations américaines ont contribué à la valeur ajoutée du PIB britannique pour environ 3,5 % au début du XVIII^e siècle, 11 % un siècle plus tard (à titre de comparaison, le taux de profit dans les manufactures était de 2-3 %).

À SAVOIR

Comment les propriétaires ont été indemnisés

Un an après l'abolition de l'esclavage (1848), la France a indemnisé les anciens propriétaires d'esclaves de son empire colonial : 126 millions de francs-or sous forme de versement immédiat en numéraire (6 millions) et une rente annuelle de 6 millions sur vingt ans. Une équipe du CNRS a récemment élaboré une base de données où sont répertoriés tous ces indemnisés. On y découvre que les 10 000 propriétaires concernés n'étaient pas tous des colons : plus de 30 % étaient des personnes de couleur qui possédaient quelques esclaves. Parmi eux, certains affranchis, appelés « libres de couleur », qui ont racheté leurs enfants ou petits-enfants sans avoir les moyens de payer les taxes à l'État pour les émanciper. En Grande-Bretagne, à la suite de l'abolition de l'esclavage, en 1833, 20 millions de livres, soit 40 % du budget national, avaient été versées aux anciens propriétaires.



BORDEAUX Détail du *Port de Bordeaux* par Joseph Vernet, XVIII^e siècle (Paris, musée de la Marine). C'est le deuxième port négrier français après Nantes.

Il en va pareillement aux États-Unis où, depuis *Time on the Cross*, les études se sont multipliées et ont même repris de la vigueur avec l'émergence d'une nouvelle histoire du capitalisme qui souligne l'importance des plantations dans le développement économique états-unien. Côté français, nous manquons d'études détaillées comparables. Celles disponibles, notamment sur la traite et pour les plantations de Saint-Domingue, montrent qu'au XVIII^e siècle le taux de profit et les profits dans leur ensemble étaient inférieurs à ceux du Royaume-Uni dans l'activité de traite (6 % pour la France), mais supérieurs à Saint-Domingue par rapport aux îles Britanniques (entre 10 et 12 %). C'est pourquoi la Révolution et la perte de Saint-Domingue, ajoutées aux frais engendrés par les guerres napoléoniennes, ont provoqué une crise brutale de l'économie française.

A défaut d'études plus détaillées, il est malaisé de généraliser cette conclusion à l'ensemble des colonies françaises sur une durée plus longue, surtout qu'au XIX^e siècle elles semblent nettement moins profitables que celles des autres puissances, pour des raisons qui tiennent aux difficultés d'exploitation, aux réinvestissements erronés des profits, etc.

Reste que la foi inébranlable des économistes et des spécialistes de l'esclavage dans le libre marché capitaliste ne résiste pas à l'analyse historique : les chiffres montrent l'importance et la rentabilité de l'esclavage et de la traite aux XVIII^e et XIX^e siècles. Aujourd'hui, en Asie et en Afrique, des multinationales n'hésitent pas à avoir recours à un esclavage déguisé afin d'accroître leurs bénéfices. Pour valider la théorie d'Adam Smith il faudrait alors imaginer que ces multinationales adorent cumuler des pertes et ont recours à l'esclavage. Il est peut-être temps de nous résigner à l'évidence : le libre marché tout seul ne conduit pas à écarter l'esclavage et le travail forcé mais à le relancer car il est tout à fait rentable ! Si nous souhaitons nous en débarrasser réellement ne faudrait-il pas commencer par renouveler la philosophie politique de l'économie ? ■



3. L'émancipation a-t-elle eu lieu ?

Les XVIII^e et XIX^e siècles voient les abolitions se succéder dans le monde. Mais l'esclavage n'a pas disparu pour autant. Et sa frontière est poreuse avec les nouveaux visages du travail forcé.

Des coolies tirant une charrette remplie de bûches en 1962, à Macao, alors enclave portugaise en Chine.



Saint-Domingue, 1791

L'autre scène révolutionnaire

Parmi les révolutions atlantiques, on oublie trop souvent celle de Saint-Domingue, qui allait se solder par l'indépendance de la colonie : Haïti, son nouveau nom, devenait le premier État noir libre en Amérique.

Par **MANUEL COVO**



TOUSSAINT LOUVERTURE Cet ancien esclave, à la tête de l'île réunifiée qu'il dote d'une Constitution en 1801, est arrêté par les troupes de Bonaparte et finit sa vie au fort de Joux, dans le massif du Jura (portrait par George DeBaptiste, 1875).

Le 1^{er} janvier 1804, Jean-Jacques Dessalines proclame l'indépendance de Saint-Domingue sous le nom d'Haïti, mettant fin à plusieurs siècles d'esclavage et de traite dans cette colonie française. La création d'Haïti représente à la fois une menace et un espoir dans un monde atlantique qui reste dominé par le système colonial esclavagiste.

Saint-Domingue, colonie française qui occupait la partie occidentale de l'île d'Hispaniola – la partie orientale étant la colonie espagnole Santo Domingo –, était en révolution depuis 1789. Elle entre dans la guerre civile en 1791 et dans une guerre mondiale en 1793, devenant ainsi l'épicentre de conflits emboîtés. A elle seule, la colonie représente les deux tiers du commerce colonial français et produit plus de sucre et de café que toutes ses rivales étrangères. La traite négrière y a connu son apogée en 1789-1790 : on compte alors à Saint-Domingue entre 450 000 et 600 000 esclaves pour seulement 70 000 à 80 000 libres, dont 30 000 affranchis ou descendants d'affranchis. Les denrées les plus lucratives font l'objet d'un monopole national, mais la contrebande avec les colonies environnantes et les États-Unis est florissante. Le gouvernement britannique comme les négociants de Londres espèrent faire main basse sur la colonie.

C'est à la fois l'indépendance des États-Unis, l'effervescence de la pensée abolitionniste, le contexte révolutionnaire français, l'effondrement de l'autorité publique dans les Antilles et la longue histoire de résistance à l'esclavage qui ont rendu possible le soulèvement généralisé de toute la société coloniale. Ce sont d'abord les

DATES CLÉS

- 1791** 22 août, début du soulèvement général dans le nord de Saint-Domingue.
- 1793** Les Britanniques et les Espagnols envahissent Saint-Domingue avec l'appui des planteurs et d'anciens esclaves révoltés. A Saint-Domingue, proclamation de l'émancipation.
- 1794** 4 février, la Convention nationale à Paris ratifie l'émancipation générale.
- 1798** Toussaint Louverture, nommé chef de l'armée coloniale en 1797, chasse les Britanniques de l'île.
- 1802** Bonaparte lance une expédition à Saint-Domingue pour y rétablir l'esclavage. Toussaint Louverture est arrêté et déporté.
- 1803** 18 novembre, bataille de Vertières, qui marque la défaite définitive des troupes françaises.
- 1804** 1^{er} janvier, indépendance d'Haïti.
- 1825** Une expédition de Charles X impose à Haïti le remboursement d'une dette visant à satisfaire les anciens planteurs.



COLONS MASSACRÉS La révolte d'août 1791 secoue les sociétés coloniales et marque les esprits. Les gravures d'époque en témoignent (gravure allemande colorisée, 1791).

élites qui se déchirent : dès la réunion des états généraux de 1789, les grands planteurs blancs exigent davantage d'autonomie sur le modèle britannique, la liberté de commercer avec les États-Unis et le maintien des discriminations à l'encontre des libres de couleur. Les lobbies de ces planteurs parviennent à tenir en échec la Société des amis des Noirs en métropole et convainquent l'Assemblée constituante de conserver le système colonial d'esclavage. Mais ils n'enrayent pas la radicalisation du mouvement autonomiste dans la colonie. Les libres de couleur, qui comptent parmi eux des propriétaires d'esclaves, prennent les armes pour réclamer l'« *égalité de l'épiderme* ». Les leaders de ces différents groupes n'hésitent pas à lever des troupes d'esclaves, auxquels on promet l'émancipation tout en refusant le principe d'une abolition universelle. Les divisions des élites et la diffusion des mots d'ordre de liberté et d'égalité ouvrent une brèche dans le système de domination colonial.

AU BOIS-CAÏMAN

Dans la nuit du 22 au 23 août 1791 une insurrection sans précédent embrase la Plaine-du-Nord de Saint-Domingue. Des milliers d'esclaves, sur des dizaines de plantations, parviennent à se coordonner pour provoquer une révolte d'une ampleur inégalée, qui ravage toute la campagne environnant le port de Cap-Français. Les historiens s'interrogent sur son origine et en particulier sur la cérémonie du Bois-Caïman, au cours de laquelle

la décision est prise de déclencher l'insurrection générale. Ce rite fondateur du soulèvement révolutionnaire mêle vaudou, traditions africaines et programme politique inspiré de la Révolution française. Le nombre d'insurgés de même que leurs revendications restent peu clairs : demandaient-ils une simple atténuation du système ou l'émancipation générale ? Défendaient-ils les idées de liberté ou soutenaient-ils le roi de France jugé plus bienveillant que les « patriotes » ? Les mots d'ordre se radicalisent alors que la révolte progresse de plantation en plantation. Les insurgés ne tardent pas à prendre possession des campagnes tandis que les principales villes restent aux mains des colons. La plupart des sucreries sont détruites, une partie des planteurs massacrés, mais des témoignages évoquent aussi la clémence des esclaves vis-à-vis de leurs anciens maîtres. En métropole le traumatisme est immense : déniaient aux esclaves la capacité de s'organiser, les planteurs accusent les abolitionnistes d'avoir causé la révolte, tandis que ces derniers attribuent la brutalité du soulèvement aux machinations des royalistes.

L'effroi suscité par la révolte franchit rapidement les frontières de l'empire français. Les nouvelles circulent rapidement grâce aux journaux, mais aussi par le bouche-à-oreille des marchands, capitaines de navire, réfugiés et marins, blancs, noirs, métis. Les planteurs craignent la contagion. En Jamaïque, où prospèrent d'importantes communautés marronnes, >>>

L'AUTEUR

Professeur associé à l'université de Californie (Santa Barbara), **Manuel Covo** est notamment l'auteur de « 1791, la Révolution dans les plantations », Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Seuil, 2017. Cet article est paru dans *L'Histoire* n° 415, septembre 2015.



1791-1804 : le plus grand soulèvement d'esclaves de tous les temps

Dans la nuit du 22 au 23 août 1791 plusieurs milliers d'esclaves se soulèvent dans le nord de la colonie française. L'affranchissement des esclaves est proclamé en août-septembre 1793. Les armées républicaines, essentiellement composées de « nouveaux libres », vainquent les Espagnols, puis expulsent les Britanniques. Toussaint Louverture, commandant de l'armée victorieuse, s'installe à la tête de l'île réunifiée. En 1802 Bonaparte veut y rétablir l'esclavage. Ses troupes sont battues à Vertières le 18 novembre 1803.

>>> le gouverneur demande des troupes supplémentaires afin de protéger les libres de l'« ennemi intérieur ». A Cuba, si proche d'Hispaniola, les planteurs redoutent que les esclaves locaux ne se soulèvent à leur tour, mais se réjouissent surtout de voir la production sucrière de Saint-Domingue s'effondrer : loin de contenir leur appétit pour de nouveaux esclaves, l'événement y intensifie la traite négrière.

L'interprétation de l'événement est sujette à débat. La presse américaine estime que l'insurrection est le fruit des cruautés dont les planteurs français se sont rendus coupables : selon certains de ces journaux, les esclaves étant mieux traités aux États-Unis, les Blancs n'ont rien à craindre. Les abolitionnistes britanniques estiment au contraire que ces massacres se produiront également dans les colonies britanniques si l'empire n'abolit pas graduellement l'esclavage. Londres saisit l'occasion pour tenter de ravir les colonies antillaises avec la complicité des planteurs d'Hispaniola et lance une expédition à Saint-Domingue, où les troupes britanniques joignent leurs forces aux armées espagnoles de Santo Domingo. La partie française de l'île est ainsi progressivement dépecée par les Britanniques et les Espagnols.

Sonthonax et Polverel, commissaires envoyés sur place par l'Assemblée nationale pour imposer l'égalité entre les libres de couleur et rétablir l'ordre, sont confrontés à une multitude de conflits, qui aboutissent à la destruction du principal port de la colonie, Cap-Français. L'événement les résout à proclamer dès 1793 l'émancipation générale, qui est ratifiée, non sans mal, par la Convention nationale le 4 février 1794. La Guadeloupe applique la mesure, mais non la Martinique, occupée par les Britanniques, ni, dans l'océan Indien, l'île Maurice, où les colons refusent de la mettre en œuvre.

Pendant quelques années, la France, malgré les pressions des planteurs, assume l'abolition et déclare

les colonies partie intégrante de la République. C'est dans ce contexte troublé qu'émerge la figure de Toussaint Louverture, affranchi et Noir libre, qui décide de soutenir la France après avoir combattu pour les Espagnols, car la République l'a convaincu qu'elle ne remettrait pas en cause l'abolition. Excellent tacticien et habile politique, il parvient à consolider les armées françaises et à déloger les Britanniques en 1798. Favorable à l'économie de plantation, il appelle le retour des colons blancs à Saint-Domingue pour relancer la production, tout en refusant le rétablissement de l'esclavage, même s'il restreint les droits des cultivateurs en leur interdisant de quitter leur habitation, et contribue à la militarisation du travail. Son but est d'imposer son autorité sur l'ensemble de l'île. Aussi se lance-t-il dans une guerre contre le général André Rigaud, « mulâtre », qui aspire également à représenter la République française. Plus puissant, Toussaint parvient à chasser Rigaud, puis à incorporer la partie orientale d'Hispaniola, jusque-là occupée par les Espagnols. L'île se voit ainsi réunifiée.

Saint-Domingue devient un îlot de liberté dans une mer esclavagiste. Secouée par la guerre maritime, la multiplication des occupations étrangères et la prolifération

Haïti joue le rôle de modèle des révoltes caribéennes et des révolutions sud-américaines

des révoltes, la région tout entière, de Curaçao à Sainte-Lucie, de Caracas à La Nouvelle-Orléans, est profondément bouleversée. Dans les rues de Kingston, capitale de la Jamaïque, on entend alors chanter : « *One, two, three, All the same, Black, White, Brown.* »

Cependant, Toussaint Louverture tâche de rassurer ses puissants voisins et d'assurer la pérennité de ce nouveau *modus vivendi* entre la colonie et la métropole. Contre l'avis du Directoire à Paris, il traite avec la Grande-Bretagne et les États-Unis afin de rétablir le commerce de la colonie et d'obtenir un soutien naval dans sa lutte armée contre Rigaud. Toussaint va jusqu'à dénoncer un complot fomenté par des républicains et destiné à provoquer une grande insurrection servile en Jamaïque. Le général noir bénéficie de surcroît d'un certain prestige aux États-Unis, car nombre d'Américains le créditent d'avoir rétabli le système de la plantation. En 1801 il dote la colonie d'une Constitution propre, conçue par d'anciens planteurs, et est proclamé gouverneur à vie.

Mais, après le coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), la résurgence du lobby colonial au sommet de l'État français et les préliminaires de paix avec la Grande-Bretagne fragilisent cet arrangement. La Constitution consulaire de l'an VIII restaure le principe des « lois spéciales » dans les colonies, c'est-à-dire d'un droit dérogatoire rendant le rétablissement de l'esclavage juridiquement possible.

En 1802 une expédition de plus de 20 000 soldats profite de la paix provisoire avec la Grande-Bretagne pour débarquer à Saint-Domingue. A la tête de ces forces considérables, le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, l'emporte rapidement. Toussaint est victime d'un piège tendu par Leclerc. Déporté en Europe, il est incarcéré dans la prison la plus froide du territoire, au fort de Joux, dans le massif du Jura, où il meurt.

VENTE DE LA LOUISIANE

Toutefois, la résistance redouble de vigueur lorsque Saint-Domingue apprend que le général Richépanse rétablit l'esclavage en Guadeloupe. Dès lors s'engagent les combats les plus violents de toute la période, dans un contexte apocalyptique marqué par la reprise de la guerre contre la Grande-Bretagne, les pénuries alimentaires et une flambée de fièvre jaune. Soldats et administrateurs périssent les uns après les autres – Leclerc n'y survit pas –, tandis que les officiers franchissent de nouveaux seuils de violence. Les armées haïtiennes, menées par Dessalines, Christophe et Pétion, prennent cependant l'avantage : la bataille de Vertières, le 18 novembre 1803, marque leur victoire définitive. Les Français sont expulsés et le, 1^{er} janvier 1804, la colonie devient un État indépendant, Haïti.

Cette défaite détermine Bonaparte à vendre la Louisiane aux États-Unis : conçue comme une périphérie coloniale de Saint-Domingue, la région est désormais inutile. La Martinique et la Guadeloupe rentrent quant à elles dans le giron colonial esclavagiste.

La déclaration d'indépendance impose à Haïti de renégocier son statut dans un environnement hostile. Le président Thomas Jefferson, sous la pression de Bonaparte et sensible aux arguments du groupe des planteurs dont il est issu, impose un embargo destiné à isoler Haïti. Les États-Unis refusent de reconnaître l'État

À SAVOIR

Haïti : le lourd fardeau de la dette à la France

En 1825 l'État français impose à Haïti de dédommager les propriétaires d'esclaves. Le montant de la dette est fixé à 150 millions de francs-or. L'État doit emprunter à des banques françaises et les derniers paiements sont versés dans les années 1950. Alors qu'en 1904 le président français avait refusé de se rendre au centenaire de l'indépendance d'Haïti en raison du retard des paiements, Jacques Chirac ne participa pas non plus aux cérémonies du bicentenaire en 2004, voulant éviter cette fois toute discussion à propos d'une possible restitution de cette dette à Haïti. Un an avant, le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, avait en effet réclamé des réparations de 21,7 milliards de dollars.



DÉSASTRES Une famille réfugiée dans un camp aux Cayes après le tremblement de terre d'août 2021.

haïtien jusqu'à la guerre de Sécession en 1861 tandis que les Britanniques opposent une fin de non-recevoir aux avances haïtiennes. Du côté français, l'expédition de Charles X en 1825 impose au gouvernement haïtien le remboursement d'une dette de 150 millions de francs-or, destinée à compenser les pertes des planteurs. La dette pèsera lourdement sur l'économie haïtienne. Le pays est déclassé au profit de Cuba ou de la Louisiane.

Haïti joue cependant le rôle de modèle, voire de base arrière, des révoltes caribéennes et des révolutions sud-américaines. A Cuba, en 1813, la révolte servile d'Aponte s'inspire de l'exemple dominicain, mais est réprimée dans le sang. Les répercussions mondiales de la révolution haïtienne sont donc loin d'être univoques. La révolte d'esclaves fut une source d'effroi et d'inspiration, une catastrophe économique et une aubaine, une obsession et un événement occulté. ■

Le long combat de l'abolition

L'idée que l'esclavage était une insulte à l'humanité est apparue progressivement. Si les esclaves ont résisté dès le ^{xvi}^e siècle, ce n'est qu'au ^{xviii}^e siècle que s'organise la cause pour l'émancipation. La lutte des abolitionnistes accompagna ainsi celle des esclaves pendant plus d'un siècle.

Par **NELLY SCHMIDT**

Les premiers à se mobiliser contre la traite et l'esclavage furent les esclaves eux-mêmes. Dès leur emprisonnement dans les *baracoons*¹ des côtes africaines et jusqu'aux ports des colonies caribéennes et américaines dans lesquels ils étaient vendus, ils s'élevèrent contre leur sort. Menaces de rébellion, révoltes effectives, formes individuelles de résistance, se produisirent par dizaines chaque année aux Caraïbes et dans les Amériques du Nord et du Sud. Elles provoquèrent, de la part de toutes les puissances coloniales et esclavagistes, l'élaboration de législations de contrôle social et de répression. Les esclaves participèrent aussi au combat abolitionniste à travers leurs récits, *slave narratives*, écrits dès la fin du ^{xviii}^e siècle, aux fins de raconter les horreurs de l'esclavage et de précipiter l'abolition.

Parmi les Occidentaux, c'est un groupe de protestants de Pennsylvanie, les quakers, qui, motivés par les valeurs morales et religieuses, furent les premiers, à la fin du ^{xvii}^e siècle, à plaider la cause de l'émancipation des esclaves dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord. En 1688 cette communauté s'éleva contre le fait « d'acheter et de garder des nègres ». En 1774-1775 les quakers décidèrent d'exclure de leurs rangs ceux qui pratiquaient le trafic négrier et possédaient des esclaves.

A partir de 1776, le débat se nourrit des principes énoncés dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Plusieurs États du Nord s'engagèrent dans la voie de l'abolition : le Vermont interdit l'esclavage dans sa Constitution en 1777, suivi par le Massachusetts et par le New Hampshire. La Pennsylvanie, le Rhode Island et le Connecticut décrétèrent à leur tour une émancipation progressive.

En Grande-Bretagne, la conquête de l'Inde, dans la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle, puis l'indépendance des États-Unis modifièrent la politique coloniale. Les colonies esclavagistes des Caraïbes, notamment, n'occupaient plus qu'un rang secondaire par rapport aux ressources que semblait offrir l'Asie. Dans

le prolongement du mouvement religieux lancé par le prédicateur John Wesley², un courant humaniste se développa à partir de 1780. Rassemblé autour de personnalités telles que James Ramsay, auteur d'un *Essai sur le traitement et la conversion des esclaves africains dans les colonies à sucre britanniques* ou William Wilberforce, jeune député qui s'attacha

CONDORCET « Réduire un homme à l'esclavage, l'acheter, le vendre, le retenir dans la servitude, ce sont de véritables crimes, et des crimes pires que le vol », écrit Condorcet en 1781. Il est l'un des seuls philosophes des Lumières à condamner catégoriquement l'esclavage.



au sort des captifs de traite et des esclaves, il dénonçait cette forme d'aliénation totale de l'homme. A la même époque, en France, les écrivains des Lumières s'insurgeaient contre ces « crimes » bafouant la dignité de la personne humaine. Dès 1755, l'*Encyclopédie* fustigeait dans l'esclavage « un droit fondé sur la force, lequel droit rend un homme tellement propre à un autre homme qu'il est le maître absolu de sa vie, de ses biens et de sa liberté ». Cependant, tous ne remettaient pas en cause le système esclavagiste de manière aussi catégorique. Montesquieu, s'il estimait l'esclavage « contre-nature dans certains pays de la Terre », le jugeait « nécessaire aux colonies » (*De l'esprit des lois*, XV, 8). C'est à une autre grande figure des Lumières, le marquis de Condorcet, que l'on doit un engagement déterminé en faveur de la cause des esclaves. Il proposait un affranchissement graduel et le rachat des esclaves. La publication de ses *Réflexions sur l'esclavage des nègres* en 1781, après celle de l'*Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, ouvrage collectif attribué à l'abbé Raynal, sensibilisa l'opinion européenne éclairée.

TOUT COMMENCE À SAINT-DOMINGUE

Cependant, les circuits transatlantiques de la traite rapportaient, en cette fin du XVIII^e siècle, des bénéfices jusqu'alors inégalés. Cela, bien sûr, n'incitait pas à œuvrer pour son interdiction. L'élan décisif vint, en France, de l'influence des Britanniques. Fondée outre-Manche en 1787, la Société pour l'abolition de la traite servit de modèle à la Société des amis des Noirs créée à Paris en 1788 par Brissot et Clavière, puis à la Société des amis des Noirs et des colonies (1796-1799³). L'argumentation développée dans ces sociétés était quasiment calquée sur celle des abolitionnistes anglais. Mirabeau, lui-même auteur d'un discours-mémoire contre la traite négrière, La Fayette, le théologien Frossard, intellectuel libéral, l'abbé Grégoire et Condorcet prirent une part active aux travaux de la société.

Mais la première société abolitionniste française ne demanda que l'interdiction de la traite, craignant un échec global si elle réclamait aussi la suppression de l'esclavage. Il semblait plus facile d'arrêter un trafic plutôt que de revenir sur le résultat de deux siècles de traite et de rendre libres d'un coup plusieurs centaines de milliers d'esclaves, ce qui nécessitait aussi d'indemniser les planteurs.

Dans la colonie française de Saint-Domingue, où débuta le processus séculaire international de suppression de l'esclavage, les esclaves s'insurgèrent en août 1791 pour réclamer l'abolition du système esclavagiste et finirent par obtenir l'abolition immédiate et sans conditions de l'esclavage dans la colonie le 29 août 1793 (cf. p. 74). Sous la pression et face aux menaces d'occupation de la colonie par les Britanniques et les Espagnols, la Convention généralisa la mesure le 4 février 1794 (16 pluviôse an II). Celle-ci devenait applicable à la Guadeloupe et à la Guyane – la Martinique étant alors occupée par



LES MUTINÉS DE L'« AMISTAD »

Sur ce tableau du XIX^e siècle le peintre a représenté Cinqué, le chef des rebelles de l'*Amistad*. En 1839, 53 esclaves ont pris le contrôle de ce bateau qui les transportait vers les plantations cubaines. Intercepté, le navire est ramené à New London. Libérés après un procès, les mutins repartent en Sierra Leone en 1842. Les ondes de choc de cette prouesse ont contribué à la radicalisation du mouvement anti-esclavagiste.

© Marcus Rediker, *L'Histoire* n° 415, septembre 2015

les Britanniques. Mais elle demeura sans effet à l'île Bourbon (la Réunion actuelle) et à l'île de France (île Maurice) par suite de l'opposition des planteurs. La Révolution proclamait donc l'abolition de l'esclavage sous la contrainte de la rébellion de Saint-Domingue.

Et rares étaient ceux qui faisaient de cette cause une priorité.

Mais la mesure abolitionniste prise par la Convention fut bien vite annulée. Sous la pression du lobby sucrier, Napoléon Bonaparte fit adopter le 20 mai 1802 une loi qui rétablissait l'esclavage conformément à la législation antérieure à 1789. Le futur empereur confirmait aussi la légalité de la traite, qu'aucune mesure n'avait en fait jamais interdite. Ce retour à l'Ancien Régime provoqua des mouvements de révolte. Une guerre particulièrement dure éclata en Guadeloupe et à Saint-Domingue, où des expéditions militaires furent >>>

L'AUTEURE

Directrice de recherche émérite au CNRS-Sorbonne Université, **Nelly Schmidt** a notamment publié *La France a-t-elle aboli l'esclavage ?* (Perrin, 2009). Cet article est la version actualisée de « Combats pour une abolition inachevée », *L'Histoire* n° 280, octobre 2003.

NOTES

1. Enclos rudimentaires sur les côtes africaines dans lesquels étaient parqués et négociés les captifs avant leur embarquement vers l'Amérique.
2. John Wesley est le fondateur du méthodisme, doctrine protestante prônant un retour aux sources de la Réforme, affirmant la liberté humaine et la conviction intérieure comme signe suffisant du salut.



MOBILISATION En 1840 Londres accueille la première Convention mondiale contre l'esclavage. Au centre de ce tableau de Haydon (1841), Thomas Clarkson, l'un des principaux militants abolitionnistes anglais.

DATES CLÉS

- 1688** En Pennsylvanie, la communauté quaker plaide pour l'émancipation des esclaves dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord.
- 1787** Fondation au Royaume-Uni de la Société pour l'abolition de la traite, modèle de la Société des amis des Noirs formée en 1788 à Paris.
- 1793** Les esclaves révoltés de Saint-Domingue obtiennent leur libération.
- 1794** En France, la Convention abolit l'esclavage. Bonaparte le rétablit en 1802.
- 1804** Déclaration d'indépendance de Saint-Domingue sous le nom d'Haïti.
- 1807** L'Angleterre interdit la traite négrière.
- 1815** A Vienne, les puissances européennes s'engagent à abolir la traite.
- 1833** Abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises, en partie motivée par la révolte d'esclaves en Jamaïque en 1831-1832.
- 1848** La II^e République abolit l'esclavage dans les colonies françaises.
- 1861** Abolition du servage en Russie.
- 1865** Aux États-Unis, abolition fédérale de l'esclavage.
- 1869** Le Portugal met fin à l'esclavage sur tous ses territoires.
- 1873** Abolition de l'esclavage à Porto Rico, colonie espagnole.
- 1886** Abolition de l'esclavage à Cuba.
- 1888** Le Brésil est le dernier pays d'Amérique à interdire l'esclavage.

NOTE

3. Le registre des délibérations de la société est en ligne : www.unicaen.fr/magazine/san

>>> envoyées. En Guadeloupe, l'esclavage et l'ordre colonial étaient rétablis le 16 juillet 1802, en mai 1803 en Guyane. Mais à Saint-Domingue, les troupes françaises étaient vaincues par les insurgés et la colonie proclamait son indépendance le 1^{er} janvier 1804. Pendant ces événements sanglants la plupart des partisans de la suppression de l'esclavage s'étaient tus, à l'exception notable de l'abbé Grégoire.

INTERCEPTER LES NÉGRIERS

C'est en Angleterre qu'avaient été élaborés les premiers projets d'action concrète contre la traite puis contre l'esclavage. En 1787, la prolifération des pétitions et la création d'une Société pour l'abolition de la traite avaient ouvert un débat au Parlement, au terme duquel Wilberforce fit voter l'abolition de la traite négrière en 1807. L'Angleterre, après avoir maîtrisé pendant deux siècles le trafic négrier, prenait ainsi la tête des courants abolitionnistes mondiaux. Au niveau européen, les délégués du congrès de Vienne, réunis pour établir une paix durable après les guerres napoléoniennes, estimèrent en 1815 que la « *traite des nègres d'Afrique répugn[ait] aux principes d'humanité et de morale universelle* ».

L'Angleterre signa des conventions avec la France à partir de 1830 pour une collaboration dans la répression de la traite. Les Britanniques mirent en place un réseau de « croisières » transatlantiques, navires chargés de traquer et d'intercepter les négriers. Mais la répression en mer à laquelle se livra la Royal Navy ne réussit à capturer que 4 % des cargaisons humaines. Jusqu'à

la fin du XIX^e siècle celles-ci continuèrent de traverser illégalement l'océan Atlantique.

Un combat restait à mener : celui de l'abolition de l'esclavage lui-même, à laquelle seule la rébellion des esclaves de Saint-Domingue survenue en août 1791 avait abouti en 1793. L'émotion suscitée par ces événements puis par l'insurrection des esclaves de Jamaïque en 1831-1832 renforça la position des partisans de l'abolition de l'esclavage au sein du Parlement britannique.

Le 28 août 1833 le « *décret pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques, pour le développement du travail des esclaves émancipés et pour indemniser les personnes ayant droit aux services de ces esclaves* » fut voté à la Chambre des communes. Il entra en vigueur un an plus tard. Le décret obligeait les esclaves à une période d'apprentissage de six à huit ans chez leurs maîtres, et une confortable indemnité était versée à leurs anciens propriétaires.

L'IMPULSION BRITANNIQUE

En France, l'exemple britannique constitua un formidable précédent. Les délégués de la British and Foreign Anti-Slavery Society effectuaient de fréquentes tournées abolitionnistes sur le Continent, où ils finançaient des publications, encourageaient campagnes de conférences et pétitions. Ils étaient présents lors de la création à Paris d'un Comité pour l'abolition de la traite et de l'esclavage au sein de la Société de la morale chrétienne en 1822, puis, en 1834, lors de la fondation de la Société française pour l'abolition de l'esclavage qui en émanait. C'est en 1834 également que le Martiniquais Cyrille Bissette, descendant d'esclaves, réclamait – en pionnier – l'abolition « *complète et immédiate* » de l'esclavage dans les colonies françaises.

De son côté, à la suite d'un voyage aux Caraïbes en 1840-1841, le Français Victor Schoelcher élaborait un plan de réorganisation économique et sociale des sociétés coloniales sans esclavage. Mais les projets d'émancipation se heurtaient à deux obstacles : d'une part l'alternative entre abolition immédiate ou progressive, d'autre part la question de l'indemnité à verser aux planteurs. Face à la résistance des planteurs, armateurs et d'une majorité de parlementaires, le mouvement abolitionniste montrait ainsi ses faiblesses et ses silences sur de nombreux aspects du système esclavagiste, en particulier les phénomènes de résistance des esclaves.

Il fallut attendre 1848 et l'instauration de la II^e République pour qu'en France l'esclavage soit aboli. Victor Schoelcher, nommé sous-secrétaire d'État à la Marine et aux Colonies et président de la Commission d'abolition de l'esclavage, réussit à imposer une émancipation immédiate et complète.

L'équipe gouvernementale était pourtant peu ouverte à des transformations si brusques dans les colonies. Le Gouvernement provisoire constitué en février 1848 avait envisagé la suppression de l'esclavage, mais il avait prévu d'en confier la décision à l'Assemblée constituante prochainement élue. Schoelcher accéléra le processus. Le décret du 27 avril 1848 stipulait que l'abolition était « *immédiate et complète* ». Les « *nouveaux libres* » devenaient « *nouveaux citoyens* », appelés à élire

Schoelcher ou l'ambiguïté républicaine

La consécration d'un homme, l'abolitionniste

Victor Schoelcher (1804-

1893), considéré comme

ayant mis fin à un esclavage

pluriséculaire en 1848,

a longtemps masqué un

processus beaucoup plus

complexe. Le mythe de la

république libératrice et

assimilatrice se cristallisa sur son

nom alors que Schoelcher lui-même

confiait en 1848 son étonnement et

sa déception qu'il eût été « *si long et si*

difficile de tuer l'esclavage sous la république ». Promoteur de la

citoyenneté et du droit commun pour tous contre le passe-droit

colonial, il demeure l'un des grands témoins des atrocités de la

servitude, de la résistance continuelle des esclaves et des premiers

temps de la liberté en Haïti. Ce parlementaire élu en Guadeloupe

et en Martinique demeure aussi un symbole de l'ambiguïté

républicaine. Voyant dans l'expansion coloniale un « *magnifique*

mouvement de civilisation qui sera une nouvelle gloire pour

le XIX^e siècle », il n'en qualifiait pas moins la prise de possession

de la Nouvelle-Calédonie en 1853 de « *vol à main armée* » qui

conduirait « *au bagne dans tout pays civilisé* ». L'abolition fut bien

proclamée en 1848 mais une « *police du travail* » et une politique

de restriction, voire de négation des libertés lui emboîta le pas, ce

que Schoelcher, alors proscrit sous le Second Empire, put qualifier

d'« *attentats à la liberté individuelle* ». Mais le mythe schoelcherien

était né, et avec lui une politique de l'oubli du passé qui s'avéra

particulièrement efficace, prolongeant ses effets jusqu'à nos jours.

Le mouvement des déboulonnages de statues de Victor Schoelcher

à partir de mai 2021 en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane

peut être perçu comme l'expression d'un profond besoin

d'histoire, qu'il serait erroné de condamner sans évoquer les

mythifications de personnages et d'événements qui jalonnent le

passé des mondes coloniaux.

N. S.



leurs représentants à l'Assemblée constituante au suffrage universel masculin. Leurs anciens propriétaires seraient indemnisés, tandis que les esclaves libérés ne recevraient ni indemnisation ni terre – comme chez les Britanniques⁴. Lorsqu'il proposa la double indemnisation des propriétaires et des esclaves, Schoelcher se heurta à l'opposition quasi unanime des membres de la Commission d'abolition et de la Commission de l'indemnité coloniale. Il fit également face à l'ignorance volontaire du Comité des colonies de l'Assemblée nationale à l'égard du décret du 27 avril lui-même et de ses propositions concernant l'indemnité. Quatre ans plus tard, en 1852, le gouvernement français adoptait les premiers décrets permettant de recruter des travailleurs libres sous contrat, en Inde, puis en Afrique à nouveau, et en Chine à destination de ses colonies des Caraïbes. >>>

NOTE

4. Cf. les travaux du Centre de recherches Caraïbes-Amériques, fondé par Oruno D. Lara et Inez Lara.

POURQUOI BONAPARTE A RÉTABLI L'ESCLAVAGE

Quand Napoléon Bonaparte arrive au pouvoir en 1799, la Constitution supprime l'identité législative entre la métropole et les départements coloniaux. Ces derniers n'ont plus de députés dans les Assemblées, les élections locales sont supprimées : ils redeviennent des colonies soumises à des lois spéciales. Toutefois Bonaparte conserve le *statu quo* pour l'application inégale de l'abolition de l'esclavage. « A Saint-Domingue et à la Guadeloupe, il n'y a plus d'esclaves ; tout y est libre ; tout y restera libre », déclare-t-il le 22 octobre 1801. Tant que la guerre dure avec la Grande-Bretagne, Bonaparte accepte le pouvoir de Toussaint Louverture à Saint-Domingue. Mais dès l'automne 1801 il change de stratégie. La signature des préliminaires de paix le 1^{er} octobre, le comportement de plus en plus autonomiste de Toussaint Louverture et le renvoi du représentant du régime en Guadeloupe le poussent à envoyer des expéditions dans ces îles. Il s'agit de se débarrasser des derniers obstacles à son autorité. Le 13 novembre 1801, dans une lettre à Talleyrand, Bonaparte motive cette décision par « la nécessité d'étouffer, dans toutes les parties du monde, toute espèce de germe d'inquiétude et de troubles ». Autrement dit, il tient plus à rétablir son autorité que l'esclavage.

Mais l'anéantissement du pouvoir de Toussaint Louverture nécessite une période de paix : « Saint-Domingue, reconquis par les Blancs, serait pendant bien des années un point faible qui aurait besoin de l'appui de la paix et de la métropole ». Alors que le traité de paix définitif avec les Britanniques n'est pas encore signé et afin que ceux-ci ne menacent pas la mission Leclerc, il leur signifie que, s'il devait renvoyer l'expédition à une autre année, il serait « obligé de reconnaître Toussaint, de renoncer à Saint-Domingue, et d'y constituer des Noirs français, ce qui [...] serait très avantageux à la République sous le point de vue de la puissance militaire ».

Le retour à la paix permet à Bonaparte de maintenir

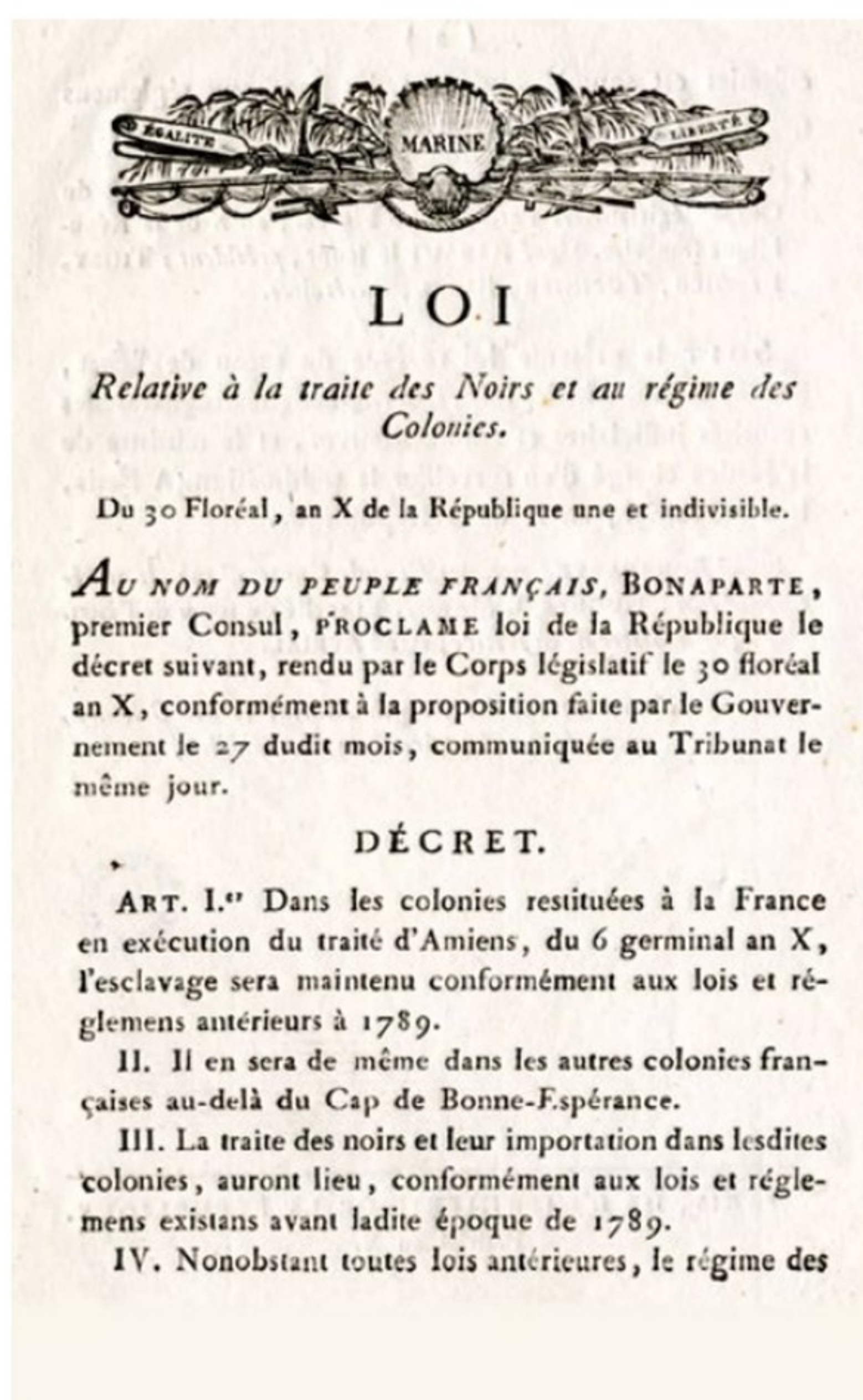
l'esclavage dans les colonies où il n'avait pas été aboli, en Martinique, à l'île Bourbon (La Réunion) et à l'île de France (île Maurice) par la loi du 20 mai 1802. Il veut à tout prix éviter de nouveaux troubles révolutionnaires : « La Martinique a conservé l'esclavage, et l'esclavage y sera conservé. Il en a trop coûté à l'humanité pour tenter encore, dans cette partie, une révolution nouvelle. » Le maintien de l'esclavage est donc motivé par sa volonté de conserver l'ordre social mais aussi économique. Ses décisions dépendent également des rapports de force locaux. Ainsi, le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe adopté le 16 juillet 1802 entérine le succès de l'expédition chargée d'y restaurer l'ordre au prix d'un bain de sang. Par cette mesure, qu'il n'avait pas initialement envisagée, Bonaparte veut que l'île « reçoive l'expiation qui lui est due, par un entier rétablissement de l'obéissance envers le gouvernement ».

C'est l'administrateur de la Guyane qui demande le retour de l'esclavage. Alors qu'un système couplant servage et esclavage avait été envisagé dans un premier temps, l'esclavage y est rétabli le 29 mai 1803.

A Saint-Domingue, après le succès de l'expédition Leclerc et la déportation de Toussaint Louverture en métropole en juin 1802, Bonaparte envisage de rétablir l'esclavage. Néanmoins, l'échec final du corps expéditionnaire, lié à la défection des troupes de couleur informées du rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe, à la fièvre jaune et à la reprise de la guerre avec la Grande-Bretagne (avril 1803), entraîne l'indépendance de ce territoire sous le nom d'Haïti, le 1^{er} janvier 1804.

La chronologie différenciée des dates de maintien ou de rétablissement de l'esclavage est révélatrice de la politique opportuniste de Bonaparte, qui se fonde sur l'analyse des rapports de force locaux et internationaux. D'ailleurs, le 29 mars 1815, lors des Cent-Jours, c'est pour tenter d'amadouer les Britanniques qu'il abolit la traite négrière.

**Frédéric Régent,
maître de conférences
à Paris-I-Panthéon-Sorbonne**



>>> Leur sort provoqua la dénonciation d'un « second esclavage ».

De l'autre côté de l'Atlantique, une autre procédure d'émancipation des esclaves était apparue dans les colonies espagnoles des Amériques, dans le contexte de conflits armés. Ce fut le cas en Amérique du Sud, à l'époque de Bolívar, et à Cuba, pendant la guerre de Dix Ans (1868-1878)⁵. Les esclaves se voyaient promettre leur libération en échange de leur engagement dans les armées levées contre l'Espagne. La loi proposée par Segismundo Moret, ministre espagnol des Outre-Mer, fut votée par les Cortes en 1870. Elle fut appliquée à Porto Rico en 1873, puis de manière progressive à Cuba entre 1880 et 1886. Enfin, au terme d'un long siècle d'introduction de captifs par la traite clandestine, le Brésil promulguait en 1888 la dernière abolition de l'esclavage aux Amériques (cf. p. 60).

Dans le nord des États-Unis, qui s'industrialisait rapidement au XIX^e siècle, les protestants avaient obtenu l'abolition depuis près d'un siècle. Dans le Sud, en revanche, secoué par de nombreuses révoltes, la prospérité cotonnière paraissait indissociable de « l'institution particulière ». Une longue campagne abolitionniste commença au début des années 1830, dans laquelle intervinrent hommes politiques, religieux, et de multiples comités féminins et de Noirs libres établis dans les États du Nord. D'autres abolitionnistes organisaient des maquis, comme John Brown en Virginie, qui fut fait prisonnier et pendu en 1859.

Le Parti républicain inscrivit l'abolition à son programme en 1854, que le président Lincoln appliqua en 1865 à l'issue de la guerre de Sécession. En réaction, en décembre de la même année, se forma le Ku Klux Klan dans l'État du Tennessee. Dans le sud des États-Unis, un siècle de ségrégation allait succéder à l'abolition.

À la fin du XIX^e siècle le père Lavigerie se lança dans le combat contre l'esclavage en Afrique. Il s'agissait de mettre un terme au trafic terrestre d'esclaves, auquel se livraient encore les musulmans à travers le continent, en confiant à des missionnaires soldats, les Pères blancs, une occupation des terres par la colonisation agricole. Au niveau des chancelleries, la conférence de Berlin, réunie à l'initiative de Bismarck en 1884-1885, affirma l'intention des Européens d'œuvrer en faveur de l'abolition de la traite et de l'esclavage dans les territoires colonisés. En 1890, la conférence anti-esclavagiste de Bruxelles confirmait que les abolitionnistes suivraient les voies ouvertes par les armées coloniales vers l'intérieur du continent africain.

Le principe de l'accès des populations conquises aux droits civiques, à l'école, au marché mondial, faisant l'unanimité à la fin du XIX^e siècle dans les milieux politiques européens, les abolitionnistes du temps furent de fervents partisans de l'expansion coloniale européenne. ■



GUERRE DE SÉCESSION Aux États-Unis, il a fallu une guerre (1861-1865) pour que soit aboli l'esclavage. Les Noirs, libres et esclaves, ont aidé à la victoire (ici, en Virginie, en novembre 1864).

DANS LE TEXTE

« Comme ils transigent avec ce crime »

« L'esclavage est un crime : c'est ce que répètent à l'envi tous les abolitionnistes [sic]. Mais si l'on vient ensuite à considérer comment ils transigent avec ce crime et en laissent ajourner, de leur propre consentement, la pleine réparation, on est forcé d'admettre l'une des hypothèses suivantes : ou bien ces abolitionnistes ne comprennent pas la portée du mot qu'ils prononcent, ou ils ont des raisons assez puissantes pour se tranquilliser sur la prolongation d'un crime, ou enfin ils ne sentent pas à quoi ils sont personnellement obligés dans une pareille question. Mais après avoir examiné, il faut parler. [...] Je sais qu'il existe déjà des Sociétés abolitionnistes en France. Loin de moi la pensée de nier leurs bonnes intentions, et de jeter le moindre blâme sur les noms honorables dont leur liste est formée ! [...] C'est une mêlée de bons esprits et de cœurs généreux : ce n'est pas une armée disciplinée ; et au lieu de mettre en commun des convictions et des volontés, ils paraissent n'y avoir mis que leurs doutes et leurs hésitations. »

Guillaume de Felice, Émancipation immédiate et complète des esclaves. Appel aux abolitionnistes, Delay, 1846.

NOTE

5. Considérée comme la première guerre de libération cubaine, elle a inauguré un processus de destruction du système esclavagiste.

What if... ?

Les femmes ou la double domination

A travers le récit d'une libération de captives en 1870 au Soudan, Benedetta Rossi se livre à un exercice qui éclaire l'ambiguïté du mouvement abolitionniste pour les femmes, victimes de prédation sexuelle.

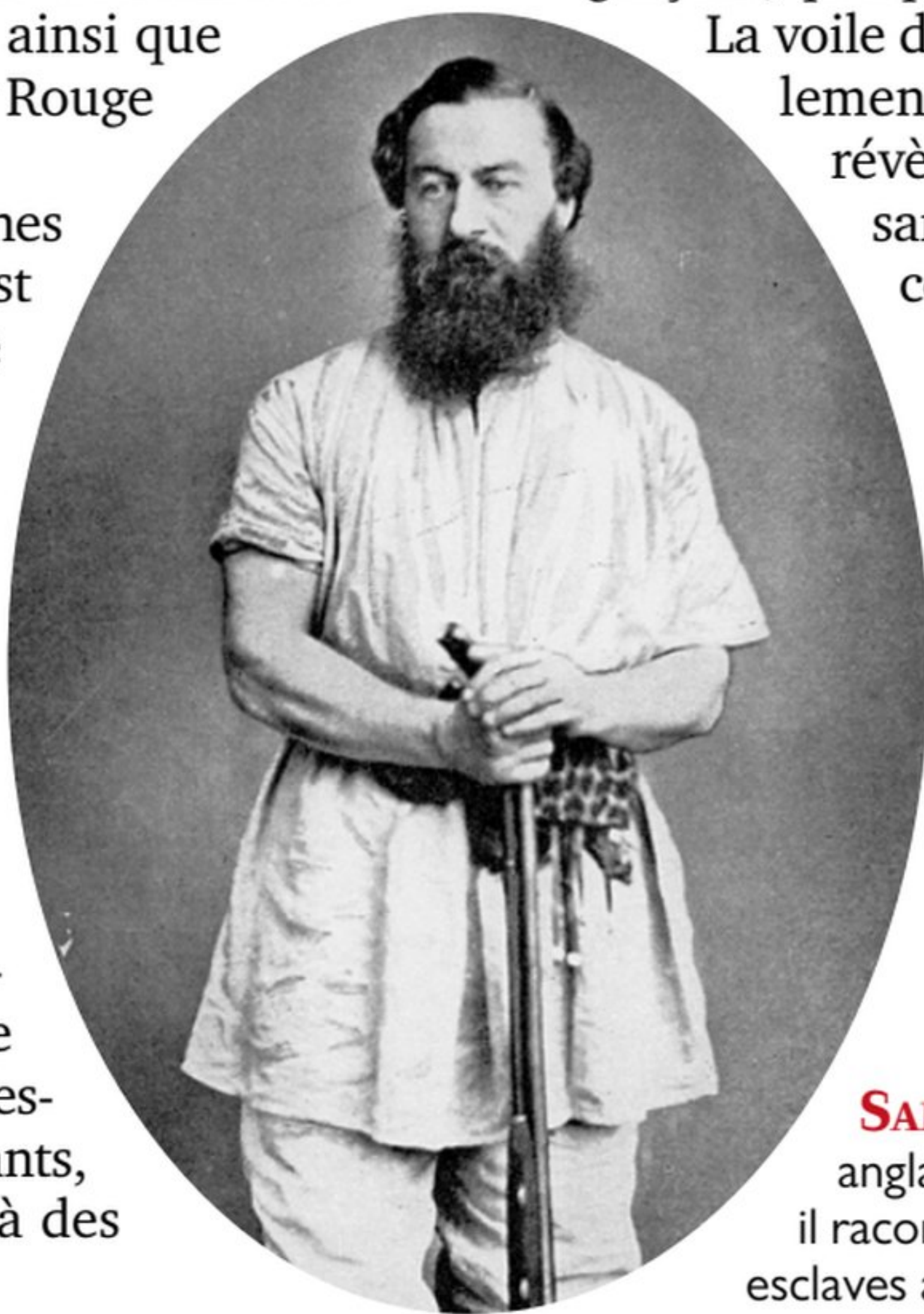
Par **BENEDETTA ROSSI**

En avril 1862, à son arrivée à Gallabat (à la frontière actuelle entre le Soudan et l'Éthiopie), l'explorateur anglais Samuel W. Baker visite un marché d'esclaves où sont exposées de nombreuses et « *ravisantes captives, à la belle carnation sombre, aux traits délicats et aux yeux de gazelle* ». Vendues par des trafiquants locaux et destinées à des harems, elles témoignent d'un commerce d'esclaves alors bien établi qui met en contact l'Abyssinie et le Soudan avec d'importants marchés en Égypte ainsi que dans les villes portuaires de la mer Rouge et de l'océan Indien.

Contrairement à ce que ces lignes pourraient faire croire, Baker n'est absolument pas un défenseur de l'esclavage. A peine dix ans plus tard, en 1869, il est chargé par le khédivé d'Égypte Ismaïl Pacha de prendre la tête d'une expédition pour démanteler l'esclavage au Soudan et en Afrique centrale. Dans *Ismailia*, le récit qu'en livre Baker, les marchands d'esclaves n'exhibent plus les femmes à vendre, mais opèrent clandestinement¹. Baker a désormais le pouvoir d'arrêter ces marchands d'esclaves. Pour intercepter les trafiquants, il plante des camps militaires à des endroits clés le long du Nil Blanc.

Le 10 mai 1870 un vaisseau approche l'un d'entre eux, Tewfikeeyah, au sud de Fachoda. Quand, sur ordre de Baker, le colonel Abd el-Kader monte à bord, il trouve le bateau rempli de blé en vrac. Méfiant, il arrache une baguette d'acier du fusil d'un soldat et sonde la masse de blé. Une captive cachée sous les céréales laisse échapper un petit cri. Elle sent une main fouiller dans le blé, l'attraper par le poignet pour l'extirper. Très vite, 150 personnes, surtout des femmes, des filles et de jeunes garçons, quelques-uns enchaînés, sont découverts.

La voile de la grand-vergue semble anormalement pleine et lourde : déroulée, elle révèle une jeune femme. Noire, fertile, sans doute d'une beauté remarquable, comme les jeunes filles à vendre près d'une décennie plus tôt à Gallabat, elle avait été dissimulée à bord avec beaucoup de soin. Le profit escompté était bien supérieur à celui qu'on pouvait tirer de corps plus vieux, ou enfantins ou masculins, un profit directement lié à la valeur sociale attribuée aux jeunes filles dans les sociétés où elles devaient être vendues.



SAMUEL W. BAKER L'explorateur anglais en 1865. Dans son récit *Ismailia*, il raconte comment il a libéré des femmes esclaves au Soudan.

DANS LE TEXTE

« Ces ravissantes captives »

« A mon retour au campement, je fis un tour parmi les établissements des différents marchands d'esclaves : ceux-ci étaient disposés sous de grandes tentes en feutre et on y trouvait beaucoup de jeunes filles d'une extrême beauté, dont l'âge allait de 9 à 17 ans. Ces ravissantes captives, à la belle carnation sombre, aux traits délicats et aux yeux de gazelles étaient originaires de Galla, aux confins de l'Abyssinie, d'où elles étaient amenées par les marchands abyssiniens pour être vendues à des harems turcs. Fort belles, ces filles sont en revanche incapables de travailler dur ; elles fanent et meurent bien vite si elles ne font pas l'objet de soins attentifs. [...] Leurs corps sont particulièrement élégants et gracieux – les mains et les pieds d'une délicatesse exquise ; le nez légèrement aquilin en général, les narines grandes et finement modelées ; les cheveux noirs et brillants, leur tombant au milieu du dos mais de texture assez rêche. [...] A Khartoum, plusieurs Européens d'excellente réputation ont épousé ces jeunes femmes charmantes, qui en retour manifestent à leur mari une grande affection et dévotion. Le prix de l'une de ces beautés de la nature à Gallabat variait de 25 à 40 dollars. »

Samuel W. Baker, *The Nile Tributaries of Abyssinia, and the Sword Hunters of the Hamran Arabs*, Londres, Macmillan & Co., 1867, pp. 515-517.

Les esclaves libérés « commencèrent à réaliser que leurs capteurs étaient devenus à leur tour des captifs. Ils commencèrent alors à parler et beaucoup déclarèrent que la plus grande partie des hommes de leurs villages avaient été tués par les chasseurs d'esclaves »². Épargnées du fait de leur valeur marchande et de leur docilité supérieure à celle des hommes, les femmes avaient survécu en plus grand nombre lors des raids menés dans leurs villages.

DE CAPTIVES À ÉPOUSES

Le lendemain matin, Baker informa les captifs qu'ils étaient désormais libres. Il leur donna des actes de libération, signés de sa main, et enveloppés dans une feuille de roseau suspendue à leur cou ; puis il leur dit que, s'ils le souhaitaient, ils pouvaient rejoindre leurs foyers. La plupart décidèrent de rester. Quelle était la probabilité de retourner chez eux sans être repris ? Pour les femmes, les chances étaient plus minces encore. L'anatomie était bien, pour elles, un destin : la forme de leurs corps, la taille de leurs seins, annonçaient en silence tous les usages qu'un homme pouvait faire d'elles en les soumettant à son contrôle. Rester à la base militaire où elles avaient été libérées était l'option la plus sûre.

Mais, pour les esclaves libérés, l'avenir se présente différemment suivant qu'ils sont hommes ou femmes. Les garçons sont formés pour devenir menuisiers, forgerons, tailleurs, cordonniers ou serveurs. Les femmes, elles, ont le choix de se

L'AUTEURE

Professeure associée à University College London, **Benedetta Rossi** a notamment publié *From Slavery to Aid. Politics, Labour, and Ecology in the Nigerian Sahel, 1800-2000*, Cambridge University Press, 2015.



AU CAIRE Deux esclaves au Caire photographiées en 1852. Parce qu'elles sont plus vulnérables, les femmes eurent plus de difficulté à être émancipées en Afrique.

marier ou de vaquer aux tâches ménagères des officiers. Pour Baker, le mariage est encore la meilleure option. Les femmes qui avaient été la cargaison humaine d'un navire négrier le 10 mai étaient invitées à devenir épouses des hommes du régiment le matin du 11 mai. L'après-midi, Baker demande aux officiers si les « négresses » ont pris une décision. On lui répond que toutes les femmes souhaitent se marier et ont déjà choisi leur époux – à moins que ce ne fût l'inverse. Selon Baker : « Quelques-unes des filles étaient jolies et, dans leur choix, mes soldats noirs avaient montré beaucoup de discernement. Le régiment égyptien vit tous ses poursuivants refusés, les dames noires ayant manifesté une antipathie profonde pour les hommes

basanés [les Égyptiens], les prétendants se virent tous opposer un refus. Ce fut une bien délicate affaire. En reprenant leur liberté, ces dames réclamaient le plein exercice "des droits des femmes"³. »

Comment expliquer ce rejet ? Les membres du régiment égyptien, qui accompagnent Baker et les soldats d'Afrique subsaharienne, sont mal vus par les anciens esclaves, hommes et femmes. Ceux-ci craignent en effet que les premiers ne les réduisent à nouveau en esclavage. Les femmes, lorsqu'elles >>>

NOTES

1. Cf. S. W. Baker, *Ismailia. Récit d'une expédition dans l'Afrique centrale pour l'abolition de la traite des Noirs*, trad. Hippolyte Vattermare, Hachette, 1875, v. 1, p. 128.
2. S. W. Baker, *ibid.*
3. *Ibid.*, p. 130.

>>> ont leur mot à dire quant à leur avenir, choisissent la protection éphémère du « mariage » mais évitent les unions qui risqueraient de les condamner à nouveau à être prisonnières – voire immédiatement revendues comme esclaves. Même si le risque d'être réduites en esclavage par les membres des « troupes noires » qu'elles avaient censément choisi d'épouser n'était pas nul.

Imaginons que les événements aient pris un tour différent et que l'incursion du colonel Abd el-Kader à bord du navire aux esclaves se soit conclue par une révolte des captifs. Soudain, ceux-ci prennent des fusils et tuent, capturent et réduisent en esclavage à la fois leurs ravisseurs et leurs sauveurs. Ils s'installent temporairement à Tewfikéyah avant de se disperser, quelques-uns avec l'espoir de toucher un bénéfice sur la vente de leurs captifs récemment acquis. Un scénario sans aucun doute peu probable, mais imaginable.

Maintenant, gardons exactement la même région, la période, la couleur de peau et l'identité religieuse de nos protagonistes et inversons leurs genres. Une exploratrice abolitionniste décrit son passage à Gallabat, où elle a vu de jeunes et beaux garçons vendus par des marchandes à de riches femmes désirant acquérir de nouveaux « hommes à marier » et « concubins » pour leurs harems et maisonnières, pour les prendre comme amants ou serviteurs. Au cours d'une expédition qu'elle commande sur ordre de la femme khédive d'Égypte, notre abolitionniste découvre un vaisseau rempli d'esclaves destinés à la vente (pour la plupart des hommes dont les femmes ont été tuées par des chercheuses d'esclaves) qu'elle libère. Le lendemain, on leur propose une formation pour devenir menuisiers, forgeronnes,

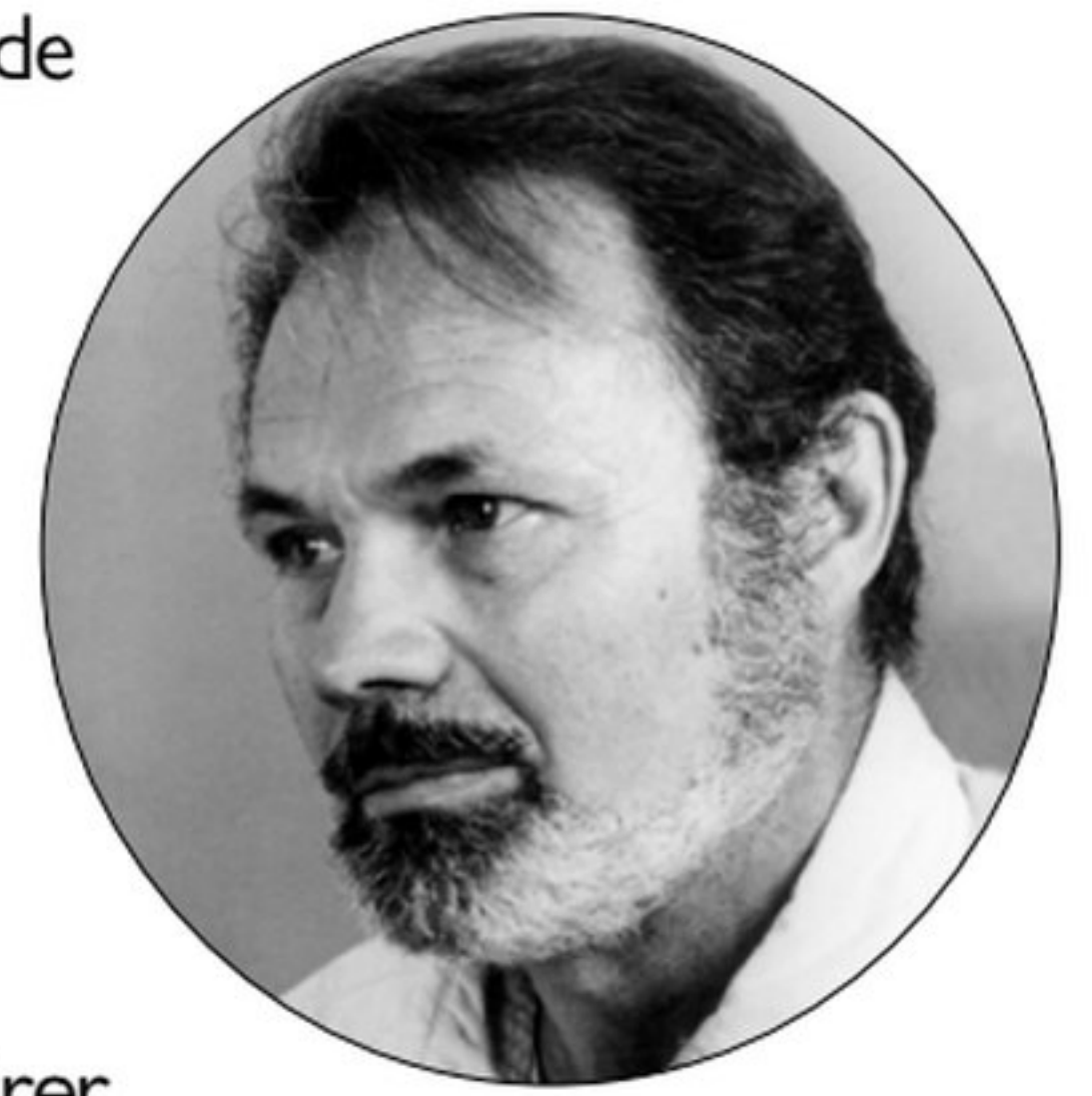


CARTE POSTALE « Tanger. Jeune esclave arabe », est-il indiqué sur cette carte postale de 1905. La traite des femmes et des enfants africains pour services sexuels n'a pas disparu après les abolitions.

LES PIONNIERS

Claude Meillassoux

Pour l'anthropologue Claude Meillassoux, l'importance de l'esclavage féminin en Afrique et les prix plus élevés des femmes esclaves s'expliquent par leur plus-value dans le secteur productif, en particulier agricole, et non par les avantages sexuels qu'on pouvait en tirer



(dir., *L'Esclavage en Afrique précoloniale*, Maspero, 1975). Même si la question du travail ne doit pas être négligée, les historiens insistent aujourd'hui sur le rôle sexuel central joué par les femmes dans les sociétés esclavagistes : assouvir les désirs des maîtres et surtout favoriser la reproduction de la main-d'œuvre esclave.

tailleuses et servantes. Aux hommes, en revanche, on demande s'ils désirent épouser les soldates de leur sauveuse. Dans cette fiction, les hommes choisissant leurs épouses étant chose peu commune, l'incarnation féminine de Baker ne manquerait pas de faire un commentaire sarcastique à propos de l'exercice du « droit des hommes » des garçons aussitôt leur liberté recouvrée, et de leur préférence pour les soldates noires plutôt que les Égyptiennes à la peau plus claire, de peur que ces dernières ne les revendent, les renvoyant dans un cycle d'esclavage et d'abus sexuel. Les lecteurs de l'époque apprécieraient l'ironie de l'histoire, souriant à l'idée de jeunes garçons tentant d'exercer leur droit à choisir leur partenaire.

Ce scénario n'est pas simplement improbable, il est impossible historiquement. Il est aussi unimaginable. Le renversement de hiérarchie du premier scénario, dans lequel les esclaves deviennent libres et les gens libres, esclaves, ne choque pas l'écrasante majorité des lecteurs d'aujourd'hui, car ils ne pensent pas que certaines catégories de personnes soient faites par nature pour l'esclavage et d'autres pour exercer le pouvoir sur eux. Tandis que l'invraisemblance du deuxième scénario lui donne l'allure d'un exercice de littérature utopique. Ce qui nous amène à deux conclusions. La première : l'esclavage des femmes, et ses implications sexuelles et domestiques, était justifié par deux ensembles d'idées entremêlés. Celles qui justifient l'esclavage de certains groupes racialisés et celles qui justifient la dépendance « naturelle » des femmes aux hommes. Cette dépendance est aussi fermement ancrée dans l'esprit des esclavagistes que dans celui des abolitionnistes comme Baker. La seconde conclusion : l'idée selon laquelle certaines inégalités sont naturelles ou assignées par Dieu reste prégnante dans les mentalités. L'impossibilité d'imaginer le second scénario montre non seulement qu'au XIX^e siècle on ne croyait pas les femmes capables de gouverner – ni elles-mêmes ni les autres – mais qu'aujourd'hui encore, cela reste difficile à envisager. ■

(Texte traduit par **Marie Chuvin**.)

LE MENSUEL
6,40€ le numéro



ANNÉE 2019

- ◆ N°455 janvier 2019
Les Irlandais, 200 ans de rébellion.
- ◆ N°456 février 2019
L'Inquisition contre les sorcières.
Un féminicide ?
- ◆ N°457 mars 2019
La France noire.
- ◆ N°458 avril 2019
Le corps en Islam.
- ◆ N°459 mai 2019
La Chine à la conquête du monde.
- ◆ N°460 juin 2019
L'Empire perse au temps du Roi des rois.
- ◆ N°461-462 juillet-août 2019
Les mondes du Goulag.
- ◆ N°463 septembre 2019
Lire et écrire au Moyen Âge.
- ◆ N°464 octobre 2019
La chute du mur, et après ?
- ◆ N°465 novembre 2019
Révolution et terreur en Amérique latine.
- ◆ N°466 décembre 2019
Manger de la viande

ANNÉE 2020

- ◆ N°467 janvier 2020
Les guerres de l'opium
- ◆ N°468 février 2020
L'empire des Sioux
- ◆ N°469 mars 2020
La guerre de 1870
- ◆ N°470 avril 2020
Angkor : comment meurt un empire
- ◆ N°471 mai 2020
1420 : la France anglaise
- ◆ N°472 juin 2020
Coran, la fabrique d'un livre
- ◆ N°473-474 juillet-août 2020
Vivre avec les morts
- ◆ N°475 septembre 2020
Comment une pandémie change le monde
- ◆ N°476 octobre 2020
L'énigme Magellan
- ◆ N°477 novembre 2020
1885 : le partage de l'Afrique
- ◆ N°478 décembre 2020
Saint-Louis, géopolitique d'un roi chrétien

**LES COLLECTIONS
DE L'HISTOIRE**
6,90€ le numéro

De véritables livres
au prix d'un magazine.



ANNÉE 2019

- ◆ N° 82 : Homère, le nouveau visage du poète
- ◆ N° 83 : L'antisémitisme en France
- ◆ N° 84 : Le génie de l'Italie
- ◆ N° 85 : L'Afrique du Sud

ANNÉE 2020

- ◆ N° 86 : 5000 ans de catastrophes
- ◆ N° 87 : Spinoza
- ◆ N° 88 : Les populations qui ont fait la France
- ◆ N° 89 : Puissance des cathédrales

Conservez vos numéros dans l'un de ces élégants coffrets

► L'écrin 12 n°s **18€**

► L'écrin 12 n°s + 4 n°s des collections **21€**



Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur le site www.lhistoire.fr

Bon de commande

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : Sophia Publications - L'Histoire - VPC
8 rue d'Aboukir 75002 PARIS - commandes@sophiapublications.fr - 01 70 98 19 24

J'indique mes coordonnées : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

VPC93

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

Tél. : E-mail :

@

Pour une meilleure gestion de votre commande, merci de nous indiquer votre e-mail

☐ J'accepte de recevoir par mail, des offres des partenaires de L'Histoire.

Indiquez ci-dessous les numéros souhaités	Quantité	Prix unitaire	TOTAL
L'HISTOIRE <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		6,40 €	€
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		6,90 €	€
L'écrin L'HISTOIRE 12 numéros		18,00 €	€
L'écrin L'HISTOIRE 16 numéros		21,00 €	€
FRAIS DE PORT : France métropolitaine (Étranger : nous contacter) 1,50€ le numéro / + 0,50€ le numéro supplémentaire 6,85€ l'écrin / 8,35€ de 2 à 3 / 9,10€ de 4 à 5 Au-delà de 5 écrins, nous contacter.			€
Total de ma commande (Frais de port inclus)			€

**Oui, je souhaite recevoir dans les 10 jours
la commande ci-contre**

Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire

Pour tout paiement par CB, rendez-vous sur le site www.lhistoire.fr

Votre commande sera expédiée à réception de votre règlement.

Les Éditions Croque Futur, situées au 41 bis avenue Bosquet, Paris 7^e, et qui éditent L'Histoire, sont responsables de traitement et collecte des données afin de servir votre commande. Vos données pourront être transmises à d'autres organismes (presse, VAD, caritatif) et sont conservées pour une durée de 3 ans à partir de votre dernier achat. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement au traitement de vos données et définir vos directives post-mortem à l'adresse mail suivante : dpo@lhistoire.fr en joignant une copie de votre carte d'identité. Les Éditions Croque Futur disposent d'un délégué à la protection des données pouvant être contacté au 41 bis avenue Bosquet, Paris 7^e ou à l'adresse mail dpo@lhistoire.fr. À tout moment vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL.



CONGO En Afrique, les colonisations donnent naissance à des formes de travail forcé accompagné de violences. Ci-dessus : au Congo, propriété de Léopold II (cliché vers 1900), ci-contre : au Dahomey, vers 1900.

Les habits neufs du travail contraint

Les abolitions de 1833 et de 1848 ne mettent pas brutalement fin à l'esclavage. Des engagés aux coolies, il existe bien d'autres formes d'exploitation de l'homme.

Par **ALESSANDRO STANZIANI**

O n oppose traditionnellement la période avant et celle après l'abolition de l'esclavage et du servage. Les choses ne sont pas si simples. Considérer les abolitions des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles comme une rupture majeure dans l'histoire de l'humanité est peut-être une déformation propre à notre vision occidentale.

Ces questions ne tiennent pas compte, par exemple, du taux élevé d'affranchissements en Russie et au Brésil avant même l'abolition officielle du servage (1861 en Russie) et de l'esclavage (1888 au Brésil), ni de l'importance des émancipations d'esclaves dans les sociétés islamiques. L'accent mis sur les ruptures provoquées par les abolitions tend également à ignorer la persistance

de formes déguisées de l'esclavage et du servage après les actes abolitionnistes.

En Occident, les philosophes des Lumières sont initialement incertains : l'esclavage colonial est condamné sur le plan moral, mais son abolition doit tenir compte du temps nécessaire à « éduquer » les Noirs, ainsi que du caractère inviolable de la propriété privée, y compris l'appropriation d'autres êtres humains. Des orientations radicalement opposées à l'esclavage ne se développent en France qu'au fil des années 1780, puis après la Révolution. Cependant, même après cette date, et malgré l'abolition de l'esclavage en 1794, nombreux sont ceux qui contestent cet acte et s'effraient devant la révolution de Saint-Domingue. Ce n'est pas un hasard si Napoléon



LES ROSES ET LE COTON Le travail forcé a survécu à la décolonisation. Au Kenya (ci-dessus), une main-d'œuvre féminine cueille et trie les roses six jours sur sept sous d'immenses serres. Au Xinjiang, des Ouïgours sont esclavagisés pour récolter le coton (ci-contre, à droite, photo de 2005).

réintroduit l'esclavage en 1802 et il faudra attendre 1848 pour qu'il soit définitivement aboli.

Dans l'empire britannique aussi, si la traite est abolie en 1807, il faut attendre les années 1830 pour que l'esclavage le soit aussi. Les empires portugais et espagnol sont plus réticents encore à s'avancer dans cette direction. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, ils intensifient même la traite d'esclaves à destination des Amériques. Cuba abolira l'esclavage seulement en 1886.

L'ENGAGÉE PEUT ÊTRE VENDU

Ces résistances s'appuient sur les idéologies de l'époque, mais aussi sur des éléments concrets : les profits de la traite et de l'esclavage sont considérables pour tous ces empires, et l'abolition leur est coûteuse, surtout initialement (cf. p. 70). C'est aussi la raison pour laquelle, dans les faits, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, planteurs et États coloniaux cherchent à compenser l'abolition par de l'esclavage déguisé. Au moins pendant les premières décennies après l'abolition officielle de l'esclavage, les conditions des ex-esclaves et celles des nouveaux immigrés (les coolies indiens, chinois, mais également des Africains) sont souvent pires que celles des esclaves avant eux. Leur contrat (*indentured* en anglais, « engagemment » en français) prévoit qu'en échange du transport dans les colonies les coolies travaillent gratuitement pendant cinq à sept ans.

Pendant cette période, l'engagé peut être vendu et il doit tout son temps à son maître/créancier. Toute négligence de sa part, tout manquement au respect des consignes en matière de travail, gâchis de matières premières ou d'outils, sont sanctionnés par des pénalités. En un mot, la dette de l'engagé risque souvent de s'allonger indéfiniment. Entre les années 1830 et 1920 environ 2 millions d'Indiens, d'Africains, de Chinois, à destination de l'océan Indien, de l'Afrique du Sud et des

MOTS CLÉS

Engagé/Coolie

En Amérique coloniale et dans l'océan Indien (les coolies du XIX^e siècle) des candidats à l'émigration s'engageaient à travailler pour un patron pendant une durée déterminée, contre le prix de leur transport. Le degré d'exploitation pouvait être extrême.

Péon

Travailleur agricole attaché à une propriété en Amérique latine sur laquelle il est forcé de travailler afin de rembourser ses dettes.

Amériques, sont concernés par ces contrats. À titre de comparaison, la traite transatlantique concerne 3,4 millions de personnes entre 1801 et 1867, sur un total de plus de 12,5 millions depuis le XVI^e siècle. À l'opposé, l'émigration blanche « libre » vers les Amériques se chiffre à environ 40 millions de personnes entre 1820 et 1920.

Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, deux autres grands pays rejoignent le mouvement abolitionniste. La Russie abolit le servage en 1861, les États-Unis mettent fin à l'esclavage en 1865. Dans le cas russe, les ex-serfs doivent rembourser leur dette d'émancipation à l'État et à leurs anciens propriétaires en travaillant gratuite-

ment pendant plusieurs années, puis en leur donnant une partie importante de la récolte – parfois 40 % – ou de leurs bénéfices. Malgré la persistance de la contrainte, l'économie russe en général et le niveau de vie des populations rurales en particulier ne cessent de s'améliorer jusqu'à la Première Guerre mondiale. C'est le mélange de liberté et de coercition, de capitalisme et d'aristocratie foncière, qui soutient ces dynamiques. >>>

L'AUTEUR

Directeur d'études à l'EHESS et au CNRS, **Alessandro Stanziani** vient de publier *Capital Terre. Une histoire longue du monde d'après. XI^e-XXI^e siècle* (Payot, 2021).

Le servage russe, instrument de la croissance

Loin de plonger ses racines au fond des âges, le servage se met en place en Russie au cours du ^{xvii}^e siècle en réponse à l'expansion coloniale et impériale dans les steppes (l'équivalent de celle de l'Europe occidentale outre-Atlantique). Afin de coloniser les nouvelles terres, des soldats-colons y sont déplacés. Face à l'hostilité des propriétaires fonciers nobles, l'État propose alors un accord : la colonisation en échange du contrôle quasi total des nobles sur les paysans qui demeurent dans le cœur de l'empire.



A l'échelle des domaines, le servage est loin des images stéréotypées du « serf de la glèbe », qui ne peut quitter sa terre. Les serfs constituent plutôt des instruments d'extorsion de la part des propriétaires : les nombreuses règles peuvent ne pas être respectées si le paysan paie. C'est ainsi que l'activité commerciale et proto-industrielle tout comme des travaux saisonniers en ville sont encouragés par les propriétaires, qui prélèvent un pourcentage sur tous les gains des paysans. Ce système, mélange de marché et de coercition, soutient une croissance économique significative au ^{xviii}^e siècle.

Celle-ci est remise en cause après les guerres napoléoniennes, qui voient le Royaume-Uni délaisser le blé russe. La décroissance chinoise, autre marché fondamental pour la Russie, s'y ajoute. Dès les années 1830, les hauts responsables tsaristes décident de favoriser l'affranchissement des paysans : les ex-soldats, les paysans-serfs des propriétaires endettés, ayant des problèmes successoraux ou soutenant des mouvements indépendantistes (Pologne, Ukraine), sont émancipés. Au point qu'en 1861, lors de l'abolition officielle du servage, une moitié environ des paysans sont déjà passés dans la catégorie des paysans d'État.

En revanche, même après 1861, des passeports intérieurs chercheront à limiter la mobilité des paysans, cette fois-ci par crainte d'instabilité sociale et de « prolétariat ».

Ci-contre : un village paysan en Russie vers 1890.

A. S.

>>> En revanche, l'abolition de l'esclavage aux États-Unis plombe l'économie des régions du Sud, sans améliorer les conditions de vie des ex-esclaves. Ces derniers soit restent travailler sur le même domaine, mais dans des conditions pires qu'auparavant, soit émigrent en ville ou dans les régions du nord des États-Unis, où la discrimination à leur égard persistera longtemps au ^{xx}^e siècle. Un autre effet indirect de la guerre de Sécession (1861-1865) et de l'abolition aux États-Unis est que, du fait du manque de coton pour les industries nord-américaine et européenne, de nouvelles plantations sont développées en Inde, en Égypte, en Asie centrale et cela en ayant recours au travail forcé.

RÉCOLTE DE PERLES

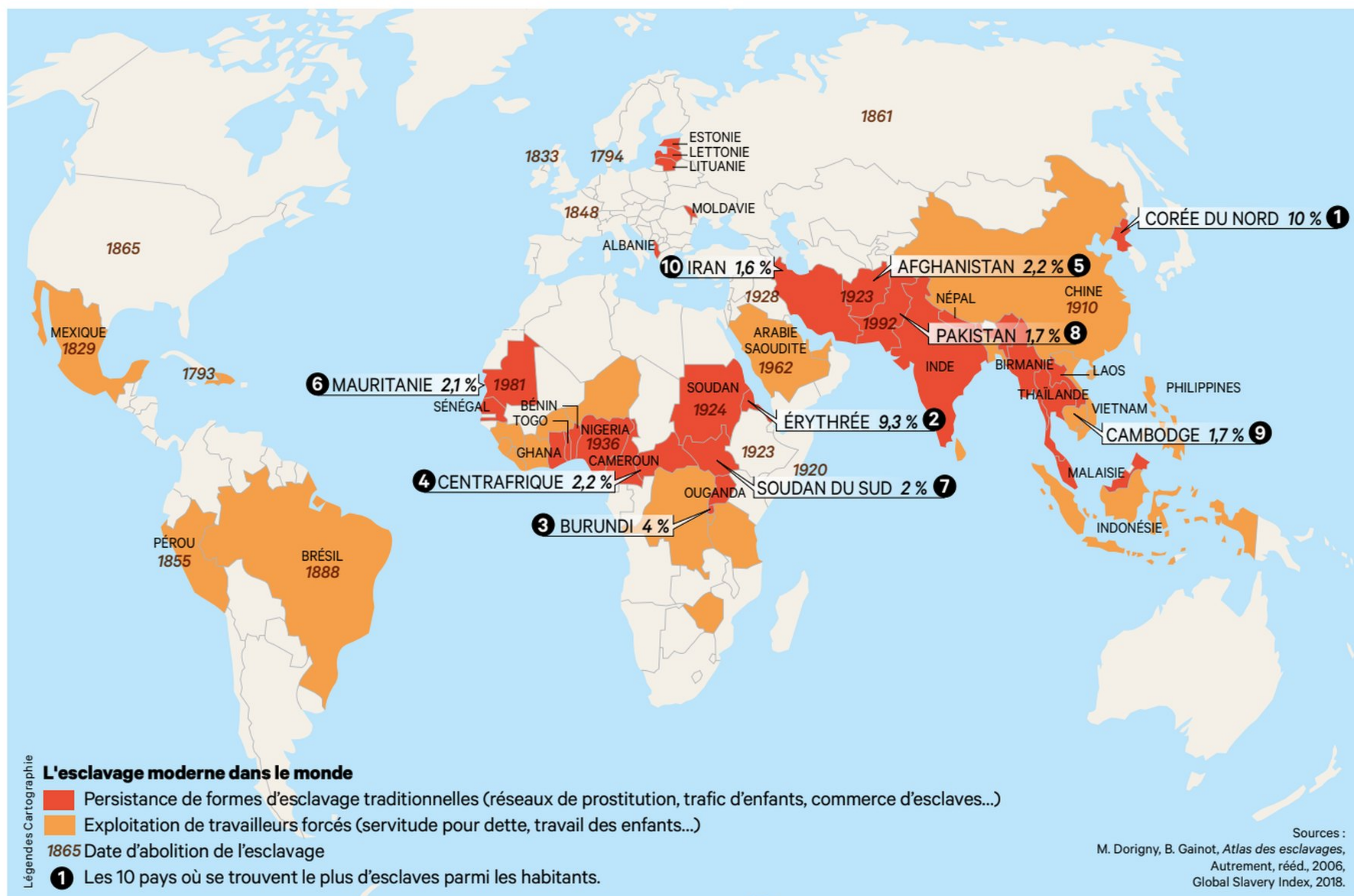
Au même moment, c'est-à-dire après 1880, les puissances européennes s'emparent de l'Afrique, officiellement pour y supprimer l'esclavage pratiqué sur place « par des Noirs sur des Noirs ». Dans les faits, les pouvoirs européens s'approprient des territoires et imposent aux populations du travail forcé pour leurs propres intérêts – production de caoutchouc, coton, cacahouètes, cacao, puis exploitations forestière et minière.

Ces limites fortes à la « liberté » se restreignent après la Première Guerre mondiale. Le Bureau international

du travail (BIT), émanation de la Société des nations, déclare en 1930 que l'esclavage a désormais officiellement disparu mais que le travail forcé persiste dans la plupart des régions du monde, notamment dans les colonies des pouvoirs occidentaux. Cependant, toute mesure visant à limiter ces pratiques rencontre des obstacles formidables au sein des administrations coloniales. Pis, le travail forcé revient en Europe même, où le goulag soviétique et les camps nazis généralisent ces pratiques. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, on évalue ainsi à 30 millions les personnes mises au travail forcé (22,5 millions en URSS et 7,7 sur les territoires sous contrôle nazi).

Même si la plupart de ces pratiques prennent fin avec la guerre ou peu après la mort de Staline (1953), le travail forcé persiste dans les colonies, puis dans les ex-colonies occidentales à l'époque de la guerre froide. Les Soviétiques dénoncent ces pratiques (en oubliant l'héritage du Goulag), et les Occidentaux font mine d'y mettre un terme. Cependant, le travail forcé survit à la décolonisation. Dans les pays arabes, le processus est lent, les pays occidentaux voulant éviter de les froisser du fait des enjeux liés au pétrole. Dans les ex-colonies occidentales, en Afrique et en Asie, malgré l'indépendance, le travail forcé se poursuit, notamment au sein

Et aujourd'hui ?



■ Sous diverses formes, l'esclavage dit « moderne » persiste, particulièrement dans des zones de conflits ou sous des régimes répressifs. En témoigne la prédominance de l'asservissement en Corée du Nord et en Afrique centrale – cible d'affrontements continus. Au total, 40 millions de personnes sont victimes d'esclavage moderne, dont 25 millions dans le travail forcé, 15 millions dans le mariage forcé. Parmi elles, 71 % sont des femmes, 25 % sont des enfants.

des chaînes de production globales du cacao, du sucre, des entreprises textiles, puis, jusqu'à nos jours, dans la production de fleurs industrielles, la récolte des perles ou le recyclage industriel.

Dans tous ces domaines, ce sont bien les populations les plus vulnérables, femmes, enfants, pauvres des pays du Sud, qui pratiquent du travail forcé. Les guerres, sécheresses et inondations s'y ajoutent, surtout après 1980, et provoquent des transferts de populations qui finissent souvent dans les mailles de réseaux de trafiquants d'êtres humains. Cette dépendance et donc la persistance du travail forcé sont de nos jours encouragées par deux dynamiques complémentaires : la globalisation des économies et la dégradation de l'environnement, auxquelles s'ajoutent les limites imposées à l'immigration par les pays du Nord.

Sans toucher aux sources des migrations, ces mesures accentuent encore plus la soumission de migrants et de réfugiés à des intermédiaires mafieux. L'alternative consisterait, d'une part, à boycotter, voire interdire, les grandes multinationales ayant recours au travail forcé et, d'autre part, à avancer dans une coordination internationale multilatérale en matière de travail forcé. A l'heure actuelle, l'une comme l'autre solution semblent bien loin d'aboutir. ■



MAURITANIE Manifestation contre le dictateur Abdel Aziz en 2016 à Nouakchott. En Mauritanie, la société est fondée sur l'esclavage des Noirs ; affectés aux travaux manuels et ménagers.



La sortie du silence

Longtemps, la France ne racontait l'histoire de l'esclavage qu'à partir de son abolition. Mais depuis les années 2000, à la lumière d'un débat public sur la mémoire, même si les résistances n'ont pas disparu, les recherches se sont multipliées.

Par **PAP NDIAYE**

En l'espace d'une vingtaine d'années l'histoire de l'esclavage moderne s'est spectaculairement développée en France. Il y a, pour comprendre cette évolution, à considérer des facteurs exogènes et endogènes. Du côté des premiers, l'intensification des échanges académiques internationaux a favorisé la perméabilité de la recherche française à ses équivalentes britannique et surtout américaine. Aux États-Unis, depuis les années 1970, la publication d'ouvrages majeurs, qui mobilisaient de nouvelles archives portant sur les esclaves eux-mêmes plutôt que sur l'institution esclavagiste, a transformé le domaine d'étude. L'influence de Herbert G. Gutman (1928-1985), par exemple, se fait sentir encore aujourd'hui dans les études sur les familles esclaves. Celles-ci sont en effet l'objet de son maître livre, *The Black Family in Slavery and Freedom*, qui montre, grâce aux archives du Freedmen's Bureau, que la plupart des esclaves maintinrent des liens familiaux et parentaux avec constance et courage¹. Gutman critiquait ainsi des sociologues comme E. Franklin Frazier et Daniel P. Moynihan, qui considéraient que la destruction des structures familiales esclaves était à l'origine des problèmes contemporains des familles africaines américaines. Histoire de l'esclavage et débats de l'époque sur les inégalités sociales et raciales de la société américaine étaient intimement liés.

Parallèlement, du côté français, c'était le calme plat ou presque. On objectera que les sources disponibles sur l'esclavage français n'ont pas la richesse des sources nord-américaines, mais l'argument ne justifie pas, à lui seul, ce contraste historiographique béant. J'ai croisé, à la fin des années 1980, des professeurs qui conseillaient à des doctorants de ne pas se fourvoyer dans un domaine sans perspective de carrière. Michel Fabre, professeur de civilisation américaine, était une exception, lui qui sans relâche traduisait et enseignait l'histoire afro-américaine. Des ouvrages d'auteurs ultramarins se frayaient difficilement un chemin jusqu'en métropole (comme *L'Esclavagisme à la Réunion* de Sudel Fuma, 1993).

Et puis, changement net à partir des années 2000 – même s'il ne faut pas oublier la grande exposition en 1992-1994 à Nantes des Anneaux de la mémoire. C'est d'abord la question des traites transatlantiques qui fait l'objet de travaux historiens, en partie centrés sur les principaux ports français comme Nantes et Bordeaux (*Bordeaux, port négrier* d'Éric Saugera, publié en 2002

chez Karthala, ou *Les Traités négrières* d'Olivier Grenouilleau, publié en 2004 chez Gallimard), puis l'esclavage fut directement abordé dans l'ouvrage de Caroline Oudin-Bastide *Travail, capitalisme et société esclavagiste* (La Découverte, 2005). Au même moment, le Comité national pour la mémoire de l'esclavage fut créé en 2004 (qui devient le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage en 2009), et

L'AUTEUR

Directeur général du Palais de la Porte Dorée, **Pap Ndiaye** a notamment publié *La Condition noire. Essai sur une minorité française* (rééd. Gallimard, « Folio actuel », 2009).

NOTE

1. H. G. Gutman, *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925*, New York, Pantheon, 1976.

DANS L'ESPACE PUBLIC Page de gauche : sculpture de l'artiste réunionnaise Sandrine Plante-Rougeol, inaugurée en 2019 dans les jardins de la mairie de Bordeaux. Ci-contre : à Pointe-à-Pitre, le mémorial Acte, Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage.

le CNRS mit sur pied un centre de recherche sur la question (le Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages, le Ciresc). Comment expliquer ce tournant ?

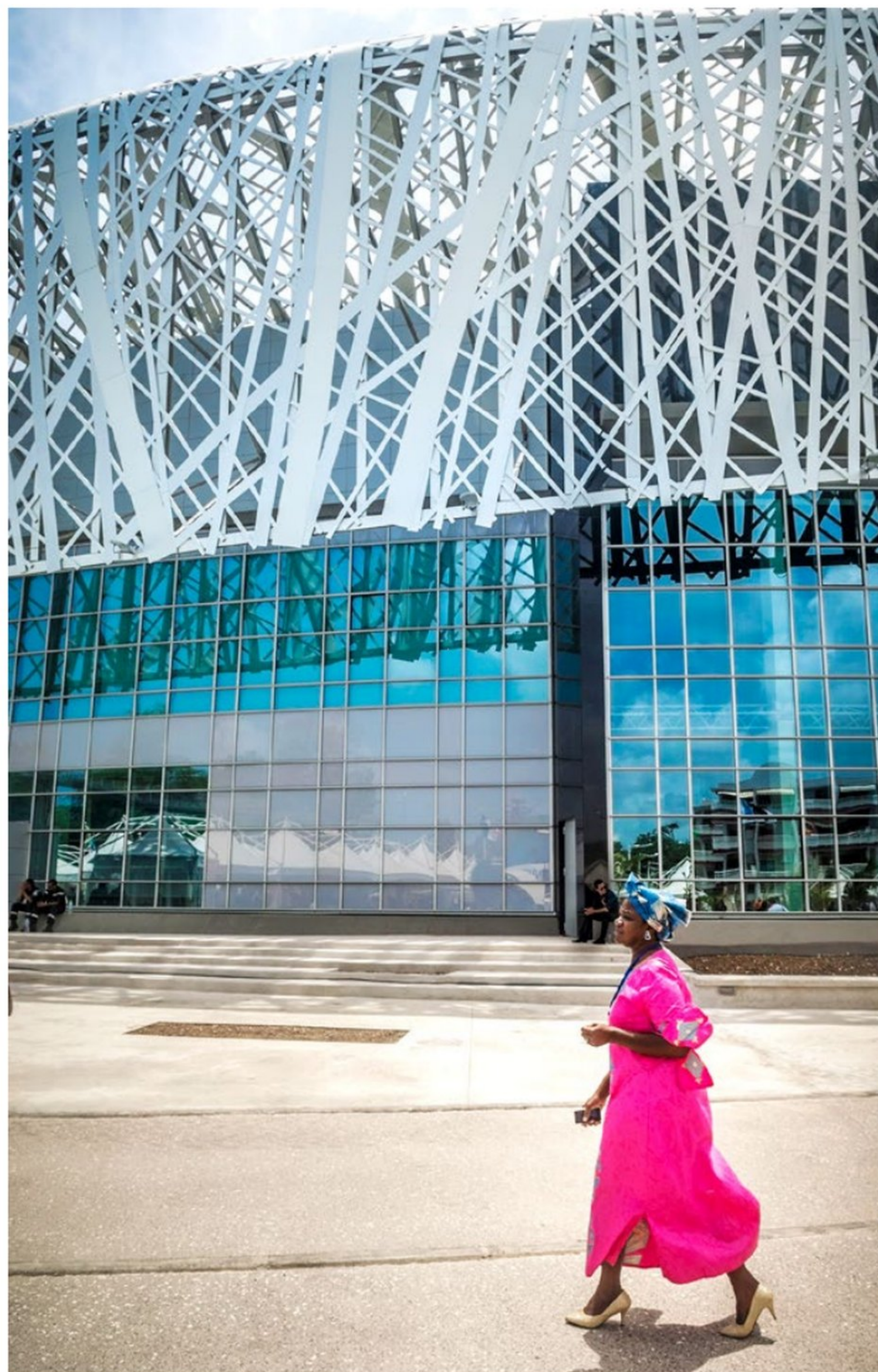
Comme bien d'autres domaines historiques, l'histoire de l'esclavage n'est pas indépendante des contextes politiques dans lesquels elle se situe. Le mouvement pour les droits civiques, aux États-Unis, joua un rôle essentiel dans l'essor de l'histoire afro-américaine à partir des années 1960. En décrivant les stratégies de résistance politique et culturelle des esclaves, ainsi que leur *agency* (leur « capacité d'action »), les historiens américains suggéraient que le militantisme de leur temps s'inscrivait dans l'histoire longue des luttes afro-américaines. Rien de tel en France.

Pourtant, dans les départements ultramarins, il existait, depuis l'entre-deux-guerres, un intérêt cultivé pour l'histoire de l'esclavage, chez des artistes et des intellectuels, mais dont l'audience demeurait limitée. L'esclavage faisait encore l'objet d'une occultation à la fois officielle et sociale. « *Je recommande à chacun l'oubli du passé* », déclarait le gouverneur de Martinique en 1848, une injonction officielle suivie d'effets. L'intérêt discret pour l'esclavage ne faisait pas le poids face aux lourds silences, aux euphémismes et aux circonvolutions embarrassées des discours officiels.

1998, L'APPEL DES ULTRAMARINS

Chez les indépendantistes caribéens comme chez les Africains-Américains des États-Unis, l'intérêt pour l'histoire de l'esclavage valait en ce qu'il leur permettait de répondre à des questions identitaires refoulées et de comprendre des situations contemporaines de domination et de souffrance culturelle et sociale. Initialement regardé avec suspicion par les élites de couleur, qui y voyaient un rappel fâcheux d'épisodes de sujétion indignes, l'esclavage s'est imposé comme une ressource politique et un enjeu mémoriel. Le déplacement de la mémoire de l'esclavage des Antilles vers la métropole s'opéra grâce à la migration, pour y apparaître nettement dans les années 1990. L'enjeu mémoriel fusionna avec un autre courant, qui, pour des raisons différentes, avait lui aussi tardé à émerger sur la scène politique française : celui de la lutte contre les discriminations.

La jonction des mémoires blessées avec une demande de lutte plus importante contre les discriminations a caractérisé les fondements sociaux du renouveau historique sur l'esclavage français. Des continuités ont été établies entre des situations de domination passées et présentes. Il serait aisé de montrer le caractère réducteur de ces causalités historiques mais, s'il est simpliste de prétendre que les discriminations raciales contemporaines sont dues à l'ancien ordre colonial esclavagiste, il serait également peu honnête de prétendre qu'elles n'ont rien à voir avec lui. Les études postcoloniales invitent à réfléchir au maintien des >>>



À SAVOIR

Paroles d'esclaves

Par leurs témoignages (*slave narratives*), les esclaves affranchis ont contribué à l'abolition aux Amériques. Le plus célèbre de ces récits est celui d'Olaudah Equiano paru en 1789 qui raconte sa capture et son transfert en Amérique. L'autobiographie de Mary Prince, publiée en 1831, est l'un des rares textes écrits par une femme. Pour l'Amérique du Nord et la Caraïbe, on dispose d'environ 200 récits d'esclaves publiés au XVIII^e-XIX^e siècle. Considérés sous l'angle de la propagande abolitionniste, ils ont été longtemps ignorés par les historiens, avant d'être redécouverts à partir des années 1960, dans le contexte du mouvement des droits civiques. On retrouve la voix des esclaves dans la « Slave Narrative Collection », une série de plusieurs milliers d'entretiens réalisés dans les années 1930 aux États-Unis, avec d'anciens esclaves, enfants au moment de l'abolition en 1865. Ces sources, les seules à donner directement accès à la parole des esclaves, ont permis d'écrire une histoire non plus de l'esclavage, mais des esclaves.

La loi Taubira a institutionnalisé une demande sociale pressante

>>> structures de domination après l'esclavage, en proposant de ne pas considérer comme rigides et indépassables les frontières de l'abolition et de la décolonisation.

Le premier moment important fut le succès de la manifestation parisienne du 23 mai 1998, au cours de laquelle 40 000 personnes, pour l'essentiel des ultramarins, commémorèrent avec force le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, par contraste avec des autorités publiques discrètes sur le sujet. Dans la foulée, la loi Taubira du 21 mai 2001 reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité fut l'autre moment essentiel, qui n'alla pas sans l'opposition de ceux qui ne voulaient pas entendre parler d'une prétendue « repentance » ou de ceux qui craignaient qu'en prévoyant une sanction pénale des contrevenants elle ne bride la liberté des chercheurs. La loi conduisit d'ailleurs à une tentative de poursuites judiciaires, lorsqu'une association, le Collectif DOM, des Antillais, Guyanais, Réunionnais et Mahorais, attaqua en 2005 l'historien Olivier Grenouilleau devant le tribunal de grande instance de Paris pour avoir relativisé la nature de l'esclavage. La loi prévoyait en outre, dans son article 2, que les programmes scolaires devaient parler de traites et d'esclavage, et que la recherche historique devait être développée. Cette loi a eu des effets considérables car elle institutionnalisait une demande sociale pressante. Patrick Weil a justement écrit qu'elle fut une cérémonie républicaine d'inclusion dans la citoyenneté pour les descendants et descendantes d'esclaves².

NOUVELLES PUBLICATIONS

Depuis lors, les lectures mémorielles (visant la reconnaissance) et historiques (visant la connaissance) de l'esclavage s'entrecroisent, se nourrissent, débattent, s'opposent sans discontinuer, avec parfois des étincelles. A l'échelle internationale, l'Unesco, qui lança en 1994 le projet « La Route de l'esclave », aiguillonna les initiatives nationales.

Aujourd'hui, les publications francophones (y compris des traductions) sont nombreuses et témoignent d'un rattrapage bienvenu, ainsi que de l'intérêt des publics. On peut distinguer plusieurs courants. Le premier, influencé par l'anthropologie, est celui qui centre le propos sur les esclaves plutôt que sur l'institution esclavagiste : *Voix d'esclaves* sous la direction de Dominique Rogers (Karthala) et *Libres et sans fers. Paroles d'esclaves français* de Frédéric Régent, Gilda Gonfrier et Bruno Maillard (Fayard), parus tous deux

en 2015, en sont des exemples récents, de même que l'ouvrage de Caroline Oudin-Bastide sur l'affaire Spoutourne, à propos de ce procès pour mauvais traitements intenté par des esclaves de Martinique dans les années 1830 (*Des nègres et des juges*, Complexe, 2008).

Dans le même registre, l'histoire des traites a été superbement renouvelée par Marcus Rediker, auteur d'*A bord du négrier* (Seuil, 2013) et des *Révoltés de l'Amistad* (Seuil, 2015), et par Randy J. Sparks (*Les Deux Princes de Calabar*, Les Perséides, 2008, et *Là où les nègres sont maîtres*, Alma, 2017), par contraste avec l'approche démographique qui a longtemps prévalu.

Un autre courant est celui de l'histoire globale, offrant des perspectives comparées sur les différents systèmes esclavagistes et traites. La publication cet automne des *Mondes de l'esclavage* (Seuil), vaste synthèse d'histoire comparée dirigée par Paulin Ismard, devrait donner une visibilité accrue à ce champ d'étude.

Un troisième courant porte sur les abolitions, qui souligne le rôle joué par les esclaves eux-mêmes dans leurs libérations : *Plus jamais esclaves !* d'Aline Helg (La Découverte, 2016) propose un large panorama des luttes pour la liberté menées par les esclaves, du xv^e au xix^e siècle, tout comme *Les Esclaves de la République* de Laurent Dubois (Calmann-Lévy, 1998).

Enfin, un quatrième courant concerne les mémoires et les legs de l'esclavage. Il est question de montrer la manière dont l'esclavage fut prolongé après les abolitions par d'autres formes de sujétion, certes moins oppressantes, mais qui n'avaient pas grand-chose à voir avec une vraie citoyenneté. Les travaux de Céline Flory (*De l'esclavage à la liberté forcée*, Karthala, 2015) ou de Silyane Larcher (*L'Autre Citoyen*, Armand Colin, 2014)



KARIM DAHER/HANS LUCAS

NOTE

2. P. Weil, *Liberté, égalité, discriminations. L'« identité nationale » au regard de l'histoire*, Grasset, 2008.

POLÉMIQUE La statue de Colbert recouverte de peinture devant l'Assemblée nationale en juin 2020. L'ancien ministre de Louis XIV est à l'origine du texte de 1685 qui légalise l'esclavage dans les colonies françaises (le futur Code noir).

Dominique Taffin : « L'hôtel de la Marine, un lieu de mémoire méconnu »

La Fondation pour la mémoire de l'esclavage est désormais installée dans l'hôtel de la Marine à Paris. Dominique Taffin, sa directrice, expose les raisons de ce choix.

« En 2011 puis en 2016 la mobilisation historique a empêché la transformation de l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, en palace, certains – dont Marcel Dorigny, Pascal Blanchard, Benjamin Stora, Françoise Vergès, Pap Ndiaye – demandant qu'il accueille un musée de l'esclavage, de la colonisation et de l'outre-mer. Finalement, les Monuments nationaux ont reçu la gestion du bâtiment, où s'est amarrée la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, à proximité d'autres lieux symboliques : le site où la Convention a proclamé le décret sur l'abolition de l'esclavage, les Tuileries – où un mémorial de l'esclavage doit être érigé – et l'Assemblée nationale. Il existe en effet un lien fort entre l'histoire de l'esclavage et la mémoire du lieu, puisque, de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle, c'est là que fut déterminée la politique coloniale de la France.

Le parcours actuel contient les différents éléments liés à ces histoires, que ce soit l'utilisation d'essences exotiques pour les meubles, les décors maritimes, les tapisseries dites « des Indes » montrant des scènes exotiques, exubérantes, des personnages africains, une profusion de fruits et d'animaux tropicaux... Ces scènes produisent une représentation exotisante de l'autre qu'il faut expliciter grâce à l'histoire de la colonisation et de l'esclavage qui lie l'Europe, les Amériques et l'Océan Indien. Et deux moments



se réfèrent explicitement à l'histoire de l'esclavage. La traite est évoquée par des dispositifs multimédias sur la « table des marins » où s'affichent des images commentées. On entend la voix d'une femme embarquée et vendue qui raconte son itinéraire.

L'abolition de l'esclavage en 1848 est quant à elle mise en avant à travers la figure connue de Victor Schoelcher : on voit le bureau sur lequel il a préparé la rédaction du décret, en tant que sous-secrétaire d'État à la Marine. Le ministère de la Marine était, en effet, à la fois le lieu

où arrivaient les pétitions des Noirs libres ou des abolitionnistes demandant la fin de l'esclavage, mais aussi, notamment sous le Second Empire, celui où était élaborée la politique coloniale française, en particulier après la conquête de l'Algérie puis l'engagisme.

Quelques figures rattachées à cette histoire peuvent être aussi rappelées, comme Denis Decrès (ministre de la Marine de 1801 à 1814), acteur du rétablissement de l'esclavage dans les colonies. Ou le baron de Mackau, gouverneur de Martinique puis ministre de la Marine et des Colonies, qui fit passer en juillet 1845 des lois accordant des droits nouveaux aux esclaves – au mariage, à la propriété, à l'héritage, au rachat de la liberté – sans pour autant chercher à mettre fin à leur dépendance.

Si l'hôtel de la Marine vaut le détour pour sa splendide restauration, cette dimension méconnue de son rôle mérite également qu'on s'y attarde. »

(Propos recueillis par **Huguette Meunier**.)

en témoignent. Les questions plus proprement mémorielles ont fait l'objet de travaux, comme *La Mémoire enchaînée* de Françoise Vergès (Albin Michel, 2006) et *L'Esclavage, du souvenir à la mémoire* de Christine Chivallon (Karthala, 2012).

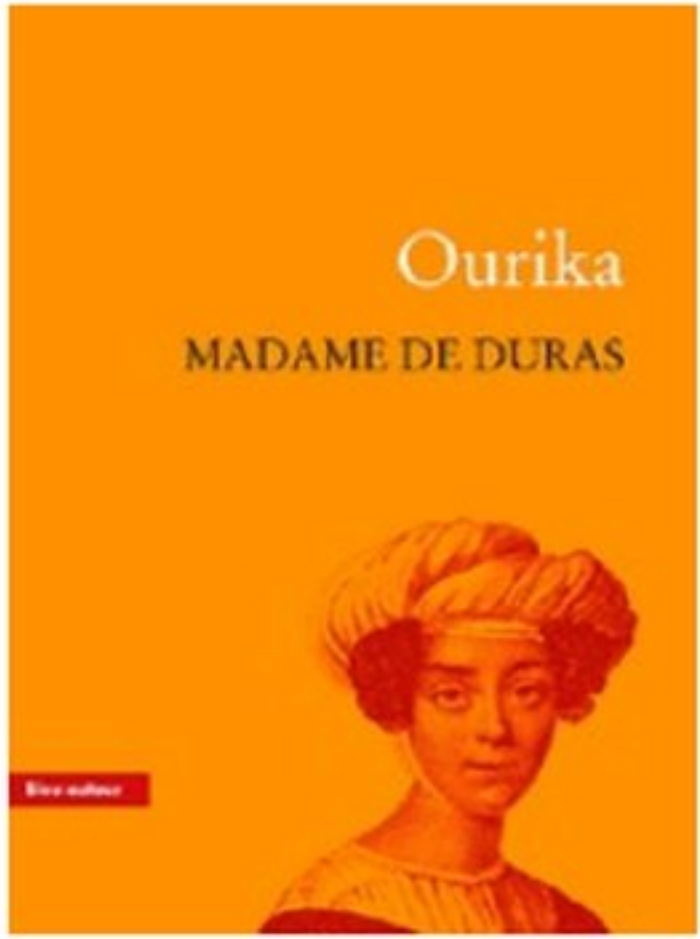
Du côté mémoriel, l'inauguration par François Hollande du mémorial Acte ou Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) en mai 2015 fut un moment notable : ce musée propose un parcours historique et artistique autour de la traite et de l'esclavage, ainsi qu'un espace de recherches généalogiques ouvert à tous les visiteurs. Dans la foulée, Emmanuel Macron, à la suite d'une mission de préfiguration, annonça la création de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage,

présidée par Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes (1989-2012) et ancien Premier ministre, dont le travail d'animation sur ces questions est remarquable. Localement, les salles du musée d'Histoire de Nantes et du musée d'Aquitaine à Bordeaux, les sites de « La Route des abolitions » dans l'Est, attestent que le travail et la bonne volonté n'ont pas manqué, en dépit des résistances, qui renvoyaient l'esclavage à une mémoire secondaire. Et chaque année près de 200 événements locaux et régionaux commémorent les abolitions, en plus d'une cérémonie nationale le 10 mai.

Il reste encore beaucoup à faire, des questions comme celle des réparations commencent à se poser avec une force nouvelle, mais que de chemin parcouru depuis vingt ans ! ■

A lire, voir et écouter

Littérature



OURIKA

Achetée au Sénégal, Ourika est éduquée dans la bonne société parisienne. Mais celui qu'elle aime lui préfère une Blanche et elle entre au couvent. Publié en 1823, le livre fut un best-seller.

C. de Duras, Bleu autour, 2006.

BELOVED

En 1855, une mère esclave tue sa fille pour lui éviter le même sort. Roman puissant inspiré d'une histoire vraie dû à la plume d'un Prix Nobel.

T. Morrison, 10/18, 2008.

BAKHITA

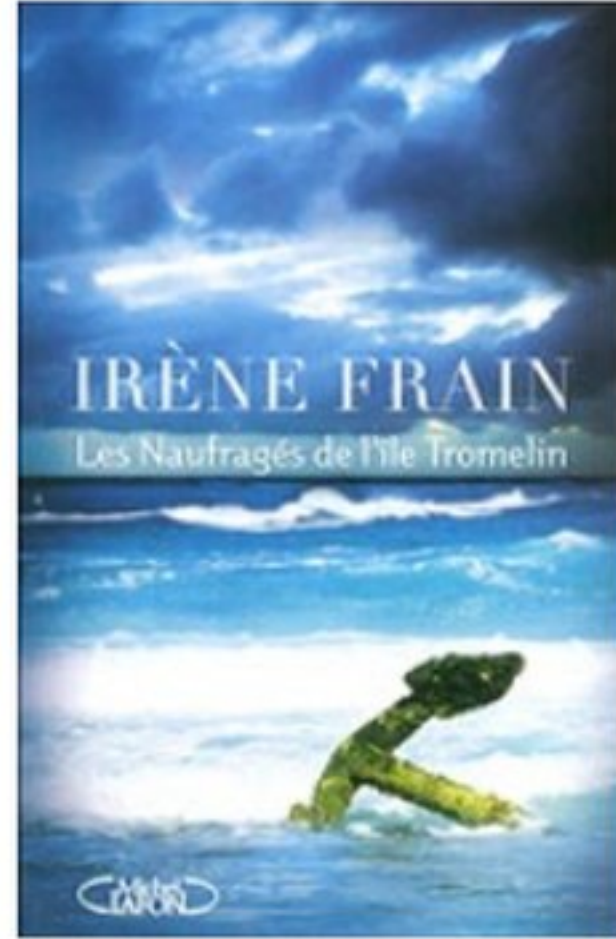
Vendue à 7 ans et affranchie par le consul d'Italie, Bakhita traversa le fascisme et les deux guerres mondiales auprès des enfants pauvres. Et fut canonisée en 2000.

V. Olmi, Albin Michel, 2017.

LES NAUFRAGÉS DE L'ÎLE TROMELIN

1761 : un navire français transportant des esclaves s'échoue dans l'océan Indien. Quinze ans plus tard un bateau récupère les huit esclaves survivants. L'affaire alimenta la cause de l'abolitionnisme.

I. Frain, Michel Lafon, 2009.



LA MULATRESSE SOLITUDE

Née du viol de sa mère sur un navire négrier, Solitude vit en Guadeloupe avec ses maîtres blancs, puis parmi les Noirs révoltés. Capturée, elle est pendue en 1802.

A. Schwarz-Bart, Seuil, 1996.

L'AFFAIRE DE L'ESCLAVE FURCY

L'esclave Furcy va, en 1817, au tribunal de Saint-Denis, dans l'île Bourbon (la Réunion), demander sa liberté. Le procès dure vingt-sept ans.

M. Aïssaoui, Gallimard, « Folio », 2011.

MOI, TITUBA SORCIÈRE...

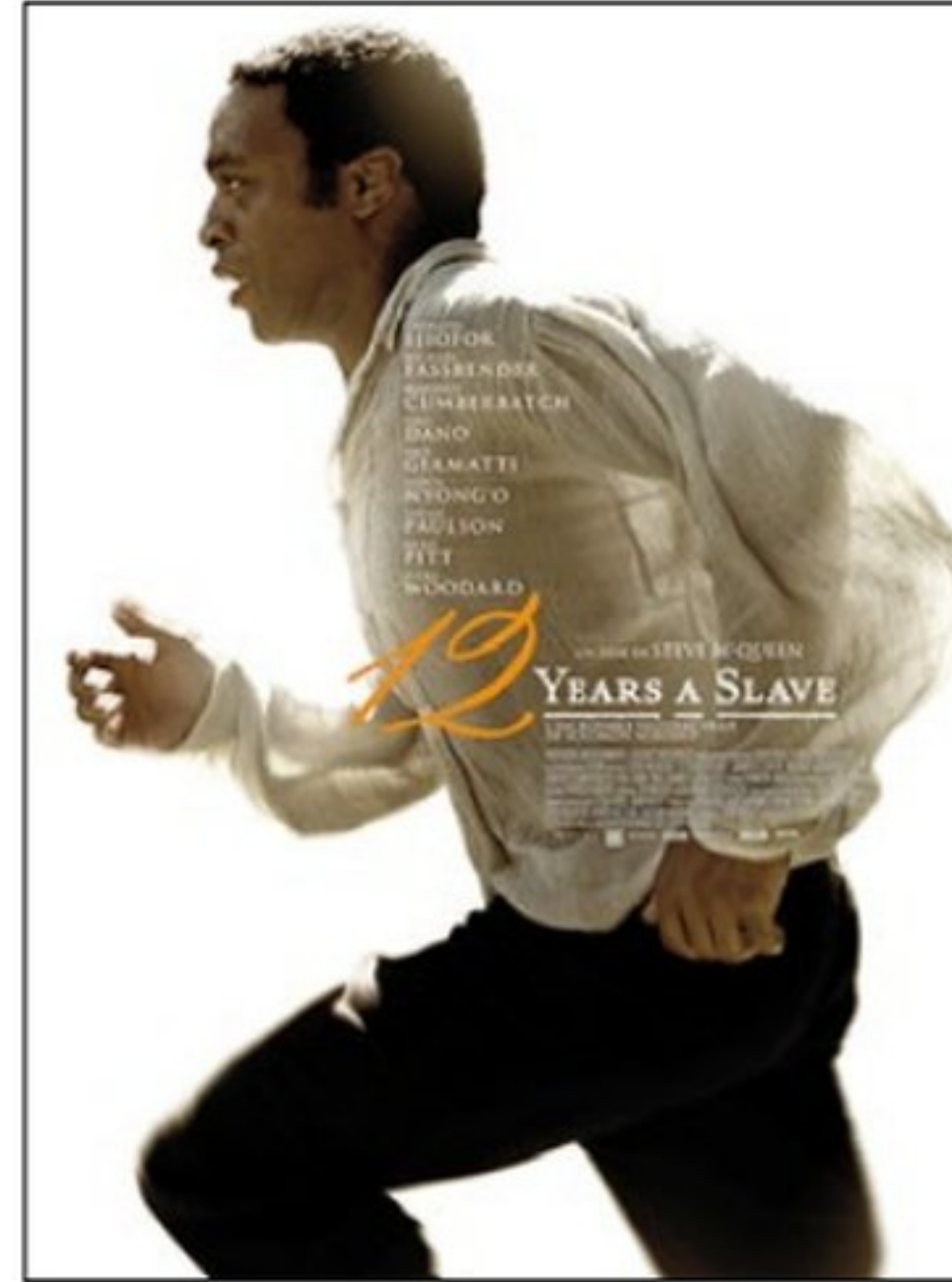
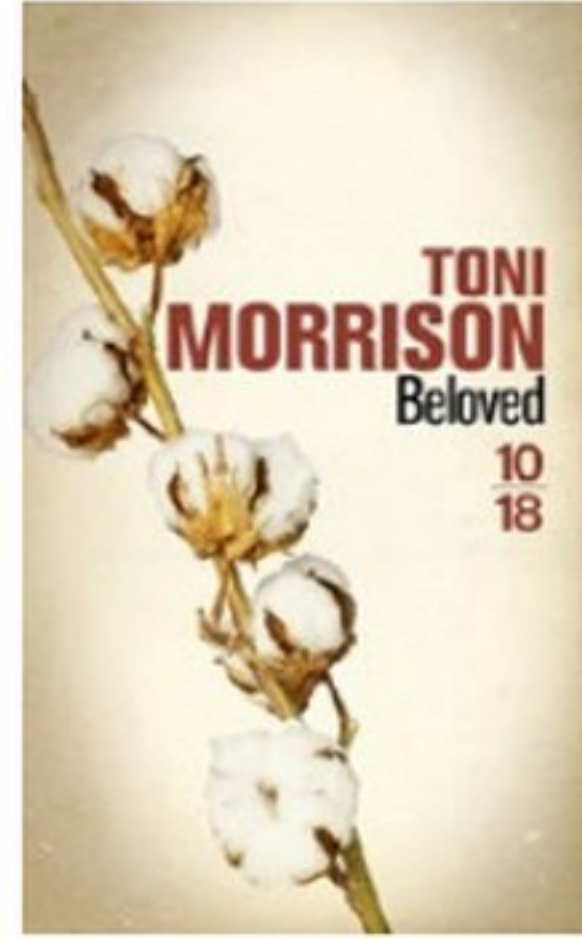
Tituba, réputée sorcière à la Barbade, est vendue à un pasteur. A Salem, lors de la chasse aux sorcières et des procès en 1692, elle est la seule Noire au côté des sorcières blanches.

M. Condé, Gallimard, « Folio », 1988.

LE ROYAUME DE CE MONDE

Un mélange baroque d'histoire (la révolte des Noirs à Saint-Domingue) et de fantastique.

A. Carpentier, Gallimard, « Folio », 1980.



TWELVE YEARS A SLAVE

D'après l'autobiographie de Solomon Northup, un Noir libre du Nord, enlevé et vendu comme esclave sur une plantation de Louisiane.

S. McQueen, 2013.

AMISTAD

La mutinerie d'esclaves à bord d'un navire en 1839, devenue symbole du mouvement abolitionniste.

S. Spielberg, 1997.

DJANGO UNCHAINED

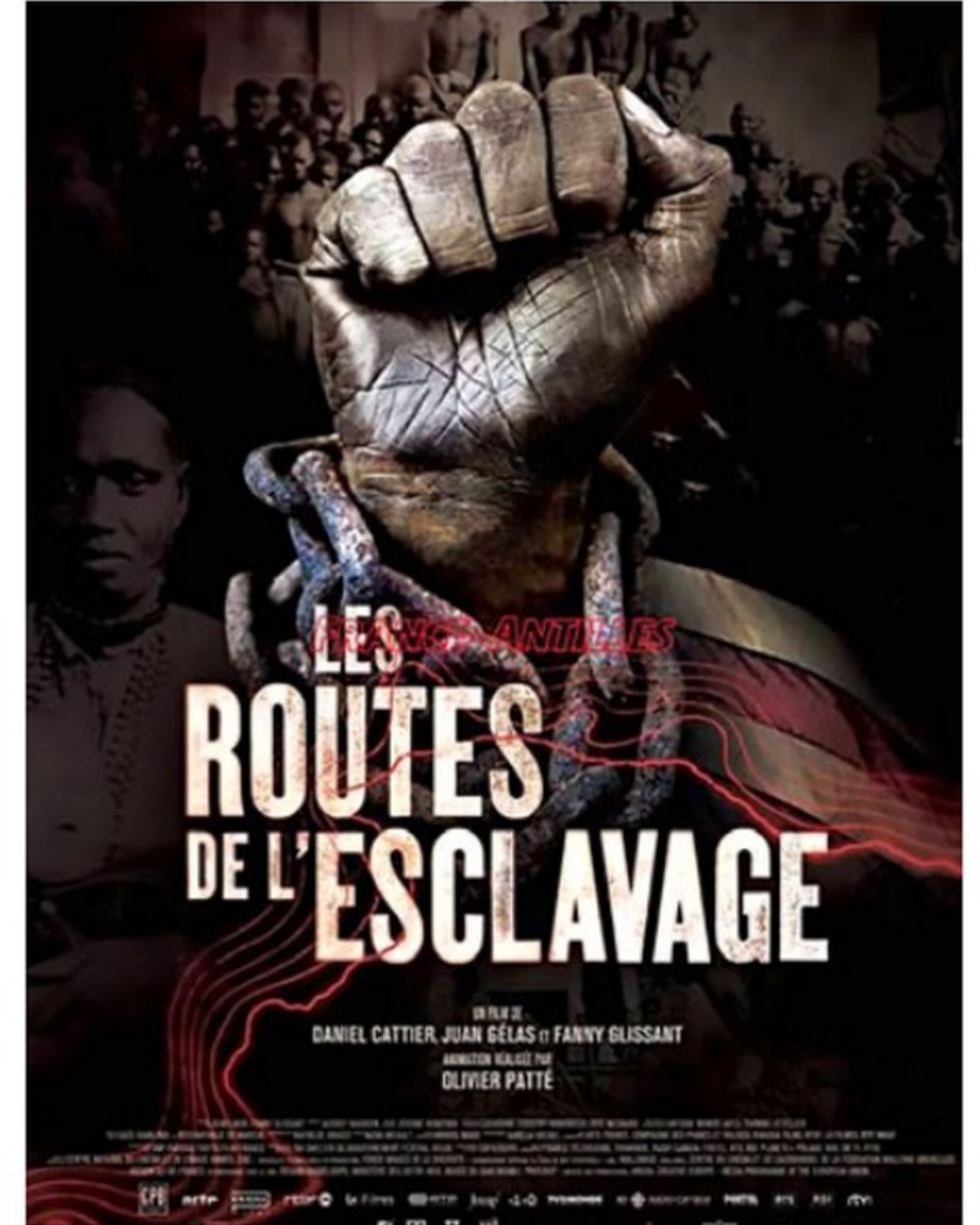
Deux ans avant la guerre de Sécession, un chasseur de primes achète Django pour l'aider en échange de sa liberté. Django, lui, veut retrouver sa femme, vendue à un autre. La vie sur une plantation entre amour et cruauté.

Q. Tarantino, 2012.

ROOTS

Une famille d'esclaves afro-américains sur trois générations. Remake de la série *Roots* de 1977, elle-même inspirée du roman d'Alex Haley.

C. Murray, A. McDonald, M. Rosenthal, 2016.



De Rome au Brésil

Quatre épisodes retracent l'histoire longue de l'esclavage, de la fin de l'Empire romain à la dernière abolition, au Brésil, en 1888.

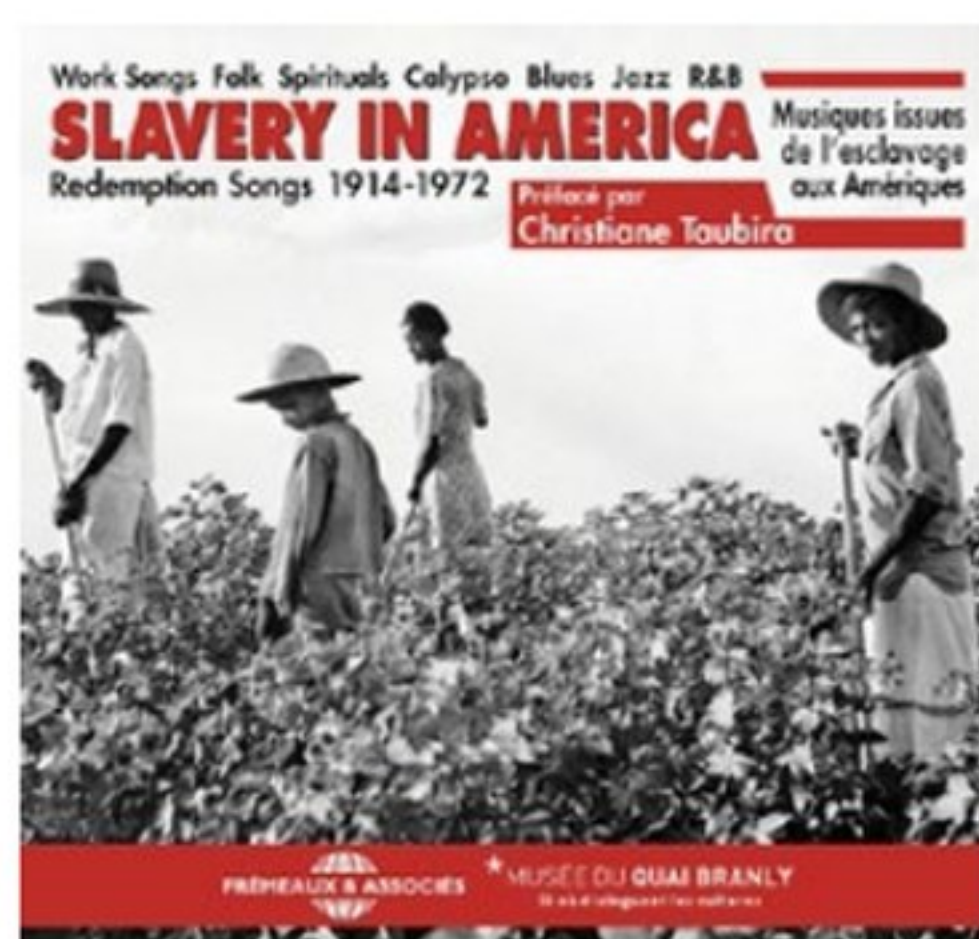
L'horizon géographique est large également, embrassant aussi bien les Antilles, les États-Unis, l'Afrique de l'Ouest que l'Afrique de l'Est, centrale, le Brésil. Enfin, les conséquences sur les sociétés contemporaines sont amplement commentées. Pour les auteurs, en effet, « rappeler que l'esclavage n'est pas un phénomène historique marginal mais une question centrale de l'histoire du monde est un moyen [...] de progresser dans le combat contre les inégalités et les discriminations en tout genre ».

Ils se sont entourés de conseillers historiques, parmi lesquels, côté français, Catherine Coquery-Vidrovitch et Éric Mesnard.

D. Cattier, J. Gélas, F. Glissant, Arte, 2018.

A ÉCOUTER > Histoire de l'esclavage, quatre périodes en dix émissions, de la Grèce antique à l'abolition du servage en Russie : www.franceculture.fr/histoire/histoire-de-lesclavage-4-periodes-en-10-emissions

Musique



SLAVERY IN AMERICA

3 CD font entendre des chants d'esclaves enregistrés entre 1914 et 1972, chants de travail, musiques rituelles ou festives, qui ont influencé la musique du Congo aux Caraïbes, mais aussi la culture américaine et les musiciens, en particulier le free-jazz. Par la voix d'inconnus ou de vedettes (Mahalia Jackson), ces morceaux parfois très célèbres (*Go Down Moses*) résonnent profondément. Frémeaux et associés.

NABUCCO

L'opéra créé en 1842 connut un franc succès auprès des Milanais occupés par l'Autriche, en particulier son « Chœur des esclaves » de l'acte III. G. Verdi.

AMAZING GRACE

Composé par un capitaine de bateau négrier repent, ce célébrissime cantique a été repris par des dizaines d'interprètes – et même par Barack Obama, suite à la fusillade de Charleston en 2015.

J. Norman, Philips, 2015.

Exposition



Mémoire nantaise

La ville de Nantes a inauguré en 2012 l'un des plus importants mémoriaux d'Europe sur l'esclavage : 7 000 m² en bord de Loire. Le musée d'Histoire, très investi lui aussi, propose une exposition baptisée « L'abîme », suivant l'image d'Édouard Glissant : pour l'écrivain martiniquais, la réalité antillaise s'est construite sur le triple gouffre de la cale des bateaux, de l'océan où l'on jette les corps, de l'inconnu terrifiant. La première partie va de la découverte des côtes africaines aux prémices de la traite, la deuxième dévoile Nantes au temps des « Indes galantes », principal port négrier de France, la suivante rappelle les liens singuliers de la ville ligérienne avec Saint-Domingue, où de nombreux Nantais possédaient des plantations, la quatrième enfin aborde l'abolition.

« L'abîme. Nantes dans la traite atlantique et l'esclavage colonial, 1707-1830 », du 16 octobre 2021 au 19 juin 2022 au musée d'Histoire, château des ducs de Bretagne, Nantes (44).

Lieux de mémoire



EN MARTINIQUE

Quinze statues érigées en 1998 à Cap 110, dans la ville du Diamant. Hautes de 2,5 m, elles sont orientées vers le golfe de Guinée, d'où provenaient un grand nombre d'esclaves, et commémorent aussi le naufrage, en 1830, dans la baie d'Anse Caffard, d'un des derniers navires négriers en 1830.

A BORDEAUX

Des salles du musée d'Aquitaine sont consacrées à l'histoire et à l'abolition de l'esclavage et une fondation propose une visite guidée des sites de mémoire de la ville à l'époque de la traite.

EN GUADELOUPE

Le mémorial Acte ou Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage, inauguré en 2015, sur 7 800 m², est l'un des plus impressionnants au monde.



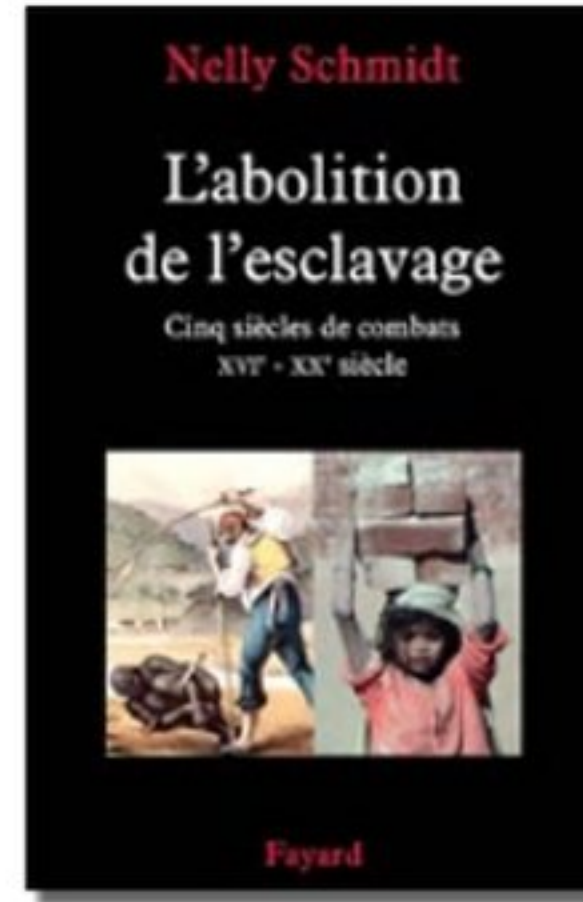
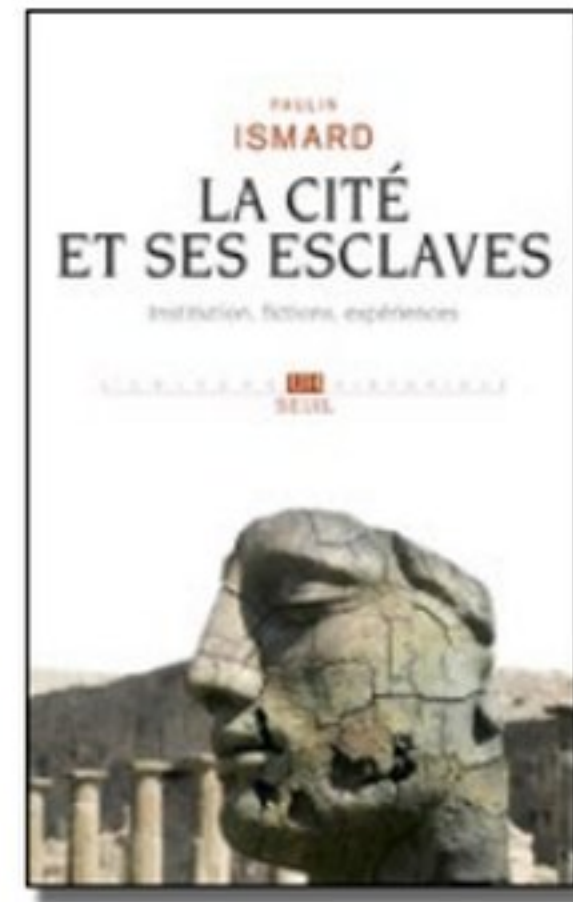
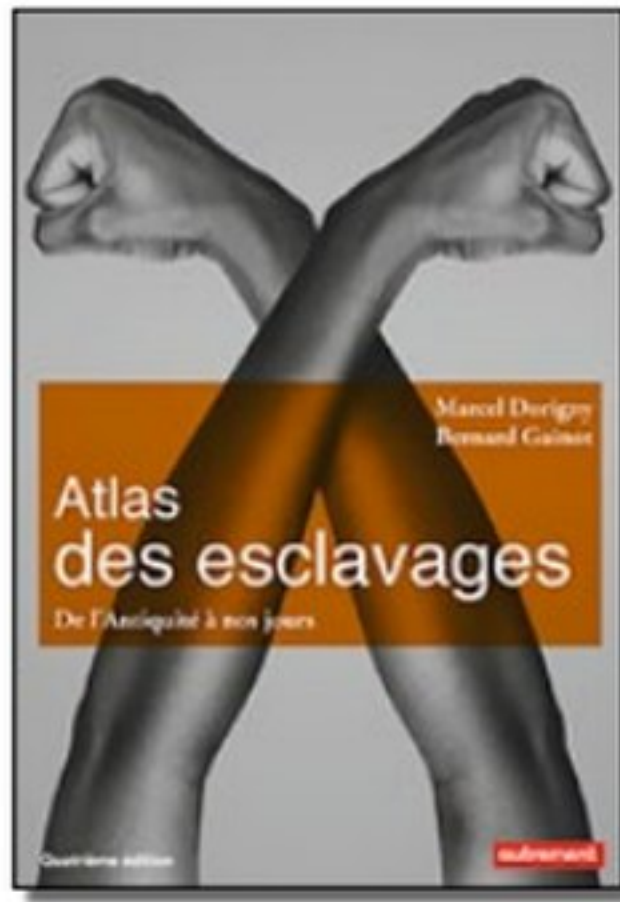
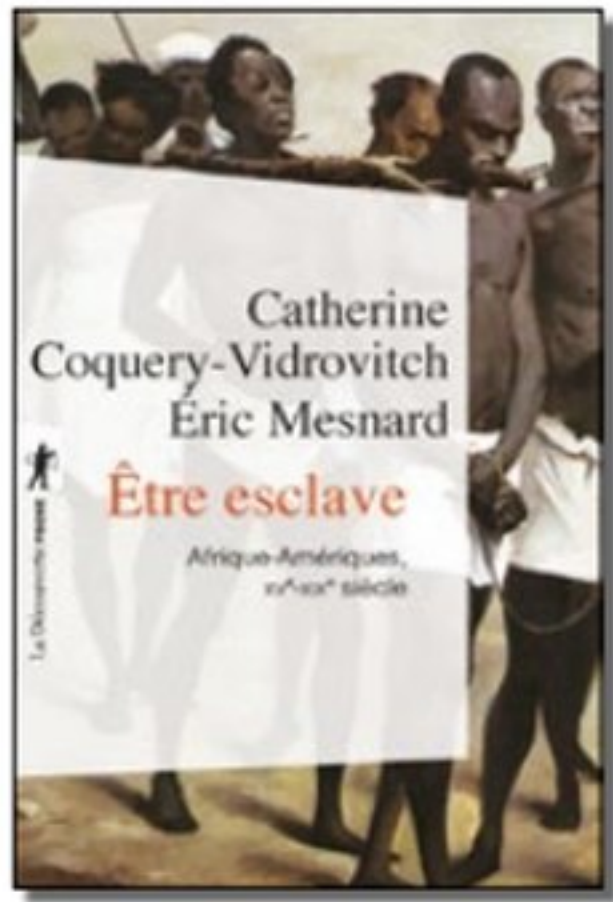
A BLOIS, LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE

Partenaire des Rendez-vous de l'histoire de Blois, la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, appuyée par son conseil scientifique de plus de 40 universitaires, offre, autour de ses trois piliers, « histoire, culture et citoyenneté », des approches et outils éducatifs transversaux et pluridisciplinaires pour faire comprendre au grand public, et plus particulièrement à la jeunesse, comment la France d'aujourd'hui est, dans sa géographie, dans sa culture, dans ses valeurs et sa diversité, le produit de cette histoire de quatre siècles. Cette année, à Blois, elle propose une riche programmation avec des rencontres pédagogiques, une exposition, une carte blanche... sur le thème du travail en esclavage. Du 6 au 10 octobre 2021, renseignements : <https://memoire-esclavage.org>

A VISITER > un site qui recense les lieux de mémoire et espaces muséaux diffusant la mémoire de l'esclavage, les résistances et des abolitions, en métropole et dans les outre-mers : www.abolitions.org

A lire, voir et écouter

Bibliographie



OUVRAGES GÉNÉRAUX

C. Coquery-Vidrovitch, É. Mesnard, Être esclave. Afrique-Amériques, xv^e-xix^e siècle, La Découverte, 2013.
M. Cottias, A. Stella, B. Vincent (dir.), Esclavage et dépendances serviles. Histoire comparée, L'Harmattan, 2006.
M. Dorigny, B. Gainot, Atlas des esclavages, Autrement, rééd., 2017.
O. Grenouilleau, Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale, Gallimard, 2014 ; *Christianisme et esclavage,* Gallimard, 2021.
P. Ismard (dir.), Les Mondes de l'esclavage. Une histoire comparée, Seuil, 2021.
P. E. Lovejoy, Une histoire de l'esclavage en Afrique. Mutations et transformations (xiv^e-xx^e siècle), Karthala, 2017.
O. Patterson, Slavery and Social Death. A Comparative Study, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, rééd., 2018.

PRÉHISTOIRE

J.-P. Demoule, Les Dix Millénaires oubliés qui ont fait l'histoire. Quand on inventa l'agriculture, la guerre et les chefs, Fayard-Pluriel, 2019.
A. Testart, L'Institution de l'esclavage. Une approche mondiale, Gallimard, 2018.

ANTIQUITÉ

J. Andreau, R. Descat, Esclave en Grèce et à Rome, Hachette Littératures, 2006.

K. Harper, Slavery in the Late Roman World, AD 275-425 Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
P. Ismard, La Démocratie contre les experts. Les esclaves publics en Grèce ancienne, Seuil, 2015 ; *La Cité et ses esclaves. Institution, fictions, expériences,* Seuil, 2019.
Y. Rivière, Le Cachot et les fers. Détention et coercition à Rome, Belin, 2004.

MOYEN AGE

A. Riot, Slavery after Rome, 500-1100, Oxford (RU), Oxford University Press, 2017.
S. Victor, Les Fils de Canaan. L'esclavage au Moyen Age, Vendémiaire, 2019.

MONDE

ARABO-MUSULMAN

J. Loiseau, Les Mamelouks, xiii^e-xvi^e siècle. Une expérience du pouvoir dans l'Islam médiéval, Seuil, 2014.
M. Oualdi, Esclaves et maîtres. Les Mamelouks des beys de Tunis, du xvii^e siècle aux années 1880, Éditions de la Sorbonne, 2011.

AUX AMÉRIQUES

A. Delpuech, J.-P. Jacob (dir.), Archéologie de l'esclavage colonial, La Découverte, 2014.
J.-P. Le Glaunec, Esclaves mais résistants. Dans le monde des annonces pour esclaves en fuite. Louisiane, Jamaïque, Caroline du Sud, 1801-1815, Karthala, 2021.

P. Kolchin, Une institution très particulière. L'esclavage aux États-Unis, 1619-1877, Belin, 1998.
J.-F. Niort, Code noir, Dalloz, 2012.
M. Rediker, A bord du négrier. Une histoire atlantique de la traite, Seuil, 2013.
F. Régent, La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, Grasset, 2007.
A. Reséndez, L'Autre Esclavage. La véritable histoire de l'asservissement des Indiens aux Amériques, Albin Michel, 2021.
C. Vidal, Caribbean New Orleans. Empire, Race, and the Making of a Slave Society, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

ABOLITIONS, POST-ESCLAVAGE, MÉMOIRE

M. Bessone, Faire justice de l'irréparable, Vrin, 2019.
R. Hourcade, Les Ports négriers face à leur histoire. Politiques de la mémoire à Nantes, Bordeaux et Liverpool, Dalloz, 2014.
O. Lara, La Liberté assassinée. Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion en 1848-1856, L'Harmattan, 2005.

S. Larcher, L'Autre Citoyen. L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage, Armand Colin, 2014.

B. Rossi, From Slavery to Aid, Cambridge (RU), Cambridge University Press, 2015.
A. Stanziani, Les Métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale, xviii^e-xix^e siècles, Presses de Sciences Po, 2020.
N. Schmidt, L'Abolition de l'esclavage. Cinq siècles de combats, xvi^e-xx^e siècle, Fayard, 2005.

VOIX D'ESCLAVES

F. Douglass, La Vie de Frederick Douglass, esclave américain, écrite par lui-même, Gallimard, 2006.
O. Equiano, Ma véridique histoire. Africain, esclave en Amérique, homme libre, [1789], Mercure de France, rééd., 2008.
D. Rogers (dir.), Voix d'esclaves. Antilles, Guyane et Louisiane françaises, xviii^e-xix^e siècle, Karthala, 2015.
S. Truth, Et ne suis-je pas une femme? And ain't I A Woman?, Payot, 2021.

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du Code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19). L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec L'Histoire, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.

Commission paritaire n° 0423 K83242. ISSN 0182-2411.

L'Histoire est publiée par les Éditions Croque Futur.
Président et directeur de la publication : Claude Perdriel.
Dépôt légal septembre 2021. © 2021 Éditions Croque Futur.

Le magazine des passionnés d'histoire

L'Histoire

L'Histoire
www.lhistoire.fr

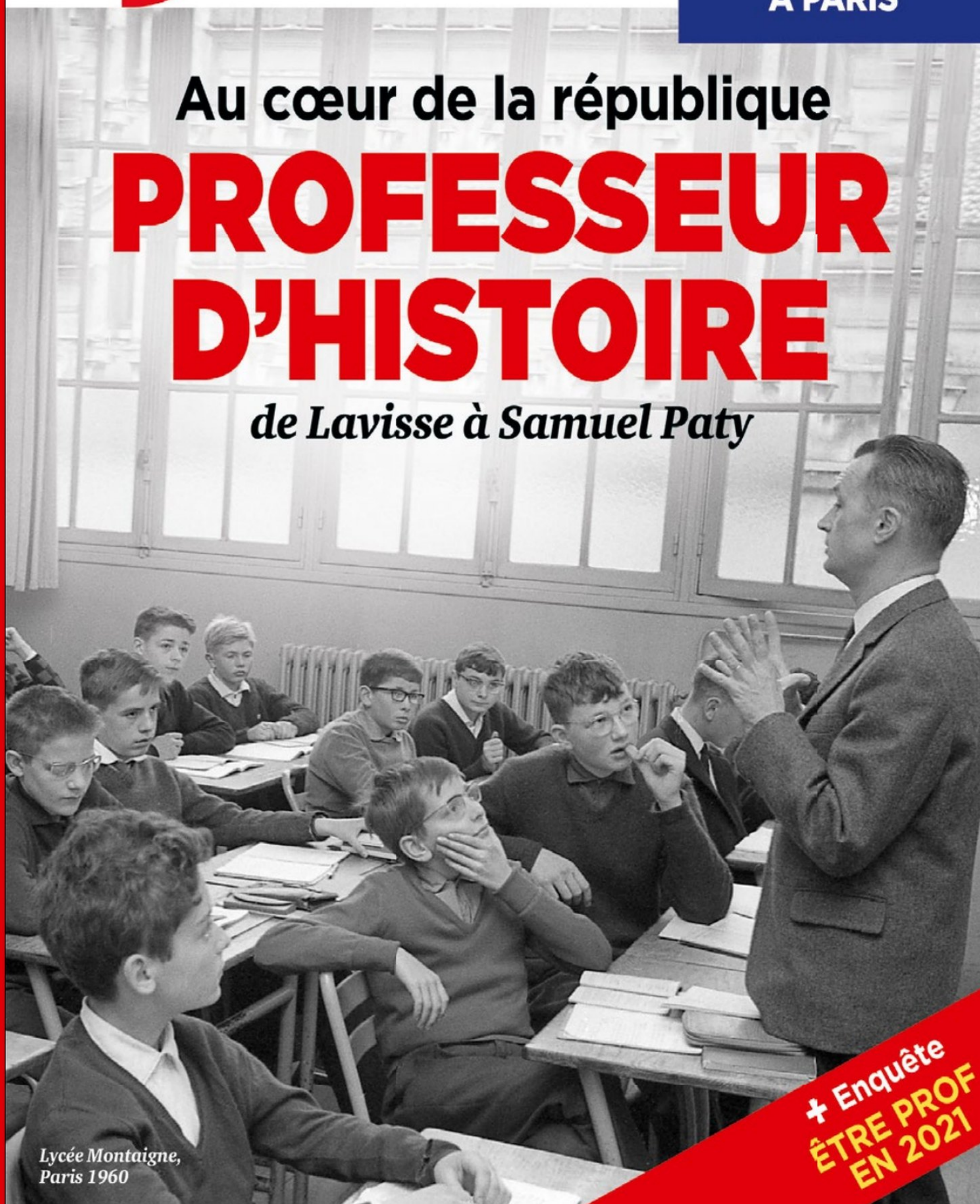
17 octobre 1961

**UN MASSACRE
COLONIAL
À PARIS**

Au cœur de la république

PROFESSEUR D'HISTOIRE

de Lavissee à Samuel Paty



*Lycée Montaigne,
Paris 1960*

**+ Enquête
ÊTRE PROF
EN 2021**

Actuellement en kiosque et sur www.lhistoire.fr



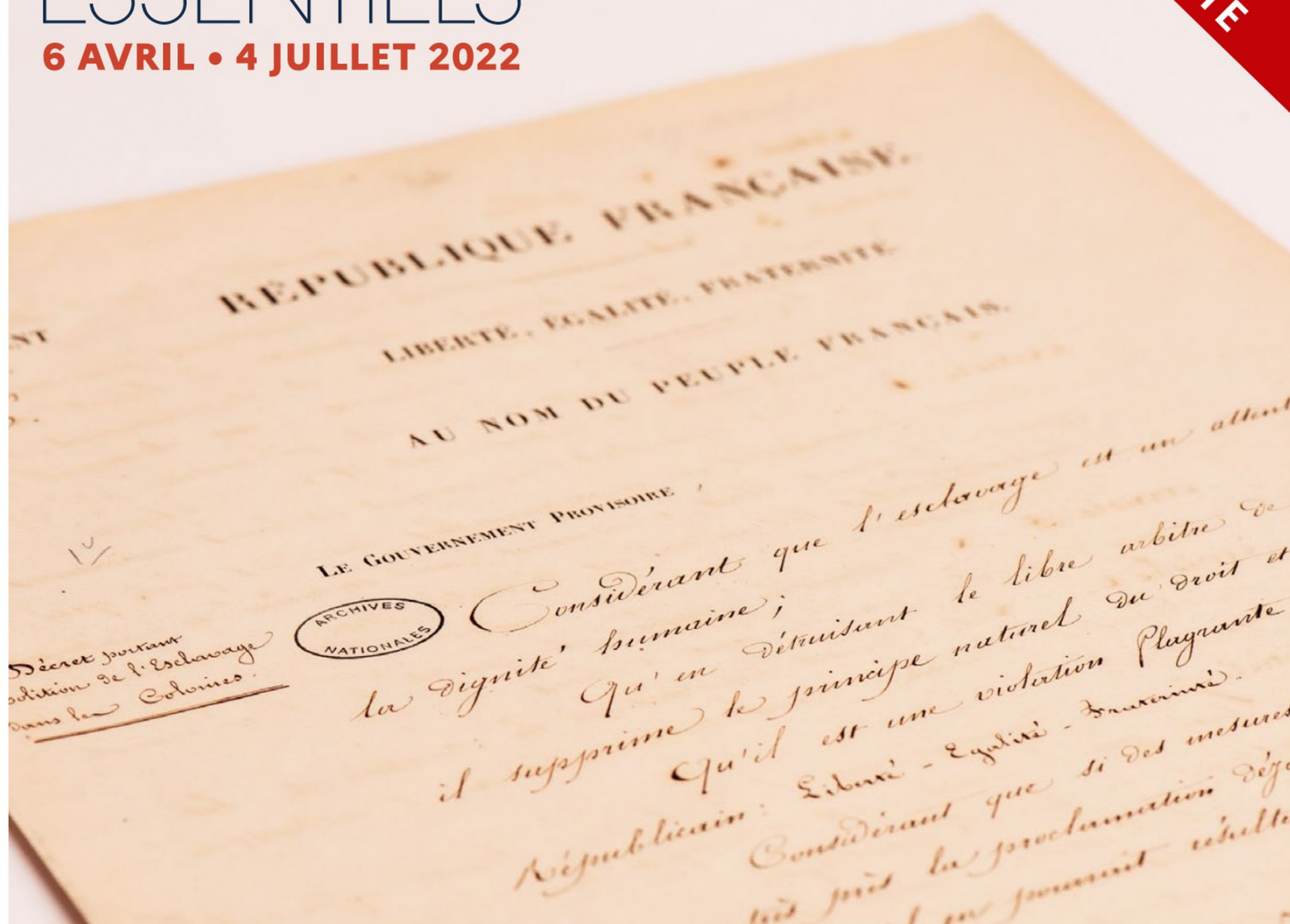
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES ARCHIVES NATIONALES ESSENTIELS

6 AVRIL • 4 JUILLET 2022

ENTRÉE
GRATUITE



EXPOSITION

DU

DÉCRET D'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

DU 27 AVRIL 1848

ARCHIVES NATIONALES
60 rue des Francs-Bourgeois
75003 Paris

Du lundi au vendredi de 10 h à 17 h 30
Samedi et dimanche de 14 h à 17 h 30 - fermeture le mardi

www.archives-nationales.culture.gouv.fr

